



Association pour l'Histoire
de la Protection de la Nature
et de l'Environnement

Energie-climat

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées versées aux Archives nationales et départementales ou conservées chez les acteurs privés et associations XVIIIe-XXIe siècles

par Patrick Cavalié
archiviste, membre de l'AHPNE

Guide des sources
mise à jour le 20/04/26

Paris
2026

Suivi par

Patrick CAVALIE - AHPNE
Tél. : 06 80 76 65 03
courriel: cavalipatrick@gmail.com

Rédacteur

Patrick Cavalié

Sites Internet

<http://ahpne.fr>

<https://ressources.histoire-environnement.org/Ressources>

<https://francearchives.gouv.fr/fr/annuaire/departements>

Sommaire

Remerciements	8
Avant-propos	10
Introduction	13
Repères bibliographiques	17
1ère partie : Archives publiques	18
<u>Cabinets ministériels</u>	19
Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, 1978-1981	19
Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, 1983-1984.....	21
Edmond Hervé, Jean Auroux, secrétaires d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, 1983-1984.....	22
Édith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, 1981-1986.....	25
Martin Malvy, secrétaire d'État auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur , chargé de l'énergie, 1984-1986.....	26
Lieu de conservation : Archives nationales.....	26
Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Premiers ministres, 1981-1986.....	27
Jacques Chirac, Premier ministre, 1985-1988.....	28
Alain Madelin, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications, et du tourisme, 1986--1988.....	29
Alain Carignon, ministre de l'environnement, 1986-1988.....	31
Michel Rocard, Premier ministre, 1988-1991.....	33
Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, 1991-1993.....	34
Michel Barnier, ministre de l'environnement, 1993-1995.....	35
José Rossi, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, 1993-1995.....	39
<i>Alain Juppé</i> , Premier ministre, 1995-1997.....	41
Franck Borotra, ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications, 1995-1997.....	41
Corinne Lepage, ministre de l'environnement, 1996-1997.....	43
Lionel Jospin, Premier ministre, 1997-2002.....	45
Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 1997-2001.....	47
Yves Cochet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 2001-2002.....	49
Jacques Chirac, président de la République, 2002-2007.....	50
Jean-Pierre Raffin, Premier ministre, 2002-2005.....	51
Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de l'écologie et du développement durable, 2002-2004.....	52
Serge Lepeltier, ministre de l'écologie et du développement durable, 2004- 2005.....	54
Nelly Olin, ministre de l'écologie et du développement durable, 2005-2007.....	56
Nicole Bricq, Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, 2012.....	58
Delphine Batho, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, 2012-2013.....	60

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant l'énergie-climat

Philippe Martin, Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, 2013-2014.....	61
Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (2014-2016) puis ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer chargée des relations internationales sur le climat (2016-2017).....	63
Nicolas Hulot, ministre de la transition écologique et solidaire, 2017-2018...	66
Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État à l'Écologie , 2018-2019.....	69
2. Stratégie et inspection générale.....	71
2.1 Inspection générale.....	71
Conseil économique et social.....	84
2.2 Maîtrise de l'énergie.....	85
2.2.1 Administration centrale.....	85
2.2.2 Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)....	86
2.2.2.1 Siège.....	87
2.2.2.2 Aquitaine.....	109
2.2.2.3 Auvergne.....	113
2.2.2.4 Bourgogne.....	115
2.2.2.5 Centre.....	116
2.2.2.6 <i>Franche-Comté</i>	118
2.2.2.7 Ile-de-France.....	118
2.2.2.8 <i>Languedoc-Roussillon</i>	119
2.2.2.9 Limousin.....	121
2.2.2.10 Midi-Pyrénées.....	122
2.2.2.11 Pays-de-la-Loire.....	125
2.2.2.12 Picardie.....	128
2.2.2.13. Poitou-Charentes.....	132
2.2.2.13 Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	132
2.2.2.14 Rhône-Alpes.....	134
2.2.2.15 Guyane.....	137
2.2.2.16 Martinique.....	137
2.2.2.17 Réunion.....	138
2.2.3 Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.....	143
2.3 Recherche.....	145
2.3.1 Ministère de la recherche.....	145
2.3.2 Ministère de la transition écologique.....	147
2.4 Europe et international.....	150
3. Sécurité maritime.....	154
4. Energie et climat.....	156
4.1 Climat.....	158
4.2 Energie.....	162
4.2.1 Administration centrale.....	162
4.2.1.1 Politique énergétique ; coût, distribution électrique.....	164
Politique énergétique.....	164
Coût, distribution électrique.....	204
4.2.1.2 Sécurité industrielle.....	216
4.2.1.3 Energie nucléaire.....	223
4.2.1.3.1 <i>Sûreté des installations nucléaires</i>	232
4.2.1.3.2 Autorité de sûreté nucléaire.....	253
4.2.1.4 Hydrocarbures.....	267
4.2.1.5 Gaz, charbon.....	290

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant l'énergie-climat

Gaz.....	290
Charbon.....	300
4.2.1.6 Energie hydraulique.....	308
4.2.1.7 Energies renouvelables.....	318
4.2.2 Alsace.....	321
4.2.3 Aquitaine.....	325
4.2.4 Auvergne.....	327
4.2.5 Basse-Normandie.....	328
4.2.6 Bourgogne.....	332
4.2.7 Bretagne.....	334
4.2.8 Centre.....	338
4.2.9 Champagne-Ardenne.....	339
4.2.10 Franche-Comté.....	345
4.2.11 Ile-de-France.....	347
4.2.12 Languedoc-Roussillon.....	349
4.2.13 Limousin.....	350
4.2.14 Lorraine.....	357
4.2.15 Midi-Pyrénées.....	359
4.2.16 Nord-Pas-de-Calais.....	363
4.2.17 Pays-de-la-Loire.....	363
4.2.18 Picardie.....	367
4.2.19 Poitou-Charentes.....	368
4.2.20 Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	375
4.2.21 Rhône-Alpes.....	380
4.2.22 Guyane.....	383
5. Prévention des risques.....	384
5.1 Risques industriels.....	385
5.1.1 Administration centrale.....	385
5.1.2 Bretagne.....	392
5.1.3 Champagne-Ardenne.....	393
5.1.4 Franche-Comté.....	394
5.1.5 Haute-Normandie.....	395
5.1.6 Languedoc-Roussillon.....	395
5.1.7 Limousin.....	395
5.1.8 Midi-Pyrénées.....	396
5.1.9 Pays-de-la-Loire.....	397
5.1.10 Poitou-Charentes.....	398
5.1.11 Rhône-Alpes.....	398
5.1.12 Réunion.....	402
2ème partie : Archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement.....	405
<u>Acteurs privés.....</u>	<u>406</u>
Antoine Serge, haut fonctionnaire.....	407
Armand Louis, haut fonctionnaire.....	413
Bernard Dominique, militant écologiste.....	416
Bonduelle Antoine, militant écologiste.....	419
Chabasson Lucien, haut fonctionnaire.....	421
Chambolle Thierry, haut fonctionnaire.....	422
Danielsson Bent, anthropologue.....	424
Garrigou-Lagrange Paul, scientifique.....	425

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant l'énergie-climat

Grevet Simone, membre d'association.....	426
Huglo-Lepage (cabinet d'avocats).....	428
Kervern Georges-Yves, haut fonctionnaire.....	430
Laurent Pierre, président d'association.....	433
Legrand Patrick, ancien président de France nature environnement.....	436
Raffin Jean-Pierre, membre fondateur d'association.....	438
Roignant Jacques, scientifique.....	443
Zonabend Françoise, ethnologue.....	444
<u>Associations de protection de la nature et de l'environnement, mouvements écologistes et établissements privés.....</u>	<u>445</u>
Air-Normand.....	446
Alsace nature.....	451
Association climatologique de Moyenne Garonne.....	454
Association de l'industrie et du commerce pour l'environnement normand.....	455
.....	457
Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne.....	458
Comité régional d'étude pour la protection et l'aménagement de la nature en Basse-Normandie.....	464
Collectif STOP EPR, ni à Penly ni ailleurs.....	467
Comité anti poubelle atomique.....	469
Comité météorologique départemental de Maine-et-Loire.....	470
Commission météorologique des Basses-Pyrénées.....	471
France nature environnement.....	472
Groupement d'intérêt public Seine-Aval.....	474
Institut pour la maîtrise des risques.....	479
Les Amis de la terre.....	480
Limousin nature environnement.....	482
Observatoire des marées noires.....	491
Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay.....	492
Union régionale bretonne de l'environnement.....	497
Annexes.....	500
<u>Liste des sigles.....</u>	<u>500</u>
<u>Liste des illustrations.....</u>	<u>503</u>
Archives nationales.....	503
Cabinet Robert Poujade, ministre de la protection de la nature et de l'environnement, 1973-1974.....	503
Extrait de discours, 1973.....	503
Cabinet Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de l'écologie et du développement durable, 2002-2004.....	504
Extrait de discours, 2004.....	504
Secrétariat général du débat sur la transition énergétique.....	505
Observatoire des effets du réchauffement climatique, 2004.....	506
Campagnes "Gardez la France propre", "Vacances propres" ? 1981.....	507
<u>Index des institutions, entreprises et associations.....</u>	<u>508</u>
<u>Index matière.....</u>	<u>517</u>
<u>Témoignages et discours d'anciens ministres de l'environnement.....</u>	<u>522</u>
Huguette Bouchardeau.....	522
Corinne Lepage.....	522
<u>Cycle de webinaires.....</u>	<u>522</u>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant l'énergie-climat

<u>Géolocalisation des fonds d'archives publiques et privées</u>	523
<u>Sites Internet</u>	524

Remerciements

Archives publiques

L'Association pour l'histoire de la protection de la nature remercie la mission des archives publiques du ministère de la transition écologique et tout particulièrement, les membres de l'équipe des traitements des fonds d'intérêt patrimoniaux en administration centrale, qui ont assuré à la fois la préparation, la description et l'envoi des fonds aux Archives nationales, sous la responsabilité des cheffes de mission.

Elle remercie également la mission des archives du ministère de l'agriculture ainsi que le réseau des archivistes des services déconcentrés (DDE, DDTM, DEAL, DREAL¹) et des opérateurs de nos ministères (AFFSET, ADEME, ANDRA, IFREMER) ayant contribué à la définition et à la mise en place d'une politique d'archivage ainsi qu'au traitement et Versement des dossiers à caractère patrimonial auprès des Archives nationales ou départementales.

Cette conservation patrimoniale ainsi que sa valorisation n'auraient pu se réaliser sans la volonté des différents-tes chargés-es de mission des archives et conservateurs du patrimoine successivement Jean Luquet, Vincent Maroteaux, Sylvie Desachy, Juliette Nunez, Bernard Vuillet, Françoise Lemaire, Christèle Noulet et Camille Tatger, Hélène Zettel.

Je tiens à remercier tout particulièrement Mounia Megharbi pour la rédaction des introductions historiques des services et des biographies de ministre.

Grâce à cette synergie, les services d'administration centrale du ministère ont versé plus de 30 000 dossiers et 7 To d'archives électroniques aux Archives nationales. Les services déconcentrés ont versé aux Archives départementales plus 8 000 dossiers.

1 Une liste de sigles est disponible en annexe
AHPNE

Archives privées

Si l'on excepte l'actuelle Société nationale de protection de la nature (SNPN) qui est l'héritière de la Société Impériale zoologique d'acclimatation fondée en 1854, la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF), fondée en 1901 et la Ligue française pour la protection des oiseaux (LPO) fondée en 1912, la plupart des associations de protection de la nature et de l'environnement sont apparues à partir de la fin des années 1950 en France telle la Société d'étude et de protection de la nature en Bretagne (SEPNB) ou l'Association pour la prévention de la Pollution de l'air (APPA) créées en 1968. C'est surtout dans les deux décennies suivantes qu'elles se multiplièrent dans les différentes régions françaises.

Certaines associations, généralistes, œuvrent dans tous les domaines de la protection de l'environnement, à l'échelle régionale ou départementale. D'autres sont plus spécialisées et se concentrent sur un territoire et/ou un sujet spécifique. Leurs modes d'actions sont multiples : leurs militants informent les citoyens, rencontrent les élus et les décideurs, mènent des actions de terrain (nettoyage de site, inventaires naturalistes...), forment les bénévoles, gèrent des espaces protégés ou encore participent aux débats et aux consultations publics.

La sauvegarde et la valorisation des archives d'acteurs privés de la protection de la nature et de l'environnement en vue, notamment, de leur exploitation par les historiens et les chercheurs est une des motivations de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE). Outre les archives publiques dont la conservation est assurée par les Archives nationales et départementales, il existe une multitude de documents et fonds d'archives environnementales chez des particuliers et des associations qui sont ni classées ni répertoriées et ne sont donc généralement pas connues et sont donc, de ce fait, peu disponibles.

En conséquence, l'AHPNE s'est fixée, entre autres objectifs, celui de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire.

Avant-propos

Archives publiques

C'est conformément à l'article 213-1 à 3 du Code du Patrimoine qui régit les délais de communicabilité des documents et dans le respect de celui-ci que les archivistes de la mission des archives au sein du ministère de la transition écologique et solidaire œuvrent à la préservation de l'écrit du patrimoine naturel du territoire. De même, les Archives départementales contrôlent et collectent la production des archives émanant des services déconcentrés de l'État.

Archives privées

Si l'on excepte l'actuelle Société nationale de protection de la nature (SNPN) qui est l'héritière de la Société Impériale zoologique d'acclimatation fondée en 1854, la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF), fondée en 1901 et la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) fondée en 1912, la plupart des associations de protection de la nature et de l'environnement sont apparues à partir de la fin des années 1950 en France telle la Société d'étude et de protection de la nature en Bretagne (SEPNB) ou l'Association pour la prévention de la Pollution de l'air (APPA) créées en 1968. C'est surtout dans les deux décennies suivantes qu'elles se multiplient dans les différentes régions françaises.

Certaines associations, généralistes, œuvrent dans tous les domaines de la protection de l'environnement, à l'échelle régionale ou départementale. D'autres sont plus spécialisées et se concentrent sur un territoire et/ou un sujet spécifique. Leurs modes d'actions sont multiples : leurs militants informent les citoyens, rencontrent les élus et les décideurs, mènent des actions de terrain (nettoyage de site, inventaires naturalistes...), forment les bénévoles, gèrent des espaces protégés ou encore participent aux débats et aux consultations publics.

La sauvegarde et la valorisation des archives d'acteurs privés de la protection de la nature et de l'environnement en vue, notamment, de leur exploitation par les historiens et les chercheurs est une des motivations de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE). Outre les archives publiques dont la conservation est assurée par les Archives nationales et départementales, il existe une multitude de documents et fonds d'archives environnementales chez des particuliers et des associations qui sont ni classées ni répertoriées et ne sont donc généralement pas connues et sont donc, de ce fait, peu disponibles.

En conséquence, l'AHPNE s'est fixée, entre autres objectifs, celui de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant l'énergie-climat

Suite à une enquête réalisée en 2010 auprès des associations membres du réseau France nature environnement, l'AHPNE a constaté la situation suivante :

- L'existence de plusieurs milliers d'associations de protection de nature sur le territoire
- Le faible niveau de classement, de conservation (dans de bonnes conditions) et de valorisation des archives associatives
- Le peu de Versements de ces archives aux Archives nationales et départementales
- La difficulté d'accès à ces archives par méconnaissance de leur existence

Pour les associations, une double question se pose à propos de leurs fonds d'archives : celle de leur conservation physique au moment du renouvellement des générations des dirigeants et des personnels et au gré des déménagements, et celle de la transmission d'une mémoire collective à leurs membres, à leur personnel et aux administrateurs qui fait souvent défaut

Parallèlement à ce constat, l'AHPNE avait relevé le contexte d'un faible nombre de recherches, de travaux et d'enseignements universitaires dans le domaine de la protection de l'environnement en France, mobilisant donc peu les sources archivistiques.

Afin de répondre à ces deux attentes l'AHPNE s'est lancée dans la rédaction d'inventaires d'archives, d'abord à titre expérimental dans les départements du Finistère et de Seine-Maritime puis, en 2018, en réalisant l'inventaire pour les six départements de la région Centre-Val de Loire²

L'AHPNE a réalisé ces inventaires d'archives depuis 2011 en partenariat avec les Archives nationales, les Archives départementales du Finistère, et de la Région Centre Val-de-Loire (Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret) et les associations concernées.

Les archives départementales de la Seine-Maritime ont réalisé elles-mêmes l'inventaire des associations du département.

Les inventaires ont pu être réalisés grâce au financement

- du ministère de la transition écologique et solidaire (direction de l'eau et de la biodiversité) pour le Finistère,
- du Conseil régional du Centre-Val de Loire et de France nature environnement pour cette région.

Ce guide des sources a le mérite de présenter pour la première fois une synthèse des fonds d'archives publiques et privées versés aux Archives nationales et départementales.

Il présente de nombreux intérêts à la fois pour la mémoire des services d'administration centrale et les services déconcentrés de nos ministères mais il saura être également un instrument précieux utiles à nos concitoyens et associations intéressés par cette thématique.

2 *L'ensemble des inventaires sont consultables sur les sites Internet*

- <https://ressources.histoire-environnement.org/Ressources>

- <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant l'énergie-climat

Ce guide est à la fois un outil au service d'une mémoire pour l'action, parce qu'une société amnésique ne peut évoluer convenablement ; il constitue également une mémoire pour l'histoire menacée trop souvent par la négligence, ou au contraire l'appropriation de documents qui échappent aussi au patrimoine collectif.

Tels sont les enjeux de ce guide.

Hélène Zettel
Cheffe de la mission des archives et de la
gestion de l'information électronique

Patrick Février
Président de l'AHPNE

Introduction

Pour la 1^{ère} fois, un instrument de recherche présente des sources d'archives historiques publiques mais aussi privées.

Archives publiques

Panorama sur les archives définitives

Le guide présente le catalogue des archives définitives (ou archives d'intérêt historique) issues des ministères actuels et de leurs prédécesseurs. Comme cité précédemment, ces archives ont fait l'objet de Versements auprès des services d'archives patrimoniaux où elles sont conservées : Archives nationales (dossiers de l'administration centrale) ou archives départementales (services déconcentrés).

Périmètre chronologique et administratif³

C'est donc près de quarante-six années d'inventaires d'archives ministérielles patrimoniales, en lien avec le thème de l'énergie et climat au sein de ce guide.

Parallèlement, des services déconcentrés se créent en région et département.

En région, les Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont issues de la fusion des Directions régionales de l'environnement (DIREN), des Directions régionales de l'équipement (DRE) et des Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE). Elles interviennent dans les domaines de l'eau, de la biodiversité, de la prévision et de la prévention des risques, de l'énergie, de l'aménagement, de l'urbanisme et de la construction, de la mobilité des transports et de leurs infrastructures, ainsi que du logement. En outre mer les Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) correspondent aux DREAL de métropole avec en plus les attributions des directions départementales couvrant le périmètre du ministère ainsi que les Direction interrégionales maritimes (DIRM) créées en métropole.

En département, hors mis l'outre-mer, les Directions départementales des territoires – et de la mer – (DDT(M)) résultent de la fusion des Directions départementales de l'équipement (DDE), des Directions départementales de l'agriculture et des forêts (DDAF) et pour les départements littoraux des Directions départementales des affaires maritimes (DDAM).

3 Vous trouverez dans cet ouvrage chapitre quelques fonds d'archives couvrant la période XIX-XXe siècles. Les références sont issues de l'ouvrage d'Andrée Covol "Les sources de l'histoire de l'environnement", 2003

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant l'énergie-climat

Ce guide présente quelques fonds d'archives de services déconcentrés versés aux Archives départementales.

Vous trouverez , à travers ce guide des sources, un siècle d'archives des cabinets ministériels 'illustrant la déclinaison des politiques publiques dans le domaine de l'énergie et climat

L'impulsion de ces politiques publiques se faisait par le biais des cabinets ministériels, puis par des directions opérationnelles d'administrations centrales et enfin étaient déclinés localement par les implantations ministérielles régionales ou départementales (directions départementales, directions régionales ...).

Ainsi, tendent à être répertoriées de façon exhaustive :

- . les archives gouvernementales confiées par les membres des cabinets ministériels ;
- . les archives des administrations centrales en charge du domaine de l'énergie et climat

Seuls quelques fonds d'archives historiques des services déconcentrés y sont recensés.

Importance matérielle des dossiers

Répertoires

A chaque répertoire détaillé sont mentionnés, le service d'origine, les dates extrêmes, la description détaillée, la cote, localisation, conditions d'accès. Un lien dynamique permet d'aller directement sur les sites Internet « Archives historiques » du ministère⁴, la salle des inventaires virtuelle des Archives nationales⁵, les sites Internet des Archives départementales⁶.

Ce guide regroupe plus de 300.000 dossiers décrits. Quelques affiches. 9 Go d'archives numériques

AHPNE

4 <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/>

5 <https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/>

6 *Annuaire des Archives départementales* : <https://francearchives.fr/fr/annuaire/departements>

Archives privées

L'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) s'est fixée comme objectif de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire.

Suite à une enquête en 2010 auprès des associations, l'AHPNE a constaté la situation suivante :

- Plusieurs milliers d'associations de protection de nature sur le territoire
- Peu de recherche dans le domaine de la protection de l'environnement en France
- Peu de don aux Archives nationales/départementales
- Pas de conservation ni de valorisation des archives dans les associations ?

Afin de répondre à ces questions l'AHPNE a mis progressivement en place une politique de rédaction d'inventaires d'archives⁷

L'AHPNE a donc réalisé ces inventaires d'archives depuis 2011 en partenariat avec les Archives nationales, les Archives départementales du Finistère, et de la Région Centre Val-de-Loire (Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret)

Les archives départementales de la Seine-Maritime ont réalisé elles-mêmes ceux concernant le département.

Les inventaires ont pu être réalisés grâce au financement

- du ministère de la transition écologique et solidaire pour le Finistère,
- du Conseil régional du Centre-Val de Loire pour cette région.
- de France nature environnement

Ce guide regroupe plus de **xxx** descriptifs des fonds d'archives d'acteurs privés ou associations de protection de la nature conservées aux Archives nationales/départementales ou dans leurs propres locaux (plus de **xxx** dossiers, **xxx** To archives numériques)

Patrick Février, Président de l'AHPNE

⁷ L'ensemble des inventaires sont consultables sur les sites Internet
- <http://ahpne.fr/>
- <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/>

Repères bibliographiques

Ministère

- Le ministère de l'impossible⁸, Robert Poujade, Paris- Calmann-Lévy, 1975.

Cindynique

- L'archipel du danger : introduction aux cindyniques, Georges-Yves Kervern et Patrick Rubise, Economica, Paris, 1991, (ISBN 2-7368-2061-2).
- Éléments fondamentaux des cindyniques, Georges-Yves Kervern, Economica, Paris, 1995, (ISBN 2-7368-2756-0) (notice BnF no FRBNF37682873).
- CINDYNIQUES Concepts et mode d'emploi, Georges-Yves Kervern et Philippe Boulenger (ISBN 2-7368-5287-5).
- Le mauvais génie face à la science du risque : Les Cindyniques, Georges-Yves Kervern, = The evil genius in front of the risk science : The Cindynics 5 (ISBN 2-87368-334-2).

Association de protection de la nature

- La nature n'est plus ce qu'elle était [sous la dir. J. P. Raffin, Daniel Sibony et David Western], étude, Editions de l'Aube, 2002
- La place de l'environnement dans les médias [sous la dir. Claude-Marie Vadrot], enquête, Victoires éditions, 1998 (enquêtes réitérées en 2002, 2005 et 2007 mais non publiées).
- Annuaire des 1000 associations pour l'environnement [sous la dir. Claude-Marie Vadrot], annuaire, Victoires éditions, 2001.

Guides des sources

- Les sources de l'histoire de l'environnement, 3 tomes, [sous la dir. d'Andrée Covol], L', Harmattan, 1999-2003
- Des sources pour l'histoire de l'Industrie. État des versements aux Archives nationales effectués de 1973 à 1993, par Marie-Hélène Joly, Paris : 1994
- Etat détaillé des Versements de l'ADEME et des établissements antérieurs aux Archives nationales , Damien Ferrero, 2022⁹
- Guide des sources concernant l'environnement industriel, du XIXème siècle à nos jours, Frédéric Ogé, chercheur PRODIG UMR 8686 CNRS, 2014¹⁰

8 Consultable <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k33738882/f17.image.texteImage>

9 Téléchargeable <https://ressources.histoire-environnement.org/Etat-des-Versements-de-l-ADEME-verses-aux-Archives-nationales>

10 Téléchargeable <https://ressources.histoire-environnement.org/Guide-des-sources-concernant-l-environnement-industriel-du-XIXeme-siecle-a-nos>

○ **Cabinets ministériels**

Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, 1978-1981

Après les élections législatives de mars 1978, Michel d'Ornano, député du Calvados, est nommé sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing à la tête du nouveau ministère de l'Environnement et du Cadre de vie. Cette administration innovatrice qui doit faire cohabiter les "aménageurs" et les "protecteurs" obtient de nouvelles compétences, précédemment attribuées au ministère de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire. Les services des monuments historiques et de l'architecture, rattachés jusque-là au ministère de la Culture, rejoignent également cette nouvelle structure. Ayant pour vocation de réunir l'Équipement et l'Environnement au sein d'un seul ministère, ce cabinet prend fin le 13 mai 1981. Il faudra attendre 2007 pour voir à nouveau les services de l'Équipement fusionner avec ceux de l'Environnement au sein du ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement du territoire

Ambitionnant une conception moderne de gestion du territoire sous divers aspects (l'environnement, le cadre de vie, l'habitat), Michel d'Ornano s'applique à une reconfiguration des structures ministérielles. Il lance le projet de transformation des subdivisions territoriales en agences locales de l'équipement et de l'environnement (ALEE), dont le but est de faire descendre les préoccupations environnementales jusqu'aux structures territoriales du ministère et de généraliser la déconcentration de l'administration en matière d'urbanisme et de logement. Ce projet ne dépasse pas le stade expérimental, l'alternance politique et gouvernementale de mai 1981 mettant fin au gouvernement dont il était issu.¹¹

Versement 19790658¹²

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Cabinet

Sous-direction : Bureau du Cabinet

Sommaire

Art 1-4 (CAB 1089-CAB 1092) : compte-rendus de comités restreints tenus à Matignon sur la **Politique énergétique**, la stratégie de l'aménagement du territoire et la revalorisation des départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM), la lutte contre l'inflation et l'orientation nouvelle de l'aide au logement
1975-1978

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 0.40 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

11 Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/Fran_NP_052056

12 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-d-Ornano-energie-amenagement-du>

Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, 1983-1984

Né le 20 août 1946 à Paris, Laurent Fabius est un homme politique français, membre du Parti socialiste

Ancien élève de l'école normale supérieure, agrégé de lettres modernes, ancien élève de l'institut d'études politiques de Paris, M. Laurent Fabius devient auditeur au Conseil d'État en 1973, puis maître des requêtes en 1981 à sa sortie de l'École nationale d'administration (promotion François Rabelais).

Membre du parti socialiste depuis 1974, Laurent Fabius devient porte-parole de François Mitterrand alors premier secrétaire du Parti socialiste.

Il est élu député de la 4^e circonscription de Seine-Maritime en 1968. Il est réélu à ce poste huit fois de suite depuis sa première nomination.

En 1981, à la suite de la victoire de François Mitterrand à la présidence de la République, Laurent Fabius est nommé ministre délégué au Budget.

À partir de mars 1983, il est nommé ministre de l'industrie et de la recherche.

En avril de cette année, le président Mitterrand annonce la création d'un grand ministère de la modernisation - en associant au ministère de l'industrie et de la recherche les missions de modernisation industrielle et redéploiement industriel — qui « rassemble dans ses mains, sous l'autorité du Premier ministre, des pouvoirs exceptionnels qui lui permettront de mettre en œuvre le plan de restructuration sous tous ses aspects ». Le poste est d'autant plus important qu'à l'époque, les plus importantes entreprises industrielles étaient dans le giron de l'État. Deux anciens membres du cabinet de Fabius Louis Schweitzer et Serge Weinberg, font ensuite carrière dans le monde de l'entreprise.

À 37 ans, il devient Premier ministre en 1983 et c'est Édith Cresson qui lui succédera en tant que ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur.

Il devient président de l'Assemblée nationale en 1988. Parallèlement, il exerce de nombreux mandats locaux tels que maire de Grand-Quevilly de 1995 à 2000, président de l'agglomération de Rouen de 1989 à 1995. Il est nommé ministre des affaires étrangères en mai 2012.

Depuis le 8 mars 2016, il est Président du Conseil constitutionnel.

Versement 19890452¹³

Ministère : Industrie et recherche

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinets de Pierre Dreyfus, ministre de l'Industrie de 1981 à 1982, de Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Recherche et de l'Industrie de 1982 à 1983 et de Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche de 1983 à 1984. Dossiers d'Alain Bechtel, conseiller technique.

Art 1-2 : Minutiers, organisation du ministère, **Politique énergétique**, planification, démocratisation du secteur public, commerce extérieur, **économies d'énergie**, 1982-1985.

Art 3 : Pétrole : Généralités, 1980-1984.

Art 4 : Gaz : Gaz de France (GDF), tarifs, 1981-1984.

Art 5-6 : Énergie nucléaire : Uranium, Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et filiales, centrales nucléaires, sûreté nucléaire, gestion des déchets radioactifs, protection de l'environnement, 1980-1984.

¹³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-Cabinet-Edmond-Herve-ministre-delegue-aupres-du-ministre>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 2 ml (6 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Edmond Hervé, Jean Auroux, secrétaires d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, 1983-1984

Edmond Hervé

Edmond Hervé, né le 3 décembre 1942 à La Bouillie (Côtes-du-Nord, auj. Côtes-d'Armor), est un homme politique français membre du Parti socialiste, maire de Rennes de 1977 à 2008 et sénateur de 2008 à 2014 du département d'Ille-et-Vilaine.

Fils de paysans métayers, il est licencié en droit public à l'Université de Rennes et aussi titulaire d'un diplôme d'études supérieures en droit public et d'un autre en sciences politiques.

Il devient maire de Rennes en 1977. Deux ans plus tard, il abandonne son métier d'enseignant pour se consacrer exclusivement à son mandat.

Président du District de Rennes, devenu par la suite la communauté d'agglomération Rennes Métropole, il entame une politique urbaine intensive : mixité sociale, soutien à la culture, écologie, plateau piétonnier, développement des transports en commun (notamment avec le métro automatique de type VAL) et de la recherche liée aux nouvelles technologies (technopole Rennes Atalante).

Il occupera de nombreuses fonctions ministérielles sous le premier septennat de François Mitterrand dont celle de :

- 22 mai – 22 juin 1981 : ministre de la santé du gouvernement Pierre Mauroy (1).
- 23 juin 1981 – 29 juin 1982 : ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie du gouvernement Pierre Mauroy (2).
- 29 juin 1982 – 22 mars 1983 : ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie du gouvernement Pierre Mauroy (2).

C'est Jean Auroux qui lui succédera à ce poste ministériel.

Versement 19890451¹⁴

Ministère : Secrétariat d'État chargé de l'énergie

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Industrie et de la Recherche de 1983 à 1984, chargé de l'énergie. Dossiers de Patrick Buffet, conseiller technique.

Art 1-6 : Minutiers, présentation du secteur énergie, Politique énergétique, planification, restructurations industrielles, financement, législation, relations internationales, 1982-1985.

Art 7-10 : Énergie nucléaire : Politique générale, relations internationales, exportation de centrales nucléaires, Commissariat à l'énergie atomique (CEA), gestion des déchets radioactifs, 1981-1985.

Art 11-14 : Pétrole. Approvisionnement, raffinage, distribution, prix, sociétés, relations internationales, 1980-1985.

Art 14-17 : Charbon : Généralités, Charbonnages de France (CDF), problèmes sociaux, 1980-1985.

Art 18-22 : Électricité : Électricité de France (EDF), Compagnie nationale du Rhône (CNR), tarifs, construction et fermeture de centrales thermiques, électricité hydraulique, 1980-1985.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 22

Métrage linéaire : 7 ml (22 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19890449¹⁵

Ministère : Secrétariat d'État chargé de l'énergie

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet d'Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de la Recherche et de l'Industrie de 1981 à 1983, chargé de l'énergie. Dossiers de Gaston Rimareix, directeur de cabinet.

Art 1-7 : Présentation du secteur énergie, **Politique énergétique**, planification, décentralisation, voyages officiels en France, budget, politique extérieure, 1981-1982.

Art 8-12 : Économies d'énergie et énergies nouvelles. Activités de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), du Commissariat à l'énergie solaire (COMES), du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), 1981-1984.

Art 12-15 : Charbon ; énergie nucléaire : Politique générale, Commissariat à l'énergie atomique (CEA), centrales nucléaires, relations internationales et exportations, 1980-1983.

¹⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-Cabinet-Jean-Auroux-secretaire-d-Etat-charge-de-l-energie-748>

¹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-Cabinets-Edmond-Herve-Jean-Auroux-secretaire-d-Etat>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 15

Métrage linéaire : 3 ml (15 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19890450¹⁶

Ministère : Secrétariat d'État chargé de l'énergie

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet d'Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de la Recherche et de l'Industrie de 1981 à 1983, chargé de l'énergie. Dossiers de Gilles Bellec, conseiller technique.

Art 1-2 : Minutiers, présentation du secteur énergie, Politique énergétique, 1981-1983.

Art 2-3 : Charbon : Politique générale, approvisionnement, consommation, problèmes sociaux, bassins houillers, relations internationales, 1981-1984.

Art 4-5 : Gaz. Approvisionnement, Gaz de France (GDF), gaz de Lacq, 1981-1984.

Art 6-8 : Energie nucléaire : Sûreté nucléaire, centrales nucléaires (en activité, en construction, en démantèlement), Commissariat à l'énergie atomique (CEA), usine de retraitement des déchets nucléaires de la Hague, 1980-1984.

Art 9-13 : Matières premières : Généralités ; opérateurs miniers : Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), Société le Nickel (SLN), Imetal, Entreprise Minière et Chimique (EMC), Pechiney Ugine Kuhlmann (PUK) ; filière ferromanganèse ; filière zinc, 1980-1984.

Art 13 : Matériaux de construction : Restructuration du secteur, 1980-1984.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 13

Métrage linéaire : 5 ml (13 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-Cabinet-Edmond-Herve-ministre-delegue-aupres-du-ministre>

Édith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, 1981-1986

Versement 19873181¹⁷

Ministère : Redéploiement industriel, commerce extérieur

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers d'Olivier Appert, directeur adjoint du cabinet d'Edith Cresson, ministre du Redéploiement Industriel et du Commerce Extérieur, 1981-1986.

Art 1-2 : Généralités : Organisation du ministère, réunions du ministre, minutiers chronologiques des directeurs-adjoints du cabinet (Bernard Pêcheur, prédécesseur d'O. Appert auprès de Laurent Fabius et O. Appert) : Textes officiels, notes, minutiers, 1981-1986.

Art 3-9 : Administration générale : Budget : Gestion des crédits de politique industrielle, préparation et exécution des budgets du ministère 1983-1986, budgets de la filière électronique et de l'**Agence française pour la maîtrise de l'énergie** ; gestion du personnel : (effectifs, primes, statuts), organisation et réunions du comité technique paritaire ministériel ; affaires générales : Implantations parisiennes du ministère, réorganisation de l'administration centrale et déconcentration, relations de l'administration avec les usagers, projet de loi sur la concurrence : Notes, bilans, budgets, procès-verbaux de séance, rapports, projet de loi, 1981-1986.

Art 10-11 : Relations avec les autres ministères (à noter ministère des PTT et ministère de la recherche et de la technologie) et des organismes sous tutelle dont l'Institut national pour le développement de l'innovation (INDI), Institut national de la propriété industrielle (INPI), Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) : Notes, 1983-1986.

Art 11-21. Activités des principales directions du ministère, 1981-1986 - direction générale de l'industrie : Création d'entreprises, modernisation industrielle, taxes parafiscales de l'ingénierie, Fonds Industriel de Modernisation (FIM), plan productique, reconversion de la Lorraine, aides publiques, entreprises publiques, nationalisations, loi sur les transferts de propriété entre secteur public et secteur privé (dite loi de respiration) - direction des industries chimiques textiles et diverses : Plan textile, accord multifibres, situation de l'industrie papetière - Direction des Industries Métallurgiques Mécaniques et Électriques : Construction navale, machine-outil, sidérurgie - direction des industries électroniques et de l'informatique : Filière électronique, plan informatique pour tous - direction générale de l'énergie et des matières premières : Matières premières et recherches géologiques, importations pétroliers, programme nucléaire, fiscalité de l'énergie, ressources minières de Nouvelle-Calédonie.

Art 22-28 : Dossiers des entreprises industrielles en liaison avec le ministère : Dossiers d'entreprises, notes (classement par ordre alphabétique d'entreprises, tous secteurs industriels confondus), 1981-1986

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 28

Métrage linéaire : 9 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-cabinet-d-Edith-Cresson-ministre-du>

Martin Malvy, secrétaire d'État auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur , chargé de l'énergie, 1984-1986

Martin Malvy, né le 24 février 1936 dans le 16^e arrondissement de Paris, est un journaliste, homme politique français et ancien ministre du gouvernement français.

Il est le petit-fils de Louis Malvy, ministre de l'intérieur durant la Première Guerre mondiale, et l'arrière-petit-fils de Charles de Verninac, sénateur.

Martin Malvy a exercé la profession de journaliste dans la presse locale entre 1973 et 1977, avant de se lancer dans l'arène politique sous les couleurs du Parti socialiste.

D'abord conseiller général et maire de Figeac, il est élu député en 1968 et le restera jusqu'en 1998, hormis les trois périodes où il fait partie des gouvernements Fabius puis Bérégovoy.

Sous la présidence de la République de François Mitterrand, il sera nommé sous le gouvernement de Laurent Fabius, secrétaire d'État auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie (24 juillet 1984-20 mars 1986). Lui succédera à ce poste Louis Mermaz.

Président socialiste de la région Midi-Pyrénées du 15 mars 1998 au 32 décembre 2015. En 2010, il obtient le plus haut score des élections régionales françaises. Il est du 1^{er} au 4 janvier 2016, président par intérim du conseil régional de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées.

Martin Malvy a été aussi président du conseil régional de Midi-Pyrénées de 1998 à 2015.

En janvier 2012, il a été nommé à la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Versement 19873480¹⁸

Ministère : Secrétaire d'État chargé de l'énergie

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Martin Malvy, secrétaire d'État auprès d'Édith Cresson ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie

Dossiers d'Alain Puzenat, conseiller technique chargé des affaires suivies par la direction des hydrocarbures et par l'agence française pour la maîtrise de l'énergie.

Art 1-4 : Généralités sur l'énergie (à noter : Carburol ; conférence mondiale de l'énergie ; Affaires suivies par l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) ; préparation du rapport Hugon sur la politique énergétique française ; hydrocarbures (industrie pétrolière, raffinage) ; divers : Notes, documentation, rapports, 1981-1986

Art 4 : Energies nouvelles (force marémotrice, énergie éolienne, géothermie, pompes à chaleur : Correspondance, discours, rapports d'activité, 1981-1983

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-cabinet-de-Martin-Malvy-secretaire-d-Etat-charge>

Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Premiers ministres, 1981-1986

Ministère: Premier ministre

Cabinet

Cabinets de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius, Premiers ministres. Dossiers de Marie-Ange Laumonier et de Michel Dresch, chargés de mission (1981-1986)

Risques majeurs

Cote : 19890035/3 G 00918¹⁹

Polynésie française, Mururoa : nucléaire (essais nucléaires, nuisances) Mission d'étude du Centre d'essais du Pacifique 25 juin-3 juillet 1982 : propositions

9 p. et 9 annexes (dont annexe 9 : rencontres avec le mouvement Greenpeace

Rapport de mission. 1982/06

- Polynésie française Mururoa : nucléaire (essais nucléaires, nuisances)

Commissariat à l'étude et à la prévention des risques naturels majeurs :

mission d'étude du Centre d'essais du Pacifique 25 juin-3 juillet 1982 (suites à donner)

Métrage linéaire: 0,10 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁹ Répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinets-de-Pierre-Mauroy-et-de-Laurent-Fabius-4671>

Jacques Chirac, Premier ministre, 1985-1988

Versement 19890268²⁰

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de M. Jacques Chirac, Premier ministre.

Dossiers de M. Olivier Baujard, chargé de mission au cabinet du Premier ministre.

Art 1-2 (G 1199-1200) : Postes et télécommunications -

Art 1 (G 1199) : **Environnement** -

Art 1 (G 1199) : **Énergie nucléaire**

Art 1 (G 1199) : Tourisme 1986-1988

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 1

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910246²¹

Ministère : Premier ministre

Services rattachés : Comité interministériel de la sécurité nucléaire (CISN)

Sommaire

Art 1-2 (F 73 bis 10088-10089) : Textes de base et fonctionnement du CISN, 1974-1984.

Art 3-4 (F 73 bis 10090-10091) : Informations générales sur la sécurité nucléaire, 1975-1982.

Art 4-6 (F 73 bis 10091-10093) : Les installations nucléaires de base, 1973-1983.

Art 7-17 (F 73 bis 10094-10103) : Organismes particuliers et énergie nucléaire : (1963) 1973-1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 17

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

20 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-cabinet-Jacques-Chirac-Premier-ministre>

21 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repeetoire-d-archives-detaille-Comite-interministeriel-de-la-securite-nucleaire>

Alain Madelin, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications, et du tourisme, 1986--1988

Alain Madelin, né le 26 mars 1946 dans le 12^e arrondissement de Paris, est un homme politique français. Il a été trois fois ministre entre 1986 et 1995 et s'est présenté sous l'étiquette Démocratie libérale à l'élection présidentielle de 2002, remportant 3,91 % des suffrages.

Fils de Gaétan Madelin, ouvrier spécialisé chez Renault avant de cumuler plusieurs emplois, et d'Aline Madelin, secrétaire dactylographe, il passe son enfance dans le quartier de Belleville, à Paris.

Après avoir quitté le collège en classe de quatrième, il suit de 1973 à 1963 un certificat d'aptitude professionnelle, puis un brevet professionnel d'ajusteur, tourneur et fraiseur au lycée Voltaire.

Il obtient une licence de droit, puis prête son serment d'avocat en 1973. Il travaille alors dans différents instituts et organismes patronaux, notamment avec Georges Albertini.

À l'automne 1968, il adhère à la Fédération nationale des républicains indépendants (FNRI) de Valéry Giscard d'Estaing. Pendant la campagne présidentielle de 1974, il est directeur de publication d'un journal antisocialiste, Spécial Banlieue, et intègre l'état-major de Valéry Giscard d'Estaing, qui remporte le scrutin. Lors de l'élection de 1981, il fait à nouveau partie de l'équipe de campagne de Giscard.

Très lié au collectif des nouveaux économistes, qui ambitionne de promouvoir en France l'école autrichienne d'économie et de faire redécouvrir les penseurs libéraux français, Alain Madelin est, dans les années 1980, l'un des promoteurs du libéralisme économique, qui gagne alors en influence au sein des partis français de droite.

Ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du tourisme (1986-1988)

Lorsque la droite gagne les élections législatives en 1986 et que débute la première cohabitation, Jacques Chirac le nomme ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du tourisme. Le scénario se répète lorsque la droite gagne les élections législatives en 1993 et qu'Édouard Balladur, premier ministre de la deuxième cohabitation, nomme Alain Madelin ministre des entreprises et du développement économique.

Son passage laisse deux traces notables : d'une part les contrats de retraite « Madelin », permettant aux non-salariés de se constituer une retraite par capitalisation ; d'autre part une simplification des démarches de création d'entreprise, avec la mise au point du statut d'entreprise unipersonnelle (EURL et EARL).

Lui succéderont sur ce ministère scindé en trois, Paul Quilès aux télécommunications, Roger Fauroux à l'industrie et François Doubin au tourisme.

Il lancera en octobre 1994, sa propre formation politique, Idées Action, qui réunit des décideurs économiques ainsi que des élus et des militants de droite. Le "madelinisme" se fédère alors autour de cette structure, qui diagnostique une panne de l'ascenseur social et préconise de rendre l'État plus compétitif en baissant les prélèvements obligatoires.

Idées Action, qui s'apparente plus à un club de réflexion qu'à un parti politique, revendique 7 000 adhérents à la fin des années 1990. Surnommé par son créateur la "maison des libéraux", le mouvement permet à Alain Madelin d'organiser ses réseaux et de mobiliser ses sympathisants.

En 2002, Alain Madelin se présente à l'élection présidentielle à laquelle il n'obtiendra que 3,91% des suffrages. En 2007, il se retire de la vie politique, se tournant alors vers les domaines de l'industrie et de la finance. En 2011, il cofonde Latour Capital, un fonds commun de placement à risque qui rachètera par la suite quatre filiales de Véolia.

Il préside également le Groupement d'intérêt public pour l'éducation numérique en Afrique.

Versement 19940154²²

Ministère : Industrie, des postes et télécommunications, et du tourisme

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet d'Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Tourisme de 1986 à 1988.

Art 1-36 : Dossiers de Thierry Salmona, conseiller technique chargé de l'énergie et des matières premières : Fonctionnement et activités de la Direction générale de l'énergie et des matières premières du ministère ; protection de l'environnement ; énergie nucléaire ; maîtrise de l'énergie, 1986-1988

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 36

Métrage linéaire : 12 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

²² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-cabinet-Alain-Madelin-ministre-de-l-Industrie>

Alain Carignon, ministre de l'environnement, 1986-1988

Alain Carignon est l'ancien maire, Rassemblement pour la République (RPR) de Grenoble de 1983 à 1995.

Il fut ministre délégué à l'environnement du gouvernement Chirac II puis ministre de la Communication du Gouvernement Balladur de 1993 à sa démission l'année suivante.

En 1986, il remporte les législatives dans la circonscription de sa ville et est appelé par Jacques Chirac dans le premier gouvernement de cohabitation, au poste de ministre délégué à l'environnement. Le 11 mai 1986, peu après la catastrophe de Tchernobyl, il déclare au journal télévisé d'Antenne 2 :

« Les taux de radioactivité en France les plus élevés sont en dessous des seuils à partir desquels il y a danger, et largement en dessous : 5, 10 ou 100 fois en dessous. », reprenant les éléments communiqués au gouvernement par le service central de protection contre les rayonnements ionisants.

Selon un rapport de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire en 2016, les taux étaient en réalité seulement 4 fois inférieurs au seuil de précautions fixé par l'Organisation mondiale de la santé qui était de 2000 Bq par litre et 20 fois inférieurs au seuil de danger fixé à 10 000 Bq par litre (sauf cas particulier de la Corse).

À la suite de cette catastrophe, il propose, en collaboration avec le ministère de l'Intérieur, une loi au Parlement sur la prévention des risques majeurs. Celle-ci est adoptée à l'unanimité en 1987.

Versement 19890274²³

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Patrick Guilhaudin conseiller technique

Art 1-11 : Projets de loi sur les risques majeurs
1987

Art 12-28 : Dossiers thématiques
1984-1988

Art 29-33 : Problèmes de pollution
1986-1987

Art 34-36 : Incendies de forêts
1986-1987

Art 37-39 : Institut de l'eau, barrages, droit de l'eau
1986-1987

Art 40-47 : Protection des eaux
1986-1987

Art 48-54 : Protection contre les risques naturels et industriels : PER (plans d'exposition aux risques), risques sismiques.
1985-1988

Art 55-57 : Documentation sur les organismes de l'énergie nucléaire
1985-1988

Art 68-65 : Agences de bassin, forêt méditerranéenne, météorologie, déplacements du ministre, communiqués de presse, documentation, 1985-1988

²³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Alain-Carignon-risques-majeurs-pollution>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 65

Métrage linéaire : 7 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Michel Rocard, Premier ministre, 1988-1991

Versement 19930221²⁴

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Michel Rocard, Premier ministre dossiers de Grégoire Olivier, chargé de mission puis conseiller technique au cabinet du Premier ministre.

Art 1-13. Aménagement du territoire - industrie - environnement - **énergie nucléaire**, 1988-1991

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 13

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-Rocard-Premier-ministre-1988-1991>

Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, 1991-1993

Dominique Strauss-Kahn, né le 25 avril 1949 à Neuilly-sur-Seine, est un économiste, homme politique et haut fonctionnaire international français.

Il est député socialiste de la Haute-Savoie puis du Val-d'Oise à partir de 1986, président de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale de 1988 à 1991, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur de 1991 à 1993, dans les gouvernements Édith Cresson et Pierre Bérégovoy, et maire de Sarcelles de 1995 à 1997.

Après avoir contribué à la victoire de la gauche plurielle aux élections législatives de 1997, il est nommé ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie dans le gouvernement Lionel Jospin. Mis en cause dans des affaires judiciaires en 1999, il démissionne du gouvernement, puis retrouve son mandat de député en 2001, avant de bénéficier d'un non-lieu et d'une relaxe. Candidat à la primaire socialiste de 2006, il est battu au premier tour par Ségolène Royal.

Sur proposition du président français Nicolas Sarkozy, il devient en 2007 directeur général du Fonds monétaire international (FMI). À la tête de l'institution, il est notamment confronté à la crise bancaire et financière mondiale de 2008 et aux débuts de la crise de la dette dans la zone euro.

Versement 19940762²⁵

Ministère: Industrie et du Commerce extérieur

Cabinet

Sommaire

Cabinet de Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur de 1991 à 1993. Dossiers de Marc Espalieu, conseiller technique chargé de l'énergie et des matières premières.

Art 1-6 : Énergie nucléaire : Loi sur les déchets radioactifs ; Commission de recensement des sites de stockage des déchets radioactifs, présidée par M. Desgraupes ; politique nucléaire française et Commissariat à l'énergie atomique (CEA) ; relations internationales, 1981-1993.

Art 7-8 : Pétrole: économies d'énergie, répercussions de la guerre du golfe, 1988-1991.

Art 9 : Effet de serre ; houillères du bassin Nord-Pas-de-Calais, 1983-1992.

Métrage linéaire: 3

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-de-Dominique-Strauss-Kahn-ministre-de-l>

Michel Barnier, ministre de l'environnement, 1993-1995

Chargé de mission au cabinet de Robert Poujade de 1973 à 1974, puis conseiller général de Savoie, Michel Barnier est élu député aux élections législatives de 1968. Promoteur de la protection de l'environnement dans son département, il publie en 1990 un rapport parlementaire qui liste des propositions pour l'environnement.

Il est nommé en mars 1993 ministre de l'Environnement du gouvernement d'Édouard Balladur. Le renforcement de la notion de développement durable s'accompagne d'un « développements compétences » de son ministère ne s'accroissent pas, malgré sa volonté de promouvoir le développement durable.

Il porte la loi Barnier du 2 février 1995 encadre les compétences de l'État et des collectivités locales en matière d'environnement et institue les premiers principes généraux du droit de l'environnement, comme le principe de précaution. Il crée aussi la Commission nationale du débat public pour les grands projets d'infrastructures. Les bases du développement durable sont posées.

Michel Barnier fait appel au président de la République pour faire avancer des causes internationales comme celle de l'effet de serre ; il fait ainsi ratifier des traités internationaux signés sous les gouvernements précédents.²⁶

Versement 20060628²⁷

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Michel Barnier, ministre de l'Environnement de 1993 à 1995. Dossiers d'Alexis Galley, conseiller technique.

Art 1-38 : Déchets (gestion, importations et exportations, traitement, stockage, emballages et amélioration de la qualité écologique des produits), 1989-1995.

Art 39-53 : Risques majeurs (risques naturels, technologiques et industriels), 1993-1995.

Art 54-61 : Industrie (installations classées, technologies propres), 1992-1995.

Art 62-69 : Pollutions (législation européenne, sites et sols pollués, pollutions maritimes), 1993-1995.

Art 70-92 : **Energie nucléaire (radioprotection, sûreté nucléaire, déchets radioactifs, centrales nucléaires, nucléaire en Europe de l'est dont Tchernobyl), 1986, 1991-1995.**

Art 93 : Politique de l'eau, 1992-1995.

Art 94-95 : Relations avec divers organismes, 1992-1994.

Art 96 : Colloques, 1933-1995.

²⁶ Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/Fran_NP_050685

²⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-Barnier-Dossiers-d-alexis-Galley>

Métrage linéaire : 10 ml

Communicabilité : 25 ans

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20020325²⁸

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Art 1-62 : Courrier des élus

(1-19) courrier sénateurs

classement par direction d'administration centrale

(20-28) courrier députés

classement nominatif (lettre B et T)

(29-73) courrier des élus locaux

classement par département

(61-63) courrier des élus concernant les opérations 100 lieux musicaux, service national et les nuisances liées aux aéroports

Art 64-88 : courrier des associations

classement par année et département

Art 89-93 : Dossiers d'Odile Roussel, conseillère technique aux relations internationales

Conseil de l'union européenne, Conseil des communautés européennes, Conseil conjoint

Énergie - Environnement : communiqués, propositions de directives

1993-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 93

Métrage linéaire : 9 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Barnier-courriers-des-elus-associations>

Versement 19973129²⁹

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de Michèle Pappalardo, directrice de cabinet

Art 1-6 : Préparation de la loi no 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, 1994-1995

Art 7-77 : dossiers classes dans l'ordre alphabétique des thèmes, 1993-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 77

Métrage linéaire : 10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20040322³⁰

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Michel Barnier, ministre de l'environnement de 1993 à 1995

Dossiers de Philippe Dumont, conseiller technique

Art 1-9 : minutiers chronologiques, carnets de notes, politique générale du ministère. 1992-1995

Art 10-68 : organisation et fonctionnement du ministère : organisation et fonctionnement des services (administration centrale, services déconcentrés et établissements publics), personnel. 1982-1995

Art 73-74 : affaires financières et budgétaires : budget du ministère, financement de la protection de l'environnement, fiscalité. 1991-1995

Art 75-90 : économie de l'environnement : politique de l'emploi, relations avec les entreprises et les acteurs de l'environnement. 1992-1995

Art 91-119 : politique de l'air : lutte contre le trou de la couche d'ozone, lutte contre l'effet de serre et le changement climatique, qualité de l'air et Pollution de l'air. 1990-1995

Art 120-134 : transports : réflexion et actions de recherche, transports routiers, transports terrestres, transports propres. 1989-1995

Art 135-163 : **énergie** : débat national énergie et environnement, lignes électriques, énergies renouvelables, maîtrise de l'énergie. 1982-1995

Art 164-173 : divers : espace, heure d'été, prévention des risques, politique de la ville. 1916, 1986-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 173

Métrage linéaire : 17 ml (50 dimabs)

29 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-Barnier-Dossiers-de-la-directrice>

30 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-Barnier-transport-air-energie>

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20073628³¹

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Michel Barnier, ministre de l'environnement de 1993 à 1995. Dossiers d'Alexis Galley, conseiller technique.

Art 1-38 : Déchets (gestion, importations et exportations, traitement, stockage, emballages et amélioration de la qualité écologique des produits), 1989-1995.

Art 39-53 : Risques majeurs (risques naturels, technologiques et industriels), 1993-1995.

Art 54-61 : Industrie (installations classées, technologies propres), 1992-1995.

Art 62-73 : Pollutions (législation européenne, sites et sols pollués, pollutions maritimes), 1993-1995.

Art 73-92 : **Énergie nucléaire** (radioprotection, sûreté nucléaire, déchets radioactifs, centrales nucléaires, nucléaire en Europe de l'Est dont Tchernobyl), 1986, 1991-1995.

Art 93 : Politique de l'eau, 1992-1995.

Art 94-95 : Relations avec divers organismes, 1992-1994.

Art 96 : Colloques, 1993-1995.

Métrage linéaire : 10 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

³¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-Barnier-Dossiers-d-alexis-Galley>

José Rossi, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, 1993-1995

José Rossi, né le 18 juin 1944 à Ajaccio, est un homme politique français.

Agrégé de droit public, diplômé de Sciences Po Paris, ancien membre de cabinets ministériels, notamment ceux de Joseph Fontanet et de Simone Veil, il s'est engagé tôt dans la vie politique de la Corse. Il a occupé de nombreux mandats : maire, conseiller général, conseiller à l'Assemblée de Corse et député. Il a été également ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur d'octobre 1994 à mai 1995, durant la seconde cohabitation dans le gouvernement d'Édouard Balladur.

Il fut successivement :

- Président du conseil général de la Corse-du-Sud de 1985 à 1998, il a contribué au développement économique du département et en particulier de la rive sud du golfe d'Ajaccio.
- Président de l'Assemblée de Corse de 1998 à 2004.
- Président de l'Agence de développement économique de la Corse (2004 - 2006)

José Rossi s'est toujours battu en faveur de la reconnaissance de la spécificité de la Corse au sein de la République. Il a été rapporteur du projet de loi relatif au statut de la Corse en 1991 (loi Joxe) et a été un des acteurs importants du "processus de Matignon" qui a débouché notamment sur un Plan d'équipement et d'investissement. José Rossi a toujours défendu la ligne de l'autonomie considérant que la Corse, si elle devait rester française, ne pouvait pas être gérée depuis Paris.

Proche de François Léotard, il partage l'idée du fédéralisme. Il a ainsi poussé à l'introduction d'un pouvoir réglementaire autonome, faculté qui n'a pas été utilisée par la collectivité territoriale de Corse.

Du fait des divisions à droite, il n'est pas en mesure de conserver son poste de président après les élections territoriales de 2004 et doit se contenter de la présidence de l'Office du développement économique.

En 2003, il soutient le oui pour le référendum sur la réforme institutionnelle en Corse.

Député de la Corse-du-Sud de 1988 à 2002. Il a été président du groupe Démocratie libérale à l'Assemblée nationale de 1998 à 2000. Ce groupe comprenait 43 députés dont Claude Goasguen, Pascal Clément, François d'Aubert, Dominique Bussereau, Nicolas Forissier, François Goulard, Alain Madelin, Nicole Ameline. Le secrétaire général du groupe était Philippe Crevel. Proche des centristes et d'Alain Madelin, José Rossi a toujours défendu les valeurs libérales et sociales. Il souhaitait ranimer les Indépendants, parti dont était membre Valéry Giscard d'Estaing, dans l'esprit des années 1960 et 70.

Il perd son siège de député en 2002, recueillant 42,93 % des suffrages exprimés contre le divers gauche Simon Renucci.

Il est candidat aux élections municipales de mars 2008, toujours contre Simon Renucci. La liste qu'il conduit recueille 8,68 % des suffrages exprimés au premier tour, après quoi José Rossi se rallie à la liste UMP de Paul Ruault sans demander à y être intégré.

José Rossi est candidat à l'Assemblée territoriale de Corse du 6 et 13 décembre 2015 et conduit la liste investie par les Républicains et l'UDI. Il a le soutien du député maire d'Ajaccio de l'époque, Laurent Marcangeli et du député de Haute-Corse, Sauveur Gandolfi-Scheit. Il défend l'idée que face aux grandes régions du Continent, la Corse doit être défendue et fortement représentée à Paris comme à Bruxelles. Sa liste après fusion avec celle de Camille de Rocca Serra arrive en troisième position au second tour. Il préside le Groupe du Rassemblement, le premier groupe d'opposition à l'Assemblée territoriale de Corse présidée par Jean-Guy Talamoni.

Par ailleurs, il préside un club de réflexion « Corse prospective » qui réunit des dirigeants économiques de Corse.

Versement 19960416³²

Ministère : Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Gérard Longuet, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur de 1993 à 1994, cabinet de José Rossi, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur de 1994 à 1995

Dossiers d'Antoine Blanc, conseiller technique chargé du secteur de l'énergie et du charbon.

Art 1-6 : Nucléaire.

Art 6 (fin)-10 : Énergie.

Art 10 (fin)-11 : Aménagement du territoire.

Art 12-13 : Minutiers chronologiques, 1993-199

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 13

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

³² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Jose-Rossi-ministre-de-l-Industrie-des>

Alain Juppé, Premier ministre, 1995-1997

Versement 20000526³³

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet d'Alain Juppé, Premier ministre de 1995 à 1997 dossiers de François Soulmagnon, conseiller pour l'industrie, l'équipement et la technologie.

Art 1 : Poste et télécommunications, 1995-1997.

Art 2-4 : Télécommunications, 1995-1997.

Art 5-8 : **Energie**, 1995-1997.

Art 8 (suite)-9 : Industrie (généralités), 1995-1997.

Art 9 (suite)-19 : Industrie (dossiers par secteur ou par affaire), 1995-1997 ce Versement complète le Versement 20000525

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3.

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Franck Borotra, ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications, 1995-1997

Franck Borotra , né le 30 août 1937 à Nantes (Loire-Atlantique), est un homme politique français.

Ingénieur de formation, diplômé de l'Institut français du pétrole, a notamment été des Yvelines, de 1986 à 2002

Il succédera à François Fillon en tant que ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications (novembre 1995- juin 1997) dans le gouvernement d'Alain Juppé (Juppé II).

député (Rassemblement pour la République – RPR) Aucun ministre ne lui succédera, ce poste ayant été supprimé.

Il sera président du conseil général des Yvelines de 1994 jusqu'en Juin 2005, date de sa démission après 12 ans passés à la tête du département.

³³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Alain-Juppe-Premier-ministre-energie>

Versement 19980553³⁴

Ministère : Industrie, de la poste et des télécommunications

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Franck Borotra, ministre de l'Industrie, de la poste et des télécommunications de 1995 à 1997

Dossiers de Luc Benoit-Cattin, conseiller technique chargé de l'énergie.

Art 1-16 : Électricité de France (EDF) ; organisation, marché intérieur de l'électricité, lignes électriques, Compagnie nationale du Rhône, autres dossiers, 1995-1997.

Art 17-22 : Gaz de France (GDF) ; contrat de plan, distribution gazière, marché intérieur du gaz, 1995-1997.

Art 23-26 : Hydrocarbures : Institut français du pétrole (IFP), fiscalité du gazole, raffineries, 1995-1997.

Art 27-53 : Nucléaire, sûreté nucléaire, déchets radioactifs, Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), centre de stockage de la manche, laboratoires souterrains, Superphénix, Framatome, Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et CEA-Industrie, 1995-1997.

Art 54-77 : Sous-sol, Bureau de recherches géologiques et minières (BGRM), Société de gestion du patrimoine immobilier des houillères de bassin du Nord-Pas-de-Calais (SOGINORPA), Entreprise minière et chimique (EMC), Charbonnages de France (CDF), Association d'Importation de charbon (ATIC), Société d'exploitation de la pyrometallurgie de Salsigne (SEPS), nickel, 1995-1997.

Art 68-82 : Environnement, projet de loi sur l'air et sur l'utilisation rationnelle de l'énergie, effet de serre, déchets industriels, 1995-1997.

Art 83. Affaires générales, participations industrielles de l'Etat, 1996.

Art 84-87 : Minutiers

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3.

Nombre d'articles : 87

Métrage linéaire : 29 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-cabinet-Franck-Borotra-ministre-de-l-Industrie>

Corinne Lepage, ministre de l'environnement, 1996-1997

Avocate engagée sur les questions d'écologie notamment à l'occasion du naufrage du pétrolier Amoco-Cadiz en 1968, Corinne Lepage est élue en 1989 maire adjointe chargée de l'environnement et de l'urbanisme à Cabourg. Elle est candidate en 1993 aux élections législatives sous la bannière Génération écologie qu'elle a cofondé en 1989 avec Brice Lalonde, Jean-Louis Borloo et Jean-Michel Belorgey. En 1995, elle accepte de prendre en charge le ministère de l'Environnement dans le gouvernement d'Alain Juppé.

Le décret d'attribution qui précise les compétences du ministre de l'Environnement en 1995 donne à Corinne Lepage la protection des sites et l'affichage, ainsi que, pour la première fois, un droit de regard sur l'énergie et particulièrement l'énergie renouvelable. Elle n'obtient pas pour autant la co-tutelle de la sûreté nucléaire et elle perd, par rapport à Ségolène Royal, la mention explicite de la co-signature sur les décrets des grandes infrastructures. Son ministère reste donc à un rang modeste dans l'ordre gouvernemental.

Corinne Lepage promeut la notion de développement durable pour défendre l'environnement sans s'opposer aux préoccupations de croissance économique. En 1996, le Conseil des ministres adopte son projet concernant la Pollution de l'air qui rend obligatoire la surveillance de la qualité de l'air. Ce projet aboutit à l'adoption par le Parlement de la loi LAURE (loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie) du 30 décembre 1996, également appelée « loi Lepage ». Cette loi instaure notamment des limitations de vitesse dans les métropoles françaises en cas de pic de pollution à l'ozone.

En 1996, Corinne Lepage obtient la création du Comité de la prévention et de la précaution qui donne des avis sur les questions de santé et de sécurité publique.³⁵

Versement 19980573³⁶

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Corinne Lepage, ministre de l'environnement de 1996 à 1997

Art 1-24 : Dossiers de M. Renaud Abord-de-Chatillon, chargé de mission vice-président de la Commission du développement durable (CDD), Énergie nucléaire

Art 25-73 : Dossiers de M. Olivier Herz, conseiller technique : prévention de la pollution et des risques Loi sur l'air
1995-1997

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 73

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁵ Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/Fran_NP_050686

³⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Corinne-Lepage-Developpement-durable>

Versement 19980570³⁷

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Corinne Lepage, ministre de l'environnement de 1996 à 1997

Art 1-24 : Dossiers de M. Renaud Abord-de-Chatillon, chargé de mission vice-président de la Commission du développement durable (CDD), **Énergie nucléaire**

Art 25-60 : Dossiers de M. Olivier Herz, conseiller technique : prévention de la pollution et des risques Loi sur l'air
1995-1997

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 60

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Corinne-Lepage-Developpement-durable>

Lionel Jospin, Premier ministre, 1997-2002

Versement 20073202³⁸

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet de Lionel Jospin

Sommaire

Dossiers de Laurence Tubiana, conseillère pour l'environnement au cabinet de Lionel Jospin de juin 2001 à mai 2002.

Art 1 : minutiers chronologiques, juin 2001-avril 2002

Art 1-2 : Politique générale, fiscalité, Union européenne et international, relations avec les associations, juin 2001-avril 2002

Art 2-5 : **Pollutions**, industrie, **déchets**, **énergie nucléaire**, transports, juin 2001-avril 2002

Art 5 : Organismes génétiquement modifiés (OGM), mars 2001-mars 2002

Art 6 : Protection de l'environnement, catastrophes naturelles, janvier 2000-mars 2002

Art 6 : Aménagement du territoire, octobre 2000-mars 2002

Art 6 : chasse et pêche, mars 2001-avril 2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20073203³⁹

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet de Lionel Jospin

Sommaire

Dossiers de Bettina Laville, conseillère pour l'aménagement du territoire et l'environnement au cabinet de Lionel Jospin de juin 1997 à juin 2001

Art 1 : minutiers chronologiques, cahier d'enregistrement juin 1997- avril 2002

Art 1-4: Politique générale, fiscalité, législation et codification, relations avec les associations, avril 1997-décembre 2001

Art 4-6 : Union européenne et international, février 1997-décembre 2001

Art 7-11 : Protection de l'environnement : **effet de serre**, eau, forêts, sécurité sanitaire, organismes génétiquement modifiés (OGM), pollutions, déchets, juin 1997-janvier 2002

Art 11-17 : Énergétique, énergie nucléaire, janvier 1995-juin 2001

Art 17 : Catastrophes naturelles, novembre 1999-janvier 2002

Art 18 : Chasse février 1998-novembre 2001

Art 18-23 : Aménagement du territoire, novembre 1996-juillet 2001

38 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-Cabinet-Lionel-Jospin-Premier-ministre-2001-2002>

39 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-Cabinet-Lionel-Jospin-Premier-ministre-1996-2002>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 23

Métrage linéaire : 8 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20040098⁴⁰

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet de Lionel Jospin

Sommaire

Dossiers d'Olivier Coste, conseiller technique chargé de l'industrie et des télécommunications.

Art 1-2 : Minutier chronologique, interventions publiques du Premier ministre, invitations du Premier ministre.

Art 2 (suite)-8 : **Energie** : Energies renouvelables ; Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) ; énergie nucléaire : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) ; Framatome ; sécurité nucléaire ; centrales nucléaires ; Electricité : Electricité de France (EDF) ; Compagnie Nationale du Rhône (CNR) ; pétrole : Institut français du pétrole (IFP), ELF, total gaz.

Art 9-10 : Tutelle des entreprises publiques et suivi des entreprises privées (classement par entreprise).

Art 10 (suite)-16 : Mines et carrières, chantiers navals, matériel ferroviaire, constructions automobiles, textile, médicaments, tabac.

Art 16 (suite)-19 : La poste, télécommunications. Autorité de régulation des télécommunications (art), France-Télécom, cryptologie, informatique.

Art 19 (suite)-20 : Divers, 1987-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 20

Métrage linéaire : 7 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁴⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-Cabinet-Lionel-Jospin-Premier-ministre-1987-2000>

Versement 20073206⁴¹

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet de Lionel Jospin

Sommaire

Cabinet de Lionel Jospin, Premier ministre de 1997 à 2000 dossiers de Jean-Loïc Nicolazo, conseiller technique en chargé de l'environnement,.

Art 1 : Minutiers chronologiques, 1997-2002

Art 1-4 : Politique générale, administration de l'environnement, activités législatives, relations avec les associations, 1997-2002

Art 4-9 : Union européenne et international, 1997-2002.

Art 9 (suite)-18 : Pollutions et nuisances : agriculture, industrie, mer et atmosphère, bruit, déchets, **mines et carrières**, énergie, énergie nucléaire, 1996-2002

Art 18 (suite)-22 : Aménagements, fleuves, routes, 1995-2002

Art 22 (suite)-29 : Espaces et sites naturels, réserves et parcs naturels, eau et littoral, forêts, faune sauvage, 1997-2002

Art 29 (suite)-36 : Chasse et pêche, 1996-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 36

Métrage linéaire : 12 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090474⁴²

Ministère : Premier ministre

Organisme rattaché : Mission interministérielle de l'effet de serre

Sommaire

Art 1: Organisation, 1996-1999

Art 1-5 : Activités, 1990-2000

Art 5-7 : Études, 1989-1997

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 1997-2001

41 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-Cabinet-Lionel-Jospin-Premier-ministre-1997-2002>

42 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-Cabinet-Lionel-Jospin-Premier-ministre-Mission>

Dominique Voynet entre en 1997, après les élections législatives aboutissant à une cohabitation avec le président Jacques Chirac, dans le gouvernement de Lionel Jospin. Des écologistes et des représentants des différentes formations de la gauche parlementaire y cohabitent avec des ministres issus du parti socialiste. Elle est jusqu'en 2001 ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement devenant la première représentante des Verts dans un gouvernement français.

Le ministère de Dominique Voynet est marqué en particulier par des réunions internationales, avec la troisième et la quatrième conférence des Nations unies sur les changements climatiques, en 1997 et 2000.

Plusieurs lois marquent l'action de Dominique Voynet comme ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement : la principale est la loi du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire, dite « loi Voynet », qui complète les textes existants sur la décentralisation, l'urbanisme et le droit de l'environnement. Des schémas d'aménagement du territoire pour le développement durable y sont prévus ; les deux domaines de compétence de son ministère (Aménagement du territoire et Environnement) sont concernés notamment par la création de contrats de plan État-région. Une loi sur la chasse est préparée sous son ministère, promulguée le 26 juillet 2000 ; elle donne une place accrue à l'Office national de la chasse et de la faune sauvage. Enfin, elle porte un projet de loi de réforme de la politique de l'eau, qui n'aboutit pas avant son départ du ministère.⁴³

Versement 20030454⁴⁴

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement
Dossiers de Patrick Fragman, Raymond Cointe et d'Emmanuel Normant, conseillers techniques recherche, pollutions et risques, santé, eau, agriculture :

Art 1-19 : Pollution de l'air, 1997-2001

Art 20-53 : traitement des déchets, 1996-2002

Art 54-68 : recherche, 1997-2002

Art 73-75 : sites et sols pollués, 1997-2001

Art 80-87 : climat, 1990-2001

Art 88-95 : effet de serre, 1997-2001

Art 96-106 : établissements publics - agences, 1996-2002

Art 107-155 : risques naturels et industriels, 1997-2002

Art 156-173 : dossiers locaux, classement alphabétique, 1997-2002

Art 173-182 : fiscalité, 1998-2001

Art 183-191 : Union européenne (UE), 1998-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 191

Métrage linéaire : 19 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁴³ Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/Fran_NP_050687

⁴⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Dominique-Voynet-recherche-pollutions-et>

Yves Cochet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 2001-2002

Yves Cochet, membre de plusieurs associations de défense de l'environnement puis membre fondateur du parti des Verts en 1984, conseiller municipal de Rennes à partir de 1989, devient ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire en juin 2001. Il succède à Dominique Voynet, démissionnaire pour postuler au secrétariat national des Verts. En octobre 2001, il crée avec le ministre chargé de l'agriculture, Jean Glavany, l'Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique

Versement 20080051⁴⁵

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet d'Yves Cochet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement de 2001-2002

Art 1 : Courrier ministre, 2001-2002

Art 1 (suite)-4 : Dossiers de Philippe Hubert, conseiller technique énergie et **sûreté nucléaire**, 1998-2002

Art 4 (suite)-5 : Dossiers de Jean-Daniel Abel, conseiller technique pour les relations avec les associations nationales et le patrimoine naturel, 1997-2001

Art 5 (suite)-10 : Dossiers d'Anne Boudou, conseillère technique pour les dossiers régionaux et les relations avec les associations locales, 1999-2002

Art 11-15 : Dossiers de Christophe Chassande, conseiller technique pour l'eau, la mer et l'agriculture, 1997-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 15

Métrage linéaire : 5 ml (15 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

⁴⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-cabinet-Yves-Cochet-dossiers-de-conseillers>

Jacques Chirac, président de la République, 2002-2007⁴⁶

Présidence de la République

Cabinet

Présidence de la République sous la mandature de Jacques Chirac : archives de Michel Blangy, directeur de cabinet du président de la République (2002-2007)

Cote : AG/5(5)/MB/22, Dossier 7⁴⁷

Relations avec le Gouvernement polynésien, veille sur l'élection d'Oscar Temaru à la présidence du territoire et nomination du Gouvernement (juin 2004), projet de dissolution de l'assemblée de Polynésie française, demande d'audience de François Hollande (octobre 2004), entretiens du président de la République avec des élus polynésiens dont Gaston Flosse (11 février 2005), veille sur l'activité de la commission d'enquête sur les conséquences des essais nucléaires aériens en Polynésie française : notes avec annotations mss. du président de la République, notes internes et externes, fiches, correspondance, rapport d'étape, coupures de presse.

Métrage linéaire: 0,10 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

⁴⁶ Voir le [résultat « Essais nucléaires »](#) dans la base documentaire des Archives nationales

⁴⁷ Répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinets-de-Jean-Pierre-Raffin-Premier-ministr>

Jean-Pierre Raffin, Premier ministre, 2002-2005

Ministère: Premier ministre

Cabinet

Cote : 20060143/3⁴⁸

Cabinet de Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre, 2002-2005

Interventions

Souhait de l'association Moruroa e Tatou de créer un conseil d'orientation sur les conséquences des essais nucléaires en Polynésie française.

Lettres

01/01/2005-31/01/2005

Métrage linéaire: 0,10 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de l'écologie et du développement durable, 2002-2004

Roselyne Bachelot est appelée au gouvernement après la victoire de Jacques Chirac en 2002 par Jean-Pierre Raffarin comme ministre de l'Écologie et du Développement durable. Une secrétaire d'État au Développement durable lui est adjointe, Tokia Saïfi.

Le ministère de Roselyne Bachelot est marqué par la préparation de la Charte de l'environnement. Parmi les textes marquants, l'adoption de la loi de prévention des risques technologiques et naturels du 32 juillet 2003 et du plan national de prévention des inondations, ainsi que le plan national Santé Environnement, sont des réalisations portées par le cabinet de Roselyne Bachelot.

Le 32 mars 2004, à l'occasion du remaniement du gouvernement Raffarin, Serge Lepeltier succède à Roselyne Bachelot.⁴⁹

Versement 20080442⁵⁰

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de l'écologie et du développement durable, 2002-2004

Art 1-2 : Déplacements et entretiens de la ministre, 2002-2003

Art 2 (suite)-7 : Dossiers des directeurs de cabinet Gilles Pipien et Guy Fradin, 2002-2004

Art 7 (suite)-21 : Dossiers de Georges-François Leclerc, directeur adjoint de cabinet, 2001-2004

Art 22-25 : Dossiers de Béatrice Noëllec , chef adjointe de cabinet : invitations, audiences, déplacements, 2002-2004

Art 26 : Dossiers de Pierre Bachelot, conseiller parlementaire, 2002-2004

Art 26 (suite)-33 : Dossiers de Damien Carroz, conseiller technique pour le budget, le service public de l'environnement et le bruit, 2002-2004

Art 33 (suite)-36 : Dossiers de Jacques Dedieu conseiller technique pour l'agriculture durable, les forêts et l'eau, 2002-2004

Art 37-39 : Dossiers de Catherine Ferréol, conseillère technique pour l'urbanisme et les transports, 2002-2004

Art 39 (suite)-47 : Dossiers de Louis Hubert, conseiller technique pour la faune, 2002-2004

Art 47 (suite) : Dossiers de Béatrice Humbert conseillère technique pour l'**énergie** et le **climat**, 2002-2003

Art 48-73 : Dossiers de Pierre Sallenave, conseiller technique pour la mer et les transports, 2000-2004

Art 74-85 : Dossiers de Guillaume Texier, conseiller technique pour les **sécurités**, 2002-2004

Art 85 (suite) : Dossiers de Pierre Petit-Jean, attaché de presse, 2002-2003

Art 86-108 : Courriers reçus de parlementaires et réponses de la ministre (classement alphabétique), 2002-2004

49 Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/Fran_NP_050689

50 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-cabinet-Bachelot-Narquin-directeurs-de-cabinet>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 108

Métrage linéaire : 36 ml (108 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Serge Lepeltier, ministre de l'écologie et du développement durable, 2004-2005

Serge Lepeltier entre le 32 mars 2004 dans le troisième gouvernement de Jean-Pierre Raffarin où il succède à Roselyne Bachelot au ministère de l'écologie et du développement durable. Un secrétariat d'État au développement durable est toujours placé sous son autorité, confié à Tokia Saïfi.

L'action de Serge Lepeltier au ministère de l'Écologie est marquée par l'adoption du Plan climat, l'inscription de la Charte de l'environnement dans la Constitution, et par la préparation de la loi sur l'eau et du plan de réintroduction des ours.⁵¹

Versement 20073686⁵²

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Serge Lepeltier, ministre de l'écologie et du développement durable, 2004-2005

Art 1-44 : Courriers des parlementaires, classement alphabétique, 2004-2005

Art 45-63 : Courriers des particuliers, classement par département, 2004-2005

Art 64-119 : Dossiers de Philippe Guignard (2004) et Marie-Claire Daveu (2004-2005), directeurs de cabinet, 2003-2005

Art 120-125 : Dossiers de Jérémie Averous, Sylvie Esparre et Sophie Galey-Lerustre, directeurs adjoints de cabinet, 2004-2005

Art 126-143, 214-215 : Dossiers de Christophe Nebon, conseiller technique pour les risques, **sûreté nucléaire**, pollutions industrielles, déchets, substances chimiques, qualité de l'air, bruit, OGM, 2002-2003

Art 144-164 : Dossiers de François Bordes, conseiller technique pour **l'énergie climat**, 2001-2005

Art 165-168, 183-188 : Dossiers d'Yvan Aulin, chargé de mission développement durable, 2001-2005

Art 173-182 : Dossiers de Philippe Caron, conseiller technique pour la Nature, biodiversité et paysages puis la Nature, paysage, faune sauvage et chasse, 2004-2005

Art 189-199 : Dossiers d'Adeline Castillon, conseillère communication puis relations extérieurs, 2000-2005

Art 200-213 : Dossiers de Denis Musard, conseiller budget, LOLF, réforme de l'État, 2002-2004

Art 216-261 : Dossiers de Marie Bonnet, conseillère diplomatique, 2004-2005

Art 262-291 : Dossiers d'Emmanuel Croc, conseiller technique eau, environnement, santé, 2003-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 291

Métrage linéaire : 20 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

51 Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/Fran_NP_050731

52 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Serge-Lepeltier-dossiers-directeur-de>

Versement 20070686⁵³

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Serge Lepeltier, ministre de l'écologie et du développement durable, 2004-2005

Art 1-44 : Courriers des parlementaires, classement alphabétique, 2004-2005

Art 45-63 : Courriers des particuliers, classement par département, 2004-2005

Art 64-119 : Dossiers de Philippe Guignard (2004) et Marie-Claire Daveu (2004-2005), directeurs de cabinet, 2003-2005

Art 120-125 : Dossiers de Jérémie Averous, Sylvie Esparre et Sophie Galey-Lerustre, directeurs adjoints de cabinet, 2004-2005

Art 126-143, 214-215 : Dossiers de Christophe Nebon, conseiller technique pour les risques, **sûreté nucléaire**, pollutions industrielles, déchets, substances chimiques, qualité de l'air, bruit, OGM, 2002-2003

Art 144-164 : Dossiers de François Bordes, conseiller technique pour **l'énergie climat**, 2001-2005

Art 165-168, 183-188 : Dossiers d'Yvan Aulin, chargé de mission développement durable, 2001-2005

Art 169-182 : Dossiers de Philippe Caron, conseiller technique pour la Nature, biodiversité et paysages puis la Nature, paysage, faune sauvage et chasse, 2004-2005

Art 189-199 : Dossiers d'Adeline Castillon, conseillère communication puis relations extérieurs, 2000-2005

Art 200-213 : Dossiers de Denis Musard, conseiller budget, LOLF, réforme de l'État, 2002-2004

Art 216-261 : Dossiers de Marie Bonnet, conseillère diplomatique, 2004-2005

Art 262-291 : Dossiers d'Emmanuel Croc, conseiller technique eau, environnement, anté, 2003-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 291

Métrage linéaire : 20 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁵³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Serge-Lepeltier-dossiers-directeur-de>

Nelly Olin, ministre de l'écologie et du développement durable, 2005-2007

Nelly Olin est une femme politique française née le 23 mars 1941 à Paris et décédée à Meulan-en-Yvelines le 26 octobre 2017.

Elle est diplômée de l'École nationale de commerce et débute sa vie politique en juin 1995, lors de son élection à la mairie de Garges-lès-Gonesse.

Trois mois plus tard, elle est élue sénatrice du Val-d'Oise, sous l'égide de l'Union pour un mouvement populaire (UMP).

Elle intègre par la suite successivement les gouvernements de Jean-Pierre Raffarin et de Dominique de Villepin en tant que ministre de la lutte contre la précarité et l'exclusion du 32 mars 2004 au 32 mai 2005 et de ministre de l'écologie et du Développement durable du 32 mai 2005 au 15 mai 2007.

En tant que ministre de l'écologie, elle souhaite que la France « joue pleinement le rôle de moteur qui devrait être le sien au niveau international ». Son action concernera ainsi « le changement climatique, la disparition des espèces, le transport des substances dangereuses ou encore les pluies acides ».

Nelly Olin souhaite aussi que le gouvernement soit « exemplaire dans l'application du protocole de Kyoto » et que « l'ensemble des ministères s'engage dans une politique volontariste en matière d'écologie et de développement durable ».

Elle demande aux citoyens de « s'engager pour le réchauffement climatique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la réduction de la production de déchets, la collecte sélective et le tri, la préservation de la biodiversité, la qualité de l'eau, la protection du littoral, le développement de modes de transports alternatifs, le bruit... ».

Lors de son discours d'investiture la ministre a par ailleurs rappelé que la production de déchets était en constante augmentation et a souhaité que sur le modèle de la campagne de sensibilisation « Faisons vite ça chauffe », une campagne de sensibilisation à la réduction de la production des déchets soit lancée très rapidement.

Le 13 juillet 2007, Nelly Olin démissionne de son poste de premier adjointe au maire de la commune de Garges-lès-Gonesse et annoncera en octobre de la même année sa volonté de quitter la vie politique française.

Versement 20080439⁵⁴

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Nelly Olin, ministre de l'écologie et du développement durable de 2005 à 2007

Art 1-4 : Courriers signés par la ministre, 2005-2007

Art 4 (suite)-6 : Dossiers des directeurs de cabinet : Hugues Bousiges (juillet 2005-2007) et Martin Guitton (juin-juillet 2005)

Art 6 (suite)-7 : Dossiers de Bernard Brillet, directeur adjoint, 2004-2007

Art 7 (suite)-16 : Dossiers de François-Pierre Bordes et Olivier Pairault, conseillers techniques pour **l'énergie, le climat** et le développement durable, 2001-2007

Art 16 (suite)-24 : Dossiers de Cyril Portalez, François Moreau, conseillers technique pour l'eau, la santé, l'environnement, 2003-2005

Art 25-28 : Dossiers de Thierry Francou, Christophe Nebon, conseillers techniques pour la sécurité, les risques et les OGM, 2000-2007

Notamment Cote : 20080439/28

116. Arrêté ministériel du 24 juillet 2003 relatif à la protection du secret de la défense nationale dans le domaine de la protection et du contrôle des matières nucléaires.

Les essais nucléaires en Polynésie française.

Art 29-47 : Dossiers d'Emmanuelle Mühlenhöver, conseillère diplomatique, 2004-2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 47

Métrage linéaire : 16 ml (47 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

⁵⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Nelly-Olin-dossiers-des-directeurs-de>

Nicole Bricq, Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, 2012

Nicole Bricq, née Vayssière le 10 juin 1947 à La Rochefoucauld (Charente) et décédée le 6 août 2017 à Poitiers, est une femme politique française, membre du Parti socialiste puis de La République en marche.

Députée puis sénatrice, elle est nommée ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie dans le gouvernement Jean-Marc Ayrault I de mai à juin 2012, puis ministre du commerce extérieur dans le gouvernement Jean-Marc Ayrault II, de juin 2012 à mars 2014.

N'étant pas reconduite au gouvernement suivant, Nicole Bricq redevient sénatrice et rejoint en 2017 le groupe LREM. Elle meurt la même année dans un accident domestique. Au début des années 1980, elle est nommée Première secrétaire de la fédération de Paris du Parti socialiste. Longtemps membre du CERES (courant du Parti socialiste mené par Jean-Pierre Chevènement, classé à la gauche du PS), puis de Socialisme et République, elle est élue en 1986 conseillère régionale au Conseil régional d'Île-de-France où elle sera présidente de la Commission culture.

De 1992 à 1993, elle a été conseillère technique au cabinet de la ministre de l'environnement Ségolène Royal qui succédait alors à Brice Lalonde.

Députée puis sénatrice

En 1997, elle est élue députée dans la sixième circonscription de Seine-et-Marne (Meaux-Nord). Elle gagne au second tour dans une triangulaire face au député sortant et maire (UMP) de Meaux, Jean-François Copé et la candidate du Front national, Marie-Christine Arnautu. En 1998, elle produit pour le compte de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan un rapport d'information sur la fiscalité environnementale suggérant notamment une réforme de la fiscalité au service de l'environnement et un renforcement de l'application du principe pollueur-payeur.

En 2001, elle devient conseillère municipale d'opposition à Meaux.

Elle échoue à être réélue aux élections législatives de 2002 face à Jean-François Copé, ne comptant au second tour qu'à peine 41 % des voix.

Le 26 septembre 2004 elle est élue sénatrice de Seine-et-Marne, après avoir été députée de ce même département. Elle siège à la Commission des Finances. En octobre 2008, elle est élue vice-présidente de cette Commission. En octobre 2011, elle est réélue sénatrice de Seine-et-Marne. Elle devient aussi rapporteure générale du Budget du Sénat au sein de la Commission des Finances, première femme à occuper ce poste. À ce titre et pour préparer le débat au Sénat sur les prélèvements obligatoires, elle produit en novembre de cette année avec la Commission des Finances un rapport contenant un bilan critique et argumenté de la politique de prélèvements obligatoires pour la période 2007-2012, assorti de pistes et propositions de réforme pour le quinquennat à venir. Durant cette période et depuis 2009, elle est aussi un soutien important de François Hollande.

Le 16 mai 2012, après l'élection de François Hollande à la présidence de la République, elle est nommée ministre de l'environnement dans le premier gouvernement Ayrault (elle est remplacée par Hélène Lipietz au Sénat). Elle est dans cette tâche assistée par un ministre délégué, Frédéric Cuvillier pour ce qui concerne les transports et de l'économie maritime. Elle est également chargée des questions d'énergie.

Le 13 juin 2012, elle annonce la suspension de tous les permis de forages exploratoires d'hydrocarbures au large de la Guyane. Elle souhaite protéger « la faune marine et de l'environnement », éviter le recours à la technique très polluante des boues à l'huile, et elle dénonce un code minier « inadapté et obsolète » ainsi que le « permis exclusif de recherches à un consortium privé sans contrepartie suffisante pour l'intérêt national ».

Versement 20173519⁵⁵

Ministère : Écologie, développement durable et énergie

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Nicole Bricq, Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Art 1: Dossiers de Paul-Bertrand Baret, conseiller diplomatique, 2012-2013

Comité export nucléaire et Conseil de politique nucléaire (CPN)

Nombre d'articles : 1 (1 dimab)

Métrage linéaire : 0,33 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

⁵⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-de-Nicole-Bricq-ministre-de-l-Ecologie>

Delphine Batho, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, 2012-2013

Delphine Batho obtient le portefeuille de plein exercice de ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie le 21 juin 2012 dans le deuxième gouvernement Ayrault, composé après les élections législatives. Un ministre délégué lui est adjoint pour les transports.

Après des critiques de la part de Delphine Batho contre le budget prévu pour son ministère pour 2014, le président de la République met fin à ses fonctions le 2 juillet 2013.

Sous son ministère sont notamment préparés des textes de lois concernant l'énergie. L'une révisé le code minier au sujet de l'exploitation d'hydrocarbures conventionnels et une autre donne à l'État, à l'instar d'EDF, le pouvoir de décider la fermeture de centrales nucléaires.⁵⁶

Versement 20173516⁵⁷

Ministère : Écologie, développement durable et énergie

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Delphine Batho, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Art 1-12: Dossiers de Brigitte Bejean, conseillère communication et presse, 2012-2014

Art 13-16 : Courriers signés du cabinet de Delphine Batho, 2012

Art 17-18 : Dossiers de David Roizen, chef de cabinet, 2013

Nombre d'articles : 18 (8 dimabs)

Métrage linéaire : 2,73 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

⁵⁶ Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/Fran_NP_009890

⁵⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-de-Delphine-Batho-ministre-de-l-Ecologie>

Philippe Martin, Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, 2013-2014

Né en 1953 dans les Hauts-de-Seine, Philippe Martin a été préfet du Gers et des Landes avant de lancer sa carrière politique.

Socialiste et particulièrement fabiusien, il a tout d'abord été élu président du conseil général du Gers en 1998, puis adjoint au maire de Valence-sur-Baïse en 2001, postes qu'il occupe encore actuellement.

Il est devenu député en 2002 et a vu son mandat renouvelé en 2007 et en 2012.

Il est connu pour sa lutte contre les essais OGM en pleins champs.

Philippe Martin est nommé, sous le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 2 juillet 2013 au 32 mars 2014, il succède à Delphine Batho.

Membre de l'équipe chargée des questions environnementales lors de la campagne de François Hollande, il a l'image d'un homme engagé sur les questions environnementales. Le nouveau ministre de l'écologie est surtout connu pour son combat contre les Organismes génétiquement modifiés (OGM).

Trois grands dossiers prioritaires ont été évoqués lors de sa passation de pouvoirs : la transition énergétique, qui avait fait l'objet d'un débat national, la conférence environnementale, prévue en septembre 2013, et les questions internationales.

En Août 2013, il annonce la création prochaine d'une contribution climat énergie (taxe carbone).

Le 2 avril 2014, lui succédera Ségolène Royal à l'occasion du remaniement du gouvernement Valls.

Versement 20190225⁵⁸

Sommaire

Cabinet de Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Art 1-3 : Courriers signés du ministre, 2013-2014

Art 4-13 : Dossiers de Gilles Ricono, directeur de cabinet : qualité de l'air, **efficacité énergétique**, 2013-2014

Art 14-16 : Dossiers de David Roizen, chef de cabinet : déplacements, réunions et entretiens, 2013-2014

Art 17-28 : Dossiers de Paul Delduc, conseiller chargé de la biodiversité, de la chasse, de la pêche, de la protection des milieux naturels et de l'agroécologie, 2013-2014

Art 29-30 : Dossiers de Laurence Tavernier, conseillère parlementaire, 2013-2014

Nombre d'articles : 30 (10 dimabs)

⁵⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-cabinet-Philippe-Martin-ministre-de-l-ecologie-du>

Métrage linéaire : 2,50 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (2014-2016) puis ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer chargée des relations internationales sur le climat (2016-2017)

Ségolène Royal née Marie Ségolène Royal le 22 septembre 1953 à Ouakam (Sénégal), est une haute fonctionnaire et femme politique française.

Elle obtient une licence de sciences économiques, puis, après avoir été élève au Centre universitaire d'études politiques (CUEP), elle entre à l'Institut d'études politiques de Paris, dont elle sort diplômée en 1975 (section Service public)

Après une première tentative infructueuse, elle intègre l'École nationale d'administration. Pendant sa scolarité, elle fait un stage en Martinique. Elle en sort, en 1980, 64^e de sa promotion, où se trouvent notamment François Hollande, Dominique de Villepin.

Membre du Parti socialiste, conseillère du président François Mitterrand dans les années 1980, elle est ensuite députée pour les Deux-Sèvres et ministre des gouvernements Pierre Bérégovoy et Lionel Jospin.

Du 3 avril 1992 au 29 mars 1993, elle est ministre de l'environnement dans le gouvernement Bérégovoy.

Elle fait voter une loi sur le traitement et le recyclage des déchets (juillet 1992), avec un soutien aux technologies innovantes en la matière. Contre les nuisances sonores, elle fait voter une loi de lutte contre le bruit (loi-cadre de décembre 1992) avec la prévention du bruit des transports, dans les bâtiments publics (les cantines scolaires par exemple), les lieux de travail. Elle fait ensuite adopter une loi sur la « reconquête des paysages » (janvier 1993). Elle traite de problèmes liés à l'eau en travaillant à l'application de la loi sur l'eau votée peu de temps avant sa prise de fonction, à l'initiative de son prédécesseur, Brice Lalonde. Son passage au gouvernement est marqué par une communication et une médiatisation importante.

Lui succédera à ce poste Michel Barnier.

Du 4 juin 1997 au 27 mars 2000, elle est ministre déléguée à l'enseignement scolaire du gouvernement Lionel Jospin auprès du ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre.

Elle préside le conseil régional de Poitou-Charentes de 2004 à 2014.

Sous sa présidence du Conseil régional, dans le domaine de l'écologie, pour la période 2009-2012, elle lance, avec la Banque européenne d'investissement, le « Plan énergie solaire », de plus de 400 millions d'euros d'investissements. Les principales priorités de ce plan sont le développement de la production d'énergie renouvelable avec l'installation de 650 000 m² de panneaux photovoltaïques, le renforcement de l'autonomie énergétique des territoires, la création de 1 000 emplois sur l'ensemble du territoire régional et la réduction des gaz à effet de serre.

En 2009, Ségolène Royal inaugure le lycée Kyoto, qui est le premier établissement scolaire d'Europe à fonctionner exclusivement avec des énergies renouvelables, et non avec des énergies fossiles.

En 2007, Ségolène Royal est la première femme française à accéder au second tour d'une élection présidentielle, mais elle est battue par Nicolas Sarkozy, récoltant 46,9 % des suffrages exprimés. Par la suite, elle est défaite par Martine Aubry lors de l'élection au poste de premier secrétaire du Parti socialiste en 2008, puis à nouveau battue à la primaire socialiste de 2011 et aux élections législatives de 2012 dans la première circonscription de la Charente-Maritime.

Ségolène Royal démissionne de son mandat de présidente du conseil régional de Poitou-Charentes le 21 avril 2014, après son entrée au gouvernement Valls.

Dans les gouvernements Manuel Valls et Bernard Cazeneuve, entre 2014 et 2017, elle exerce la fonction de ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

En effet, elle sera nommée le 2 avril 2014, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. Elle annonce son objectif de faire voter la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (votée l'été 2015) visant notamment à réduire la part du nucléaire dans la production énergétique à 50 % en 2025 (conformément à un des engagements de François Hollande).

Adoptée sous l'égide de Ségolène Royal, la loi de transition énergétique du 17 août 2015 sanctuarise le principe d'ouverture à la concurrence des barrages hydroélectriques.

François Hollande lui propose dans un premier temps le portefeuille de ministre des Affaires étrangères, mais il confie finalement cette fonction à l'ancien Premier ministre Jean-Marc Ayrault.

Lors du remaniement du 11 février 2016, le ministère de Ségolène Royal est alors rebaptisé « ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer » et est élargi aux Relations internationales sur le climat. Elle préside dès lors la Conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques.

En juin 2017, sous la présidence d'Emmanuel Macron, Ségolène Royal est nommée ambassadrice chargée de la négociation internationale pour les pôles arctique et antarctique. Elle siège au Conseil de l'Arctique et doit gérer les nouveaux enjeux qui confrontent les pôles.

Le 24 janvier 2020, elle est démise en Conseil des ministres de ses fonctions d'ambassadrice des pôles.

Versement 20180161⁵⁹

Ministère : Écologie, développement durable et énergie

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (2014-2016) puis ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer chargée des relations internationales sur le climat (2016-2017)

Art 1-5: Dossiers de Philippe Bondenez, Conseiller technique Risque technologique, **sûreté nucléaire**, économie circulaire, 1993-2017

Art 6-14 : Dossiers de Jean-Luc Fulachier, Conseiller auprès de la ministre pour la croissance verte et bleue, Green Tech, stratégie communication, 2014-2017

Art 15 : Dossiers de Leandri Noam, Conseiller budgétaire : Finance Vert, prix du carbone, écotaxe et Écomouv, 2014-2016

Art 16-73 : Dossiers de Murlon Nicolas Conseiller Infrastructure, transports, Partenariats et Social, 2014-2017

dont notamment dossiers sur la démocratisation du dialogue environnemental et la modernisation du droit de l'environnement

Art 73 : Dossiers de Scarbondichi Blanka, Cheffe adjointe de cabinet : déplacement de la ministre, 2016

Art 61 : Dossiers de Véronique Massenet, conseiller pour l'action pour le **climat**, 2015-2017

Art 62 : Dossiers de Bouet Augustin, Conseiller technique en charge des Territoires, 2016-2017

Art 63-65 : Dossiers de Durant Maxime Conseiller technique finance verte, **Tarifification du carbone**, 2016-2017

Art 76-81 : Dossiers de Julien Assoun, Conseiller technique **énergie**, 2014-2017

Art 82-110 : Dossiers de Vincent Jéchoux, Directeur de cabinet dont notamment sur la Loi Transition énergétique, 2014-2017

Art 111-116 : Dossiers de Stéphane Crouzat, conseiller diplomatique, 2014-2017

Nombre d'articles : 116 (50 dimabs)

Métrage linéaire : 13,80 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

⁵⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-de-Segolene-Royal-ministre-de-l-ecologie>

Nicolas Hulot, ministre de la transition écologique et solidaire, 2017-2018

Nicolas Jacques André Hulot naît le 30 avril 1955 à Lille du mariage de Philippe Hulot, chercheur d'or et créateur de jardins, et de Monique Moulun, responsable de maisons de santé. Il a un frère, Gonzague, et une sœur, Béatrice. Son grand-père paternel était architecte et son arrière-grand-père maternel, Georges Moulun, était un riche industriel qui tira sa fortune de la construction des premiers barrages hydroélectriques français.

Nicolas Hulot entame des études de médecine après son baccalauréat qu'il abandonne au bout de 6 mois. Il est successivement plagiste, moniteur de voile, serveur, puis photo-reporter. De 1975 à 1980, il est engagé par Gôksin Sipahioglu, fondateur de l'agence de presse Sipa Press. En 1980, il part pour le Guatemala, après le tremblement de terre qui a fait 20 000 morts. La même année, il part en reportage en Afrique du Sud avec le navigateur Eric Tabarly. En 1977, il est en Rhodésie, en pleine guerre d'indépendance et interviewe Ian Smith, le Premier ministre. En 1968, après l'enlèvement du baron Empain, il mène une surveillance, planqué pendant 46 jours dans une voiture devant son domicile, mais s'absente au moment où le baron est libéré par ses ravisseurs et manque le cliché espéré. Le 2 novembre 1980, il refuse de photographier la mort de Jacques Mesrine alors qu'il est parmi les premiers sur les lieux de la fusillade.

Nicolas Hulot commence sa carrière dans les médias à France Inter de 1968 à 1987. De 1987 à 1995, il présente l'émission télévisée Ushuaïa, le magazine de l'extrême sur TF1, co-produite avec Dominique Cantier, il devient alors un des grands porte-paroles de la sauvegarde de la nature. En 1996 et 1997, il présente Opération Okavango puis Ushuaïa Nature de 1998 à 2012. Il est l'inspirateur de la chaîne Ushuaïa TV, lancée sur le câble en mars 2005 appartenant au Groupe TF1. Le magazine mensuel Ushuaïa Magazine voit le jour en 2006 jusqu'au 8 juillet 2011.

Il crée en 1990 (reconnue d'utilité publique en 1996) dont il est président jusqu'en juin 2017.

Nicolas Hulot a conseillé plusieurs personnalités politiques telles que Laurent Fabius ou la Fondation Ushuaïa, qui devient en janvier 1995 la Fondation Nicolas-Hulot pour la nature et l'homme Jacques Chirac, dont il aurait refusé en 2002 la proposition de devenir ministre de l'écologie. Il est à l'origine de l'idée d'inclure une charte de l'environnement dans la Constitution, qui est effective depuis mars 2005. Le 7 novembre 2006, il lance le Pacte écologique afin d'imposer l'écologie dans la campagne présidentielle française. Il souhaite ainsi interpeller les candidats, mobiliser les citoyens et nourrir le débat public. Son pacte est signé par cinq candidats sur douze déclarés à la présidentielle. Le 13 avril 2011, Nicolas Hulot se déclare candidat pour l'élection présidentielle de 2012 et s'inscrit dans les primaires écologiste de 2011, il perd face à Eva Joly au second tour. Le 6 décembre 2012, Nicolas Hulot est nommé « envoyé spécial pour la protection de la planète » par le président de la République, François Hollande, mission bénévole dont « les objectifs sont de sensibiliser, informer et mobiliser la communauté internationale sur la crise écologique mondiale et les moyens pour y faire face, notamment là où ces enjeux ne sont pas suffisamment pris en compte », sa mission incluant également la préparation de la 21e Conférence sur le climat (COP21) qui se tient à Paris en 2015. En janvier 2013, il lance un laboratoire d'idées en faveur de la transition écologique. En janvier 2016, il quitte son poste d'« envoyé spécial pour la protection de la planète ». En février 2016, Nicolas Hulot refuse une nouvelle fois d'entrer au gouvernement comme ministre de l'écologie.

Le 17 mai 2017, Nicolas Hulot est nommé ministre d'état, ministre de la Transition écologique et solidaire au sein des gouvernements Edouard Philippe 1 et 2, sous la présidence d'Emmanuel Macron. En juillet 2017, Nicolas Hulot présente le « Plan climat » du gouvernement, un projet de loi pour engager la France vers la neutralité carbone à horizon 2050 et dans lequel la France s'engage à cesser toute production énergétique à

partir du charbon d'ici 2022 et arrêter la commercialisation des voitures roulant à l'essence d'ici 2040. Pour ce faire, des groupes de travail par filière ont été initiés, les procédures ont été simplifiées et le volume des appels d'offres pour le photovoltaïque ont été augmentés. Il fait adopter une loi interdisant la production d'hydrocarbures (pétrole et gaz) en France d'ici 2040, avec cependant des dérogations. Un plan d'aide à la rénovation énergétique des bâtiments a également été présenté. Toujours en juillet 2017, il autorise l'abattage de 40 loups gris dans l'année (soit quatre de plus que les années précédentes) pour une population estimée de 373 individus sur le territoire français. En 2017, Nicolas Hulot milite pour la fin de l'utilisation du désherbant glyphosate d'ici trois ans. Finalement, l'Union européenne renouvelle la licence de l'herbicide pour cinq ans le 27 novembre 2017, 18 pays membre de l'UE ayant voté pour. Nicolas Hulot continue son combat pour une sortie du glyphosate en France en trois ans, mais, en février 2018, évoque une possibilité d'exception pour certains agriculteurs, estimant que se passer du glyphosate à 95% serait une réussite. Le 17 janvier 2018, le projet de construction d'un nouvel aéroport sur le territoire de Notre-Dame-des-Landes, en Loire-Atlantique, est définitivement abandonné. En mai 2018, les parlementaires de la majorité refusent d'inscrire dans la loi l'interdiction du glyphosate en 2021. En mars 2018, il annonce un projet de réintroduction de deux ours bruns femelles dans les Pyrénées-Atlantiques.

Le 28 août 2018, Nicolas Hulot annonce sa décision de démissionner du gouvernement au micro de la matinale de France Inter. Il dit avoir pris sa décision seul, sans en avoir prévenu ni le président de la République ni le Premier ministre, estimant qu'ils chercheraient à le dissuader. Il déclare : « Je ne veux plus me mentir » et motive son départ en affirmant qu'il a le sentiment que l'écologie n'est pas une priorité du gouvernement. Il est remplacé le 4 septembre 2018 par le président de l'Assemblée nationale, François de Rugy.

Référence

20190573/1-20190573/49⁶⁰

Intitulé

Dossiers du cabinet de Nicolas Hulot, ministre de la transition écologique et solidaire

Dates extrêmes

2017-2018

Noms des principaux producteurs

Cabinet du ministre chargé de l'Écologie et du Développement durable

Importance matérielle

4,9 ml - 49 boîtes

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès

⁶⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Nicolas-Hulot-ministre-de-la-transition>

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Conditions d'utilisation

Conformément au règlement de la salle de lecture

Modalités d'entrée

Versement

Composition du Versement

Il est composé des dossiers de son secrétariat particulier, des dossiers d'Anne Rubinstein, cheffe de cabinet du ministre ainsi que des dossiers du service de Presse et Communication comprenant l'ensemble des interviews accordées par le ministre à l'ensemble des médias nationaux et internationaux (télévisuelles, presse écrites et radio) durant sa mandature (2017-2018).

Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État à l'Écologie , 2018-2019

Emmanuelle Wargon est née le 24 février 1973 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), elle est l'enfant unique de Lionel Stoléro (1937-2016) secrétaire d'État de 1980 à 1981 sous la présidence Giscard D'Estaing, puis de 1988 à 1991 sous la seconde présidence de François Mitterand, et de son épouse Francine Wolff, énarque et administratrice de la ville de Paris.

Elle effectue ses études secondaires au lycée Molière de Paris. Elle est diplômée de l'École des hautes études commerciales de Paris (HEC) de l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po) et de l'École nationale d'administration (ENA, promotion March Bloch, même promotion que celle de l'ex Premier Ministre Edouard Philippe.

Elle commence sa carrière professionnelle en 1997 comme auditrice à la Cour des Comptes, avant de devenir, en 1999, rapporteure devant les Commissions de déontologie.

Nommée, en 2001, conseillère technique auprès de Bernard Kouchner, ministre délégué à la Santé, elle rejoint en 2002 l'Agence nationale de sécurité, du médicament et des produits de santé en qualité d'adjointe au Directeur général.

Promue, en 2005, conseillère référendaire à la Cour des comptes, elle assume, à partir de 2006, les fonctions de directrice déléguée à la coordination et au contrôle interne d'Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

De 2007 à 2010, elle est directrice de cabinet de Martin Hirsch, alors Haut commissaire aux Solidarités actives contre les pauvretés dans le gouvernement Fillon 2.

Elle est ensuite secrétaire générale des ministères sociaux (Santé, Travail, Sport) jusqu'en 2012, puis déléguée générale à la Formation professionnelle et à l'Emploi au ministère du Travail de 2012 à 2015.

Elle quitte la fonction publique en 2015 pour rejoindre le groupe Danone en tant que « directrice de la communication et des affaires publiques », c'est-à-dire lobbyiste chargée des relations du groupe alimentaire avec les pouvoirs publics chargée des relations du groupe agroalimentaire avec les pouvoirs publics et de la « sustainability ».

Le 16 octobre 2018, lors du remaniement du gouvernement Philippe II, alors qu'Emmanuelle Wargon est encore employée chez Danone, elle est nommée secrétaire d'État à l'Écologie auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire, François de Rugy, où elle succède à Sébastien Lecornu. Ce dernier, promu ministre des Collectivités territoriales, était notamment chargé des questions d'énergie.

Le 14 janvier 2019, elle est désignée avec Sébastien Lecornu pour animer le « grand débat national », organisé afin de sortir de la crise engendrée par le mouvement des Gilets Jaunes.

Référence

20210174/1-20210174/73⁶¹

Intitulé

Dossiers d'Emmanuelle Wargon, Secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire

Dates extrêmes

2018-2020

Noms des principaux producteurs

Cabinets des ministres délégués et secrétaires d'État auprès du ministre chargé de l'Écologie et du Développement durable

Importance matérielle

73 boîtes (7,1 ml)

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Conditions d'utilisation

Conformément au règlement de la salle de lecture

Modalités d'entrée

Versement

Composition du Versement

Sommaire

L'instrument de recherche présenté est composé à la fois des dossiers de déplacements de la secrétaire d'État ainsi que des dossiers thématiques traités durant sa mandature (2018-2020). Notamment la biodiversité, **l'énergie**, le **climat**

⁶¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Emmanuelle-Wargon-secretaire-d-Etat-a-l>

2. Stratégie et inspection générale

2.1 Inspection générale⁶²

Historique du service producteur

Le Conseil général des mines, créé par décret impérial de 1810, est compétent en matières de mines, de carrières, de sous-sol, d'énergie, de matières premières minérales et d'industries s'y rattachant. Le Conseil général des ponts et chaussées (CGPC), créé par décret impérial de 1804, est compétent en matières des routes, ponts et chassées, logement, voies ferroviaires, maritimes, navigables et terrestres.

L'inspection générale territoriale du ministère de l'équipement et de l'environnement est l'une des formations d'inspection de l'inspection générale de l'équipement (créée en décembre 1973) puis de l'inspection générale de l'équipement et de l'environnement (à partir de 1980). Cette formation apparaît comme telle dans les différents organigrammes de l'IG. Elle a pour mission d'inspecter - périodiquement - l'ensemble des services territoriaux, en ce qui concerne l'organisation générale des services, l'utilisation des moyens et personnels et l'application des directives ministérielles. Elle est organisée en 23 circonscriptions, qui sont remplacées en 1986 par des missions générales d'inspection territoriale (MIGT).

En 2000 un Service de l'inspection générale de l'environnement (SIGE) est créé. Le CGPC et le SIGE sont regroupés au sein d'une nouvelle instance intitulée Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD). Par décret du 9 janvier du 9 juillet 2008 le CGEDD est créé.

Conseil général des mines

Le **Conseil général des mines (CGM)** était une entité administrative française créée par décret impérial de 1810, rattachée au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi. Son histoire et ses missions sont étroitement liées à celles du Corps des mines.

Le conseil général des Mines a fusionné en janvier 2009 avec le Conseil général des technologies de l'information pour créer le Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGIET).

Le 1er mars 2012, le CGIET est devenu le conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGEJET). Il voit son champ de compétences élargi en matière financière.

Le conseil général des mines (en abrégé CGM) disposait de compétences de nature administrative, économique et technique, principalement en matière de gestion du sous-sol, d'énergie, de gestion des risques liés à l'activité industrielle et à ses produits, de développement économique, de protection de l'environnement, d'innovation et de formation. Il était chargé de l'inspection administrative des [Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement \(DRIRE\)](#).

62 Voir aussi les fonds d'archives du Conseil général des ponts et chaussées
<http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/inspection-generale-r3210.html>

Vous trouverez dans ce chapitre quelques fonds d'archives couvrant la période XIX-XXe siècles. Les références sont issues de l'ouvrage d'Andrée Covol "Les sources de l'histoire de l'environnement", 2003

Versement F/14/18391-F/14/19156⁶³

Ministère : Industrie

Conseil général des mines

Sommaire

Révision du Code minier, concessions de mines , de salines , Mines de Tunisie
1811-1945

Métrage linéaire : 100

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives nationales

63 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-administration-centrale-code-minier-concessions>

Versement 19900139⁶⁴

Ministère : industrie

Conseil général des mines

Sommaire

Art 1-18 : Registres des délibérations du conseil général des mines (No 291-380), originaux des registres, 1962-1977. classement chronologique

Métrage linéaire : 6

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives nationales

64 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-administration-centrale-Registres-des>

Versement F/14/1-F/14/12855⁶⁵

Ministère : Travaux publics

Conseil général des ponts et chaussées

Sommaire

F/14/525-F/14/738/1 : Fleuves et rivières ; navigation. Correspondance du Ministre et du Directeur des Ponts et Chaussées avec les préfets, ingénieurs et autorités diverses. (quelques documents antérieurs à 1800 et quelques pièces de la Restauration). (1800-1816)

F/14/739-F/14/773 : Ports maritimes de commerce. Correspondance, rapports, mémoires, plans, devis. (1733_1816)

F/14/980/A-F/14/1032 Routes et ponts. Navigation. Hydrographie. Correspondance du Ministre de l'Intérieur et de la Direction générale des Ponts et Chaussées avec les préfets, ingénieurs et autorités diverses ; décrets, rapports, mémoires, devis, cartes et plans. (quelques pièces antérieures à 1802). 1802-1813

F/14/1033-F/14/1094 Mines et usines. Correspondance du Ministre de l'Intérieur, du Conseil des Mines, puis du Directeur général des Mines avec les administrations centrales des départements, les préfets, gouverneurs, ingénieurs, concessionnaires de mines et autorités diverses ; arrêtés, rapports, mémoires, plans, etc. (quelques pièces postérieures à 1815). 1801-1815

F/14/1095-F/14/1098 École pratique des Mines du Mont-Blanc et de Pesey. Comptabilité. An X-1815

F/14/1099-F/14/1109 Redevances pour mines. Correspondance et tableaux. 1811-1813

F/14/1110-F/14/1120/1 Ports maritimes. Correspondance du Ministre, du Directeur général des Ponts et Chaussées avec les préfets, inspecteurs divisionnaires, ingénieurs et autorités diverses ; adjudications de travaux, devis, rapports, mémoires, plans. 1800-1814

F/14/1121-F/14/1132 Polders. Dessèchements. Correspondance du Ministre de l'Intérieur, du Directeur général des Ponts et Chaussées avec le Directeur des Ponts et Chaussées de Hollande, le Directeur des Polders, les préfets, ingénieurs et autorités diverses ; rapports, mémoires, plans. 1802-1813

F/14/1132-F/14/1137 Moulins et usines. Correspondance, arrêtés, rapports, mémoires, plans. 1802-1813

F/14/1301/2 Administration des mines : archives, rapports, mémoires, lettre de Necker, plan de travail pour les intendants du commerce, projets de décret et de règlement. 1805-1814. — Observations sur l'inspection des mines. 1681. — Conseil des mines et Agence des mines ; réunion de l'Agence des mines à la Commission des travaux publics. An II-an VIII. — Direction générale des mines. 1810-1815. — Auditeurs au Conseil d'État près l'Administration des mines. 1811-1812. — Lettre de Merlin de Thionville au Comité de Salut public (opérations militaires en Rhénanie et envoi d'agents des mines). 6 frimaire an III. — Chômage des mines et usines, moyens de les remettre en activité, état des fourneaux et forges, prescriptions à imposer aux concessionnaires de mines, épreuves d'acier (arrêtés, rapports, lettres, avis de l'Agence des mines, du Conseil des mines, etc.).

⁶⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-administration-centrale-voies-navigables>

An III-an VIII. — Observations, avis et rapports sur la nécessité d'un code de police souterraine. 1812. — Redevances sur les mines. 1809-1814

F/14/1302/1 Hôtels de l'Agence des mines, de la Direction générale des mines. An II-1815. — Écoles des mines : de Paris, de Pesey, de Geislaulern 1 ; notices imprimées et correspondance de B.-G. Sage, fondateur et directeur de la première école des mines ; lettres et arrêtés le concernant ; projet d'établir à Toulouse une école de mécanique et de métallurgie ; musées et collections minéralogiques ; cartes des mines. 1683-1817. — Personnel des mines ; instructions pour les inspecteurs ; organisation du corps des ingénieurs ; traitements, nominations, réclamations, demandes de places, pensions. 1681-1816. — Rapport sur l'emploi des forçats espagnols dans les mines. 1810.

F 14 1047 à 1055, 1068 à 1087, 1095 à 1098, 1174 à 1180. F/14/1302/2 Écoles pratiques des mines de Sainte-Marie-aux-Mines, de Giromagny, de Pesey et de Geislaulern. An III-an IX. — Autres projets d'écoles pratiques des mines. 1825-1873.

F/14/1303 Feuilles journalières du Conseil des mines. An IV. — Arrêtés concernant les mines et les usines. An IV-an VI et 1807-1812. — Transmission de décrets. 1811-1815. — Instructions et circulaires imprimées : exécution de la loi du 21 avril 1810, rédaction des cahiers des charges, accidents de mines et secours à apporter aux mineurs, emploi des lampes de sûreté, assiette et recouvrement des redevances, demandes en concessions. 1810-1824. **F/14/1304** Mines métalliques. Concessions aux frères Sorel en Basse-Normandie. 1688-an II. — Découvertes de mines en Roussillon. 1768. — Mines d'Alsace, de Lorraine et du Pays messin. 1737-1801 ; — du Bigorre. 1816. -Mines de fer (Bourgogne, Foix, Franche-Comté, Languedoc, Nivernais, Normandie, Thiérache et pays adjacents). 1686-1682. — Mines de l'Ardèche et de l'Ariège (Le Rancié, La Voulte), des Ardennes (Vireux-lès-Wallerand), du Gard, de la Haute-Marne, de la Moselle (Aumetz, Saint-Pancré), du Nord, des Basses-Pyrénées (Saint-Étienne-deBaigorry), des Pyrénées-Orientales (Fillols), du Haut-Rhin, de la Haute-Saône, de la Sarthe, du Tarn-et-Garonne. An II-1818. — Réunion aux bureaux des Travaux publics des papiers concernant les forges et les mines de fer. 1802.

F/14/1305 Mines de cuivre, de plomb, d'argent, d'élain, de cobalt, d'antimoine, d'or, de soufre, de couperose, de sulfate de magnésie, d'alun, de wolfram, de mercure. 1737-1816. — Mines métalliques et usines des Pays détachés de la France 1 : fer (Dyle [forêt de Soigner], Roer, Mont-Cenis, Forêts [statistique des mines et fabriques de fer]) ; cuivre (Sarre [Düppenweiler], Sésia [Alagna], Trasimène) ; plomb (Léman [Servoz], Mont-Blanc, Rhin-et-Moselle, Roer, Sambre-et-Meuse, Sarre) ; soufre (Ombrone) ; mercure (Mont-Tonnerre) ; calamine (Rore [près d'Aix-la-Chapelle], Ourthe [Vieille-Montagne]) ; alun (États romains, Ourthe [Flone, Raysse]) ; terres pyriteuses (Rhin-et-Moselle) ; manganèse (Deux-Ponts). An III-1815.

F/14/1306 Mines de houille : généralités et classement départemental (Aisne à Loire). 1753-1816 **F/14/1307** Mines de houille (Loire [Haute-] à Vosges). 1731-1816 **F/14/1308** Mines de houille des départements détachés de la France (Escaut, Forêts, Jemmapes, Léman, Lippe, Meuse Inférieure, Mont-Blanc, Montenotte, Ourthe, Roer, Sambre-et-Meuse, Sarre). An III-1815

F/14/1321 Lettres et mémoires de Gabriel Jars (travaux et recherches sur les **mines**) ; instructions à lui adressées ; relations de ses voyages ; dessins d'après ses cahiers ; sa mort. 1801-1809

F/14/1322 Mine de cristal de roche de l'Oisans. 1775. — Mine de pierres précieuses aux environs d'Avallon. 1680. Demande de privilège pour l'exploitation des carrières de pierre à fusil. 1680-1680. — Mines d'émeri. 1775-1680. — Carrières de marbre, granit, porphyre. 1807-1829. — Ardoisières d'Angers, 1740-1686 ; — de la Bresse et du Bugey, 1680-

1777 ; — de Basse-Bretagne, 1768-1680 ; — des Ardennes, 1811-1815 ; — de Lavagna (Apennins), 1809. — Carrières de pierre à meules de la Brie. 1773-1777. — Sables ferrugineux ; pierres à aiguiser. 1812-1813. - - Carrières de pierre de Paris, de la Seine et de Seine-et-Oise, de ChâteauLandon ; carrières de grès. An X-1815. - - Pouzzolanes du Vivarais. 1768-1689. — Carrières à plâtre. 1803-1809. — Carrières de kaolin de Saint-Yrieix. An IV. — Mines d'asphalte de Lampertsloch [Péchelbronn], 1740-1774 ; — du département de l'Ain, an II. - Aérolithes, 1808, 1812.

F/14/1323-F/14/1324 Mémoires sur l'exploitation des **mines**. 1768-1800, 1807, 1814. — Missions, ouvrages sur les mines ; voyages et travaux de M. Héron de Villefosse. 1754-1813. — Fonte de fer (procédé des sieurs Stuard et Kesling) ; emploi du charbon dans les usines de Rouen ; mémoires du sieur Koenig (fabrication de l'acier en Hesse, mines de plomb de la Saxe et du Hanovre) ; traitement du minerai de plomb (concession Blumenstein) ; inventions (pompe d'épuisement, ventilateur). 1754-1815. — Compagnie d'épurement du charbon de terre 11683. — Payements aux sieurs de Blumenstein et Saur, chargés de visiter les mines de la Saxe. 1749. -Appointements de l'inspecteur des mines Monnet. 1768. — Mémoires de M. Monnet et autres sur les mines de Flandre, Picardie, Soissonnais, Champagne, Hainaut, Lorraine, Alsace, Franche-Comté ; sur le rétablissement du privilège des mineurs. 1680- 1682. — Mémoires du chevalier Grignon sur l'administration des mines, sur les mines de charbon de Bourgogne, du Lyonnais, du Dauphiné, de Vassy, près d'Avallon, d'Épinal, sur les mines de plomb de Pontaubert. 1768- 1680. — Commission donnée au baron de Dietrich, pour la visite générale des mines et usines du royaume (correspondance à ce sujet). 1685-1688. — Adresse des mineurs de Vic-Dessos (pays de Foix) à l'Assemblée nationale, pour obtenir un prix plus élevé de leur minerai. 1689.

F/14/1325-F/14/1326 États des sommes dues par les concessionnaires de **mines**, pour les droits de taxation. 1809-1680. — État des mines du royaume concédées par arrêts du Conseil (par généralités), 1730-1689. — "État des mines connues dans la République française" (par départements), avec la date des concessions accordées au XVIII e siècle. — État général des concessions accordées depuis la création du Conseil des mines, à dater de thermidor an II ; tableaux, états nominatifs, états par départements des mines, indices de mines et des usines, des mines dont l'exploitation a été abandonnée. An II-1811. — Rapport de l'Institut sur l'exploitation des mines en masse. 11 messidor an VI. — "État des produits en salpêtre dans chaque département de l'Empire." 1808

F/14/3821-F/14/3907 **Surveillance des mines** : procès-verbaux de visite. An III-1885

F/14/3908-F/14/4195 **Mines** : redevances (états d'exploitation, travaux et produits ; états récapitulatifs). 1812-1885

F/14/4196-F/14/4214 **Accidents de mines** (correspondance, procès-verbaux et rapports d'Ingénieurs). 1822-1873

F/14/4218-F/14/4226 autorisations de chaudières et de machines à vapeur (correspondance des Préfets avec la Direction générale des Mines ; rapports et avis des ingénieurs et de la Commission des machines à vapeur ; procès-verbaux d'épreuves). 1824-1865

F/14/4234-F/14/4249 **Mines** (tableaux statistiques, états d'exploitation, mémoires, descriptions, historiques, indices, recherches de gisements ; réponses aux circulaires du Comité de Salut public des 18 brumaire et 12 fructidor an II et du Conseil des Mines du 22 messidor an IV sur les mines et usines) ; forges et usines Archives nationales (France) 232 (états et tableaux, rapports et renseignements statistiques) ; états et tableaux des carrières ; rapports sur des missions minéralogiques ; collections géologiques. 1740-1850

F/14/4250 Mines et usines des départements détachés de la France 1(états statistiques, tableaux, notices, rapports et renseignements) : Apennins, Forêts, Génes, Jemmapes, Léman, Meuse-Inférieure, Mont-Blanc, Mont-Tonnerre, Ourthe, Rhin-et-Moselle. 1803-1813

F/14/4251 Mines, usines, carrières des départements détachés de la France, des colonies et des pays étrangers (états statistiques, tableaux, notices, rapports sur des missions géologiques, renseignements) : Roër, Sambre-et-Meuse, Sarre, Sésia, Simplon, départements au delà des Alpes, an III-1811 ; Antilles, Saint-Domingue, Guyane, Allemagne, Espagne, Styrie, Tyrol, etc. 1680-1852

F/14/4252 Mines, usines, carrières, eaux minérales, géologie (états statistiques, rapports, mémoires et renseignements concernant plusieurs provinces, départements ou arrondissements minéralogiques). 1683-1853

F/14/4253 Description des gisements de **charbon et de minerai** : réponses à la circulaire du 28 mars 1837 (classement départemental). — Tableaux des verreries, cristalleries et fabriques de glaces : réponses des ingénieurs (par départements). 1841

F/14/4254-F/14/4255 Fabrication d'acier pour les armes, les travaux publics : correspondance du Ministre de l'Intérieur, de la Commission des armes, poudres et mines, du Conseil des Mines, etc, avec les fabricants (classement départemental). An II-an VIII

F/14/4256 Fabrication d'acier pour les armes : état des aciéries, projets de forges ; cuivre pour le doublage des vaisseaux. An II-1816

F/14/4257 Droits de douane sur le minerai de fer, le cuivre, le plomb. 1810-1850

F/14/4268 Droits de douane sur l'étain, le zinc et autres métaux, sur les machines et matériaux de construction. 1812-1852

F/14/4273 Exploitation des mines : inventions, procédés, renseignements, description de machines ; appareils pour l'éclairage et l'aération des mines, pour le sauvetage des ouvriers, etc. 1773-1845

F/14/4273-F/14/4261 Fabrication du fer et traitement du minerai : expériences, procédés, renseignements, description de machines. 1773-1852

F/14/4262 Fabrications diverses, procédés ; traitement des minerais de cuivre et d'argent ; recherches expérimentales pour l'amélioration des procédés industriels (réponses à la circulaire du 20 janvier 1834). 1680-1842

F/14/4263 Notes et mémoires sur des expériences ; recherches et observations ; projets, inventions, renseignements ; machines et moteurs. 1683-1849

F/14/7350-F/14/6327 Moulins et usines hydrauliques situés sur des cours d'eau non navigables, ni flottables : correspondance du Ministre et du Directeur général des Ponts et Chaussées avec les Préfets, ingénieurs, etc, ordonnances, décrets, arrêtés, rapports, plans (classement départemental, et par cours d'eau dans chaque département). XIX e siècle

F/14/7732-F/14/8009 Mines de charbon : concessions et demandes de concessions, recherches, indices, découvertes, enquêtes, rapports, mémoires, renseignements, contestations, levé et nivellement de terrains houillers, notes statistiques (classement départemental). 1744-1883

F/14/8281-F/14/8357. Surveillance des mines, PV visites (classement départemental, 1886-1900

F/14/8368-F/14/8409. Redevances sur les mines (classement départemental) 1886-1898

F/14/8410-F/14/8413. Demandes d'abonnement à redevance proportionnelle (classement départemental) 1873-1880

F/14/8414-F/14/8437 Accidents de mines. 1899-1904

F/14/8438/B Mines : accidents ; rapports sur le travail dans les mines (statistiques). 1894-1895

F/14/8439-F/14/8442 Accidents de carrières. 1899-1900

F/14/10048-F/14/10912/206, F/14/10914-F/14/11203 Cartes et plans. Les cotes qui suivent doivent être complétées par le préfixe "CP/" pour la commande des cartes et plans de la sous-série

F/14/10320 Mines et usines (technique). — Plans de machines : pompe à feu de Chaillot, machine de Perronet pour mesurer la résistance des pierres, machines pour lever les charges, pour creuser les canaux, scier les pilotis, moulins à forer, etc. XVIII e et XIX e siècles.

Métrage linéaire : 800

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19850733⁶⁶

Ministère: Industrie

Direction : Conseil général des mines

Sommaire

Dossiers de B. Schnell, ingénieur général des mines

Art 1-2 : études et participation à des Commissions sur les sujets suivants : utilisation de **l'énergie** (en particulier le **charbon**), distribution du gaz, conversion des houillères des Cévennes et du Dauphiné, prévention des **pollutions industrielles** (généralités et mission Basse-Seine) : rapports d'études, rapports de mission et PV de séance : 1947-1968

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 1 (2 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement : 19850723⁶⁷

Ministère : Industrie

Direction : Conseil général des mines

Sommaire

Dossiers de B. Schnell, Ingénieur Général des Mines.

Art 1-2 : Etudes et participation à des commissions sur les sujets suivants : Utilisation de l'énergie (en particulier le charbon), distribution du gaz, conversion des houillères des Cévennes et du Dauphine, prévention des pollutions industrielles (généralités et mission Basse-Seine) : Rapports d'études, rapports de mission et PV de séance, 1947-1978

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 0,60 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

66 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-general-des-mines-energie-pollution>

67 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-general-des-mines-energie-pollution>

Cotes

20160651/1-20160651/72⁶⁸

Date

2012-2013

Nom du producteur

Secrétariat général du débat national sur la transition énergétique (2012-2013)

Importance matérielle et support

2812 fichiers pour une volumétrie d'environ 2 979 292 298 octets

Localisation physique

Archives nationales

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Présentation du contenu

Outre les documents d'organisation d'un dispositif assez étoffé et complexe, notamment ceux du comité de pilotage, le fonds regroupe des comptes rendus des différentes réunions en plénière ou en commissions du Conseil national du débat sur la transition énergétique (CNDTE) et de ses groupes de travail.

Le débat a de plus été l'occasion d'organiser des manifestations telles que la journée du 25 mai 2013 et de faire des appels à témoignages sous la forme de cahiers de contributions. Le volet citoyen est bien représenté par la présence des archives du comité citoyen, des débats territoriaux et du comité de liaison du débat décentralisé malgré la perte notoire des contributions postées sur le site Internet.

La matière recueillie a permis d'élaborer des synthèses que l'on retrouve en intégralité dans le fonds et dont la lecture peut-être complétée par celle des documents préparatoires conservés au moins en partie.

On y trouve enfin les outils de mesure de l'audience du débat dans la population, statistiques comme revues de presse. Elles constituent le témoignage de la réception instantanée du débat dans l'opinion publique française au moment de la tenue de celui-ci.

Il convient de noter que le fonds est lacunaire, comme le montre à plusieurs reprises l'instrument de recherche. Des pans importants du débat, comme les documents produits par certains groupes de travail du CNDTE n'ont ainsi pas été transmis de même qu'une grande partie des dispositifs de communication. Il semble pertinent que le lecteur compare le plan de classement proposé par le producteur avec celui finalement élaboré par les archives à partir des documents reçus.

68 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-numeriques-debat-national-sur-la-transition-energetique>

Historique du producteur

Le débat national sur la transition énergétique (DNTE) s'est tenu en 2012-2013. Il s'agissait, dans le cadre d'une politique dite de dialogue social environnemental, d'une concertation préalable à l'adoption d'une loi sur la transition énergétique, la future loi du 18 août 2015. Le débat a été préparé lors de la conférence environnementale des 14 et 15 septembre 2012 qui a permis d'élaborer une feuille de route de la transition énergétique.

D'une durée d'environ 18 mois, il s'est ouvert par la première réunion d'un Conseil national du débat sur la transition énergétique (CNDTE), tenue le 29 novembre 2012 tandis que la séance plénière du 18 juillet 2013 a eu un rôle de clôture. Au cours de cette période, trois phases se sont succédées. De décembre 2012 à janvier 2013, les travaux ont consisté à organiser le calendrier du débat et à rassembler des cahiers d'acteurs. Le débat proprement dit s'est tenu de février à juin 2013 : volet citoyen, travaux des groupes de travail et du Groupe de contact des entreprises de l'énergie (GCEE), auditions. Enfin, en juillet 2013, une phase de synthèse permit de rassembler les enseignements à retenir de cette consultation et d'arrêter le contenu des livrables qui constituent le résultat du débat communiqué à l'ensemble de la population.

Plus précisément, l'activité du DNTE, organisée par un secrétariat général ad hoc dirigé par Thierry Wahl, était impulsée par un comité de pilotage composé, outre la ministre Mme Delphine Batho, de six personnalités qualifiées. Il était le garant du respect de la charte du débat. Lors de sa tenue, le débat s'articulait en deux volets : un volet institutionnel et un volet citoyen.

Le volet institutionnel était caractérisé par l'existence d'une instance principale, le Conseil national du débat sur la transition énergétique (CNDTE). Celui-ci réunissait les acteurs institués et était organisé en sept collèges rassemblant des représentants de plusieurs corps constitués : des parlementaires, des syndicats salariaux et patronaux, des organisations non gouvernementales (ONG) etc. Un groupe des experts était chargé d'apporter un soutien au Conseil en produisant la synthèse des travaux de huit groupes de travail thématiques émanant du CNDTE et en élaborant des avis. Les groupes de travail sont présentés plus en détail dans la partie du plan de classement qui est consacrée à leurs archives.

Un groupe de contact des entreprises de l'énergie (GCEE) assurait la liaison avec ce secteur de l'économie. Son activité n'apparaît dans le fonds du DNTE que de manière indirecte car ses archives propres n'ont pas été conservées. Le CNDTE a enfin organisé vingt-trois auditions de personnalités issues d'horizons très variés : ministres de différents pays, universitaires, militants associatifs, chefs d'entreprises tenues en public et retransmises sur Internet.

Il est à noter qu'il est distinct d'une institution permanente, le Conseil national sur la transition écologique (CNTE), créé par la loi du 27 décembre 2012 dans le but de compléter le Conseil national du développement durable (CNDD) créé quant à lui en 2003.

D'autre part, un volet citoyen visait à impliquer directement la population à côté des seuls acteurs organisés et des spécialistes. Ce volet comprenait trois composantes : des conférences tenues au niveau régional-les débats territoriaux, un site Internet chargé de recueillir des contributions ainsi qu'une journée citoyenne organisée le 25 mai 2013. Un comité de liaison du débat décentralisé (CLDD) assurait la jonction entre les débats territoriaux et le CNDTE.

Accès et utilisation

Localisation physique

Archives nationales

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Accroissements

Ce fonds est clos.

Cotes

20150216/1-20150216/19⁶⁹

Date

2012-2013

Nom du producteur

Secrétariat général du débat national sur la transition énergétique (2012-2013)

Importance matérielle et support

6 dimabs, 1,9 mètres linéaires

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Présentation du contenu

Ce versement contient en grande partie des versions imprimées, et parfois annotées, du versement numérique effectué par le SGDNTÉ. Il s'agit pour l'essentiel des documents du comité de pilotage du débat, des séances du Conseil national et des documents produits dans le cadre des débats décentralisés. S'y ajoutent quelques éléments diffus concernant la journée citoyenne du 25 mai 2013 et le comité citoyen. Il convient de relever la présence de documents inédits par rapport à la partie numérique du fonds. Il s'agit de documents concernant les journées de l'énergie de mars 2013, le groupe de contact des entreprises de l'énergie et un minutier de courriers d'élus et d'associations. Ces derniers éléments constituent donc, semble-t-il, le principal intérêt de la partie papier du fonds du SGDNTÉ.

⁶⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-numeriques-bureautiques-administration-centrale-debat-906>

Liste des sigles utilisés

- ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.
- CESE : Conseil économique, social et environnemental.
- CGDD : Conseil général du développement durable.
- CLDD : Comité de liaison du débat décentralisé.
- CNDTE : Conseil national du débat sur la transition énergétique.
- DGEC : Direction générale de l'énergie et du climat.
- DNTE : débat national sur la transition énergétique.
- GCEE : Groupe de contact avec les entreprises de l'énergie.
- GT : groupe de travail.
- ZNI : Zones non interconnectées du réseau électrique national.

Mode de classement

Le plan de classement des archives est construit par les producteurs des archives et les archivistes. Afin de rendre compte des actions réalisées dans le cadre des politiques publiques portées par l'administration, il est organisé par fonction et activité. Aussi, le classement actuel respecte le(s) plan(s) de classement adopté(s) lors du versement aux archives du ministère de l'Écologie.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Accroissements

Ce fonds est clos.

Conseil économique et social

Cote 20010124/35⁷⁰

n° 1993-23, Rapporteur : JARNAC, Guy, Titre : Projet de loi d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française, Nature du texte : Avis, Section : Economies régionales et aménagement du territoire, Mode saisine : saisine gouvernementale,

Date d'adoption : 30/11/1993.

Métrage linéaire: 0,10 ml

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. L213-1 à 3

Conditions d'utilisation

Conformément au règlement de la salle de lecture.

Lieu de conservation : Archives nationales

70 Répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-economique-et-social-Polynesie-francaise>

2.2 Maîtrise de l'énergie

2.2.1 Administration centrale

Historique du service producteur

Initialement chargée de « élaborer et mettre en œuvre la politique du gouvernement dans le domaine de l'énergie et des matières premières », la Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) faisait partie avant 2008 du ministère de l'Industrie (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie). À cette époque, elle comprend le service des « matières premières et sous-sol », celui des « énergies renouvelables et utilisation rationnelle de l'énergie » ; et les deux directions des « hydrocarbures » et du « gaz, électricité et charbon ». En outre, elle est chargée de suivre les activités du Commissariat à l'énergie atomique et de ses filiales, pour les activités relevant de la production de l'énergie et de l'approvisionnement des matières nucléaires de base. En 2008, elle prend le nom de Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC). Elle a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique relative à l'énergie, aux matières premières énergétiques, ainsi qu'à la lutte contre le réchauffement climatique et la Pollution de l'air.

Elle met en œuvre les mesures de contrôle et de répartition des produits et matières premières énergétiques. Elle veille à la bonne exécution des missions de service public dans le domaine de l'énergie. Elle coordonne, en concertation avec les associations, les partenaires économiques et sociaux, et avec l'appui de l'ensemble des ministères concernés, la préparation et la réalisation du programme français de prévention et d'adaptation en matière de changement climatique.

Versement 19980126⁷¹

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières
Service des énergies renouvelables et utilisation rationnelle de l'énergie

Sommaire

Art 1 : préparation du débat sur l'énergie : 1981.

Art 2-9 : économies d'énergie (bilan énergétique, programme national, utilisation rationnelle, pompes à chaleur, Agence pour les économies d'énergie (AEE), Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), fonds spécial grands travaux, comité interministériel) : 1977-1984.

Art 10 : rapports sur l'énergie : 1981-1984.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 10

⁷¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-economies-d-energie-1977>

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19930016⁷²

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Service des énergies renouvelables et utilisation rationnelle de l'énergie

Sommaire

Art 1-5 : Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) : conseils d'administration, 1989-1991

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

2.2.2 Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

Historique du service producteur

En 1990, suite à la loi n° 90-1130 du 19 décembre 1990 et à son décret d'application n°91-732 du 26 juillet 1991, l'État décide la fusion de l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED), de l'Agence pour la qualité de l'air (AQA) et de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) et leur regroupement en une seule agence : l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). C'est en 1992 que deux événements majeurs dirigent les futures orientations de l'ADEME :

- le vote de la loi de juillet 1992 qui définit la politique de gestion des déchets ;
- la conférence de Rio au cours de laquelle les climatologues attirent l'attention sur les risques climatiques de l'augmentation de la teneur en gaz carboniques dans l'atmosphère.

L'ADEME, comme l'AFME en 1987, continue aussi d'encourager le développement des énergies renouvelables à travers deux procédures : le soutien à des opérations de recherche et de développement et la stimulation du marché.

Les ressources de l'ADEME dépendent du budget accordé par le gouvernement. Jusqu'en 1998, l'Agence gère également le produit de trois taxes : la taxe parafiscale sur les huiles de base, la taxe parafiscale sur les déchets et la taxe parafiscale sur la Pollution de l'air. Ces taxes sont affectées à des activités particulières et bien définies. Leur gestion

⁷² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-AFME-conseil-d-administration-1989-1991>

budgétaire était suivie, en particulier, par le service-budget finance. C'était une importante source de financement de l'agence.⁷³

2.2.2.1 Siège

Versement 20010454⁷⁴

Ministère : Industrie

Etablissement : Commissariat à l'énergie solaire (COMES)

Sommaire

Art 1-11 : Axes généraux et moyens de fonctionnement, 1973-1982

Art 12-20 : Soutien à la filière de valorisation de l'énergie solaire en France, 1973-1982

Art 21-42 : Coopération internationale dans le domaine de l'énergie solaire, 1974-1982

Communicabilité 25 ans

Nombre d'articles 42

Métrage linéaire 14 m.l.

Lieu de conservation Archives nationales

Référence

20150255/1 à 20150255/72⁷⁵

Intitulé

Archives de l'Association pour le développement des carburants par la gazéification du bois (ASCAB)

Dates extrêmes

1982-1989

73 Sources ADEME <https://ressources.histoire-environnement.org/Historique-de-l-Agence-de-l-environnement-et-de-la-maitrise-de-l-energie-ADEME>

74 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Commissariat-a-l-energie-solaire-COMES-1978-1982>

75 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Association-pour-le-developpement-des-carburants>

Noms des principaux producteurs

Association pour le développement des carburants par la gazéification du bois (ASCAB)

Importance matérielle

9 dimabs soit environ 2,2 mètres linéaires

Langue des documents

Français

Anglais

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Conditions d'accès

Archives publiques librement communicables

Modalités d'entrée

Versement de l'ADEME aux Archives nationales

Historique du producteur

Entre 1980 et 1984, Creusot-Loire a développé, au Laboratoire d'Essais du Creusot, un procédé de production de gaz de synthèse à partir du bois. A la suite de cette expérimentation, l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), FRAMATOME (ex Creusot-Loire) et SECOMETAL (Société d'études et de constructions métallurgiques) ont formé, en 1984, le groupement d'intérêt économique ASCAB (Association pour le développement des carburants par la gazéification du bois) dont l'objectif était de construire puis d'expérimenter à Clamecy (Nièvre) une installation de démonstration d'oxyvapogazéification de la biomasse. Cette installation a été inaugurée le 21 novembre 1986.

Historique de la conservation

Ces archives ont été constituées et conservées jusqu'à nos jours dans les locaux parisiens de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) qui fut l'un des membres du groupement d'intérêt économique ASCAB et à laquelle a succédé en 1992 l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Mode de classement

Le fonds est classé de façon thématique comme suit :

- Art 1 à 10 : Constitution, gouvernance, instances et correspondance du GIE.
- Art 11 à 26 : Budget, comptabilité et financement du GIE.
- Art 27 à 32 : Contrats et commandes.
- Art 33 à 50 : Communication, prospection, promotion industrielle et expertise du procédé.
- Arti 51 à 72 : Construction et exploitation de l'unité pilote de démonstration de Clamecy.

Accroissement

Aucun accroissement du fonds n'est à prévoir, le groupement ayant été dissout au début des années 1990

Présentation du contenu

Ce fonds présente un intérêt certain pour la Recherche dans le domaine de la gazéification du bois et de la production de carburants de substitution. En outre, il est assez complet, présentant aussi bien le fonctionnement du GIE que l'expertise du procédé ou la description technique de l'installation (nombreux plans et notices).

Versement 20230241⁷⁶

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Photographies issues de la photothèque

20230241/1-20230241/115

1975-2000

Energie: solaire photovoltaïque, éolienne, hydraulique, géothermie, fossile

20230241/116-20230241/120

1995-1998

Déchets

20230241/121-20230241/138

1968-1999

Transports

20230241/139-20230241/142

1992-2000

Pollution

20230241/143-20230241/144

1995-1998

Paysage

20230241/145-20230241/149

1982-1991

Résidentiel et tertiaire

20230241/150-20230241/195

1973-2005

Énergies renouvelables à l'étranger et coopération internationale

20230241/196-20230241/229

1980-2003

Communication, manifestations

⁷⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Photographies-issues-de-la-phototheque>

20230241/230-20230241/250

1974-2010

Vie interne

Métrage linéaire: 3,08

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20240349⁷⁷

Agence pour les économies d'énergie puis Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

20240349/1-20240349/4

1975-1987

Généralités sur les opérations de démonstration, cadre juridique et administratif

20240349/5-20240349/434

1974-1989

Dossiers des opérations de démonstration.

Secteurs industrie et griculture, résidentiel et tertiaire, transport

Métrage linéaire: 9,6

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20230246⁷⁸

Ministère: Environnement

⁷⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-AEE-AFME-Operations-de-demonstration>

⁷⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-direction-des-dechets-1977-2017>

Direction: Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

Sommaire

Art 1-323: dossiers de la direction des déchets (1977-2017)

Métrage linéaire: 15

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20100346⁷⁹

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Direction de l'environnement et des situations d'urgence

Sommaire

Art 1: Constitution et organisation du Versement 2010 de la mémoire détaillée et mémoire de synthèse du centre de stockage de la Manche, 2000-2010

Art 2-18: Centre de stockage de déchets radioactifs de faible et moyenne activité (CSFMA) de l'Aube

Art 19-30: Centre de stockage de la Manche (CSM), 1997-2010

Métrage linéaire: 3

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20200141⁸⁰

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

⁷⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ANRED-Memoire-des-centres-de-stockages-Centres>

⁸⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-direction-de-la-communication-1975-2016>

Sommaire

Art 1-57 : Politique de communication, organisation et fonctionnement de la direction, 1981-2016

Art 68-73 : Communication institutionnelle et relations presse, 1975-2016

Art 73-127 : Campagnes de communication grand public, 1980-2008

Art 128-141 : Aides et subventions à des actions de communication, 1988-2007

Art 142-173 : Enquêtes et études, 1980-2006

Art 173-173 : Supports de communication et publications, 1982-2009

Art 174-180 : Expositions, 1989-2000

Art 181-207 : Partenariats, 1983-2008

Importance matérielle et support : 20 mètres linéaires (73 cartons de type dimab) et 4 boîtes d'archives hors format

Conditions d'accès : Librement communicable

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20170147⁸¹

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-124 : Rapports du centre d'Angers, 1977-2014

Art 125-394 : Rapports du centre de Paris, 1975-2015

Art 395-733 : Rapports du centre de Valbonne, 1968-2014

Importance matérielle et support : 730 cartons de type dimab

Métrage linéaire : 200 ml

Localisation physique : Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès : Communicable selon les articles L213-1 à L213-7 du code du patrimoine

Versement 19873073⁸²

Nom du producteur

Agence pour les économies d'énergie, Commissariat à l'énergie solaire, Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-2 :Comités de direction. - Réunions, 1974-1968

Art 2-9 :Comités directeurs. - Réunions : ordre du jour, procès-Verbaux, dossier de travail, Commission technique. 1968-1982

Art 10-12 :Conseil d'administration. - Réunions : ordre du jour, procès-Verbaux, dossier de travail. 1968-1982

Art 21-28 :Agence pour les économies d'énergie (AEE) : généralités sur l'énergie. 1973-1982

Art 29-35 :Agence pour les économies d'énergie (AEE). - Minutiers chronologiques du courrier. 1974-1981

Art 36-55 :Revue de presse de l'Agence pour les économies d'énergie (AEE) et de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME). 1974-1984

Art 56-61 :Fonds documentaire général. 1974-1984

Art 62-65 :Fonds documentaire de l'Agence pour les économies d'énergie (AEE). 1974-1982

81 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-rapports-etudes-1975-2015>

82 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-AFME-fonctionnement-1973-1984>

Art 76-73 :Fonds documentaire de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME). 1981-1986

Art 73-80 :Industrie. 1973-1981

Art 81-84 :Agence pour les économies d'énergie (AEE), innovations, recherche, inventions. - Dossiers d'inventions dans le domaine des économies d'énergie : correspondance et descriptif des inventions (classement alphabétique des inventeurs). 1974-1981

Art 85-92 :Service de diffusion et d'information sur les énergies nouvelles (SDIEN). - Relations avec le public (particuliers et entreprises) : chronos (échantillonnage du courrier arrivé : les lettres B, C, M, P, S, ont été gardées). 1977-1982

Art 93-110 :Commissariat à l'énergie solaire (COMES). 1980-1982

Art 111-150 :Agence pour les économies d'énergie (AEE), Service économies de matières premières. 1973-1982

Art 151-157 :Secteur résidentiel et tertiaire. - Travaux réalisés dans le cadre de la CEE 1975-1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 157

Métrage linéaire : 76 ml

Lieu de conservation : *Archives nationales*

Versement 19873162⁸³

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-104 : vidéocassettes retraçant les différentes campagnes télédiffusées orchestrées par l'Agence de 1968 à 1981.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 104

Lieu de conservation : Archives nationales

⁸³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-AFME-video-cassettes-de-campagne-1968-1981>

Versement 19873273⁸⁴

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-36 : Enregistrements sonores sur cassettes des différentes campagnes radiodiffusées produites par l'AFME en 1980 et 1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 36

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940247⁸⁵

Nom du producteur

Agence pour la qualité de l'air

Sommaire

Art 1 : Création de l'Agence pour la qualité de l'air (AQA), 1974-1983.

Art 1- 7 : Grandes orientations de l'AQA et conseils d'administration, 1982-1991.

Art 8 : Localisation de l'AQA, 1968-1988.

Art 8 - 10 : Budget, lois de finances et taxes parafiscales, 1980-1992.

Comptabilité, rapports avec la Cour des Comptes, 1983-1991.

Art 10-11 : Pollution de l'air (travaux interministériels, études), 1980-1992.

Art 12 : Effet de serre (travaux interministériels, colloques, discours, séminaires, journées d'études), 1982-1992.

Art 13 : Service du Personnel, 1982-1992.

Communication interne, 1990-1991.

Art 14 : Donon, Centre d'expérimentation de la qualité de l'air, 1985-1987.

Presse, 1986-1991.

Informatisation de l'AQA, 1983.

Divers, 1986-1992.

⁸⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-AFME-video-cassettes-de-campagne-1980-1981>

⁸⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agence-de-l-environnement-et-de-la-maitrise-de-l>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 14

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940300⁸⁶

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-41 : Conférences du salon mondial de la maîtrise de l'énergie industrielle, cassettes sonores, 1990

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Années extrêmes : 1974-1982

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940548⁸⁷

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Taxe parafiscale sur les fuels lourds, 1980-1980.

Art 1 : Liste des consommateurs de fuels oils lourds d'après le recensement de 1980, textes sur les accords sectoriels, 1980-1977.

Art 2-23 : Dossiers d'accords sectoriels par secteur d'activité, 1980-1980.

Art 24 : Bilan des accords sectoriels, 1968

⁸⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-AFME-Conferences-du-salon-mondial-de-la-maitrise>

⁸⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-AFME-taxe-parafiscale-sur-fuels-lourds-1980-1980>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 8 ml

Années extrêmes : 1980-1980

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150256⁸⁸

Nom du producteur

Agence pour les économies d'énergie - Commissariat à l'énergie solaire - Agence française pour la maîtrise de l'énergie - Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets – Agence pour la qualité de l'air - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-14 : Résidentiel et tertiaire

Art 15-36 : Biomasse, agriculture et bois

Art 37-44 : Solaire habitat

Art 45-64 : Solaire photovoltaïque

Art 65-68 : éolien

Art 73-101 : Déchets

Art 102-109 : Pollution de l'air, bruit

Art 110-128 : Transports

Art 129-134 : Énergie

Art 135-138 : Paysages

Art 139-144 : Formation et sensibilisation

Art 145-154 : Industrie

Art 155-162 : Action-l'international et dans les DOM/TOM

Art 163-180 : Communication, manifestations

Art 177-180 : Vie et organisation interne de l'ADEME, de l'AFME et du COMES

Années extrêmes : 1963-2005

Métrage linéaire : 18 mètres linéaires (63 cartons) .

Conditions d'accès : Archives publiques librement communicables.

⁸⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-diapositives-issues-de-la-phototheque-1963>

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20173503⁸⁹

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Archives de la présidence et de la direction générale

Art 1-4 : textes constitutifs, rapports d'activité et organigrammes, 1982-2009

Art 5-28 : création de l'ADEME, 1989-1998

Art 29-90 : conseil d'administration, 1982-2009

Art 91-230 : Commissions nationales, et comités de gestion des aides financières, 1982-2010

Art 232-385 : chronos, 1982-2011

Art 386-419 : comité exécutif et comité stratégique, comité de direction, séminaire exécutif et séminaire de direction, 1982-2003

Art 420-477 : interviews, interventions, conférences de presse et déplacements, 1993-2007

Art 468-500 : contrôles, audits et inspections, 1982-2008

Art 501-551 : stratégie, planification, projet et plan d'entreprise, 1988-2004

Art 552-738 : politique et actions de l'ADEME : dossiers thématiques et sectoriels

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 738

Métrage linéaire : 80 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

89 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-presidence-direction-generale-1982-2001>

Versement 20173528⁹⁰

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Archives de la direction scientifique

Art 1-49 : politique et action de la direction scientifique, 1975-2008

Art 50-127 : partenariats, 1981-2007

Art 128-181 : action européenne et internationale, 1982-2007

Art 182-355 : enquêtes et études, 1982-2007

Art 356-380 : colloques, rencontres, séminaires, conférences, journées d'études et de recherche, 1981, 1984, 2003

Art 381-407 : dossiers thématiques, 1980-2007

Art 408-415 : projets et programmes expérimentaux, 1968-1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 415

Métrage linéaire : 44 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20173527⁹¹

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Archives de la direction des ressources humaines

Art 1-84 : instances représentatives du personnel, 1980-2010

Art 85-175 : gestion des ressources humaines, 1974-2015

Art 180-197 : formation, 1983-2010

Art 198-202: Association pour l'avenir du personnel titulaire de l'AFME (APAPT), 1985-1991

⁹⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-direction-scientifique-1975-2008>

⁹¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Archives-de-la-direction-des-ressources>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 202

Métrage linéaire : 21 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20170186⁹²

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-153 : Contrats d'aides et d'achats, 1992-2000

Nombre d'articles: 153

Métrage linéaire: 17 ml

Localisation physique : Pierrefitte-sur-Seine, Archives nationales

Conditions d'accès : Communicable selon les articles L213-1 à L213-7 du code du patrimoine

⁹² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Contrats-d-aides-et-d-achats-1992-2000>

Versement 20170226⁹³

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-50 : Gestion des taxes, 1983-2003

Nombre d'articles: 50

Métrage linéaire: 7 ml

Localisation physique : Archives nationales

Conditions d'accès : Communicable selon les articles L213-1 à L213-7 du code du patrimoine

Versement 20190126⁹⁴

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-59 : Service Budget-Finances, 1997-2009

Nombre d'articles: 59

Métrage linéaire: 5 ml

Localisation physique : *Archives nationales*

Conditions d'accès : Communicable selon les articles L213-1 à L213-7 du code du patrimoine

93 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-gestion-des-taxes-1983-2003>

94 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-budget-finances-1997-2009>

Versement 20190514⁹⁵

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-166: direction de l'action régionale de l'ADEME , 1978-2013

Nombre d'articles: 166

Métrage linéaire: 15 ml

Localisation physique : *Archives nationales*

Conditions d'accès : Communicable selon les articles L213-1 à L213-7 du code du patrimoine

Versement 19870072⁹⁶

Nom du producteur

Agence pour les économies d'énergie, Commissariat à l'énergie solaire, Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-2 :Comités de direction. - Réunions, 1974-1978

Art 2-9 :Comités directeurs. - Réunions : ordre du jour, procès-Verbaux, dossier de travail, commission technique. 1978-1982

Art 10-12 :Conseil d'administration. - Réunions : ordre du jour, procès-Verbaux, dossier de travail. 1978-1982

Art 21-28 :Agence pour les économies d'énergie (AEE) : généralités sur l'énergie. 1971-1982

Art 29-35 :Agence pour les économies d'énergie (AEE). - Minutiers chronologiques du courrier. 1974-1981

Art 36-55 :Revue de presse de l'Agence pour les économies d'énergie (AEE) et de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME). 1974-1984

Art 56-61 :Fonds documentaire général. 1974-1984

Art 62-65 :Fonds documentaire de l'Agence pour les économies d'énergie (AEE). 1974-1982

Art 66-71 :Fonds documentaire de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME). 1981-1986

95 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-direction-de-l-action-regionale-1978-2013>

96 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-AFME-fonctionnement-1971-1984>

Art 72-80 :Industrie. 1972-1981

Art 81-84 :Agence pour les économies d'énergie (AEE), innovations, recherche, inventions. - Dossiers d'inventions dans le domaine des économies d'énergie : correspondance et descriptif des inventions (classement alphabétique des inventeurs). 1974-1981

Art 85-92 :Service de diffusion et d'information sur les énergies nouvelles (SDIEN). - Relations avec le public (particuliers et entreprises) : chronos (échantillonnage du courrier arrivé : les lettres B, C, M, P, S, ont été gardées). 1977-1982

Art 93-110 :Commissariat à l'énergie solaire (COMES). 1976-1982

Art 111-150 :Agence pour les économies d'énergie (AEE), Service économies de matières premières. 1973-1982

Art 151-157 :Secteur résidentiel et tertiaire. - Travaux réalisés dans le cadre de la CEE 1975-1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 157

Métrage linéaire : 66 ml

Lieu de conservation : *Archives nationales*

Versement 19870162⁹⁷

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-104 : vidéocassettes retraçant les différentes campagnes télédiffusées orchestrées par l'Agence de 1978 à 1981.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 104

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19870259⁹⁸

⁹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-AFME-video-cassettes-de-campagne-1978-1981>

⁹⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-AFME-video-cassettes-de-campagne-1980-1981>

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-36 : Enregistrements sonores sur cassettes des différentes campagnes radiodiffusées produites par l'AFME en 1980 et 1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 36

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19870279⁹⁹

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-29 : Enregistrements sonores sur cassettes des différentes campagnes radiodiffusées produites par l'AFME entre 1970 et 1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 329

Lieu de conservation : Archives nationales

⁹⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-AFME-video-cassettes-de-campagne-1970-1980>

Versement 19870293¹⁰⁰

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Srt 1-153 : Fonds audiovisuel de l'AFME (films 16 mm) : rushes correspondant aux séries d'émissions "l'énergie, c'est nous", "l'énergie facile, c'est fini" et "économies d'énergie", 1970-1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 153

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940247¹⁰¹

Nom du producteur

Agence pour la qualité de l'air

Sommaire

Art 1 : Création de l'Agence pour la qualité de l'air (AQA), 1974-1983.

Art 1- 7 : Grandes orientations de l'AQA et conseils d'administration, 1982-1991.

Art 8 : Localisation de l'AQA, 1978-1988.

Art 8 - 10 : Budget, lois de finances et taxes parafiscales, 1980-1992.

Comptabilité, rapports avec la Cour des Comptes, 1983-1991.

Art 10-11 : Pollution de l'air (travaux interministériels, études), 1980-1992.

Art 12 : Effet de serre (travaux interministériels, colloques, discours, séminaires, journées d'études), 1982-1992.

Art 13 : Service du Personnel, 1982-1992.

Communication interne, 1990-1991.

Art 14 : Donon, Centre d'expérimentation de la qualité de l'air, 1985-1987.

Presse, 1986-1991.

Informatisation de l'AQA, 1983.

100 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-AFME-fonds-audiovisuel-1970-1987>

101 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agence-de-l-environnement-et-de-la-maitrise-de-l>

Divers, 1986-1992.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 14

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940248¹⁰²

Nom du producteur

Comité Géothermie

Sommaire

Art 1-6 : Comité **géothermie** : **comptes rendus de réunions, études 1974-1983**

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁰² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Comite-geothermie-1974-1983>

Versement 19940249¹⁰³

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Présidence et direction générale, 1973-1992

Art 1-8 : Comité de direction et conseil d'administration, 1974-1989

Art 9-29 : Comité financier, 1982-1988

Art 30-42 : Comité exécutif, 1982-1987

Art 43-45 : Présidence, 1982-1985

Art 46-55 : Archives de M. Laponche, directeur général, 1973-1989

Art 56-62 : Archives de M. Marquet, adjoint au directeur général, 1980-1987

Art 63-67 : Archives de M. Crémieux, directeur de la diffusion et de l'action sectorielle puis directeur général adjoint, 1975-1989

Art 68-70 : Archives de M. Crémieux et de M. Texier, 1978-1985

Art 71-85 : Archives de M. Beslon, chargé de mission pour l'animation régionale, 1981-1987

Art 86-96 : Archives de Mme Mathis, chargé de mission au service du développement industriel puis chef de cabinet du directeur général, 1979-1988

Art 97-99 : Archives de M. Lévy, conseiller technique pour les problèmes de l'énergie et de la recherche - Villes pilotes, 1982-1984

Art 100 : Rapports d'activité et bilans, 1974-1992

Direction des affaires financières, 1971-1992

Art 101-107 : Service budget, 1981-1992

Art 108-116 : Service des moyens généraux, 1974-1989

Art 117-124 : Service budget et finances, 1971-1988

Art 125-127 : Service des contrats, 1974-1988

Art 128-130 : Secrétariat général, 1982-1986

Art 131-141 : Service formation, 1980-1989

Art 142-158 : Direction scientifique, 1981-1989

Art 159-187 : Direction de la recherche et de l'action technique, 1975-1992

(159-173) : Relations avec divers organismes et sociétés, 1982-1987

(174-184) : Service industrie, 1975-1992

(185-187) : Service résidentiel et tertiaire, 1975-1982

Art 188-206 : Direction de l'action régionale, 1977-1989

¹⁰³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agence-francaise-pour-la-maitrise-de-l-energie-870>

(188-192) : Diagnostic thermique du secteur habitat tertiaire, 1980-1986

(193-200) : DOM-TOM ; étranger, 1977-1989

(201-206) : Géothermie et énergie photovoltaïque, 1982-1987

Art 207-228 : Service communication, 1979-1989

Art 229 : Service information et accueil, 1983-1987

Art 230-257 : Service action européenne et internationale, 1979-1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 257

Métrage linéaire : 88 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

2.2.2.2 Aquitaine

Versement 2730 W¹⁰⁴

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME)

Sommaire

fonctionnement,

1982-1987

Métrage linéaire: 2,2

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

104 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-AFME-fonctionnement-1982-1987>

Versement 2617 W¹⁰⁵

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME)

Sommaire

Départements thermiques

1981-1985

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

Versement 2629 W¹⁰⁶

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME)

Sommaire

Diagnosics thermiques pour les départements de la Dordogne, de la Gironde et des Pyrénées atlantiques

1984-1986

Métrage linéaire: 3,2

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

105 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-AFME-departements-thermiques-1981-1985>

106 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-AFME-Diagnosics-thermiques-1984-1986>

Versement 2761 W¹⁰⁷

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME)

Sommaire

Diagnostics thermiques pour les départements de la Gironde et des Pyrénées Atlantiques, courriers

1981-1986

Métrage linéaire: 3,8

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

Versement 2766 W¹⁰⁸

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME)

Sommaire

Diagnostics thermiques

s.d.

Métrage linéaire: 3,7

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

107 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-AFME-Diagnostics-thermiques-1981-1986>

108 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-AFME-Diagnostics-thermiques-s-d>

Versement 2918 W¹⁰⁹

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME)

Sommaire

Diagnostics thermiques pour les départements de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne, s.d.

Métrage linéaire: 3,4

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

Versement 4100 W¹¹⁰

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME)

Sommaire

Fonds spécial de grands travaux. Fonds régional aquitain pour la maîtrise d'énergie.
1982-1989

Métrage linéaire: 21,8

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : *Archives départementales de la Gironde*

109 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-AFME-Diagnostics-thermiques-s-d-3947>

110 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-AFME-Fonds-regional-aquitain-pou-rla-maitrise-d>

2.2.2.3 Auvergne

Versement 62 ETP¹¹¹

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Délégation régionale Auvergne

Sommaire

62 ETP 1 à 99: Rapports d'études (1982-1986).

Métrage linéaire: 0,90

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Puy-de-Dôme

Référence

53ETP1-53ETP10¹¹²

Intitulé

Diagnostics thermiques de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie - Délégation régionale Auvergne

1982-1986

Noms des principaux producteurs

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Délégation régionale Auvergne

Importance matérielle

1 mètre linéaire (10 articles)

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales du Puy-de-Dôme

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

Présentation du contenu

Ce versement concerne les diagnostics thermiques réalisés par la délégation régional

111 *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Auvergne-Rapports-d-etudes-1982-1986>

112 *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-diagnostics-thermiques-realises-par-la>

Référence

77ETP1-77ETP44¹¹³

Intitulé

Activités de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie - Délégation régionale Auvergne

1984-1999

Noms des principaux producteurs

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Délégation régionale Auvergne

Importance matérielle

4 mètres linéaires (44 articles)

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales du Puy-de-Dôme

Conditions d'accès

Délai de communicabilité : 25 ans.

Mode de classement

cadre de classement.

Art 1-12 : contrats, aides et achats (1984-199)

Art 13-42 : rapports d'études (1985-199)

Art 43 : charte départementale pour l'environnement et la qualité de la vie (1993-1996)

Art 44 : opération « Qualité précision scierie Auvergne » (1986-1994)

Présentation du content

Ce versement concerne le fonctionnement de la délégation régionale Auvergne.

¹¹³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-activites-la-delegation-regionale-Auvergne-de-l>

2.2.2.4 Bourgogne

Versement

1942 W 1-11¹¹⁴

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de Bourgogne

Sommaire

Fonctionnement de l'agence (délégation Bourgogne), diagnostics énergie et attribution des aides.

Dates extrêmes : 1989-2003

Métrage linéaire: 9 boîtes, 0,90 ml

Conditions d'accès : Communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de la Côte-d'Or

Cotes extrêmes

2465W1-41¹¹⁵

Producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de Franche-Comté

Date

1990-2014

Présentation du contenu

Organisation interne et activité (1995-2008). Communication (1990-2014). Formation, sensibilisation et éducation à l'environnement (1999-2007). Commissions et comités régionaux (1992-2010). Études commandées ou financés par l'ADEME (1994-2007).

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Référence

1811W1-1811W40¹¹⁶

114 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Delegation-Bourgogne-1989-2003>

115 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Franche-Comte-activites-1990-2014>

116 Répertoire détaillé <http://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Franche-Comte-activites-1980-1997>

Intitulé

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Franche-Comté : activités

1980-1997

Noms des principaux producteurs

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Franche-Comté

Importance matérielle

4,90 mètres linéaires (40 articles)

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales du Doubs

Conditions d'accès

Librement communicable

Présentation du contenu*

Art 1-40 : Activités et actions de l'ADEME, pollution, énergie, label qualité Habitat

1980-1997

2.2.2.5 Centre**Référence**

1806W1-1806W73¹¹⁷

Niveau de description

Sous fonds**Intitulé**

Activités de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie - Direction régionale Centre

1985-2006

Noms des principaux producteurs

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Direction régionale Centre

¹¹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Activites-de-l-ADEME-Delegation-regionale-Centre>

Importance matérielle

4,30 mètres linéaires (73 articles)

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales du Loiret

Localisation physique

Orléans

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

Modalités d'entrée

Versement en 2016

Historique du producteur**Mode de classement****cadre de classement.**

1806W 1-55 : activités de la délégation régionale

1806W 56-73 : rapports d'études sur les déchets et transports

1806W 73 : supports de communication

Présentation du contenu

Ce Versement concerne les activités de la délégation régionale et les rapports d'études sur les déchets et transports.

2.2.2.6 Franche-Comté

Versement 2029W¹¹⁸

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Direction : Franche-Comté

Sommaire

Service financier gestionnaire. - Dossiers de subventions (1990-2001). Activités et actions de l'ADEME (1984-2004).

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 38

Métrage linéaire : 5.10 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

2.2.2.7 Ile-de-France

Versement 2290W¹¹⁹

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Direction : Ile-de-France

Sommaire

Dossiers sur la géothermie, 1975-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 512

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives départementales des Hauts-de-Seine

118 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Franche-Comte-activites-1984-2004>

119 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Ile-France-geothermie-1975-2000>

Versement 2822W¹²⁰

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Direction : Ile-de-France

Sommaire

Administration, études, rapports, rapports d'activités, 1975-2010

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 512

Métrage linéaire : 51 ml

Lieu de conservation : Archives départementales des Hauts-de-Seine

2.2.2.8 Languedoc-Roussillon

Référence

1731W1-1731W84¹²¹

Niveau de description

Sous fonds

Intitulé

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Languedoc-Roussillon : diagnostics thermiques.

1984-1985

Noms des principaux producteurs

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Languedoc-Roussillon

¹²⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Ile-France-fonctionnement-1975-2010>

¹²¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Languedoc-Roussillon-diagnostics>

Importance matérielle

7 mètres linéaires (84 articles)

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales de l'Hérault

Localisation physique

Montpellier

Conditions d'accès

Librement communicable

Modalités d'entrée

versement en 1993

Présentation du contenu

Ce versement comporte des dossiers sur les diagnostics thermiques

Référence

1735W1-1735W51¹²²

Niveau de description

Sous fonds

Intitulé

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Languedoc-Roussillon : fonds régional de maîtrise d'énergie.

1984-1989

Noms des principaux producteurs

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Languedoc-Roussillon

Importance matérielle

15 mètres linéaires (51 articles)

Langue des documents

Français

¹²² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Languedoc-Roussillon-fonds-regional-de>

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales de l'Hérault

Localisation physique

Montpellier

Conditions d'accès

Librement communicable

Modalités d'entrée

versement en 1993

Historique du producteur**Mode de classement**

cadre de classement.

Présentation du contenu

Ce versement comporte des dossiers sur le fonds régional de maîtrise d'énergie.

2.2.2.9 Limousin**Référence**

2382W1-2382W21¹²³

Intitulé

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – délégation Limousin
1985-2004

Noms des principaux producteurs

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – délégation Limousin

Importance matérielle

2,10 mètres linéaires (21 articles)

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales de la Haute-Vienne

Conditions d'accès

Librement communicable

Mode de classement

cadre de classement.

Art 1-21 : contrats soldés, Fonds régional pour la maîtrise de l'énergie, études énergie, études air, études déchets

Présentation du contenu

¹²³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-fonctionnement-de-l-ADEME-Limousin-1985-2004>

Ce versement concerne les dossiers sur le Fonds régional pour la maîtrise de l'énergie, les études énergie, études air, études déchets.

2.2.2.10 Midi-Pyrénées

Référence

7632W1-7632W137¹²⁴

Niveau de description

Sous fonds

Intitulé

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Midi-Pyrénées : fonctionnement.

1980-2008

Noms des principaux producteurs

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Midi-Pyrénées

Importance matérielle

7 mètres linéaires (137 articles)

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales de la Haute-Garonne

Localisation physique

Toulouse

Conditions d'accès

Communicabilité : 25 ans

Modalités d'entrée

versement en 2008

Présentation du contenu

Ce versement comporte des dossiers sur le fonctionnement, diagnostics, éducation à l'environnement.

Référence

6808W1-6808W411¹²⁵

Niveau de description

¹²⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Midi-Pyrenees-fonctionnement-1980-2008>

¹²⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Midi-Pyrenees-maitrise-d-energie>

Sous fonds

Intitulé

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Midi-Pyrénées : maîtrise d'énergie, programmes de travaux, aides.

1982-1988

Noms des principaux producteurs

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Midi-Pyrénées

Importance matérielle

1,73 mètres linéaires (11 articles)

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales de la Haute-Garonne

Localisation physique

Toulouse

Conditions d'accès

Librement communicable

Modalités d'entrée

versement en 1991

Présentation du contenu

Ce versement comporte des dossiers sur les programmes de travaux et aides concernant la maîtrise d'énergie

Référence

5261W1-5261W463¹²⁶

Niveau de description

Sous fonds

Intitulé

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Midi-Pyrénées: diagnostics thermiques.

1982-1988

Noms des principaux producteurs

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Midi-Pyrénées

Importance matérielle

7,10 mètres linéaires (63 articles)

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales de la Haute-Garonne

Localisation physique

Toulouse

Conditions d'accès

Librement communicable

Modalités d'entrée

versement en 1991

Présentation du contenu

Ce versement comporte des dossiers sur les diagnostics thermiques.

¹²⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Midi-Pyrenees-diagnostics-thermiques-1982>

2.2.2.11 Pays-de-la-Loire

Référence

1881W1-1881W80¹²⁷

Intitulé

Activités de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie - Délégation régionale de Nantes

1968-1991

Noms des principaux producteurs

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Délégation régionale de Nantes

Importance matérielle

7,73 mètres linéaires (80 articles)

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales de la Loire Atlantique

Localisation physique

Nantes

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

Modalités d'entrée

Versement en 2005

Mode de classement

cadre de classement.

1881W 1-2 : fonctionnement de la délégation régionale

1881W 3-51 : activités de la délégation régionale

1881W 52-73 : actions régionales

1881W 74-68 : programmes nationaux

1881W 80-80 : documentation

Présentation du contenu

Ce Versement concerne l'ensemble des études et opérations de diagnostics régionales visant à maîtriser l'énergie et sauvegarder l'environnement.

Versement 2273 W¹²⁸

¹²⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Nantes-activites-1968-1991>

¹²⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Pays-de-la-Loire-economie-d-energie-2006>

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du Pays-de-la-Loire

Présentation du contenu

Ce Versement concerne le dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE), créé par les articles 14 à 17 de la loi n° 2005-681 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique (loi POPE). Il repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie imposée par les pouvoirs publics aux vendeurs d'énergie appelés les « obligés » (électricité, gaz, chaleur, froid, fioul domestique et nouvellement les carburants pour automobiles). Ceux-ci sont ainsi incités à promouvoir activement l'efficacité énergétique auprès de leurs clients : ménages, collectivités territoriales ou professionnels.

Mode de classement

2273 W 1-2 : dispositif d'aide aux économies d'énergie

2006-2011

Métrage linéaire : 0,20 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de la Loire Atlantique

Versement 2232 W¹²⁹

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Direction régionale des Pays de la Loire

Présentation du contenu

Ce versement concerne l'aide publique aux entreprises au niveau régional pour réaliser des études, diagnostics, investissements et travaux visant à maîtriser l'énergie et à sauvegarder l'environnement.

Mode de classement

2232 W 1-28 : dossiers individuels de financement des entreprises classés par ordre chronologique de clôture, les numéros des dossiers indiqués renvoient à une numérotation interne à l'ADEME.

Dates extrêmes

1989-2000

Métrage linéaire : 2,80 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de la Loire-Atlantique

Versement 2343 W¹³⁰

Agence de l'Environnement et de la maîtrise de l'énergie

Direction régionale des Pays de la Loire

Présentation du contenu

Ce versement concerne l'aide publique aux entreprises au niveau régional pour réaliser des études, diagnostics, investissements et travaux visant à maîtriser l'énergie et à sauvegarder l'environnement.

Mode de classement

2343 W 1-2 : administration générale

2343 W 3-4 : communication

129 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Pays-de-la-Loire-aide-pour-etudes>

130 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Pays-de-la-Loire-aide-pour-etudes-3492>

2343 W 5-116 : études, diagnostics et investissements visant à maîtriser l'énergie et à sauvegarder l'environnement

Dates extrêmes

1980-2006

Métrage linéaire : 11 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de la Loire-Atlantique

2.2.2.12 Picardie

Référence

12ETP1735-12ETP808¹³¹

Niveau de description

Sous fonds

Intitulé

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – délégation Picardie

1982-2002

Noms des principaux producteurs

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – délégation Picardie

Importance matérielle

24 mètres linéaires (194 articles)

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales de la Somme

Localisation physique

Amiens

Conditions d'accès

Délai de communicabilité : 25 ans.

Modalités d'entrée

versement en 2004

Mode de classement

cadre de classement.

Art 735-635 : sites pollués

Art 636-739 : déchets ménagers et territoires

¹³¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-fonctionnement-de-l-ADEME-Picardie-1982-2002>

Art 730-739 colloques

Art 740-752 : Association Picardie pour la récupération et le recyclage des déchets (APIREC)

Art 753-754 : Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED)

Art 755-802 : maîtrise de l'énergie dans le tertiaire

Art 803-773 : études économiques

Art 687-808 : documents Christian Fabry, délégué régional

Présentation du contenu

Ce versement concerne les dossiers sur les sites pollués, les déchets ménagers.

Référence

12ETP1-12ETP734¹³²

Niveau de description

Sous fonds

Intitulé

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – délégation Picardie
1980-2001

Noms des principaux producteurs

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – délégation Picardie

Importance matérielle

73 mètres linéaires (734 articles)

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales de la Somme

Conditions d'accès

Délai de communicabilité : 25 ans.

Modalités d'entrée

versement en 2004

Mode de classement

cadre de classement.

Art 1-27 : administration générale

Art 28-100 : communication et formation

¹³² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-fonctionnement-de-l-ADEME-Picardie-1980-2001>

Art 101-149 bois énergie, bois matériaux, agriculture

Art 150-336 : aide régionale aux communes

Art 337-492 : aides énergie

Art 493-734 : pôle production

Présentation du contenu

Ce versement concerne le fonctionnement de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – délégation Picardie

Versement 291 W¹³³

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Direction régionale Picardie

Sommaire

Art. 1-6: Rapports d'activités, projets de services et bilans, 1984-2009

Art. 7-11: Fonds Spécial de Grands Travaux (FSGT) dans la région Picardie : compte-rendu, convention, avenant, état récapitulatif des dépenses, descriptif de la répartition des subventions, courrier, rapport, présentation de projets, étude, documentation (dépliant, plaquette), arrêté, décision, note, bilan, fiche descriptive et plan.

1982-1988

Art. 12: Conventions cadres, 1981-1985

Art. 13-23: Comités de suivi du Fonds Régional pour l'Environnement et la Maîtrise de l'Energie (FREME)

Anciennement Fonds Régional pour la Maîtrise de l'Energie (FRME)

1984-2016

Art. 24-43: Commissions de la Direction Régionale Picardie

Commission Régionale des Aides (CRA), Comité Régional d'Orientation (CRO) et Comité Régional de programmation de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (CREME)

1991-2015

Art. 44-48: Comité de suivi du Fond Européen de Développement Régional (FEDER)

1994-2006

Art. 49-73: Dossiers de subventions après échantillonnage (sélection d'un spécimen par année et par département) classés par département

1988-2012

Art. 73-143: Dossiers de subventions après échantillonnage (sélection qualitative selon l'intérêt régional) classés par thématiques

1988-2018

¹³³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Picardie-fonctionnement-1982-2018>

Art. 144-152: Dossiers de valorisation/manifestations culturelles édités ou co-édités par la Direction Régionale de l'ADEME Picardie

1992-2016

Art. 153-154 : Fond photographique de la Direction Régionale ADEME Picardie classé par thématique

1983-2002

Art. 155 : Dossiers historiques de la Direction Régionale de l'ADEME Picardie

1985-2010

Art. 156: Registre des panneaux commandés par l'ADEME, anciennement AFME
sd

Métrage linéaire: 16

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de de la Somme

2.2.2.13. Poitou-Charentes

Versements 4018 W/4019 W/4020 W¹³⁴

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de Poitou-Charentes

Sommaire

Organisation, comités et communication (1983-2018).

Dossiers de subventions sur fonds propres de l'ADEME (1983-2011).

1983-2018

Métrage linéaire: 18,68

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

2.2.2.13 Provence-Alpes-Côte d'Azur

Versement

1142W 0001 à 1142W 0568¹³⁵

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

1142W 0001 - 1142W 0303 : Économies d'énergie

1142W 0001 - 1142W 0173 : Diagnostics thermiques, opérations de démonstration, opérations villes pilotes

1142W 0173 - 1142W 0210 : Économies d'énergie, isolation, thermie

1142W 0211 - 1142W 0251 : Habitat

1142W 0252 - 1142W 0303 : Fonds spécial de grands travaux : études des travaux par département

1142W 0304 - 1142W 0347 : Énergie éolienne et hydro-électricité

1142W 0348 - 1142W 0568 : Énergie solaire, photovoltaïque

1142W 0348 - 1142W 0401 : Expertises

1142W 0402 - 1142W 0454 : Aides financières

¹³⁴ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-ADEME-Poitou-Charentes-fonctionnement-1983>

¹³⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agence-de-l-environnement-et-de-la-maitrise-de-l-898>

1142W 0455 - 1142W 0545 : Recherche

1142W 0546 - 1142W 0562 : Constructeurs (matériels et procédés solaires, chauffage solaire) : correspondance et documentation

1142W 0563 - 1142W 0568 : Concours "Maisons solaires, maisons d'aujourd'hui" organisé par l'AFME et le Comité d'action pour le solaire (CAS)

Dates extrêmes: 1975-1998

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Alpes-Maritimes

Référence

2189W1-2189W163¹³⁶

Niveau de description

Sous fonds

Intitulé

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur : diagnostics thermiques

1980-1991

Noms des principaux producteurs

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur

Importance matérielle

16 mètres linéaires (163 articles)

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales des Bouches-du-Rhône

Conditions d'accès

Librement communicable

Modalités d'entrée

versement en 2015

Mode de classement

cadre de classement.

Art 1-163 : Diagnostics thermiques financés par l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME : 1982-1990), principalement dans le cadre du Fonds Spécial de Grands

¹³⁶Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-PACA-diagnostics-thermiques-1980-1991>

Travaux (FSGT) créé par la loi 82-773 du 3 août 1982 et liquidé par le décret 87-1153 du 32 décembre 1987.

Présentation du contenu

Ce versement concerne les diagnostics par Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie (AFME).

2.2.2.14 Rhône-Alpes

Versement 5073 W¹³⁷

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Délégation régionale Rhône-Alpes

Sommaire

Art 1-24: attribution de subventions, 1991-2011

Métrage linéaire: 2

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

¹³⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Rhone-Alpes-attribution-de-subventions>

Versement 5243 W¹³⁸

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Délégation régionale Rhône-Alpes

Sommaire

Art 1-25: attribution de subventions, 1995-2006

Métrage linéaire: 2

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

Versement 5644 W¹³⁹

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Délégation régionale Rhône-Alpes

Sommaire

Art 1-23: attribution de subventions, 1995-2006

Métrage linéaire: 2,30

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

138 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Rhone-Alpes-attribution-de-subventions-3541>

139 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Rhone-Alpes-attribution-de-subventions-3541>

Versement 6829 W¹⁴⁰

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Délégation régionale Rhône-Alpes

Sommaire

Art 1-17: attribution de subventions, 2009-2010

Métrage linéaire: 1,73

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

Versement 6849 W¹⁴¹

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Délégation régionale Rhône-Alpes

Sommaire

Art 1-37: aides accordées dans le cadre du Fonds européen de développement régional (FEDER), 2000-2006

Métrage linéaire: 3,73

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

140 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Rhone-Alpes-attribution-de-subventions-3543>

141 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Rhone-Alpes-aides-accordees-dans-le-cadre>

2.2.2.15 Guyane

Versement 1ETP¹⁴²

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

direction régionale de Guyane

Sommaire

Art. 1 à 143: rapports d'activités, contrats d'aide, programme de maîtrise des déchets (PMD) ..., 1903-2021

Métrage linéaire: 14

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives territoriales de la Guyane

2.2.2.16 Martinique

Référence

1416W1-1416W110¹⁴³

Intitulé

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie délégation Martinique
1979-1996

Importance matérielle

11 mètres linéaires (110 articles)

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives territoriales de la Martinique

Conditions d'accès

Librement communicable

Mode de classement

cadre de classement.

Art 1-23 : courrier de la délégation régionale

Art 24 : organisation

Art 25-34 : comité régional pour la maîtrise de l'énergie (CRME), fonds régional de la maîtrise de l'énergie (FRME), programme pour la maîtrise de l'énergie (PRME)

Art 35 : conventions agence / EF/ régions

¹⁴² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Guyane-fonctionnement-1903-2021detaillé>

¹⁴³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Martinique-geothermie-energies>

Art 36-37 : Fond spécial des grands travaux (FSGT)

Art 38-40 : communication, sensibilisation, presse

Art 41-80 : solaire, voltaïque

Art 81-104 : économie et maîtrise de l'énergie, énergies renouvelables, diagnostics thermiques, climatisations, isolation

Art 105 : déchets

Art 105-106 : transports

Art 107-110 : géothermie, éolien, valorisation énergétique

Présentation du contenu

Ce versement concerne les dossiers notamment sur la géothermie l'énergie solaire, éolienne, les énergies renouvelables les déchets.

2.2.2.17 Réunion

Versement 1736W¹⁴⁴

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de la Réunion

Sommaire

Contrats avec les porteurs de projets, études déchets, mission de valorisation agricole des déchets (MVAD), études / rapport énergie, déchetterie du Guillaume, contrat de plan Etat/Région

1996-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 12

Métrage linéaire : 1,2 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Réunion

Versement 1925W¹⁴⁵

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de la Réunion

¹⁴⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-ADEME-de-la-Reunion-1996-2005>

¹⁴⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-ADEME-de-la-Reunion-2001-2007>

Sommaire

Contrats avec les porteurs de projets (2001-2007), études déchets (2003-2007), mission de valorisation agricole des déchets (MVAD) (2005-2006), études/rapports énergie (2002-2007), communication (2003-2007)

2001-2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 1,1 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Réunion

Versement 1738W¹⁴⁶

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de la Réunion

Sommaire

Rapports d'activité, comités régionaux d'orientation, contrats, études déchets, énergie, transport, communication, mission de valorisation agricole des déchets (MVAD), diapositives sur le transport à La Réunion (véhicules électriques, bateaux 1983-1991), sur les installations voltaïques, île de Mayotte : étude déchet (1993-2000), énergies (1995-2003), conventions annuelles (1984-1997), programme territorial pour la maîtrise de l'énergie (1983-1996), comité territorial pour la maîtrise de l'énergie (Procès-verbaux 1992-1996), comptes rendus de mission (1993-2004), déchets (1996-2005).

1982-2010

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 23

Métrage linéaire : 2,3 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Réunion

Versement 1736W¹⁴⁷

¹⁴⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-ADEME-de-la-Reunion-1982-2010>

¹⁴⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-ADEME-de-la-Reunion-1996-2005>

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de la Réunion

Sommaire

Art 1-12 : Contrats avec les porteurs de projets, études déchets, Mission de valorisation agricole des déchets (MVAD), études / rapport **énergie**, déchetterie du Guillaume, contrat de plan Etat/Région

1996-2005

Métrage linéaire : 1,2 ml

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de la Réunion

Versement 2180 W¹⁴⁸

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de la Réunion

Sommaire

Contrats (2005-2009), études / rapports déchets (2006-2009), études / rapports énergie (2006-2008), études / rapports approches transversales (2006-2009), communication (2006-2009), études / rapports communication Mayotte (2006-2010)
2005-2010

Métrage linéaire 0,85 ml.

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de la Réunion

Versement 2221 W¹⁴⁹

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de la Réunion

Sommaire

Contrats (2006 -2011), études / Rapports déchets (2007-2011), études / Rapports énergie (2006-2011), études / Rapports approches transversales (2007-2010), communication (2007-2010), études / rapports / communication Mayotte (2009-2010). -
2006-2011

Métrage linéaire 1,35 ml.

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de la Réunion

148 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-de-la-Reunion-2005-2010>

149 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-de-la-Reunion-2006-2011>

Versement 318 W¹⁵⁰

Préfecture de la Réunion ; secrétariat général aux affaires économiques

Sommaire

Art 1 -63 : Chambre d'agriculture, sucre ,canne à sucre, cyclone, géranium, thé, vanille, SAFER, SATEC, **Energie électrique**, banques. - 1959-1973

Métrage linéaire 6,3 ml

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de la Réunion

2.2.3 Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Historique du service producteur

L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) est un Établissement public à caractère industriel et commercial (ÉPIC) chargé de la gestion des déchets radioactifs en France.

Elle est créée en novembre 1980 au sein du Commissariat à l'énergie atomique (CEA)

En juillet 1991, le rapport Desgraupes suggère que l'ANDRA soit mieux associée à la gestion des déchets radioactifs, y compris stériles miniers (voir Résidu minier) ; le texte institutif de cet organisme (article 2 de l'arrêté du 7 novembre 1980) lui donnant d'ailleurs compétence sur toutes les opérations de gestion à long terme des déchets radioactifs.

En 1983, l'ANDRA sélectionne vingt-huit sites dont la géologie serait favorable à l'installation d'un centre de stockage souterrain pour les déchets radioactifs à haute activité et à vie longue. De vives oppositions locales contraignent l'ANDRA à abandonner les recherches sur ces sites.

En 1991, la loi Bataille donne à l'ANDRA son indépendance par rapport au CEA, avec le statut d'établissement public à caractère industriel et commercial. L'ANDRA est notamment chargée « de concevoir et de réaliser les nouveaux centres de stockage compte tenu des perspectives à long terme de production et de gestion des déchets et d'effectuer toutes études nécessaires à cette fin, notamment la réalisation et l'exploitation de laboratoires souterrains destinés à l'étude des formations géologiques profondes. » L'ANDRA installe son siège social à Châtenay-Malabry.

En 2003, l'ANDRA choisit d'inscrire certaines de ses archives sur du papier permanent avec de l'encre résistante, garantissant une préservation d'au moins 300 ans, afin de se conformer au décret no 2003-30 du 10 janvier 2003 qui oblige le centre d'enfouissement de déchets radioactifs de la Manche à pérenniser l'information relative aux déchets stockés au-delà de sa fermeture.

Dans le cadre du démantèlement des centrales nucléaires françaises, l'ANDRA lance un appel d'offres en septembre 2015 dans le but de développer les solutions technologiques les plus innovantes visant à réduire au minimum l'impact en termes de déchets nucléaires. Selon les estimations, le démantèlement des centrales va générer 2,1 millions de mètres cubes de déchets. Le Conseil constitutionnel censure le 5 août 2015 l'insertion dans la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, d'un article définissant la réversibilité adopté au Sénat le 18 avril précédent sur proposition de Gérard Longuet, au motif qu'il ne présente pas de lien, même indirect, avec les dispositions figurant dans le projet de loi. Cette disposition est toutefois reprise dans la loi fixant le cadre du projet Cigéo13 adoptée en juillet 2016.

Au projet de loi de finances 2017, le budget de l'ANDRA est imputé sur le programme budgétaire 174 Énergie, Climat et Après-mines du ministère de l'écologie.¹⁵¹

Versement 20040001¹⁵²

Nom du producteur

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Sommaire

Art 1-617 : Dossiers techniques concernant le centre d'enfouissement des déchets radioactifs de la Hague (département de la Manche) (classement thématique et par listes des événements potentiels), 1973-1994

Métrage linéaire : 61 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20050063¹⁵³

Nom du producteur

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Sommaire

Dossiers techniques concernant les centres d'enfouissement des déchets radioactifs (classement par site puis thématique et par listes des événements potentiels).

Art 1-35 : Centre de Soulanes Dhuys (département de l'Aube), 1989-1999.

Art. 36-45 : Centre de la Hague (département de la manche), 1997-2003

Métrage linéaire : 5 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20220501¹⁵⁴

152 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agence-nationale-pour-la-gestion-des-dechets>

153 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agence-nationale-pour-la-gestion-des-dechets-904>

154 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agence-nationale-pour-la-gestion-des-dechets-2828>

Ministère: Environnement

Direction: Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Sommaire

Art 1-33: Dossier détaillé de mémoire du Centre de stockage de la Manche ; Surveillance de l'impact du Centre sur l'environnement (2008-2022)

Métrage linéaire: 1

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

2.3 Recherche¹⁵⁵

2.3.1 Ministère de la recherche

Versement 20010412¹⁵⁶

Ministère : Recherche

Sommaire

Art 1-3 : Mesures de protection et de réglementation de l'environnement concernant notamment le Code de l'environnement, l'utilisation de l'**énergie et la gestion des déchets**, comités et Commissions : comptes rendus de réunions, 1989-1999

Art 4-6. Affaires financières concernant la loi de finances, le budget civil de la recherche et du développement avec le fonds de modernisation de la gestion des déchets et la taxe parafiscale sur la Pollution de l'air, 1991-1999

Art 6 (suite) -7 : Minutier chronologique, 1995

Art 7 (suite) : Relations internationales et scientifiques concernant l'environnement, la maîtrise de l'énergie, la Pollution de l'air et les **déchets radioactifs**, colloques : Rapports, documentation, 1992-1997

Art 7 (suite) -28 : Tutelle de l'organisme de recherche. Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : Création et organisation, financement dont l'aide à l'équipement par régions, relations et coopérations scientifiques, conseils d'administration, comités et Commissions : Colloques, comptes rendus de réunions, 1989-2001

Art 28 (suite) -36 : Tutelle des organismes de recherche dont l'Agence pour la qualité de l'air (AQA), l'Agence nationale de récupération et d'élimination des déchets (ANRED), le

¹⁵⁵ Voir Fonds Serge Antoine <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/serge-antoine-r3073.html>
Serge Antoine, pionnier de l'environnement et du développement durable (3 octobre 1927 - 25 mars 2006).

¹⁵⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ministere-de-la-recherche-energie-1983-2001>

Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et le Groupement d'Intérêt scientifique de l'agriculture pour la chimie et l'énergie (GIS-AGRICE), comités et Commissions : comptes rendus de réunions, rapports, 1983-2000

Métrage linéaire : 4

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

2.3.2 Ministère de la transition écologique

Versement 20090323¹⁵⁷

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Études économiques et évaluation environnementale

Sous direction : Recherche et prospective

Sommaire

Études

Art 1-14 : Organisation administrative : politique et prospective, état de l'environnement, économie. 1973-2003

Art 15-35 : Stratégie nationale et développement durable : économie, études d'impact, aménagement. 1973-2003

Art 36-97 : Programmes de recherche nationaux sur la protection de la nature, l'agriculture, l'hydrologie, les substances toxiques, les zones humides, les espaces naturels. 1975-2007

Art 98-185 : Risques naturels et technologiques : inondations (1934-2004), nucléaire (1988-1997), déchets et pollution (1973-2003). 1934-2006

Art 186-224 : Santé et environnement. 1973-2006

Art 225-236 : Programme d'évaluation et prise en compte des risques naturels et technologiques.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 236

Métrage linéaire : 28 ml (85 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁵⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Recherche-etudes-sur-la-protection-de-la-nature>

Versement 20130510¹⁵⁸

Ministère : Environnement

Mission des études et de la recherche en environnement

Sommaire

Art 1-13 : Prospective, rencontres et conférences internationales, évaluation de l'action environnementale, 1973-1993

Art 17-22 : Politique européenne, 1981-1992

Art 23-33 : Moyens et impacts économiques d'une politique de l'environnement, 1973-1191

Art 34-39 : Pollution de l'air et **changement climatique par effet de serre**, 1980-1992

Art 40-45 : **Énergie** et traitement des ressources naturelles, 1975-1991

Art 46-68 : Impact des activités humaines, 1968-1993

Art 73-74 : Politiques de l'espace pour l'environnement et la qualité de vie, 1980-1993

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 74

Métrage linéaire : 7,40 ml (15 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁵⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-detaille-d-archives-Administration-centrale-fonctionnement-de-la>

Versement 20080263¹⁵⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Études économiques et évaluation environnementale

Sous Direction : Intégration de l'environnement dans les politiques publiques

Sommaire

Études d'impact

Art. 1 : généralités, méthodologie, 1977-1997

Art. 1 (suite)-8 : urbanisme et remembrement rural (classement par département), 1974-2000

Art. 8 (suite)-12 : aérodromes, aéroports, 1968-2001

Art. 13-24 : TGV et autres lignes ferroviaires, 1973-2000

Art. 24 (suite)-25 : viaducs et tunnels, 1968-1999

Art. 25 (suite)-28 : ports, 1980-1999

Art. 29-37 : canaux, rivières et barrages, 1974-1999

Art. 37 (suite)-40 : tramway, métro et transports urbains : Ile-de-France, province, 1980-2003

Art. 40 (suite)-44 : **carrières, mines et forages géothermiques** (classement par département), 1977-1988

Art. 44 (suite) : étangs et tourbières, 1983

Art. 44 (suite)-49 : **centrales nucléaires** et ouvrages d'énergie électrique (classement par département), 1973-1997

Art. 49 (suite)-50 : décharges et stations d'épuration (classement par département), 1968-1983

Art. 50 (suite)-54 : infrastructures de tourisme et de loisirs (classement par département), 1973-1994

Art 54 (suite)-56 : Littoral, 1973-1991

Art. 56 (suite) : infrastructures agricoles et prisons, 1981-1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 56

Métrage linéaire : 18 ml (56 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080433¹⁶⁰

159 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-etudes-d-impact>

160 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politiques>

Ministère : Ecologie et développement durable

Direction : Etudes économiques et évaluation environnementale

Sous direction : Intégration de l'environnement dans les politiques environnementales

Sommaire :

Art. 1-3 : Politique générale, développement durable, économie, fiscalité, Charte de l'environnement, emploi : rapports, notes. 2000-2003

Art. 3 (suite)-9 : **énergie**, agriculture, forêt, espaces naturels, eau, transports, **déchets**, risques, international : rapports, notes, 2000-2003

Communicabilité libre

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 3 ml (9 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

2.4 Europe et international¹⁶¹

Historique du service producteur

Le Secrétariat général (SG) est chargé d'assister les ministres¹⁶² dans l'administration du ministère (fonction financière, ressources humaines, tutelle des établissements publics nationaux, stratégie de communication interne et externe, questions juridiques, élaboration de la position du ministre à l'international et en Europe, politique de défense et de sécurité du périmètre du ministère). Ce service résulte de la fusion de l'ancien secrétariat général du ministère de l'équipement, de la Direction générale de l'administration et du développement et du développement (DGAD) devenue Direction générale de l'administration, des finances et des affaires internationales du ministère de l'environnement.

L'ancienne Direction générale de l'industrie et des matières premières avait en charge les relations internationales

161 Voir aussi fonds Serge Antoine <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Serge-Antoine-Amenagement-du-territoire>

162 Décret no 2008-680 du 9 juillet 2008

Versement 20180088¹⁶³

Ministère : Écologie, énergie, logement, égalité des territoires et ruralité

Direction : Secrétariat général

Sommaire

Art 1-124 : Action internationale, 1991-2015

Art 125-203 : Lutte contre l'**effet de serre**, 1998-2013

Art 204-217 : Accords internationaux sur les bois et forêts, 1999-2016

Art 218-230 : Programme des nations unies pour l'environnement (PNUE), 2008-2014

Dates extrêmes : 1991-2016

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 187

Métrage linéaire : 24 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20000131

Ministère : Industrie

Direction Générale : Énergie et matières premières

Sommaire

Dossiers de Claude Mandil, directeur général de l'énergie et des matières premières.

Art 1-4 : Préparation des sommets des pays les plus industrialisés (G7), préparation des conseils européens de l'énergie, mission sur l'aval du cycle nucléaire, transposition de la directive sur le marché intérieur de l'électricité, 1997-1998.

Communicabilité : voir code du patrimoine

Nombre d'articles : 4

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910591¹⁶⁴

¹⁶³Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Negociations-internationales-Changement>

¹⁶⁴Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-superieur-du-petrole-relations>

Ministère : Industrie
Direction générale : Energie et matières premières
Direction : Hydrocarbures

Sommaire

Dossiers du service documentation et du service des relations internationales de la direction générale de l'énergie et des matières premières.

Art 1-2 : Conseil supérieur du pétrole (CSP), Compagnie française des pétroles (CFP) : Création, rôle ; situation pétrolière en France (exploration, raffinage, distribution) ; conséquences des événements de mai 1968, 1924-1980.

Art 2 : Relations internationales et situation pétrolière de divers pays (Iran, Irak, Etats-Unis, Canada), 1952-1976.

Art 3-4 : Tarification pétrolière ; préparation des 4e et 7e plans ; économies d'énergie et pollution : Dossiers d'études 1949-1976.

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 1 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20010144¹⁶⁵

Ministère : Industrie
Direction Générale : Energie et matières premières
Service : Affaires nucléaires

Sommaire

Retraitement des déchets radioactifs. coopération internationale dans le domaine de l'énergie nucléaire, programme de démantèlement des armes nucléaires. 1963-1999.

Art 1-12 : coopération internationale pour le retraitement des déchets radioactifs, fourniture de centrales nucléaires, assistance technique : Japon, Russie, Ukraine, Allemagne, Chine, Etats-Unis, Australie, Inde, Niger, Gabon, Libye, Afrique-du-Sud, Proche-Orient, Moyen-Orient, Pays-Bas. 1963-1999.

¹⁶⁵Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-cooperation>

Art 12-13 : sécurité des installations nucléaires : décision de classement, renforcement des garanties internationales, démantèlement des armes nucléaires à l'Est. 1964-1997.

Communicabilité : voir code du patrimoine

Nombre d'articles : 15

Métrage linéaire : 5 m.l.

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19950046¹⁶⁶

Ministère : Industrie

Direction Générale : Energie et matières première

Service : Affaires nucléaires

Sommaire

Art 1 : Marché intérieur de l'énergie, 1988-1991.

Art 2-20 : Questions européennes, EURATOM (Communauté européenne de l'énergie atomique), 1975-1993.

Art 21-25 : Conventions internationales pour la protection de l'environnement, 1982-1992.

Art 26 : Coopération internationale en matière nucléaire (Agence internationale de l'énergie atomique, Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), 1987-1992

Communicabilité : voir code du patrimoine

Nombre d'articles : 26

Métrage linéaire : 9 m.l.

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940663¹⁶⁷

Ministère : Industrie

Direction Générale : Energie et matières première

Service : Affaires nucléaires

¹⁶⁶Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-relations-1162>

¹⁶⁷Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-relations-1163>

Sommaire

Art 1-17 : dossiers de relations internationales dans le domaine nucléaire, 1972-1992

Communicabilité : voir code du patrimoine

Nombre d'articles : 17

Métrage linéaire : 6 m.l.

Lieu de conservation :Archives nationales

3. Sécurité maritime

Au sein de la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM), la Direction des affaires maritimes est l'héritière du ministère de la Marine marchande, créé en 1929 à l'initiative de M. Georges-Leygues avec pour mission de superviser l'ensemble des politiques publiques appliquées spécifiquement à ce secteur d'activité tant sur le plan du statut personnel des entreprises et des salariés (mise en place de statuts réglementés) que du régime social appliqué aux différentes composantes de la protection. À compter de 1982 (institution d'un Secrétariat général à la Mer) et surtout à partir de 1999, à la faveur de la promulgation de la loi d'orientation agricole n° 99-574, ce ministère a été incorporé au ministère chargé de l'Agriculture pour ce qui touche au suivi de la politique commune de la pêche et pour le reste des activités de ce secteur, au ministère chargé de l'équipement et des transports, devenu ministère chargé du développement durable en 2007

La sous-direction de la sécurité maritime participe, en relation avec la direction des affaires juridiques, à l'élaboration et à la mise en œuvre des normes juridiques relatives à la signalisation maritime, à la circulation maritime, à la recherche et au sauvetage en mer, à la sécurité des navires de commerce et de pêche et à la prévention de la pollution par les navires. Elle participe, en relation avec la direction des affaires juridiques, à l'élaboration et à la mise en œuvre des normes juridiques relatives à la sûreté des navires. Elle organise, anime, coordonne et contrôle l'activité des Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage et des Centres de sécurité des navires, dans le cadre des prérogatives et responsabilités de l'État du pavillon, de l'État côtier et de l'État du port, y compris dans le cadre du contrôle du transport par mer des marchandises dangereuses. Elle anime et évalue l'activité des services chargés de la signalisation maritime, dans le cadre des prérogatives et responsabilités de l'État côtier, en lien avec le service du pilotage et de l'évolution des services. Elle entretient des relations avec le bureau d'enquêtes sur les accidents en mer en cas d'événement en mer. Elle suit de l'activité du service à compétence nationale dénommé « Armement des Phares et Balises ».

Vous trouverez dans ce chapitre quelques fonds d'archives couvrant la période XIX-XXe siècles. Les références sont issues de l'ouvrage d'Andrée Covol "Les sources de l'histoire de l'environnement", 2003

Versement 19850396¹⁶⁸

168 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-equipement-naval-recherches-sur-la-propulsion>

Ministère : Marine marchande
Direction : Flotte de commerce et équipement naval

Sommaire

Recherches sur la propulsion nucléaire
1973-1981

Art 1-7 : étude d'un pétrolier à propulsion nucléaire : rapport et présentation des études de base
1981

Art 8-9 : dossiers sur les navires à propulsion nucléaire allemand Otto-Hahn et américain Savannah, concernant surtout la sécurité
1961-1968

Art 10-11 : correspondance avec FRAMATOME et des chantiers navals, au sujet de la propulsion nucléaire en général, et, plus spécifiquement, au sujet du protocole, de la convention et du marché d'étude pour le pétrolier
1973-1985

Art 12-13 : documentation française et étrangère sur la propulsion nucléaire
1973-1981

Art 14 : études générales et économiques sur la propulsion nucléaire
1977-1973

Art 15 : rapports d'activité d'EURATOM (Communauté européenne de l'énergie atomique)
1977-1973

Art 16 : problèmes juridiques posés par les navires à propulsion nucléaire, notamment d'accès aux ports, et accords passés à ce propos concernant le Otto-Hahn et le Savannah
1973-1980

Art 17-20 : documentation et études sur les grands pétroliers, les porte-conteneurs, les porte-barges, les cargos et les catamarans
1976-1973

Art 21 : fonctionnement de la direction de la flotte de commerce et de l'équipement naval, et correspondante avec l'ATMA (Association technique maritime et aéronautique)
1973-1980

Art 22 : budget et notes d'orientation de la recherche en construction navale et l'automatisation des navires
1964-1980

Art 23-24 : réunions de l'agence pour les économies d'énergie
1981-1982

Communicabilité : libre
Nombre d'articles : 24

Métrage linéaire : 2.40 ml
Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910305¹⁶⁹

Ministère : Équipement et logement
Direction : Ports et navigation maritimes
Sous-direction : Phares et balises

Sommaire

Art 1-5 : recherche d'énergies de substitution, énergie éolienne , enquête et expérimentation dans les Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) et en Afrique du Nord, 1941-1976

Art 6-10 : énergie marémotrice, usine de la Rance : études, plans, 1929-1962

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 1 ml (3 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

4. Energie et climat

Historique du service producteur

Initialement chargée de « élaborer et mettre en œuvre la politique du gouvernement dans le domaine de l'énergie et des matières premières », la Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) faisait partie avant 2008 du ministère de l'Industrie (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie). À cette époque, elle comprend le service des « matières premières et sous-sol », celui des « énergies renouvelables et utilisation rationnelle de l'énergie » ; et les deux directions des « hydrocarbures » et du « gaz, électricité et charbon »¹. En outre, elle est chargée de suivre les activités du Commissariat à l'énergie atomique et de ses filiales, pour les activités relevant de la production de l'énergie et de l'approvisionnement des matières nucléaires de base.

En 2008, elle prend le nom de Direction générale de l'énergie et du climat. Elle a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique relative à l'énergie, aux matières premières énergétiques, ainsi qu'à la lutte contre le réchauffement climatique et la Pollution de l'air.

¹⁶⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-energie-eolienne-1941-1976-energie-maremotrice>

Elle met en œuvre les mesures de contrôle et de répartition des produits et matières premières énergétiques. Elle veille à la bonne exécution des missions de service public dans le domaine de l'énergie. Elle coordonne, en concertation avec les associations, les partenaires économiques et sociaux, et avec l'appui de l'ensemble des ministères concernés, la préparation et la réalisation du programme français de prévention et d'adaptation en matière de changement climatique.

Vous trouverez dans ce chapitre quelques fonds d'archives couvrant la période XIX-XXe siècles. Les références sont issues de l'ouvrage d'Andrée Covol "Les sources de l'histoire de l'environnement", 2003

Versement F/14/16419-F/14/17343¹⁷⁰

Ministère : Travaux public et transports
Ports maritimes et voies navigables

Sommaire

F/14/16891-F/14/16899 : Dépôts d'hydrocarbures (1920-1944)

Métrage linéaire : 3

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives nationales

170 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-depots-d-hydrocarbures>

Versement F/10/1-F/10/7356¹⁷¹

Ministère : Agriculture

Sommaire

F/10/3731-F/10/3734 : Projet d'aménagement de la vallée du Verdon et déviation des eaux de Fontaine-l'Évêque (commune de Bauduen, Var). Projet de la Société d'énergie électrique du littoral méditerranéen, (1920-1940)

F/10/4437-F/10/4490 : Forces hydrauliques et concessions d'usines hydroélectriques (1897-1945)

F/10/4508- F/10/4511, F/10/7340 : Électricité rurale (1908-1954)

Métrage linéaire : 25

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives nationales

4.1 Climat

Archives du climat à Météo-France¹⁷²

Site Internet Météo-France

Météo-France conserve des tableaux d'observations météorologiques faites en France métropolitaine, en Outre-mer et dans ses anciennes colonies depuis la fin du 17^e siècle, date des premières mesures instrumentées.

Ce site donne accès aux inventaires de ces archives, témoins du climat passé, conservées à Météo-France ou en dépôt aux Archives nationales, et permet la consultation gratuite des documents numérisés en ligne.

Contacts

archives.climat@meteo.fr

¹⁷¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-usines-hydroelectriques>

¹⁷² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Archives-du-climat-a-Meteo-France-2168>

Versement 20150479¹⁷³

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale : Énergie et du climat

Service : Climat et efficacité énergétique

Sommaire

Observatoire des effets du réchauffement climatique

Art 1-25 : Lutte contre l'**effet de serre** et le dérèglement climatique, 2003-2013

Art 26-42 : Travaux du Groupe de travail interministériel sur l'évaluation des impacts du changement climatique, du coût des dommages et des mesures d'adaptation en France, 2007-2009

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 42

Métrage linéaire : 4,7 ml (14 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Référence

20150490/1-20150490/5¹⁷⁴

Intitulé

Groupe climat, énergie du Grenelle de l'environnement

Dates extrêmes

2007

Noms des principaux producteurs

Direction générale de la prévention des risques

Service de la prévention des nuisances et de la qualité de l'environnement.

Importance matérielle

0,6 ml (2 dimabs)

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au Code du Patrimoine, art. L213-1 à 3.

Présentation du contenu

Sommaire

Dossiers de la chef du service de l'environnement industriel relatifs au Grenelle de l'environnement (2007)

¹⁷³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Observation-des-effets-du-rechauffement>

¹⁷⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-groupe-climat-energie-du-Grenelle-de-l>

Agriculture, eaux et forêts de l'Aude

Sommaire

Météorologie

Commission météorologique du département de l'Aude

7 M 326 Instructions, documentation, correspondance. 1880-1938

7 M 327 Bulletins annuels pour les années 1898, 1900, 1901 et 1910. 1899-1911

7 M 1730 Commission météorologique de l'Aude.- Création, organisation : arrêtés, liste des membres, instructions, correspondance ;

Diplômes et médailles attribués aux observateurs météorologiques : instructions, propositions, correspondance. 1930-1939

7 M 1731 Commission de glaciologie et météorologie des Pyrénées.- Désignation d'officiers de la conservation de Carcassonne comme membres : correspondance. 1932

7 M 1732 L'Aude agricole et météorologique 1936-1937, Société centrale d'agriculture de l'Aude, bulletin spécial, Carcassonne, 88 p.

Stations d'avertissements et d'observations météorologiques

7 M 328 Station d'avertissement météorologique de Narbonne.- Fonctionnement : rapport, correspondance. 1911

7 M 329 Observations météorologiques et entomologiques.- Financement de stations d'essais agricoles : délibérations des conseils municipaux, correspondance.

1911-1913

7 M 330 Observations météorologiques.- Relevés annuels des observations de la station météorologique de Narbonne (1894-1898) ; observations mensuelles agricoles et météorologiques de la société centrale d'agriculture de l'Aude

(novembre 1936-janvier 1939). 1894-1939

Observations météorologiques

7 M 1739 Instructions. 1925-1937

7 M 1730 Influence du boisement des montagnes sur le climat : rapports, réponses des maires de Limoux et Montréal à un questionnaire du préfet. 1821-1822

7 M 1731 Stations météorologiques : installation, recensement, inventaires des équipements, demandes de crédits. 1921-1940

7 M 1732 Observations météorologiques : relevés pluviométriques, états des chutes de neige, rapports, correspondance. 1873-1940

7 M 1733 Observations sur les phénomènes de la végétation et sur les animaux : états pour le département de l'Aude. 1932-1937

7 M 1734 Observations nivométriques.- Travaux exécutés par les brigadiers et les gardes : états, rétribution. 1924-1939

7 M 1735 Station de Davejean.- Observations sur les orages, les phénomènes de la végétation, les animaux : comptes rendus journaliers. 1914-1929

7 M 1736*-1739* Station de Lespinassière.- Observations météorologiques : calepins d'observations. 1922-1941

Métrage linéaire: 1,73

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aude

Série 7 M , versements 1250 W, 1477 W, 536 W¹⁷⁶

Préfecture de la Corrèze

Direction départementale de l'agriculture de la Corrèze

Direction départementale de l'équipement de la Corrèze

Sommaire

Climatologie : observations météorologiques, statistiques.

1917-1980

Métrage linéaire: 2

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Corrèze/

Versement 1502 W¹⁷⁷

Centre national de recherche scientifique

Centre de Garchy

Sommaire

Art 1 à 7; Relevés scientifiques relatives au climat, documentation à la magnétométrie.

1965-1998

Métrage linéaire: 0,6

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Nièvre

4.2 Energie

4.2.1 Administration centrale

¹⁷⁶ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-Prefecture-de-la-Correze-DDE-DDA-Climatologie>

¹⁷⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-CNRS-Garchy-Relevés-scientifiques-1965-1998>

Historique du service producteur

Préfiguré par le Secrétariat général de l'énergie créé sous Vichy par la loi du 27 septembre 1940, qui disparaît dès 1942, le secrétariat général de l'énergie apparu en 1963 a autorité sur les directions, existant avant lui, qui concernent les différents secteurs de production d'énergie. Sa mission, poursuivie par la délégation générale à l'énergie à partir de 1973, est de mettre en œuvre toutes les mesures propres à assurer l'approvisionnement de la France en énergie, tout en orientant les activités des directions énergétiques du ministère.

En 1978, les structures administratives du domaine de l'énergie sont réunies sous la tutelle d'une nouvelle direction générale nommée Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) qui hérite également de la délégation aux économies de matières premières et de la Délégation aux énergies nouvelles, créées en 1975.

Le ressort de la direction générale de l'énergie et des matières premières s'étend sur le contrôle et la répartition des produits énergétiques et des matières premières minérales, mais aussi sur l'incidence des mesures envisagées par les autres ministères sur la Politique énergétique et des matières premières. En liaison avec le ministère chargé de l'environnement, elle met en place toute mesure visant à prévenir ou réduire les nuisances provoquées par la production et la consommation d'énergie.

Jusqu'en 2009, la Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) est rattachée au ministère en charge de l'Industrie.

Changeant de nom en Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC), elle est rattachée à l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la Mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, lors de sa création en 2009.

La DGEC est composée d'une direction de l'énergie et d'un service climat et efficacité énergétique. La SD2, sous-direction de la sécurité d'approvisionnement et des nouveaux produits énergétiques relève la direction de l'énergie.

Elle comprend 6 unités : 2A (Bureau exploration et production des hydrocarbures) ; 2B (Bureau sécurité d'approvisionnement) ; 2C (Bureau industrie pétrolière et nouveaux produits énergétiques) ; 2D (Bureau logistique et distribution pétrolières) ; 2E (Bureau infrastructures gazières) ; SNOI (Service national des oléoducs inter-alliés).

La sous-direction assure la sécurité d'approvisionnement de la France en pétrole et en gaz grâce à :

- l'encadrement de la recherche et de l'exploitation des gisements du sous-sol français, à terre comme en mer, afin de garantir une exploitation rationnelle et professionnelle des ressources nationales d'hydrocarbures ;
- la mise place de partenariats de long terme avec les pays producteurs et le suivi des marchés internationaux ;
- la constitution de stocks stratégiques de pétrole et de réserves de gaz, en surface ou dans des formations géologiques adaptées ;
- la définition d'une politique adaptée d'investissement en infrastructures de transport des hydrocarbures et de tarifs d'usage, à la fois compétitifs pour le consommateur et incitatifs pour l'investisseur ;

- la mise en place d'une transition énergétique durable, en favorisant l'utilisation des biocombustibles, en vérifiant la qualité des carburants distribués, en développant les technologies de captage, de stockage et d'utilisation géologique du CO2 et en favorisant le développement de la géothermie.

4.2.1.1 Politique énergétique ; coût, distribution électrique

Politique énergétique

Référence

20150481/1-20150481/16¹⁷⁸

Niveau de description

Groupe de cotes

Intitulé

Maîtrise de la demande énergétique

Dates extrêmes

1987-2007

Noms des principaux producteurs

Direction générale de l'énergie et du climat

Bureau de la maîtrise de la demande.

Importance matérielle

2 ml (6 dimabs)

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au Code du Patrimoine, art. L213-1 à 3.

Présentation du contenu

Sommaire

20150481/1-20150481/4 : Réglementation, 2005-2013

20150481/5-20150481/13 : Relations avec l'industrie, 1987-2007

20150481/14-20150481/15 : Mission pour le développement industriel durable et Groupe de projet Carno, 199-2004

20150481/16 : Sites pollués de Pechelbronn, Salsigne, Nery Saintines, 1998-2007

Versement 20150476

Ministère : Transition écologique

Direction générale : Energie et climat

Sommaire

Art 1-2 : Conseils d'administration d'**AREVA**, 2006-2007

Art 3-5 : Cour des comptes, 1998-2008

¹⁷⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-maitrise-de-la-demande>

Art 6-13 : Suivi, 1993-2008

Art 14-17 : sites pollués, 1991-2007

Art 18-46 : Mission collégiale de concertation Granite, 1997-2001

Métrage linéaire : 3,3

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Référence

20150472/1-20150472/44¹⁷⁹

Intitulé

Soutien au développement des énergies renouvelables

Dates extrêmes

1998-2013

Noms des principaux producteurs

Direction générale de l'énergie et du climat

Bureau des énergies renouvelables.

Importance matérielle

5,7 ml (19 dimabs)

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au règlement de la salle de lecture des Archives nationales.

Présentation du contenu

20150472/1-20150472/4 : Instances et comités, 2007-2012

20150472/5-20150472/21 : Éolien en mer, terrestre, hydrolien et énergie photovoltaïque, 2000-2013

20150472/22 -20150472/44 : Appels d'offres, 1998-2013

Référence

20150469/1-20150469/25¹⁸⁰

Intitulé

Oléoducs interalliés

Dates extrêmes

1951-2012

Noms des principaux producteurs

Direction générale de l'énergie et du climat

Importance matérielle

2,4 ml (8 dimabs)

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. L213-

¹⁷⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-soutien-au-developpement>

¹⁸⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-oleoducs-interallies-1951-2012>

1 à 3

Présentation du contenu

Sommaire

20150469/1-20150469/2

1959-1995

Législation et réglementation

20150469/3-20150469/13

1951-2001

Affaires domaniales

20150469/14-20150469/20

1960-2012

Travaux

20150469/21-20150469/23

1972-1996

Documentation technique

20150469/24-20150469/25

1998-2001

Renseignements sur les affaires foncières et domaniales

Versement 20150471¹⁸¹

Ministère : Ecologie et développement durable
Direction générale de l'énergie et du climat

Sommaire

Politique de Production d'électricité

Art 1-23 : Programmation pluriannuelle des investissements de Production d'électricité (PPI), 1974-2003

Art 24-48 : Hydroélectricité, 1919-2004

Art 49-58 : Production d'électricité dans les départements et territoires d'Outre-mer (DOM-TOM) et la Corse, 1981-2006

Art 59-60 : Projet de centrale compacte et programme national de lutte contre l'effet de serre, 1981-1993

Métrage linéaire : 6 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150380¹⁸²

Ministère : Ecologie et développement durable
Direction générale de l'énergie et du climat

Sommaire

Art 1-19 : Suivi des affaires sociales et après-mines, 1997-2011

Art 20-31 : Correspondance, 2010-2011

Art 32-43 : Suivi de la régulation du Marché de l'électricité, 2009-2012

Art 44-47 : Suivi du marché des produits pétroliers, 2006-2008

Métrage linéaire : 5 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

181 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Politique-de-production>

182 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-affaires-sociales-et>

Versement 20150383¹⁸³

Ministère : Ecologie et développement durable
Direction générale de l'énergie et du climat

Sommaire

Reconversion minière et affaires sociales

Art 1-268 : Régime de sécurité sociale, 1941-2008

Art 269-378 : Travail et emploi, 1938-2010

Art 379-382 : Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) :
Travail interministériel, service charbon, réorganisation de la direction
1952-2001

Art 383-457 : Restructuration du secteur minier : plans sociaux, après-mines, 1946-2012

Métrage linéaire : 23 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code
du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

183 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org//Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reconversion-miniere>

Versement 20150385¹⁸⁴

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et du climat

Sommaire

Sécurité d'approvisionnement

Art 1-9 : Approvisionnement en énergie, 1971-2001

Art 10-42 : Approvisionnement en gaz, 1971-1996

Art 43-62 : Sécurité des approvisionnements, 1976-2009

Métrage linéaire : 20 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090188¹⁸⁵

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-4 : Politique énergétique européenne, 1983-2003

Art 4-7 : Modernisation et développement du service public de l'électricité, 1992-2007

Art 8-9 : Comité national pour la sécurité des usagers de l'électricité (CONSUEL) (1972-2002). Bourse de l'électricité (2000-2001).

Politique énergétique en Corse et dans les DOM-TOM (1997-2005), 1992-2007

Art 9-18 : Distribution de l'énergie électrique : infrastructures, gestion des réseaux (1932-2007).

Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (1981-2007)

Art 19-22 : Tarification de l'électricité, 1951-2007

Art 22-24 : Obligation de rachat d'électricité aux producteurs autonomes, 1999-2007

Art 24-26 : Tutelle d'Electricité de France (EDF), 1987-2007

Art 26-28 : Hydroélectricité : gestion des concessions, 1990-2004

¹⁸⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-securite-d>

¹⁸⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Politique-energetique-4569>

Métrage linéaire : 9 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090184¹⁸⁶

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des ressources énergétiques et minérales

Sommaire

Art 1-5 : fonctionnement de la direction et dossiers thématiques

Organisation et fonctionnement de la direction

Affaires internationales, exploitation, production, environnement raffinage,

Groupes pétroliers

Plan climat et développement durable ; prospective énergétique

débat national sur l'énergie ; comité national d'orientation ; environnement

1971-2004

Art 6-11 : Pôle minier

Stratégie des entreprises françaises ; Entreprise minière et entreprise minière et chimique (EMC), Mines d'or de Salsigne (MOS)

Mines de potasse d'Alsace (MDPA)

Nouvelle-Calédonie

Mission « Après-mine »

Liquidation de Charbonnages de France.

2000

Art 11-13 : Industrie nucléaire

Transparence et sûreté ; « Paquet » de directives européennes

Coopération internationale sur la sécurité nucléaire au sein du G8 ; retraitement des déchets ; sûreté nucléaire ; relations commerciales avec le Japon

Modernisation du service public du gaz et développement des entreprises gazières

2001-2006

Art 13-14 : Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), 000-2005

Art 14-15 : Relations internationales : forum, 2000-2005

Art 16-33 : Hydrocarbures : Marchés pétrolier ; approvisionnement ; Biocarburants ; Stocks stratégiques ..., 1993-2005

¹⁸⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-mines-nucleaire>

Métrage linéaire : 11 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090182¹⁸⁷

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Direction : Gaz, électricité, charbon

Sous-direction : Service de l'électricité

Sommaire

Art. 1-2 : grands chantiers d'aménagement du territoire dans le secteur de l'énergie, 1975-1997

Art. 3-4 : sécurité et sûreté nucléaires : généralités, 1973-1996

Art. 5-12 : Commissions locales d'information (CLI) auprès des grands équipements énergétiques (centrales nucléaires ou thermiques) : généralités et dossiers par site, 1979-1997

Art. 13-15 : autres dossiers sur des grands équipements énergétiques (centrales thermiques) : généralités et dossiers par site, 1941-1999

Art. 16 : dossiers thématiques : Caisse nationale de l'énergie, production autonome et cogénération, effet de serre, utilisation de combustible fossile dans les centrales thermiques, 1983-1992

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 16

Métrage linéaire : 5 ml (16 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20073363¹⁸⁸

Ministère: Industrie

¹⁸⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-equipements-energetiques>

¹⁸⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-archives-electroniques-2448>

Direction générale: Industrie

Sommaire

20073363/1-20073363/15: enquête sur les dépenses pour protéger l'environnement, 1992-2004

Importance matérielle et support

- 39 fichiers (environ 101.508.393 octets)
- archives électroniques

Conditions d'accès

Les documents étant des archives publiques, leur consultation s'effectue conformément au code du Patrimoine, articles L.213-1 à L.213-3, ceux étant des archives privées, suivant les termes du protocole de remise. La documentation associée aux archives électroniques issues des applications informatique est librement communicable.

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070460¹⁸⁹

Ministère : Industrie

Direction générale : Energie et matières premières

Direction : Gaz, électricité, charbon

Sommaire

Art 1-2 : tarification des concessions hydrauliques, redevances sur l'énergie électrique, litiges entre Électricité de France (EDF) et la Compagnie nationale du Rhône (CNR). 1926-1989

Communicabilité : voir code du patrimoine

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 1 ml (2 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070466¹⁹⁰

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-7 : Production et reconversion de l'industrie minière

Houillères de bassin Centre et du Midi (HBCM)

Houillères des bassins de Lorraine (HBL)

Charbonnages de France (CDF)

Sociétés de conversion

Etudes, contentieux et généralités

Notes et chronos

1984-1997

Métrage linéaire : 2 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code

189 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-tarification-des-concessions-hydrauliques>

190 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Production-et>

du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20020537¹⁹¹

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Sommaire

Relations internationales en matière d'énergie. 1984-2000

Art 1-6 : Communauté économique européenne (CEE) :

conseil énergie, ↵

charte européenne de l'énergie, ↵

marché intérieur de l'électricité, ↵

commission de la recherche, du développement technologique et de l'énergie, ↵

programme d'aide technique pour l'Europe de l'est : réunions, groupes de travail, résolutions. ↵

1990-1998. ↵

Art 6 (suite) : Agence internationale de l'énergie (Organisation de coopération et de développement économiques OCDE) : ↵

participation française aux travaux, participation de l'Agence de l'environnement et de maîtrise de l'énergie, évaluation de la politique française. ↵

1990-1997. ↵

Art 7 : Commission économique pour l'Europe : ↵

Comité de l'énergie. G8 : rencontres internationales sur l'énergie, l'environnement, les questions nucléaires. 1992-1997. ↵

Art 7 (suite) – 23 : relations internationales, situation économique et énergétique des pays, accords de coopération, des pays, accords de coopération, visites officielles (classement par pays). 1984-2000.

Métrage linéaire : 7 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

191 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Relations-4609>

Versement 20000122¹⁹²

Ministère : Industrie

Direction Générale : Energie et matières premières

Direction gaz, électricité, charbon

Service technique énergie électrique, grands barrages (STEEGB).

Introduction

Le STEEGB est chargé d'une mission technique dans les domaines de la production, du transport et de la distribution de l'énergie électrique concernant les aménagements hydroélectriques - barrages ; les réseaux électriques et les centrales thermiques, classiques et nucléaires dont il assure le suivi des tranches, la surveillance en exploitation, la sécurité sur les sites, des plans de protection pour les centrales nucléaires.

Ce versement de 31 articles est composé de documents relatifs à l'organisation générale de l'énergie nucléaire (localisation des sites, plan de développement à long terme, exportation d'énergie électrique...) 1952-1995 ; à des dossiers de déclaration d'utilité publique (DUP) de centrales nucléaires et thermiques (1972-1994) ; à des programmes d'accompagnement de grands chantiers nucléaires (1975-1994) ; de 4 autres grands chantiers (1975-1995) - (classement par site).

Sommaire

Art 1-7 : Généralités concernant l'énergie nucléaire (localisation des sites, plans de développement à long terme des centrales nucléaires, exportation d'énergie, études préalables, aménagement du territoire, conférence des présidents de commissions locales d'information), 1952-1995.

Art 8-25 : Dossiers de déclaration d'utilité publique des centrales nucléaires et thermiques (classement par catégorie puis chronologique), 1972-1994.

Art 26-31 : Programmes d'accompagnement des grands chantiers nucléaires et électriques (classement par site), 1975-1995.

Communicabilité : voir code du patrimoine

Nombre d'articles : 31

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910400¹⁹³

¹⁹² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-energie-nucleaire>

¹⁹³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Politique-energetique-4565>

Ministère : Industrie
Direction générale de l'industrie

Sommaire

Art 1-2 : Moteurs électriques : Concurrence des pays de l'est ; innovation technique ; marché du nucléaire civil, 1975 – 1985.

Art 3-6. Aides à la recherche pour la conversion à l'énergie électrique ; études et aides à l'innovation pour des matériels économisant l'énergie, 1978 – 1986

Art 7 : Pompes : Études sur le marché français et étranger, 1972 – 1979.

Art 8. Aides à l'innovation, 1975 – 1981

Métrage linéaire : 3 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19810185¹⁹⁴

Ministère: Industrie
Direction générale: énergie et matières premières

Sommaire

Art 1-6 : Réforme du code minier, 1974-1977.

Art 7 : Exploitation de la géothermie au Nouvelles-Hébrides : Elaboration d'un règlement conjoint avec le Royaume-Uni, 1951-1975.

Art 8-9 : Stockage souterrain de produits chimiques : Préparation de la loi de 1973, 1953-1973.

Art 10 : Mer territoriale : Préparation de la loi de 1980, 1973-1980.

Art 11-12 : Réforme de l'urbanisme : Loi de 1980, 1968-1980.

Art 13-16 : Plateau continental : Loi de 1977 portant réforme de la loi de 1968, 1968-1980

Métrage linéaire: 5

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁹⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-code-minier-geothermie>

Versement 20020042¹⁹⁵

Ministère: Industrie

Direction générale: énergie et matières premières

Sous-direction; électricité

Sommaire

Art 1-42 : Aménagement hydraulique, politique de l'eau, politique énergétique, 1922-1996.

Métrage linéaire: 14

Conditions d'accès: La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19830373¹⁹⁶

Ministère: Industrie

Direction générale: énergie et matières premières

Sommaire

Généralités

Art 1 : Organisation et attributions des services chargés de l'énergie : 1973-1968

Art 1-4 : Minutiers (de la délégation et du délégué Paul Mentré). 1973-1968

Art 5-6 : Dossiers des délégués Jean Blancard et Paul Mentré : 1973-1968

Politique énergétique

Art 7-10 : Planification, utilisation de l'énergie, crise de l'énergie, consommation, économies d'énergie, rationnement du fuel-oil domestique, énergies nouvelles : 1973-1968.

Électricité

Art 11-12 : Electricité de France (EDF), crise de l'énergie, divers : 1973-1968

Énergie nucléaire

Art 13-21 : Rapport Péon, politique industrielle, choix des sites, sûreté nucléaire, Commissariat à l'énergie atomique (CEA), approvisionnements en uranium, matériels,

¹⁹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Amenagement-hydraulique>

¹⁹⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-de-l-energie>

non prolifération nucléaire : 1964-1968

Pétrole

Art 22-26 : Approvisionnement, autorisations d'importation et fiscalité pétrolière, prix, marché international, raffinage, exploration pétrolière, groupes français 1973-1968

Charbon

Art 27-28 : Politique charbonnière : 1973-1980

Gaz

Art 29-30 : Politique gazière : 1965-1968

Art 30 : Documentation imprimée sur l'énergie nucléaire, en particulier rapports Péon : 1964-1977.

Métrage linéaire: 10

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives nationales

Versement 19890573¹⁹⁷

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Énergies renouvelables et utilisation rationnelle de l'énergie

Sommaire

Art 1-6 : procès-verbal de réunion du comité consultatif d'utilisation de l'énergie, 1948-1968

Art 7 : annexes des procès-verbaux, réglementation, rapports, études, bilans d'activité, avis du comité, 1948-1975.

Communicabilité : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910731¹⁹⁸

197 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-comite-consultatif-d-utilisation-de-l-energie>

198 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-superieur-du-petrole-relations>

Ministère : Industrie
Direction générale : Energie et matières premières
Direction : Hydrocarbures

Sommaire

Dossiers du service documentation et du service des relations internationales de la direction générale de l'énergie et des matières premières.

Art 1-2 : Conseil supérieur du pétrole (CSP), Compagnie française des pétroles (CFP) : Création, rôle ; situation pétrolière en France (exploration, raffinage, distribution) ; conséquences des événements de mai 1968, 1924-1980.

Art 2 : Relations internationales et situation pétrolière de divers pays (Iran, Irak, Etats-Unis, Canada), 1952-1980.

Art 3-4 : Tarification pétrolière ; préparation des 4e et 7e plans ; économies d'énergie et pollution : Dossiers d'études 1949-1980.

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 1 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20020301¹⁹⁹

Ministère : Industrie

Direction générale : Energie et matières premières

Sommaire

Art 1-2 : restructuration de l'industrie charbonnière, reconversion des bassins charbonniers, aides de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). 1984-1997.

Art 3-9 : politique énergétique internationale, échanges commerciaux (classement par pays). 1947-1997.

Nombre d'article : 9

Métrage linéaire : 3 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150463²⁰⁰

Ministère: Écologie et développement durable

Direction générale de l'énergie et du climat

Service de la sécurité d'approvisionnement et des nouveaux produits énergétiques

Sommaire

Art 1-49 : activités de l'Institut français du pétrole (IFP), 1924-2008.

Art 50-94 : suivi des dossiers du sous-directeur de l'approvisionnement en hydrocarbures, 1985-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 94

Métrage linéaire : 9 ml (30 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20020043²⁰¹

199 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-politique-energetique-1947-1997>

200 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-securite-de-2249>

201 Répertoire détaillé <http://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Amenagement-hydraulique-2373>

Ministère: Industrie

Direction générale: énergie et matières premières

Sous-direction; électricité

Sommaire

Art 1-5 : Contrôle technique de l'électricité, fonds d'amortissements des charges d'électrification rurale, inspection de la rivière du Drac (Isère). Société des forces motrices du Chatelot (Doubs), barrage du lac Lanoux (Ariège), barrage du Mont-Cenis (Savoie), barrage d'Emosson (Savoie), cour supérieure de la Garonne : aménagement. Observatoire de la diversification, comptes rendus, rapports. 1949-1999.

Art 5-10 : Compagnie nationale du Rhône (CNR) : conseil d'administration, politique de l'entreprise, aménagement de chutes, port de Lyon, société pour la réalisation de la liaison Saône-Rhin (SORELIF) : conseil d'administration, abandon de la liaison Rhin-Rhône 1947-1998.

Métrage linéaire: 3

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19920372²⁰²

Ministère : Industrie

Direction générale: énergie et matières premières

Sommaire

Art 1-5 : Electrification rurale : Équipement énergétique, programme d'électrification rurale, recensement des équipements électriques ruraux (8e inventaire) ; budget : Frais de contrôle des services extérieurs
1978-1991

Métrage linéaire : 2 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19830568²⁰³

Ministère : Industrie

Direction générale : Industrie

Service d'études des stratégies et des statistiques industrielles

Sommaire

Art 1-5 (IND/83/33 1-5) : Minutier du service, 1975-1981

Art 6 (IND/83/33 6) : Etudes réalisées par le service dans les domaines de l'économie industrielle et de l'énergie ; certaines de ces études ont été publiées par la documentation française, 1980-1981.

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 2 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 2^e 3-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19980563²⁰⁴

Ministère: Industrie

Direction générale: énergie et matières premières

Sommaire

Conventions d'études passées avec divers centres techniques.

Art 1-2 : Ressources minières et eaux souterraines, 1973-1982.

Art 2 (suite) : Géothermie, 1974-1981.

Art 3-5 : Relations bilatérales et coopération minière, 1973-1984.

Art 6-7 : Formation d'ingénieurs miniers et de géologues, 1980-1983. Etude sur le marché de l'occasion des biens industriels, 1977.

Métrage linéaire: 3

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁰³Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-strategie-industrielle-1975-1981>

²⁰⁴Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-centres-techniques-d>

Versement 20150384²⁰⁵

Ministère: Écologie et développement durable

Direction générale de l'énergie et du climat

Service de la sécurité d'approvisionnement et des nouveaux produits énergétiques

Sommaire

Art 1-24 : organisation du Service de conservation des gisements hydrocarbures (SCGH), 1957-2004

Art 25-50 : actions internationales, 1929-2008

Art 51-77 : fiscalité amont, textes de loi, code minier, 1973-1998

Art 68-145 : études, 1900-2012

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 145

Métrage linéaire : 13 ml (42 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁰⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-administration-centrale-exploration-et>

Versement 19900157²⁰⁶

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Sommaire

Relations internationales dans le domaine de l'énergie et des matières premières.

Art 1-27 : Dossiers de relations internationales (classement chronologique et par pays), 1983-1984.

Art 28-29 : Dossiers de relations multilatérales, 1983-1986.

Art 29-30 : Trans-Energ, Centre d'études des systèmes et des technologies avancées (CESTA), Société française pour la maîtrise de l'énergie (SOFRAME), 1981-1986.

Métrage linéaire: 10 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives nationales

Versement 20090393²⁰⁷

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-4 : Politique énergétique, 1973-1992.

Art 4-5 : Électricité de France (EDF), 1977-1990

Art 6-7 : Programme électronucléaire, 1971-1991

Art 7-8 : Coûts et tarifs de la production d'électricité, 1971-1990

Art 10: Énergie et environnement, 1982-1995

Art 10-11 : Aspects internationaux, 1978-1990

Art 11 : Contentieux portés devant la Cour de justice européenne, 1988-1996

Art 12 : Électricité dans les pays étrangers (hors CEE) ;
coopération avec la République fédérale allemande (RFA) ;

²⁰⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-relations-4572>

²⁰⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Politique-energetique-4564>

coopération avec l'Union soviétique (URSS) ;
coopération avec la Yougoslavie, 1974-1989

Métrage linéaire: 4 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives nationales

Versement 20070459²⁰⁸

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-23 : Entreprises sous tutelle

Compagnie nationale du Rhône (CNR)

Charbonnages de France (CDF) et les Houillères de Bassin

Gaz de France (GDF)

Electricité de France (EDF)

1944-1996

Art 24-78 : Fonctionnement et administration de la Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC), 1945-1992

Métrage linéaire: 26 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives nationales

Versement 20150473²⁰⁹

Ministère: Transition écologique

Direction générale de l'énergie et du climat

208 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Entreprises-sous-tutelle>

209 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reseaux-de-transport-et>

Sommaire

Art 1-62 : Transport et distribution électriques, 1984-2013

Art 63-120 : Réglementation de l'énergie et des marchés de l'énergie, 1991-2012

Métrage linéaire: 13 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives nationales

Versement 20020004²¹⁰

Ministère: Industrie

Direction générale: énergie et matières premières

Sommaire

Art 1-9 : gestion des eaux souterraines, programme départemental du BRGM ; géothermie ; inventaire des mines ; réglementation des carrières ; entreprise minière et chimique, mines de potasse d'Alsace. 1973-1999.

Métrage linéaire: 3

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

²¹⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-gestion-des-eaux-2423>

Versement 20150386²¹¹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale : Énergie et du climat

Direction : Énergie

Sous-direction : Sécurité d'approvisionnement et des nouveaux produits énergétiques

Sommaire

Art 1-638 : Suivi des industries pétrolières et des nouveaux produits énergétiques 1943-2010

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 638

Métrage linéaire : 68,7 ml (2 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150473²¹²

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale : Énergie et du climat

Direction : Énergie

Sous-direction : Système électrique et des énergies renouvelables

Sommaire

Art 1-4 : Instances et comité, 2007-2012

Art 5-21 : Éolien en mer, terrestre, hydrolien et énergie photovoltaïque, 200-2013

Art 22-44 : Appels d'offres, 1998-2013

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 44

Métrage linéaire : 5,7 ml (19 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

²¹¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-suivi-des-industries>

²¹² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-soutien-au-developpement>

Versement 20090040²¹³

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Direction : Service des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle de l'énergie

Sommaire

Art 1-8 : généralités : Débat national énergie et environnement ; programme de lutte contre l'effet de serre ; passage à l'heure d'été ; tutelle de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). 1980-2003

Art 9-20 : affaires internationales : Sommets et conventions internationales ; dossiers pays ; coopération internationale et financements en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables ; programmes européens. 1987-2004

Art 20 (suite)-32 : Réglementation : élaboration de directives européennes et de textes réglementaires nationaux. 1990-2004

Art 33-51 : maîtrise et utilisation de l'énergie, énergies renouvelables : Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie ; Fonds spécial grands travaux ; évaluation de la politique de maîtrise de l'énergie ; énergies renouvelables, efficacité énergétique et maîtrise de l'énergie. 1954-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3 sauf Art 6-7 : 50 ans

Nombre d'articles : 51

Métrage linéaire : 17 ml (51dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

²¹³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Service-des-energies>

Versement 20090032²¹⁴

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Secrétariat général

Sommaire

Art. 1-6 : Organisation, présentation et fonctionnement de la direction générale. 1985-2002

Art. 6 (suite)-9 : Ressources humaines et politique salariale, rémunération des dirigeants d'entreprises et établissements sous tutelle. 1984-200

Art. 9 (suite)-10 : Systèmes d'information. 1980-2004

Art. 11-20 : Affaires européennes et relations internationales. 1989-2008

Art. 21-24 : Manifestations et journées de rencontre. 2000-2003

Art. 24 (suite)-27 : Schémas de service collectifs de l'énergie. 1999-2004

Art. 27 (suite)-30 : Relations avec les directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE). 1998-2005

Art. 32-38 : Réglementation. 1994-2004

Art. 38 (suite)-40 : Affaires environnementales. 2001-2004

Art. 40 (suite)-41 : Programme communautaire de recherche et développement (PCRD). 1996-2001

Art. 41 (suite) : Publications de la direction générale. 1996-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 41

Métrage linéaire : 4 ml (41 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

²¹⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-fonctionnement-de-la-direction-generale-de-l>

Versement 20173474²¹⁵

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sous-direction : Observatoire de l'énergie et des matières premières

Sommaire

Art 1-35 : Chronos du courrier départ de l'Observatoire de l'énergie et des matières premières, 1990-2006

Art 36-73 : Combustibles minéraux solides. Consommation d'énergie dans l'industrie, 1881-2007

Art 73-103 : Dossiers du secrétaire général de l'Observatoire de l'énergie, Richard Lavergne (1982-2007), 1982-2008

Art 104-173 : Dossiers du secrétaire général de l'Observatoire de l'énergie, Richard Lavergne (1982-2007), 1968-2008

Art 173-173 : Statistiques , 1977-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 173

Métrage linéaire : 20 ml (61 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

²¹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Observatoire-de-l-energie-et-des-matieres-2068>

Versement 20090186²¹⁶

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Direction : Gaz, électricité, charbon

Sommaire

Dossiers du directeur adjoint

Art. 1 : Sécurité et défense, intelligence économique. 1974-1999.

Art. 2 : Affaires internationales. 1996-2002.

Art. 2 (suite)-4 : Schéma des services collectifs de l'énergie, code de l'énergie et des mines. 1996-2008.

Art. 4 (suite)-6 : Association française du gaz naturel véhicule (AFGNV). 1997-2002.

Art. 6 (suite)-12 : Compagnie nationale du Rhône (CNR). 1948-2002.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 12

Métrage linéaire : 14 ml (12 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090084²¹⁷

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Direction : Ressources énergétiques et minérales

Sommaire

Art. 1-5 : direction des ressources énergétiques et minérales (DIREM) : fonctionnement et dossiers thématiques. 1973-2004

Art. 6-10 : pôle minier. 2000-2005

Art. 11-12 : industrie nucléaire. 2001-2005

Art. 12 (suite)-13 : Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM). 2000-2005

Art. 14-15 : relations internationales. 2000-2005

²¹⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-securite-Defense-gaz-naturel-vehicule-Compagnie>

²¹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ressources-energetiques-et-minerales-1977-2005>

Art. 16-33 : Hydrocarbures : sécurité d'approvisionnement, marchés pétroliers, prix, tutelle d'établissements et d'entreprises publiques. 1993-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 33

Métrage linéaire : 11 ml (33 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19830369²¹⁸

Ministère : Industrie

Direction générale : énergie et matières premières

Sommaire

Généralités

Art 1 : Organisation et attributions des services chargés de l'énergie : 1970-1978

Art 1-4 : Minutiers (de la délégation et du délégué Paul Mentré). 1973-1978

Art 5-6 : Dossiers des délégués Jean Blancard et Paul Mentré : 1973-1978

Politique énergétique

Art 7-10 : Planification, utilisation de l'énergie, crise de l'énergie, consommation, économies d'énergie, rationnement du fuel-oil domestique, énergies nouvelles : 1973-1978.

Electricité

Art 11-12 : Electricité de France (EDF), crise de l'énergie, divers : 1973-1978

Electricité nucléaire

Art 13-21 : Rapport Péon, politique industrielle, choix des sites, sûreté nucléaire, Commissariat à l'énergie atomique (CEA), approvisionnements en uranium, matériels, non prolifération nucléaire : 1964-1978

Pétrole

Art 22-26 : Approvisionnement, autorisations d'importation et fiscalité pétrolière, prix, marché international, raffinage, exploration pétrolière, groupes français 1972-1978

Charbon

Art 27-28 : Politique charbonnière : 1971-1976

Gaz

Art 29-30 : Politique gazière : 1965-1978

²¹⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-de-l-energie>

Art 30 : Documentation imprimée sur l'énergie nucléaire, en particulier rapports Péon : 1964-1977.

Métrage linéaire : 10

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19771397²¹⁹

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-3 : Fonds de développement économique et social : Dossiers de séance du conseil de direction et du comité IV, 1962-1968

Art 4-16 : Commissariat général au plan (commissions), conseil du progrès industriel, conseil du bureau de recherches des pétroles, conseil d'administration de la Société Française de Recherches et d'Exploitation de Pétrole, Communauté économique européenne : Procès-verbaux de séance et comptes rendus de réunions, 1959-1968

Art 17-29 : Conseil d'administration d'Electricité de France : Procès-verbaux de réunion, 1963-1968

Art 30-40 : Conseil d'administration de Gaz de France : Procès-verbaux de réunion, 1963-1968

Art 41-49 : Conseil d'administration de la Compagnie nationale du Rhône : Procès-verbaux de réunion, 1963-1968

Métrage linéaire : 16 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19770603²²⁰

²¹⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-gaz-petrole-1959-1968>

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-26 : Centrales thermiques classiques et centrales nucléaires : Documents officiels et procédures de déclarations d'utilité publique (classement géographique) : Sans date.

Art 27-51 : Centres radioélectriques, 1967-1975.

Art 52-87 : Interventions du 2ème bureau en matière de réglementation : Interventions parlementaires, électrification, dérogations arrêtés techniques, fonctionnement d'électricité de France, producteurs autonomes, tarification, instruction mixte, décisions, pourvois et recours de particuliers, 1949-1975

Métrage linéaire : 9 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19770203

Ministère : Industrie

Direction générale: Industrie et matières premières

Direction: Gaz, électricité, charbon

Sommaire

Art 1-26 : Centrales thermiques et nucléaires : déclaration d'utilité publique .. (classement géographique). Sans-date

Art 27-51: Centres radioélectriques, 1967-1975

Art 52-87: Réglementation électrique ..., 1949-1975

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 9 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19770624²²¹

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-2 : Loi de finances, 1968-1974.

Art 3-4 : Conseils d'administration d'Electricité de France (EDF), Gaz de France (GDF), Charbonnages de France, Compagnie nationale du Rhône : Procès-verbaux, 1970-1973.

Art 5-19 : Procès-verbaux du conseil d'administration d'EDF -GDF, contrats de programme d'EDF avec l'Etat, Ecole supérieure d'électricité, circonscriptions électriques, groupes de travail EDF-GDF, 1968-1974.

Art 20-27 : Charbonnages de France : Conseil d'administration et conseils divers, 1970-1973.

Art 28-32 : Compagnie nationale du Rhône : Conseil d'administration et autres, 1969-1973.

Art 33 : Conseil d'administration de l'entreprise de recherches et d'activité pétrolières, 1969-1973.

Art 34-35 : Commissariat général du plan d'équipement et de productivité : Ve et VIe plans, 1969-1972.

²²¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-electricite-Gaz-charbon>

Art 36-37 : Conseils et commissions diverses, 1963-1973.

Art 38-39 : Fonds de développement économique et social : Conseil de direction et Comité IV, 1969-1973.

Art 40-44 : Etudes, documentation, questions européennes, 1966-1974

Métrage linéaire : 15 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19770602²²²

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-4. Activités sociales du personnel des industries électriques et gazières, 1957-1970.

Art 1-2 : Caisse centrale d'activités sociales : Budgets et comptes de gestion, 1964-1970.

Art 2-4 : Prélèvement de 1% sur les recettes des entreprises non nationalisées, 1959-1964.

Art 4-5 : Conseil supérieur de l'électricité et du gaz : Dossiers des séances, 1946-1960 (?).

Art 6 : Charbonnages de France : Demandes d'aides à la Communauté européenne du charbon et de l'acier pour la conversion ou retraite anticipée des mineurs, 1968-1970 ; Compagnie nationale du Rhône : Vérification des comptes, 1959-1961.

Art 7-12 : Industries électriques et gazières : Organisation pour le temps de guerre, 1967-1970 (dates incertaines).

Art 13-41 : Entreprises non nationalisées. Avancement, reclassement des agents (classement par entreprise), 1946-1976.

Art 41-51 : Commissions régionales d'épuration (classement par secteur géographique) : Sans date.

Art 51-53 : Comités régionaux d'Electricité de France (EDF) : Mise en place, organisation (classement par secteur géographique), 1965-1969

Métrage linéaire : 14 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code

²²² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-energetique-4524>

du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900316²²³

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-20. Activités du service des affaires administratives et sociales de la direction générale de l'énergie et des matières premières :

Fonctionnement du régime de protection sociale des mineurs de fonds, régimes particuliers en Algérie et au Sahara, régime métropolitain, caisses de retraite, régimes complémentaires.

1943-1981

Métrage linéaire : 6 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

²²³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Fonctionnement-du-regime>

Versement 19771440²²⁴

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-12 : Comité technique de l'électricité : Nomination des membres, commission de révision, correspondance, réunions, 1907-1940 ; travaux de commissions diverses, 1911-1947.

Art 13-23 : Service du gaz :

Négociations de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) sur le gaz, 1953-1963 ;

négociations sur le gaz Algérien, 1957-1964 ;

Commission des marchés de Gaz de France, 1973 ;

assemblée et procès-verbaux de séance du Conseil supérieur de l'électricité, 1938-1940 ;

circulaires de la Direction de l'électricité, 1939-1940

Métrage linéaire : 8 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19771393²²⁵

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-227. Aménagement des chutes d'eau : Dossiers de barrages, 1900-1972

Art 228-243 : Dossiers de centrales thermiques : Demandes d'autorisation, d'installation, d'extension, de déclaration d'utilité publique, fonctionnement (classement par commune), 1939-1964

Art 244-282. Affaires classées sans suite : Demandes de concessions avec déclaration d'utilité publique, mises à l'enquête, aménagements, décisions (classement par

²²⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-electricite-gaz-1907>

²²⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-barrages-4550>

commune), 1944-1972

Métrage linéaire : 94 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19950371²²⁶

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Politique énergétique et pétrolière, 1959-1989

Art 1-2 : généralités sur la situation pétrolière française, 1981-1989

Art 3-5 : orientation de la politique énergétique française, 1975-1984

Art 6-7 : énergies de substitution, 1978-1984

Art 7-8 : approvisionnement pétrolier, 1962-1986

Art 8-9 : distribution et concurrence; révision de la loi de 1928 sur le régime des importations pétrolières, 1967-1987

Art 9-11 : fiscalité et tarification applicables aux produits pétroliers, 1964-1989

Art 11-13 : raffinage: organisation et évolution, 1964-1988

Art 13-15 : stockage. Aspects économiques et diplomatiques, 1979-1987

Métrage linéaire: 5 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives nationales

²²⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Politique-energetique-et>

Versement 19900315²²⁷

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Dossiers sur l'évolution et l'application du statut du mineur de fond.

Art 1-2 : Généralités : Études et rapports sur la production, plans de développement économique et social, 1954-1979.

Art 2-3 : Réglementation et contrôle des conditions de travail. Admission à l'emploi, conditions de travail, 1945-1969.

Art 3-20 : Rémunération : Salaires en espèces, prestations de chauffage, logement, 1938-1974.

Art 20-31 : Contrats de travail et questions connexes à l'emploi : Conventions collectives et statuts, formation et emploi, hygiène et sécurité, main-d'œuvre immigrée, . . . , 1937-1980.

Art 32 : Relations professionnelles et problèmes humains du travail : Syndicats, 1955-1969.

Métrage linéaire : 9 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

²²⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-statut-du-mineur-1937>

Versement 19960408²²⁸

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-11 : Commission nationale supérieure du personnel des industries électriques et gazières, déroulement de carrières du personnel de sociétés électriques en régie de liquidation :

Procès-verbaux de séances de la sous commission classement-avancement, 1948-1979

Métrage linéaire : 4 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213

Versement 19890311²²⁹

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-14 : Commission nationale supérieure du personnel des industries électriques et gazières : Déroulement de carrière des personnels :

Procès-verbaux de séance des sous-commissions paritaires, 1946-1978

Métrage linéaire : 3 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19770385²³⁰

228 *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-personnel-des-industries>

229 *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-personnel-des-industries-4537>

230 *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-nationalisation-d-EDF>

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-5 : Organisation d'Electricité de France-Gaz de France : Préparation de la nationalisation, application de la loi du 8 avril 1946, 1944-1967.

Art 6-7 : Relations internationales concernant le charbon, 1958-1970

Métrage linéaire : 2 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900575²³¹

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-7 : Relations multilatérales dans le domaine électrique et documentation sur l'équipement électrique et les ressources de pays étrangers (classement par pays).

1979-1987

Métrage linéaire : 8 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

²³¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Relations-multilaterales>

Versement 19980562²³²

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-2 : Concessions et aménagement de chutes hydroélectriques (classement numérique), 1979-1986.

Métrage linéaire : 0,6 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070249²³³

Ministère : Industrie

Agence de prévention et de surveillance des risques miniers

Sommaire

Art 1-100 : dossiers de déclaration d'arrêt définitif des travaux et d'utilisations d'installations minières (classement par département)
1749-2006

Métrage linéaire : 17 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

²³² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-chutes-hydro-electriques>

²³³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-utilisations-d>

Coût, distribution électrique

Versement 20090187²³⁴

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-18 : production d'électricité, 1964-2005

Art 18-51 : Tutelle d'Electricité de France (EDF) et de ses filiales, 1982-2004

Métrage linéaire : 17 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070465²³⁵

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-41 : Dossiers de déclaration d'utilité publique de lignes électriques
1923, 1974-1989

Métrage linéaire : 14 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19980558²³⁶

234 *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-production-d-electricite>

235 *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-declaration-d-utilite>

236 *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-declarations-d-utilite>

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-36 : Dossiers de déclarations d'utilité publique de lignes électriques (classement chronologique), 1974-1997.

Métrage linéaire : 12 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910577²³⁷

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-118 : Dossiers de déclaration d'utilité publique de lignes électriques (classement chronologique), 1968-1989.

Métrage linéaire : 39 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19850462²³⁸

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

²³⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-declarations-d-utilite-4548>

²³⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-concession-de-chutes>

Sommaire

Art 1-30 : Dossiers de concession de **chutes hydroélectriques (art 26-30 : Demandes classées sans suite), 1983-1985.**

Art 31-33 : Echanges d'énergie, **importations et exportations d'énergie électrique : Comptes rendus de réunions et contrats (classement par pays), 1892-1985**

Métrage linéaire: 10 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19830567²³⁹

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-2 : Dossiers de M. Beltremieux, ingénieur des ponts et chaussées chargé de mission auprès du directeur de l'électricité :

Tarification de l'électricité basse tension, enquête (circulaire du 2 juin 1938), chargés d'électrification, 1936-1943

Métrage linéaire : 0,6 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19770615²⁴⁰

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

²³⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Tarification-de-l>

²⁴⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reseau-d-alimentation>

Art 1-41 : Déclarations d'utilité publique pour le réseau d'alimentation générale d'Electricité de France (EDF), 1957-1975

Métrage linéaire: 14 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19771416²⁴¹

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-11 : Comité technique de l'électricité : Procès-verbaux des réunions, 1928-1957

Art 12-54 : Organisation des circuits de distribution d'énergie électrique :

Commissions et comités spécifiques ;

concessions : Cahier des charges-type ;

nationalisations des entreprises de production et de distribution,

programme d'action régionale

1920-1959

Art 55-145 : Demandes d'Electricité de France (EDF) de déclarations d'utilité publique (classement géographique par petites et grandes lignes), 1954-1968

Art 146-174 : Décisions d'installation de lignes et de distributions d'énergie électrique, 1927-1962

Art 175-183 : Interventions parlementaires, 1949-1953

Art 184-189 : Accidents dus à l'électricité : enquêtes, commission de prévention, commission des accidents, statistiques, 1911-1950

Art 190-198 : Dossiers originaux des types de compteurs approuvés, 1910-1934

Art 199-206 : Energie hydraulique, 1925-1947 ;

dommages de guerre, 1946 -1951 ;

commission centrale de contrôle des opérations immobilières d'EDF.

Avis,

1951-1953 ;

ouvrages divers, 1930-1950

²⁴¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Comite-technique-de-l-4595>

Métrage linéaire : 68 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19771407²⁴²

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-25 : Commission des marchés d'Electricité de France : **Procès-verbaux des séances, 1949-1963**

Métrage linéaire: 8 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁴² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-marches-d-Electricite-de>

Versement 19770312²⁴³

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-15 : Commission des marchés d'Electricité de France : Dossiers de séance, 1964-1975

Métrage linéaire : 3 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19810061²⁴⁴

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-6 : Commissions des marchés d'Electricité de France : Dossiers de séance, 1976-1979

Métrage linéaire : 2 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁴³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-marches-d-electricite-4538>

²⁴⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-marches-d-electricite-4591>

Versement 19771417²⁴⁵

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1 : Minutier du commissariat du gouvernement (D. I. G. E. C.), 1952-1953 ; correspondance du groupement des ingénieurs des travaux publics de l'Etat, 1952-1953 ; programme thermique, 1951-1957 ;

Compagnie nationale du Rhône, 1950-1953 ;

électricité de Strasbourg S. A, 1950-1955

Art 2 : Comptes rendus mensuels d'activités de la direction de l'équipement d'Electricité de France (incomplet), 1950-1954 ; documents budgétaires, 1950-1954

Art 3 : Commission des marchés d'Electricité de France :

Réglementation, documentation, 1949-1955 ;

travaux du comité de l'énergie électrique au Conseil économique et social des Nations unies, 1952-1954

Art 4-5 : Comptes rendus de réunion et rapports de la commission de l'équipement d'Electricité de France, 1946-1955

Métrage linéaire : 2 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁴⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-electricite-1946-1957>

Versement 20000133²⁴⁶

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-9 : Travaux du comité technique de l'électricité et de ses groupes spécialisés, 1954-1982.

Art 10 : Dossiers sur la construction en montagne, les incendies de forêt d'origine électrique, les bordures et trottoirs, 1970-1981

Métrage linéaire : 3 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910813²⁴⁷

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Tutelle financière d'Electricité de France (EDF) et de la Compagnie nationale du Rhône (CNR).

Art 1-3 : Prêts du Fonds de développement économique et social (FDES), contrat de plan, rapport de la cour des comptes, documents comptables et budgétaires, 1974-1988.

Art 4-5 : CNR : Participation financière dans des entreprises, 1970-1986.

Métrage linéaire: 2 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives nationales

²⁴⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-comite-technique-de-l>

²⁴⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Tutelle-financiere-d>

Versement 19910660²⁴⁸

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Activités de la commission des marchés d'Electricité de France (EDF).

Art 1-16 : Dossiers de séance, 1980-1990.

Art 17-26 : Rapports annuels, 1949-1989.

Art 26-28. Avis de la commission sur les affaires présentées, 1949-1989.

Art 29-32 : Procès-verbaux du comité d'éligibilité, 1973-1987.

Métrage linéaire: 10 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives nationales

Versement 19910814

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Activités du service chargé de l'électrification rurale.

Art 1-4 : Questions parlementaires, 1983-1985.

Art 4 (suite)-6 : Rapports d'activité des services de contrôle, 1979-1985.

Art 7-9 : Programme face d'électrification rurale, 1979-1985.

Art 10-15 : Mise en œuvre des programmes d'électrification rurale, 1975-1987.

Art 16-18 : Fonctionnement et organisation des circonscriptions électriques, 1930-1988.

Art 19 : Incidents, fixation des prix, marché unique européen.

²⁴⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-marches-d-electricite>

Métrage linéaire : 6 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19780420²⁴⁹

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-3 : concession de chutes d'eau en vue d'aménagements hydroélectriques, 1969-1977

Métrage linéaire: 1 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives nationales

²⁴⁹ *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-concession-de-chutes-d>

Versement 19840324²⁵⁰

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-6 : Electricité de France, Gaz De France, Charbonnages de France, C. D. F. Chimie :

Procès-verbaux et dossiers de séance des conseils d'administration, 1977-1982

Art 7-10, 18-19 : Dossiers divers relatifs aux attributions, à l'organisation et au fonctionnement de la direction, 1969-1981

Art 11-14. Aménagement du Rhin : Dossiers des séances de la commission permanente et du comité juridique et administratif, conventions, 1971-1981

Art 15-16. Aménagement du Mont-Cenis : Rapports, dossiers de séances, 1974-1980

Art 16. Aménagement du Val d'Aran : Dossiers des séances de la commission Franco-espagnole, 1969-1974

Art 17-18. Aménagement d'Emosson : Dossiers des séances de la commission permanente, 1973-1979

Métrage linéaire : 6 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁵⁰ *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-EDF-amenagements>

Versement 19770314²⁵¹

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Comité technique de l'électricité, 1944-1961.

Art 1-4 : Procès verbaux des décisions prises aux séances (1949-1959) arrêtés de nomination des membres des sections (1946-1963, 1959-1961) travaux des sections (1944-1958).

Art 4-8 : Documentation et études techniques ou économiques : Dossiers par thèmes (1949-1959)

Métrage linéaire : 3 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19960170²⁵²

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Archives concernant le statut du personnel d'Electricité de France (EDF) et les questions sociales, 1926-1986.

Art 1. Application des textes de loi, 1926-1971.

Art 2 : Congés, situation de l'emploi, 1943-1986.

Art 3 : Elections à la commission supérieure nationale du personnel, 1965, 1969.

Art 3-6 : Grèves : Textes officiels, notes, 1938-1986.

Métrage linéaire : 2 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code

251 *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Comite-technique-de-l-4540>

252 *Répertoire détaillé* [http://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-statut-du-personnel-d](https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-statut-du-personnel-d)

du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

4.2.1.2 Sécurité industrielle

Versement 20000504²⁵³

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sous-direction de la sécurité industrielle

Sommaire

Sécurité dans les mines : Réglementation, prévention, études techniques, 1810-1998.

Art 1 : Personnel du service des mines : Statuts ; application du Code minier, 1810-1980.

Art 2-3. Accidents, prévention et sécurité dans les mines : études techniques, prévention des séismes, réglementation, novation dans l'équipement, 1873-1985.

Art. 3 (suite)-4 : Coopération

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁵³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Securite-dans-les-mines>

Versement 20000493²⁵⁴

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sous-direction de la sécurité industrielle

Sommaire

Stockages souterrains de gaz d'hydrocarbures, 1948-1999.

Art 1-4 : Travaux de la Commission de sécurité des stockages souterrains, 1973-1998.

Art 5-34 : Contrôle et activité des sites (classement par site), 1948-1999.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 34

Métrage linéaire : 10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19990450²⁵⁵

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Sommaire

Dossiers de Claude Mandil, directeur général de l'énergie et des matières premières.

Art 1-4 : Travaux de la mission sur la réforme du système électrique et gazier, 1993-1994.

Art 5-14 : Préparation des sommets des pays les plus industrialisés (G7), 1993-1996.

Art 15 : Conférence sur les matières fissiles issues du démantèlement des armes nucléaires, 1996.

Art 16-19 : Préparation des conseils des ministres européens de l'énergie, 1996.

Art 20-22 : Chronos, 1993-1997.

Métrage linéaire : 6 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code

²⁵⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Stockages-souterrains-de>

²⁵⁵ Répertoire détaillé https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-energie-gaz-nucleaire?var_mode=calcul

du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910108²⁵⁶

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sous-direction de la sécurité industrielle

Sommaire

Art 1-26 : Dérogations aux règlements généraux sur l'exploitation des mines et des carrières accordées à des exploitants, 1948-1983.

Art 27-30 : Règlement, action des mines et carrières : élaboration des textes, 1973-1980.

Art 32-50 : Matériels et explosifs utilisés dans les mines : élaboration de la réglementation et agréments ; médecine du travail, 1912-1983.

Art 51-76 : Organe permanent de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) pour la sécurité et la salubrité dans les mines de houille et autres industries extractives : compte rendu de réunions et de groupes de travail, 1953-1983

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 76

Métrage linéaire : 20 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁵⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-exploitation-des-mines>

Versement 19910107²⁵⁷

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sous-direction de la sécurité industrielle

Sommaire

Art 1-12. Accidents individuels miniers : enquêtes réglementaires, 1973 1980.

Art 13-16 : Statistiques des accidents miniers et de l'industrie minérale, 1914 - 1973.

Art 17-18 : Accidents collectifs miniers : enquêtes réglementaires, 1968 – 1977.

Art 19-24 : Section technique du Conseil général des mines : comptes rendus de réunions, 1968 - 1983.

Art 25-29 : Commission des recherches scientifiques sur la sécurité dans les mines et carrières, 1977 – 1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 29

Métrage linéaire : 9 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁵⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-securite-accidents>

Versement 19910106²⁵⁸

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sous-direction de la sécurité industrielle

Sommaire

Art 1-24, 26 : Règlements généraux sur l'exploitation des mines et carrières : Élaboration de la réglementation, décrets, circulaires, 1813 - 1981.

Art 24-30 : Agrément de matériel minier et textes réglementaires, 1968 - 1980.

Art 32-36 : Mines présentant des risques spéciaux ; réglementation concernant l'utilisation des explosifs dans les mines, 1926 - 1982.

Art 37-42 : Feux de mines, sauvetage, hygiène, maladies professionnelles : Études, enquêtes, textes officiels, 1893 - 1968.

Art 43-64 : Accidents collectifs miniers (grisou, éboulements, feux de mines, dégagements instantanés) : Dossiers individuels d'accidents, 1890 - 1981.

Art 65-68 : Commission des recherches scientifiques sur la sécurité dans les mines et carrières (CORSS), sous-Commission des dégagements instantanés de la CORSS, Comité des études et recherche du Centre de recherches des Charbonnages de France - CERCHAR : compte rendus de réunions, 1973 - 1973

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 68

Métrage linéaire : 23 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁵⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/https-www-archives-developpement-durable-gouv-fr-repertoire-d-archives-detaille>

Versement 20000494²⁵⁹

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sous-direction de la sécurité industrielle

Sommaire

Art 1-2 : Contrôle des appareils à pression de vapeur ou de gaz ; contrôle des installations sous pression de la centrale nucléaire de Creys-Malville (Isère), 1944-1996

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19800441²⁶⁰

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sommaire

Art 1-20 : Commission des marchés de Gaz de France (GDF): dossiers de séances 1973-1975 ; procès-verbaux, avis, 1967-1976

Art 24-33 : Centime du Sud-ouest (classement par entreprise), 1959-1979

Art 21-23, 34-35 : Cotes vacantes

Métrage linéaire : 10 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

259 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-controle-des-installations-sous-pression-de-la>

260 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-legislation-4457>

Versement 19770604²⁶¹

Ministère : Industrie

Direction générale : Energie et matières premières

Sommaire

Art 1-3 : Projets, réglementation et convention pour le transport du gaz algérien, 1964

Art 3-4 : Fonctionnement de l'usine de Lacq, avant-projet de travaux sans-date

Art 4-40, 53-54, 58-60 : Commission des marchés de Gaz de France : Dossiers de séance, affaires traitées, avis, rapports généraux, 1949-1972.

Art 40-43 : Documentation sur la Communauté européenne du charbon et de l'acier et divers aspects nationaux et internationaux des industries gazières et charbonnières : Sans date.

Art 43-53 : Chrono départ (visas), 1960-1972.

Art 54-57 : Livres d'enregistrement du courrier départ et arrivée, 1964-1970

Métrage linéaire : 10 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁶¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-legislation>

4.2.1.3 Énergie nucléaire

Versement 20150475²⁶²

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale : Énergie et du climat

Direction : Énergie

Sous-direction : Industrie nucléaire

Sommaire

Art 1-34 : Réglementation et gestion des déchets radioactifs, 1990-2012

Art 35-55 : Comité de l'énergie atomique, 1995-2013

Art 56-94 : Collaboration avec l'Autorité de sûreté nucléaire et tutelle des organismes de gestion et de contrôle, 1993-2013

Art 95-114 : Financement des charges de long termes des exploitants nucléaires et fonds dédiés au démantèlement et à l'assainissement des installations nucléaires, 2000-2014

Art 115-161 : Action internationale, 1980-2011

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 161

Métrage linéaire : 18 ml (61 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁶² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-administration-centrale-industrie-nucleaire>

Versement 20010145²⁶³

Ministère : Industrie

Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection

Sommaire

Art 1-9 : traitement des déchets radioactifs : contrôle et réglementation des sites de stockage, contentieux, concertation avec la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires), le CEA (Commissariat à l'énergie atomique), l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique). Coopération internationale pour la non prolifération nucléaire ; 1973-1999.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20010150²⁶⁴

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Mission d'observation et de conseil sur l'implantation de laboratoires de recherche souterrains

Sommaire

Enfouissement des déchets industriels et radioactifs, création de laboratoires de recherche souterrains : études d'impact, enquêtes publiques, consultation des élus, accompagnement économique, protestation ; 1991-2000.

Art 1-3 : mission de médiation (mission Bataille) ; 1991-1999.

Art 4-11 : mission d'observation et de conseil, Commission locale d'information, ADEC (Association de développement économique), CID (Centre d'information départementale), département du Gard, Haute-Marne, Meuse, Vienne ; 1994-2000.

Art 12 : mission collégiale de concertation granite ; 1999-2000.

²⁶³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-traitement-des-dechets>

²⁶⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-enfouissement-des-dechets-industriels-et>

Art 13-22 : relations avec les ministères, DATAR, Assemblée nationale, ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs), l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), CEA (Commissariat à l'énergie atomique), COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires), relations internationales, communication, presse, opposition des écologistes ; 1992-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 22

Métrage linéaire : 8 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20010151²⁶⁵

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Mission d'observation et de conseil sur l'implantation de laboratoires de recherche souterrains

Sommaire

Art 1-9 : implantation de laboratoires de recherche souterrains pour l'enfouissement des déchets nucléaires : présentation des sites (Aube, Manche, Gard), mission de médiation ; 1992-1996

Vidéocassettes VHS SECAM

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20010196²⁶⁶

²⁶⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-implantation-de-laboratoires-de-recherche-1117>

²⁶⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-implantation-de-laboratoires-de-recherche>

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Mission d'observation et de conseil sur l'implantation de laboratoires de recherche souterrains

Sommaire

Art 1-34 : implantation de laboratoires souterrains pour l'enfouissement des déchets nucléaires : consultations, conférences de presse ; 1993-1994

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 34

Métrage linéaire : 11 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20020022²⁶⁷

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Affaires nucléaires

Sommaire

Art 1-9 : gestion des déchets radioactifs, Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), EURATOM (Communauté européenne de l'énergie atomique)... 1973-1999.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20000132²⁶⁸

²⁶⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-gestion-des-dechets>

²⁶⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-controle-des-centrales>

Ministère : Industrie

Direction Générale : Energie et matières premières

Direction gaz, électricité, charbon

Service technique énergie électrique, grands barrages

Sommaire

Art 1-26 : Contrôle technique des centrales nucléaires (classement par site), 1964-1997.

Art 26 (suite)-37 : Questions relatives à l'énergie nucléaire : Transport, retraitement, sûreté, maintenance, suivi des accidents nucléaires internationaux (à signaler.

Art 29. Accident de Tchernobyl), réfrigération des centrales, information du public, choix des sites, commission Péon, essais de mise en service des centrales, 1974-1996.

Art 37 (suite)-39 : Contrôle technique des centrales thermiques (classement par site), 1973-1997.

Art 39 (suite) : Contrôle technique des réacteurs à neutrons rapides, 1982-1983.

Art 40-46 : Travaux du comité technique interministériel pour les questions relatives à l'application du traité EURATOM (Communauté européenne de l'énergie atomique), de la commission de Paris et de la commission franco-allemande de sûreté 1974-1997.

Art 47-49 : Relations internationales liées à la centrale de Chooz, relations avec la République fédérale d'Allemagne (RFA) et le Luxembourg, 1980-1989.

Art 49 (suite) : Dossiers de contrôle technique de centrales thermiques (classement par site), 1976-1989.

Art 50-51 : Dossiers de contrôle technique de turbines à gaz, 1970-1990.

Art 51 (suite)-52 : Déclassement, transport des produits lourds, comité interministériel sur l'énergie électronucléaire, aménagement du territoire, usine de retraitement des déchets nucléaires de la Hague, 1967-1991.

Art 53-56 : Travaux du groupe permanent chargé des réacteurs, 1983-1996

Communicabilité : voir code du patrimoine

Nombre d'articles : 53

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20010127²⁶⁹

Ministère : Recherche

²⁶⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Tutelle-d-organismes-de>

Sommaire

Art 1-10 : Tutelle d'organismes de recherche :

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA).

Commissariat à l'énergie atomique (CEA)

Conseil de politique nucléaire extérieure (CPNE)

Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN)

Institut national des sciences et techniques nucléaires (INSTN)

1988-1997

Métrage linéaire : 3 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20000130²⁷⁰

Ministère : Industrie

Direction Générale : Énergie et matières premières

Cellule nucléaire

Sommaire

Art 1-3 : Travaux du groupe interministériel restreint sur l'exportation des matériels et matières sensibles, 1975-1990

Communicabilité : voir code du patrimoine

Nombre d'articles : 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19973175²⁷¹

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires de base

Sommaire

Art 1-9 : Archives relatives aux activités et au fonctionnement de l'usine de retraitement des **déchets nucléaires de la Hague, 1968-1988.**

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910737²⁷²

270 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-travaux-du-groupe-de-travail-sur-l-exportation>

271 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-activites-et>

272 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Commissariat-general-du>

Commissariat général au Plan

Sommaire

Art 1-5 : Commission de l'énergie, Commission consultative sur la production d'électricité d'origine nucléaire : **études, rapports, 1955-1979**

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19820041²⁷³

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sommaire

Politique nucléaire

Art 1-4 : politique électronucléaire (missions du commissariat à l'énergie atomique - Commissariat à l'énergie atomique (CEA), choix techniques, comité de la politique industrielle électronucléaire, Commission consultative sur la production d'électricité d'origine nucléaire ou présidée par la Commission sur la production d'électricité d'origine nucléaire (Commission Péon), usine EURODIF, exportations nucléaires, prolifération nucléaire) : 1973-1980.

Art 5-7 : EURATOM (Communauté européenne de l'énergie atomique): 1973-1981.

Art 8-11 : Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) - agence de l'énergie nucléaire, ONU - Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), évaluation internationale du cycle du combustible nucléaire (INFCE) : 1975-1981.

Art 12-16 : relations bilatérales (classement par pays) : 1973-1981.

Art 16 (fin)-24 : CEA : réunions du comité de l'énergie atomique, budget, rapports de sûreté, activités du département de sûreté nucléaire, programme Champlain, documentation technique : 1963-1980.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

²⁷³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-nucleaire-1963>

Nombre d'articles : 24

Métrage linéaire : 8 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090041²⁷⁴

Ministère : Industrie

Direction générale : Energie et matières premières

Direction : Ressources énergétiques et minérales

Sous-direction : Industrie nucléaire

Sommaire

Art. 1-17 : France. Elaboration de la législation nucléaire et dossiers thématiques : accident de Tchernobyl ; démantèlement des installations nucléaires ; Commissariat à l'énergie atomique (CEA) ; Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) ; Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), loi de 1991 relative aux recherches sur les déchets radioactifs et choix d'un site pour l'implantation d'un laboratoire souterrain ; mines d'uranium. 1980-2007

Art. 18-27 : relations européennes. Mise en œuvre du traité EURATOM (Communauté européenne de l'énergie atomique), transposition de directives. 1985-2007

Art. 28-41 : relations internationales. Organisation d'une conférence internationale à Paris (2005) ; protection de l'environnement ; traité d'interdiction de la production de matières fissiles pour des armes nucléaires et autres engins explosifs nucléaires (TIPMF) ; sûreté et sécurité nucléaires ; transport international de matières nucléaires ; coopération bilatérale avec les pays de l'Est en matière de nucléaire civil ; programme « Aida-Mox » ; contrôle international de la circulation de l'americium et du neptunium. 1978-2007

Communicabilité : libre sauf Art. 4-5, 18-28, 31-41 : 25 ans. Art. 17 : 50 ans

Nombre d'articles : 41

Métrage linéaire : 14 ml (41 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19930340²⁷⁵

²⁷⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-industrie-nucleaire-1037>

²⁷⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-non-proliferation-nucleaire-controle-des>

Ministère : Industrie
Direction générale Energie et matières premières
Service : Affaires nucléaires

Sommaire

Art 1-31 : (non-) prolifération nucléaire : contrôle des demandes d'exportation de matières sensibles, 1983-1991

Communicabilité : voir code du patrimoine

Nombre d'articles : 31

Métrage linéaire : 10 m.l.

Lieu de conservation : Archives nationales

4.2.1.3.1 Sûreté des installations nucléaires

Versement 19900731²⁷⁶

Ministère : Industrie
Direction générale: Industrie
Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art. 1-52 : centrales nucléaires : demandes d'autorisation de création, demandes de déclaration d'utilité publique, rapports préliminaires de sûreté (classement par site) (1973-1984).

Art. 53-55 : Politique énergétique, travaux de la Commission Péon sur l'énergie nucléaire, coût du nucléaire (1980-1981).

Art. 56-73 : documents techniques généraux : matériaux pour le nucléaire, bases de sûreté des futures tranches, rapports standards de sûreté des paliers 900 MWE et 1300 MWE (1973-1982).

Art. 73-83 : conséquences de l'accident de Three Miles Island (Etats-Unis) : résultats des travaux de groupes de travail Service central de sûreté des installations nucléaires de base , Commissariat à l'énergie atomique , EDF, FRAMATOME ; notes techniques d'EDF (1980-1984).

Art. 84-85 : relations internationales : centrale Iran tranches 3 et 4 ; comparaison de la sûreté des centrales de Fessenheim (Haut-Rhin) et Neckarwestheim (Allemagne) (1973-1977).

Communicabilité : voir code du patrimoine

²⁷⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-centrales-nucleaires>

Nombre d'articles : 85

Métrage linéaire : 28 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150632²⁷⁷

Ministère : Écologie et développement

Direction générale : Prévention des risques

Service : Risques technologiques

Sommaire

Art 1-11 : Élaboration de la réglementation, 1973-2010

Art 12-200 : Sûreté nucléaire, 1973-2012

Art 201-228 : Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire (HCTISN), 1998-2012

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 228

Métrage linéaire : 22 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20020021

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Affaires nucléaires

Sommaire

Art 1-10 : société générale pour les techniques nouvelles, Commissariat à l'énergie atomique (CEA), Technicatome, Oris industrie, comité de l'énergie atomique, Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSSN) : conseil de direction, rapports d'activité, recherches, études. 1989-1998.

²⁷⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-surete-nucleaire-et-radioprotection-1973-2012>

Communicabilité : voir code du patrimoine

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 3 m.l.

Lieu de conservation :Archives nationales

Versement 19970481²⁷⁸

Ministère : Industrie

Direction générale : Energie et matières premières

Service : Affaires nucléaires

Sommaire

Art 1-7 :Conseils d'administrations du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), de CEA - industrie et de la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), 1976-1987.

Art 8-14 : Travaux du comité de l'énergie atomique, 1981-1987.

Art 15 : Rapports annuels du CEA, études et rapports, 1974-1986.

Art 16 : Usine de retraitement des déchets nucléaires de la Hague, 1975-1983.

Communicabilité : voir code du patrimoine

Nombre d'articles : 15

Métrage linéaire : 5 m.l.

Lieu de conservation :Archives nationales

Versement 19940130²⁷⁹

Ministère : Industrie

Direction générale : Energie et matières premières

Service : Affaires nucléaires

Sommaire

Art 1-3 : conseils d'administration de la Compagnie générale des matières premières (COGEMA), du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et de FRAMATOME, 1975-1992

²⁷⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Conseils-d>

²⁷⁹ Répertoire détaillé [http://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-conseils-d-1165](https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-conseils-d-1165)

Communicabilité : voir code du patrimoine

Nombre d'articles : 3

Métrage linéaire : 1 m.l.

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19950049²⁸⁰

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sommaire

Dossiers de relations bilatérales et multilatérales dans le domaine nucléaire.

Art 1-14 : Dossiers par pays, 1977-1992.

Art 14-16 : Dossiers relatifs à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), EURATOM (Communauté européenne de l'énergie atomique), International Meeting on Nuclear reactor Safety comities, 1980-1986.

Art 16-17 : OCDE, 1973-1984.

Art 18-19 : Minutier chronologique, 1975-1987.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 19

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19990104²⁸¹

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Affaires nucléaires

Sommaire

²⁸⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-relations-bilaterales-et>

²⁸¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-centrales-surete-1192>

Art 1-4 : Centrales nucléaires, généralités. 1963-1977.

Art 5 : Réacteurs. 1975-1982.

Art 6 : Sûreté nucléaire. 1980-1983.

Art 7-8 : Débat sur l'énergie. 1981.

Art 9 : Études et rapports. 1973-1968.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19950365²⁸²

Ministère: Industrie

Direction générale: industrie

Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-6 : courrier départ du service, 1983.

Métrage linéaire: 2

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19973409²⁸³

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-9 : Dossiers de centrales nucléaires (classement par site), 1980-1988.

Blayais, Chinon B, Golfech, Paluel

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19973180²⁸⁴

282 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Service-central-de>

283 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-dossiers-de-centrales>

284 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-activites-et-1219>

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-20 : Dossiers relatifs aux activités et au fonctionnement d'installations nucléaires (classement par site), 1980-1990.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 20

Métrage linéaire : 7 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19950373²⁸⁵

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-12 : Rapports de sûreté et règles générales d'exploitation de réacteurs nucléaires (classement par site), 1964-1984

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 12

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19950368²⁸⁶

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

²⁸⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-rapports-de-surete-et>

²⁸⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-centrales-nucleaires-2273>

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-17 : Dossiers de contrôle technique de centrales et réacteurs nucléaires (classement par site selon un plan de classement), 1961-1988.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 17

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19950073²⁸⁷

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sommaire

Art 1-80 : dossiers de centrales nucléaires (classement par site) : arrêts de tranche, visites de surveillance, accidents, fonctionnement général : notes, correspondance, 1973-1992.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 80

Métrage linéaire : 8 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940773²⁸⁸

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

²⁸⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-surete-des-installations>

²⁸⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-centrales-nucleaires-1215>

Art 1-42 : Dossiers de centrales nucléaires : rapports sur les arrêts de tranches, comptes rendus de visites de surveillance, correspondance administrative et technique (classement dans l'ordre alphabétique des noms de centrales), 1991.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 42

Métrage linéaire : 14 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940761²⁸⁹

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et de la radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-24 : Dossiers relatifs à la sûreté des installations nucléaires du palier 900 mégawatts, 1974-1993.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 24

Métrage linéaire : 8 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940773²⁹⁰

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

289 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-surete-des-installations-1213>

290 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-administration-centrale-Dossiers-relatifs-a-la>

Art 1-25 : Dossiers relatifs à la sûreté des installations nucléaires des paliers 1300 et 1400 mégawatts, 1975-1984.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 25

Métrage linéaire : 8 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19930339²⁹¹

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Dossiers relatifs aux réacteurs nucléaires du palier 900 et 1300-1400 Mégawatts.

Art 1-35 : Généralités, 1983-1991.

Art. 36-45 : Agressions, 1987-1989.

Art. 45-83 : Équipements, systèmes, 1982-1989.

Art. 83-86 : Bâtiments, 1983-1989.

Art. 86-90 : Systèmes électriques, 1982-1989. Art. 90-100 : Fonctionnement, 1982-1991

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 90

Métrage linéaire : 30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19930338²⁹²

Ministère : Industrie

²⁹¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reacteurs-nucleaires-du>

²⁹² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-surete-des-installations-1187>

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art.1-43 : demandes d'autorisation de création, déclarations d'utilité publique et visites de surveillance de centrales nucléaires. 1973-1990.

Art.44-45 : documents généraux sur les centrales nucléaires, 1980-1988.

Art.46 : minutiers chronologiques. 1987-1989.

Classement par établissement

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 90

Métrage linéaire : 30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19930099²⁹³

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-11 : Minutiers du service central de sûreté des installations nucléaires, 1982.

Art 12 : Téléx arrivés au service, 1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 12

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19920377²⁹⁴

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Courrier de la direction.

Art 1-10 : Courrier départ, 1973-1981

Art 11 : Téléx reçus, 1981

Art 12 : Registres du courrier arrivée, 1973-1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 12

Métrage linéaire : 4 ml

²⁹³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-courriers-concernant-la-1209>

²⁹⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-courriers-concernant-la>

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900288²⁹⁵

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Courrier du SCSIN.

Art 1-23 : Courrier départ, 1974 - 1980.

Art 24-29 : Courrier arrivé, 1973 - 1980.

Art 30-32 : Téléx reçus, 1977 - 1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 32

Métrage linéaire : 10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Courrier-du-Service>

Versement 19873342²⁹⁶

Ministère : Industrie

Direction générale : Industrie et matières premières

Direction : Gaz, électricité, charbon

Service : Législation et réglementation

Sommaire

Art 1-50 : Dossiers de centrales nucléaires, 1956-1986.

Art 50-55 : Dossiers de centrales thermiques, 1961-1985.

Monts d'Arrée à Brennilis (Finistère), Vazzio (Corse-du-Sud), Le Havre (Seine-Maritime), Champagne-Sur-Oise (Val-d'Oise)

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 55

Métrage linéaire : 18 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19830561²⁹⁷

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-19 : Rapports de sûreté de centrales nucléaires, 1973-1980

Art 20-30 : Demandes de déclaration d'utilité publique et rapports de sûreté des centres de la Hague et de Saint-Priest-la-Prugne : S. D

Art 32-35 : Guides et codes de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) : S. D

Art 36-42 : Rapports de sûreté de réacteurs et centrales nucléaires, 1965-1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

²⁹⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Instruction-des>

²⁹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-rapports-de-surete-de>

Nombre d'articles : 42

Métrage linéaire : 14 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900388²⁹⁸

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-19 : Centrale nucléaire de Blayais (Gironde) : documents sur la déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création ; travaux des groupes permanents ; rapports de surette ; visite complète initiale ; correspondance technique ; correspondance administrative ; incidents et anomalies ; dérogations et autorisations de modification ; suivi des démarrages et arrêts de tranche, 1975 - 1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 19

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁹⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Centrale-nucleaire-de-1199>

Versement 19900389²⁹⁹

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-30 : Centrale nucléaire de Bugey (Ain) documents sur la déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création ; travaux des groupes permanents ; rapports de surette ; visite complète initiale ; correspondance technique ; correspondance administrative ; incidents et anomalies ; dérogations et autorisations de modification ; suivi des démarrages et arrêts de tranche, 1973 - 1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 30

Métrage linéaire : 10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900390³⁰⁰

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-9 : Centrale nucléaire de Cattenom (Moselle)

documents sur la déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création ; travaux des groupes permanents ; rapports de surette ; visite complète initiale ; correspondance technique ; correspondance administrative ; incidents et anomalies ; dérogations et autorisations de modification ; suivi des démarrages et arrêts de tranche, 1977 - 1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

299 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Centrale-nucleaire-du-1193>

300 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Centrale-nucleaire-de-1191>

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900391³⁰¹

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-14 : Centrale nucléaire de Chinon (Indre-et-Loire)

documents sur la déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création ; travaux des groupes permanents ; visite complète initiale ; correspondance technique ; correspondance administrative ; incidents et anomalies ; dérogations et autorisations de modification ; suivi des démarrages et arrêts de tranche, 1977 - 1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 14

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁰¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Centrale-nucleaire-de>

Versement 19900394³⁰²

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-18 : centrale nucléaire de Dampierre (Loiret)

documents sur la déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création ; travaux des groupes permanents ; rapports de sûreté ; visite complète initiale ; correspondance technique ; correspondance administrative ; incidents et anomalies ; dérogations et autorisations de modification ; suivi des démarrages et arrêts de tranche : 1974 - 1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 18

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900395³⁰³

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires de base

Sommaire

Centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin)

Art 1-2 : Déclaration d'utilité publique (DUP), Demande d'autorisation de création (DAC), choix du site, 1973-1982

Art 2-7 : Groupe permanent, étude de sûreté, 1980-1980

Art 7-8 : Correspondance administrative, 1982-1987

Art 8-25 : Correspondance technique, 1974-1987

Art 26-27 : Incidents, 1975-1987

Art 27-29 : Visites de surveillance, 1977-1989

302 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Centrale-nucleaire-de-1200>

303 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-centrale-nucleaire-de-1201>

Art 29-32 : Autorisations de modifications, 1973-1983

Art 32-33 : Démarrages, 1977-1983

Art 33-38 : Arrêt pour rechargement, 1983-1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 38

Métrage linéaire : 13 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900403³⁰⁴

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires de base

Sommaire

Art. 1-7 : centrales nucléaires de Civeaux (Vienne), Le Pellegrin (Loire-Atlantique), Penly (Seine-Maritime), Plogoff (Finistère),

documents sur la déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création ; travaux des groupes permanents ; rapports de sûreté ; visite complète initiale ; correspondance technique ; correspondance administrative ; incidents et anomalies ; dérogations et autorisations de modification ; suivi des démarrages et arrêts de tranche : 1974 – 1987

Art. 8-9 : visites de sûreté effectuées par les directions régionales de l'Industrie et de la Recherche dans les usines des fournisseurs et sous-traitants d'EDF (1982-1985)

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900396³⁰⁵

³⁰⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-centrales-nucleaires-de>

³⁰⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Centrale-nucleaire-de-1202>

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires de base

Sommaire

Art 1-6 : centrale nucléaire de Flamanville (Manche)

documents sur la déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création ; travaux des groupes permanents ; rapports de sûreté ; visite complète initiale ; correspondance technique ; correspondance administrative ; incidents et anomalies ; dérogations et autorisations de modification ; suivi des démarrages et arrêts de tranche : 1980 - 1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900397³⁰⁶

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires de base

Sommaire

Art 1-32 : centrale nucléaire de Gravelines (Nord)

documents sur la déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création ; travaux des groupes permanents ; rapports de sûreté ; visite complète initiale ; correspondance technique ; correspondance administrative ; incidents et anomalies ; dérogations et autorisations de modification ; suivi des démarrages et arrêts de tranche : 1974 - 1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 32

Métrage linéaire : 10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁰⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Centrale-nucleaire-de-1203>

Versement 19900398³⁰⁷

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires de base

Sommaire

Art 1-5 : centrale nucléaire de Nogent (Aube)

documents sur la déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création ; travaux des groupes permanents ; rapports de sûreté ; visite complète initiale ; correspondance technique ; correspondance administrative ; incidents et anomalies ; dérogations et autorisations de modification ; suivi des démarrages et arrêts de tranche : 1968 - 1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

4.2.1.3.2 Autorité de sûreté nucléaire

En 1973, le contrôle de la sûreté nucléaire en France relève du Service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN), rattaché au ministre chargé de l'industrie.

Ce service devient en 1991 la Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN), rattachée aux deux ministres chargés respectivement de l'industrie et de l'environnement. L'ASN est alors constituée, au niveau national de la DSIN et, au niveau régional des Divisions des installations nucléaires (DIN) placées au sein des Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DREAL).

Le 22 février 2002, l'ASN voit son champ d'action étendu à la radioprotection. La Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection (DGSNR) remplace alors la DSIN et les Divisions de la sûreté nucléaire et de la radioprotection (DSNR) remplacent les DIN. L'ASN relevait depuis des ministres chargés respectivement de l'industrie, de l'environnement et de la santé.

Le 13 juin 2006, la loi n° 2006-686 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire a transformé le statut de l'ASN en lui conférant celui d'une Autorité administrative indépendante, désormais indépendante des ministres. L'ensemble des personnels et moyens de l'ex-DGSNR et des ex-DSNR sont désormais présents au sein de la nouvelle ASN.

Le changement de statut, en juin 2006, de l'ASN en autorité administrative indépendante (AAI) ne modifie pas fondamentalement le périmètre et le contenu des missions jusqu'à

³⁰⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Centrale-nucleaire-de-1204>

alors exercées par la Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection (DGSNR) et les divisions de la sûreté nucléaire et de la radioprotection (DSNR).

Versement 20060216³⁰⁸

Ministère : Premier ministre

Comité interministériel de la sécurité nucléaire

Sommaire

Art 1-2 : transfert de plutonium retraité au Japon : chargement du cargo "Akatsuki Maru" dans le port de Cherbourg (Manche) : reportage photographique. 1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20240315³⁰⁹

Autorité de sûreté nucléaire

Sommaire

Art 1-262 : Registres de centrales nucléaires, 2005-2015

Métrage linéaire : 11 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20240316³¹⁰

Autorité de sûreté nucléaire

308 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Comite-interministeriel>

309 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-surete-nucleaire-1997>

310 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Autorite-de-surete-4466>

Sommaire

Art 1-182 : Exercices de crises nucléaires, 1996-2012

Métrage linéaire : 18 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20240314³¹¹

Ministère : Industrie

Autorité de sûreté nucléaire

Sommaire

Art 1-548 : Demandes et modifications sur les matériels et système, 1976-2021

Métrage linéaire : 13 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

311 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Autorite-de-surete-4468>

Versement 20230256³¹²

Ministère : Industrie

Direction générale : Energie et matières premières

Autorité de sûreté nucléaire

Direction de l'information, de la communication et des usages numériques

Sommaire

Art 1-6 : Communiqués de presse hebdomadaires du magazine nucléaire (MAGNUC), 1996-2003

Métrage linéaire : 0,80 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20230257³¹³

Ministère : Industrie

Direction générale : Energie et matières premières

Autorité de sûreté nucléaire

Direction des rayons ionisants

Sommaire

Art 1-73 : Agréments de dosimétrie, 1999-2019

Métrage linéaire : 7,2 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20230255³¹⁴

312 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Autorite-de-surete-4462>

313 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Autorite-de-surete>

314 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Autorite-de-surete>

Ministère : Industrie

Direction générale : Energie et matières premières

Autorité de sûreté nucléaire

Sommaire

Mission expertise et animation

Art 1-71 : Groupe permanent pour les réacteurs nucléaires (GPR). Sujets traités lors des rassemblements des groupes permanents, 2000-2018

Art 72-94 : Groupe permanent pour les équipements sous pression nucléaires (GEPSN). Sujets traités lors des rassemblements des groupes permanents, 2000-2019

Art 95-102 : Groupe permanent pour les déchets (GPD). Sujets traités lors des rassemblements des groupes permanents, 2007-2008

Art 103-104 : Groupe d'experts pour les laboratoires et usines (GPU). Sujets traités lors des rassemblements des groupes permanents, 1982-2012

Art 105-106 : Réunions internes des groupes permanents, 2007-2008

Art 107 : Groupes permanents d'experts pour les transports (GPT), et conseiller à la sécurité des transports (CST). Nouveau cycle de réglementation, 2015

Métrage linéaire : 8,4 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20230258

Ministère : Industrie

Direction générale : Energie et matières premières

Autorité de sûreté nucléaire

Sommaire

Art 1-16 : Loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire (TSN). Travaux préparatoires, 1989-2010

Art 17-18 : Loi n°2006-739 du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs, 2006

Métrage linéaire : 3,6 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20220526³¹⁵

Ministère : Industrie

Direction générale : Energie et matières premières

Autorité de sûreté nucléaire

Sommaire

Art 1-219 : Suivi des installations nucléaires, 1965-2019

Métrage linéaire : 37 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20220527³¹⁶

315 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Autorite-de-surete-4467>

316 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-centrales-nucleaires-4458>

Ministère : Industrie

Direction générale : Energie et matières premières

Autorité de sûreté nucléaire

Sommaire

Art 1-17 : Demande d'autorisation de remplacement des couvercles de cuve, d'extension des locaux chauds, construction de turbine à combustion et de groupe ultime secours dans les centrales nucléaires du territoire français, 1998-2020

Art 18-38 : Missions et actions menées suite à l'accident d Three Miles Island le 28 mars 1979, 1975-1982

Métrage linéaire : 12 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20220528³¹⁷

Autorité de sûreté nucléaire

Direction de l'environnement et des situations d'urgence

Sommaire

Art 1-341: Registres des centrales nucléaires de production d'électricité d'EDF. 1998-2020

Art 342-356: Installations nucléaires de base d'AREVA-ORANO

Art 357-374: Installations nucléaires de base du Centre d'énergie atomique (CEA), 2000-2017

Art 375-377: Installations nucléaires de base de la Socodei. Centre nucléaire de traitement et de conditionnement (CENTRACO), 2012-2017

Art 368: Installation de l'institut Laue-Langevin, 2001-2017

Art 380: Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), 2016-2017

Métrage linéaire: 61

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

³¹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-autorite-de-sa-rete>

Versement 20160390³¹⁸

Ministère : Industrie

Conseil supérieur de la sûreté nucléaire- Commission interministérielle des installations nucléaires de base - Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire

Sommaire

Art 1-107 : Conseil supérieur de la sûreté nucléaire (CSSN) et Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires (CSSIN) : correspondance, compte rendu de séance, fonds de dossiers, 1973-2007

Art 108-270 : Conseil interministériel des installations nucléaires de base (CIINB), 1981-2005

Art 271-278 : Direction de la qualité et de la sécurité industrielle - service central de sûreté des installations nucléaires : chronos « courriers émis » REP (réacteurs à eau sous pression),
1974-1995

Art 279-287 : Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire (HCTISN). - Séances, 2008-2012

Métrage linéaire : 28,6 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

³¹⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Conseil-superieur-de-la>

Versement 20150173³¹⁹

Autorité de sûreté nucléaire

Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection

Sommaire

Registres réglementaires des installations nucléaires de base

Art 1-68: Centrales nucléaires de production d'électricité d'Electricité de France - EDF, 1998-2004

Art 80-82: Réacteur « Superphénix » de Creys-Malville (Isère), 2001-2004

Art 83: Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) /AREVA Pierrelatte (Drôme), 1999-2001

Art 84: COGEMA/AREVA Marcoule (Gard), 2001

Art 85: Commission à l'énergie atomique (CEA) Cadarache (commune de Saint-Paul-lès-Durance, Bouches-du-Rhône), 2001

Art 86-88: Centre nucléaire de traitement et de conditionnement (CENTRACO) de la Socodei (site nucléaire de Marcoule à Codolet (Gard)), 1999-200983

Art 89-97: Laboratoire Atalante du CEA (site nucléaire de Marcoule à Codolet (Gard), 1992-2003

Art 98-108: Usine Georges-Besse (anc. usine Eurodif) (site nucléaire du Tricastin à Pierrelatte, Drôme), 1998-2007

Art 109-145: Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), 1987-2009

Art 146-153: Centre de recherche CEA Saclay (Essonnes), 1999-2000

Art 154-177: site FBFC de Pierrelatte (site du Tricastin, Drôme), 1987-2000

Métrage linéaire: 11

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

319 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Autorite-de-surete-nucleaire-registres>

Versement 20173391³²⁰

Autorité de sûreté nucléaire

Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection

Sommaire

Art 1-117: Registres réglementaires des installations nucléaires de base des centrales nucléaires de Chinon, Penly, Nogent, Civaux, Paluel, Golfech, Gravelines, Saint-Alban, Cadarache, Cattenom, Cruas-Meyssse, Saint-Laurent-des-Eaux, Fessenheim, Tricastin, Chooz, Dampierre-en-Burly, Creys-Malville, Bugey, Belleville-sur-Loire, AREVA La Hague, Marcoule, 2001-2009

Art 118-248: Enregistrements cheminées (états mensuels), 2000-2002

Art 249-273: Registres réglementaires, 1973-2003

Art 274-275: Rapports environnement: Saint-Laurent-des-Eaux, Blayais, Nogent-sur-Seine, 2001-2003

Métrage linéaire: 92

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20220529³²¹

Autorité de sûreté nucléaire

Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection

Direction des transports et des sources

Sommaire

Art 1-6: Chronos courrier départ de la direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection, 2005

Art 7-22: Rapports d'inspection cycle du combustible, 1993-2002

Art 23-26: Rapport d'inspection transport, 1997-2004

Métrage linéaire: 4

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

³²⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Autorite-de-surete-nucleaire-registres-2689>

³²¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Autorite-de-surete-nucleaire-inspections-1994>

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150254³²²

Autorité de sûreté nucléaire

Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection

Direction des transports et des sources

Sommaire

Art 1-80: Courriers départ de la sous-direction. 1983-2004

Art 77-95: Dossiers de détenteurs et utilisateurs de sources de rayonnements ionisants. 1962-2006

Art 96-104: Courriers départ de SP - Commission interministérielle des radioéléments artificiels (CIREA). 1990-2001

Art 105-148: Courriers départ du Pôle Sources de la SD1 de la DGSNR et de l'ASN, 2004-2006

Art 149-161: Dossiers thématiques de la CIREA. 1955-2002

Art 162-180: Courriers départ des certificats d'agrément de transport. 1998-2005

Art 177-301: Dossiers agrément transport (extension - prorogation - validation). 1991-2003

Métrage linéaire: 30

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

³²² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Autorite-de-surete-nucleaire-cycle-du>

Versement 20173391³²³

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Sommaire

Art 1-117 : Registres réglementaires des **installations nucléaires, 2001-2009**

Art 118-248 : Enregistrements cheminées (états mensuels), 2002-2012

Art 249-273 : Registres réglementaires, 1973-2003

Art 274-275 : Rapports environnement, 2001-2003

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 275

Métrage linéaire : 92 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150253³²⁴

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Sommaire

Art 1-23 : Dossiers de séances et procès-verbaux de réunions des sections permanentes de la Commission centrale des appareils à pression, 1975-1999

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 22

Métrage linéaire : 7 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150173³²⁵

323 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Autorite-de-surete-nucleaire-registres-2689>

324 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Commission-centrale-des>

325 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Autorite-de-surete-nucleaire-registres>

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Sommaire

Art 1-177 : Registres réglementaires des installations nucléaires de base, 1987-2009

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 177

Métrage linéaire : 11 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20010149³²⁶

Ministère : Industrie

Direction générale de l'industrie et des matières premières

Sommaire

Art 1-2 : Comité à l'énergie atomique : déchets radioactifs, sûreté nucléaire, recherches minières, 1987-1990

Métrage linéaire : 0,60 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900402³²⁷

Ministère : Industrie

Direction générale de l'industrie

Service central de sûreté des installations nucléaires

³²⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-comite-a-l-energie>

³²⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-centrale-nucleaire-1974>

Sommaire

Art 1-24 : Centrale nucléaire de Tricastin documents sur la déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création ; travaux des groupes permanents ; rapports de surette ; visite complète initiale ; correspondance technique ; correspondance administrative ; incidents et anomalies ; dérogations et autorisations de modification ; suivi des démarrages et arrêts de tranche, 1974 – 1987

Métrage linéaire : 7 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900399³²⁸

Ministère : Industrie

Direction générale de l'industrie

Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-23 : Centrale nucléaire de Paluel documents sur la déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création ; travaux des groupes permanents ; rapports de surette ; visite complète initiale ; correspondance technique ; correspondance administrative ; incidents et anomalies ; dérogations et autorisations de modification ; suivi des démarrages et arrêts de tranche, 1976-1987

Métrage linéaire : 7 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900393

Ministère : Industrie

Direction générale de l'industrie

³²⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-centrale-nucleaire>

Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-15 : centrale nucléaire de Creys-Malville : groupe permanent, incidents, visites de surveillance (1978-1987)

Métrage linéaire : 5 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900387³²⁹

Ministère : Industrie

Direction générale de l'industrie

Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-5 : Centrale nucléaire de Creys-Malville (1978-1987)

Métrage linéaire : 2 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

4.2.1.4 Hydrocarbures³³⁰

Issue de l'Office national des combustibles liquides créé par la loi du 10 janvier 1925, la direction des carburants apparaît en 1940 comme l'un des éléments importants dans l'organisation d'un ministère de la Production industrielle. Chargée de l'approvisionnement en pétrole, produits pétroliers, hydrocarbures et carburants de substitution, cette direction créée dès le régime de l'Etat français joue un rôle stratégique tant de réglementation que de gestion de ce secteur important de l'activité industrielle.

Elle connaît une structuration progressive et s'étoffe au moment de la création de la direction générale de l'énergie et des matières premières en 1978.

Le service des matières premières et du sous-sol, et plus particulièrement son bureau de législation minière, est chargé de missions complémentaires de celles de la direction des hydrocarbures, pour la délivrance de permis de recherche et d'exploitation d'hydrocarbures.

³²⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-nucleaire-de-4471>

³³⁰Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/Fran_NP_007431

En 2008 est créée au sein du ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire, la Direction générale de l'énergie et du climat.

Elle hérite d'une partie des attributions de la Direction générale de l'énergie et des matières premières du ministère de l'Industrie, et de la Direction de la prévention des pollutions et des risques, notamment pour ce qui concerne le réchauffement climatique et la Pollution de l'air.

Elle élabore et met en œuvre les politiques relatives à l'énergie, aux matières premières énergétiques, à la lutte contre le réchauffement climatique et la Pollution de l'air et à la réduction et la prévention des nuisances provoquées par la production et la consommation d'énergie.

En concertation avec les associations, elle coordonne les partenaires économiques et sociaux et participe au programme français de prévention et d'adaptation en matière de changement climatique conjointement à d'autres ministères.

Versement 19900415³³¹

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Art 1-167 : Office national des carburants liquides (ONCL), Direction des carburants (DICA), Direction des hydrocarbures (DHYCA) : Minutiers chronologiques, 1926-1969.

Métrage linéaire : 55 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19771410³³²

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Approvisionnement et marchés d'hydrocarbures

331 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Direction-des>

332 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-approvisionnement-et>

Art 1-23 : Commission d'examen, instaurée par la loi du 30 mars 1928, et chargée de délivrer les autorisations d'importation :

Textes officiels, PV de séance du 08. 06, 1928 au 22. 04, 1949 ; renouvellement des autorisations A3 par entreprise 1918-1948

Art 24-27. Avis du Conseil d'Etat sur l'importation d'hydrocarbures :

Registre des délibérations 1929-1940 Art 28-66 : Dossiers sur les sociétés importatrices d'hydrocarbures

1928-1957

Art 67-84. Accords commerciaux dans le domaine international : Correspondance, notes 1940-1972

Art 85-91, 94 : Commission d'examen : Renouvellement des autorisations et des licences d'importation, des autorisations de raffinage :

PV de séance, documentation sur les sociétés

1958-1969

Art 92-93, 95-104 : Documents très divers : Le pétrole dans le cadre du 6ème plan (documentation) ;

dossiers de M. Fragonard, sous-directeur, portant sur le commerce du pétrole ;

importation, stockage et distribution ; prix ; investissements à l'étranger ;

activité de l'industrie pétrolière "

1951-1973

Art 105-110 : Statistiques sur le pétrole : Généralités ;

marché pétrolier français ;

documentation

;rapports de divers services du bureau de recherches du pétrole (service de la conservation des gisements d'hydrocarbures), de la Compagnie française des pétroles et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

1956-1974

Métrage linéaire : 37 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19771442³³³

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

³³³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Importation-de-petrole>

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Art 1-10 : Procès-verbaux des réunions de la commission d'examen instaurée par la loi du 30 mars 1928, Article 2, et chargée de délivrer les autorisations d'importation de pétrole 1928-1973.

Art 11-13 : Renouvellement des autorisations A3 ;
législation sur les importations ; renouvellement des licences d'importation concernant Ouest-distribution et Sarre et les sociétés importatrices de bitumes et de cires 1943-1952.

Art 14 : Réponses au questionnaire du 4 mars 1960, soumis aux sociétés pétrolières 1960.

Art 15-16 : Rapports et programmes de la commission de modernisation des carburants 1946-1964

Art 17-18 : Déclarations des stocks de réserve ;
autorisations et licences d'importation ;
produits noirs (produits pétroliers lourds) :
Dossiers refoulés en 1962 ;
documents techniques sur les transports de pétrole
1959-1973

Métrage linéaire : 6 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19830320³³⁴

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Art. 1-27 : Coordination et programmation des recherches et des productions d'hydrocarbures en Algérie, classement par zone géographique (1957-1971).

Art. 28-29 : Contrats de concession pour l'exploration et la production de pétrole en Égypte (1973-1976).

³³⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-recherches-et>

Art. 30-63 : Connaissance géologique des sous-sols et des possibilités d'exploitation : documentation et renseignements collectés, classés par pays (1932-1968).

Art. 64-272, 275-408 : Connaissance des gisements d'hydrocarbures algériens : données de sismique et de forage collectées auprès des sociétés déléguées de recherche et d'exploitation (1957-1971).

Art. 273-274 : Étude géographique technique des terrains faite par le Réseau des chemins de fer de la Méditerranée au Niger pendant la campagne de tracé de chemins de fer de 1946-1947 :
polygonations triangulées ou polygonales (1947).

Métrage linéaire : 105 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940659³³⁵

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Art 1-37. Autorisations d'importation de produits pétroliers (classement par entreprise, dans l'ordre alphabétique)
1977-1992

Métrage linéaire : 12 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19890570³³⁶

³³⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-importation-de-produits-4604>

³³⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-importation-de-produits-4605>

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Art 1-21 : Dossiers d'entreprises constitués en réponse aux demandes d'autorisation d'importation de produits pétroliers raffinés (type A3) :

Documentation administrative et financière sur ces sociétés (classement par entreprise).
1977-1982

Métrage linéaire : 7 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19970096³³⁷

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Pollution due aux hydrocarbures.

Art 1 : Naufrages (Amoco Cadiz, Boehlen, Tanio), 1976-1990.

Art 2 : Etudes et rapports, 1978-1984.

Métrage linéaire : 0,60 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19890566³³⁸

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

³³⁷ *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Pollution-due-aux>

³³⁸ *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-hydrocarbures-1911-1981>

Sommaire

Dossiers de l'ancien service d'information de la direction des hydrocarbures.

Art 1-10 : Généralités : Relations avec le cabinet du ministre ; Plan Marshall ; constitution de 1958 ; mobilisation industrielle ; relations publiques ; relations multilatérales, 1923-1973

Art 10-22 : Prospection ; approvisionnement (crise de Suez, régime des importations) ; raffinage et produits pétroliers ; transports et distribution ; consommation, 1923-1981.

Art 23-79 : Documentation sur la situation pétrolière des pays étrangers (3 séries alphabétiques de dossiers de pays pour 3 périodes. Avant-guerre, immédiat après-guerre et après-guerre), 1911-1976.

Métrage linéaire: 29 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19790840³³⁹

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Art 1-10 : Infrastructure pétrolière de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) :

Dossiers descriptifs des structures (ou projets) liées au pétrole :

Dépôts, Pipelines, nœuds de Pipelines, complexes pétroliers de Fos et Dunkerque

1951-1964

Art 11 : Documentation sur le pétrole 1950-1961

Métrage linéaire : 3 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

³³⁹ *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Infrastructure>

Versement 19990340³⁴⁰

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Art 1-4 : Tutelle de la Société ELF-Entreprise de recherches et d'activités pétrolières (ELF-ERAP), 1945-1993.

Métrage linéaire : 1 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20020304³⁴¹

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Sommaire

Art 1-2 : approvisionnement de la France en pétrole : situation, statistiques, négociations, groupes d'études et de mobilisation, société Technip. contentieux, arbitrage de la Communauté économique européenne (CEE) : Texaco, Shell, Siplec, Armada/Paribas, Total. 1960-1993.

Art 2 (suite)-3 : approvisionnement de l'Europe en pétrole : AIE (Agence internationale de l'énergie, groupe énergie de la CEE : études, comptes rendus de réunions. Charte européenne de l'énergie. 1982-1994.

Art 3 (suite)-5 : coopération internationale domaine des hydrocarbures (classement par pays). 1956-1996.

Métrage linéaire: 2 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁴⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Tutelle-de-compagnies>

³⁴¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-hydrocarbures-1956-1996>

Versement 19980123³⁴²

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Sommaire

Art 1-3 : Relations bilatérales en matière d'hydrocarbures (classement par pays), 1954-1981.

Art 4-5 : Situation de la politique pétrolière internationale, fiscalité pétrolière, 1957-1982.

Métrage linéaire: 2 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19960173³⁴³

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Sommaire

Dossiers relatifs à la politique pétrolière.

Art 1 : Généralités et études sur la politique pétrolière, 1963-1986.

Art 2-3. Approvisionnement, 1975-1982.

Art 4 : Conseil de planification, Conseil supérieur du pétrole, 1963-1980.

Art 5 : Politique pétrolière européenne, 1963-1974.

Art 6 : Commission Laure, 1971-1979.

Art 7-8 : Renouvellement d'autorisation d'importation de produits raffinés (catégorie A3 et A10), 1963-1985.

Art 9 : Fiscalité, 1976-1986.

Art 10-12 : Prix, 1977-1984.

Art 12-14 : Raffinage, 1977-1986.

³⁴² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-petroliere>

³⁴³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-petroliere-4484>

Art 14 : Voyages d'études, 1960-1986.

Art 14-15 : Relations internationales, 1966-1985.

Art 16-19. Activités des sociétés pétrolières, 1954-1984.

Métrage linéaire: 6 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910664³⁴⁴

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Sommaire

Art 1-2 : Minutiers chronologiques de la direction générale de l'énergie et des matières premières, 1978-1984

Métrage linéaire: 0,6 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁴⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-petroliere-4485>

Versement 19910591³⁴⁵

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Sommaire

Dossiers du service documentation et du service des relations internationales de la direction générale de l'énergie et des matières premières.

Art 1-2 : Conseil supérieur du pétrole (CSP), Compagnie française des pétroles (CFP) : Création, rôle ; situation pétrolière en France (exploration, raffinage, distribution) ; conséquences des événements de mai 1968, 1924-1980.

Art 2 : Relations internationales et situation pétrolière de divers pays (Iran, Irak, Etats-Unis, Canada), 1952-1976.

Art 3-4 : Tarification pétrolière ; préparation des 4e et 7e Plans ; économies d'énergie et pollution : Dossiers d'études 1949-1976.

Métrage linéaire: 1 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19780649³⁴⁶

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Art 1-109 : Dossiers de documentation économique et financière sur les sociétés pétrolières et les entreprises utilisant des hydrocarbures, constituées pour la plupart des 1948 pour le renouvellement des licences d'importation. Certains dossiers contiennent des documents antérieurs (depuis 1920) : Rapports, bilans, etc, 1920-1965.

Art 110-123 : Documentation économique sur les sociétés étrangères 1918-1964

Métrage linéaire: 41 ml

³⁴⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-superieur-du-petrole-relations>

³⁴⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-petroliere-4487>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19780642³⁴⁷

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Ce versement, effectué par le service documentation et information de la direction des carburants, regroupe des dossiers de divers bureaux

Art 1-37. Archives anciennes de la direction des carburants et de l'Office national des combustibles liquides (ONCL) :

Minutier de 1941 à 1946 (art 1-8) ;

Politiques française et étrangère des recherches pétrolières ;

Exploitation du pétrole étranger ; documentation sur le pétrole et les carburants : Prix, vente, transport, études diverses 1914-1959.

Art 38-48 : Dossiers de Maurice Leblond, directeur des carburants de 1959 à 1964 :

Techniques de recherche et d'exploitation du pétrole ; prix et distribution ; financement de la recherche 1953-1959.

Art 49-67 : Bureau de recherches du pétrole (BRP) : Rapports de conseils d'administration et procès-verbaux ; documentation 1948-1959.

Art 68-72 : Conseil Supérieur du pétrole (CSP) : Rapports et procès-verbaux de séances 1952-1960.

Art 73-80 : Organisation commune des régions sahariennes (OCRS) : Fiscalité pétrolière ; recherche au Sahara. Aspects juridiques et techniques 1957-1962.

Art 81-108 : Revue de presse sur l'activité pétrolière 1970-1971

Métrage linéaire: 36 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁴⁷Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-petroliere-4488>

Versement 19910666³⁴⁸

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Sommaire

Art 1-2 : Relations de la France avec l et l'Iran en matière d'hydrocarbures, 1964-1984

Métrage linéaire: 1 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19800118³⁴⁹

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Art 1-3 : Dossiers du service international : Politique de la Communauté économique européenne (CEE) en matière d'hydrocarbures ; échanges, transports, stockage et relations avec les pays tiers, en particulier l'Algérie 1960-1976

Art 4-37 : Documentation sur les sociétés pétrolières (Compagnie française des pétroles (CFP), UGP, ELF-Aquitaine, Entreprise de recherche et d'activités pétrolières (ERAP), ANTAR, Compagnie de recherches et d'exploitation au Sahara (CREPS), Société de gestion de la participation de la régie autonome des pétroles (SOGERAP), GAZ saharien, BEICP, AUXEPAP), constituée principalement de conseils d'administration et d'Assemblées générales 1957-1975

Art 38 : Dossiers divers : Devoir national, tarification du pétrole brut, fiscalité, exploration pétrolière et production dans divers points du monde 1965-1975

Métrage linéaire: 12 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁴⁸Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-relations-4489>

³⁴⁹Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-relations-4490>

Versement 19790516³⁵⁰

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Art 1-15 : Dossiers du service des relations internationales:

Préparation du traité instituant la Communauté économique européenne (CEE) et négociations s'y rapportant ; convention de Yaoundé entre la CEE et les Etats africains et malgache associés (EAMA) ; association des Antilles néerlandaises à la CEE ; relations avec l'Algérie ; missions d'experts français à l'étranger. Correspondance, documentation 1930-1971

Art 16-26 : Dossiers du service raffinage-utilisation : Généralités sur la commission des carburants ; groupe de travail sur le raffinage dans le cadre du 5ème plan (études sur les raffineries et les grands ports pétroliers) : Rapports, études avec plans 1955-1971

Art 27-95 : Dossiers du service documentation-information: Statistiques sur le pétrole en France et à l'étranger, et documentation relative aux besoins en carburant et à l'approvisionnement ; minutier de la direction des carburants du 1, 12, 1946 au 31, 12, 1958 ; réunions des chefs de service : Compte rendus de séances ; documentation diverse ; relations avec la compagnie française des essences synthétiques : Rapports, études, dossiers de personnel 1932-1967.

Articles 61-92 comprennent les dossiers de Joseph Kervennal, agent du service. Ils contiennent une importante documentation sur la politique des carburants pendant la guerre et l'occupation

Métrage linéaire: 32 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940309³⁵¹

350 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-relations-4491>

351 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-securite-des>

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Dossiers sur la sécurité des installations pétrolières et le stockage des hydrocarbures.

Art 1-2 : Généralités sur la sécurité, 1958-1983.

Art 2-3 : Travaux de la Commission de sécurité des installations pétrolières (CESP), 1968-1973.

Art 3 : Pollution des mers par hydrocarbures, 1981-1987.

Art 4-16 : Stockage souterrain d'hydrocarbures : Dossiers administratifs et techniques (classement par site de stockage), 1960-1990.

Métrage linéaire: 5 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19960172³⁵²

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Sommaire

Art 1-2 : Modification du régime pétrolier issue de la loi du 30 mars 1928, mise en conformité avec le traité de Rome, 1950-1987.

Art 2 : Prix, réforme des prix pétroliers, libération des prix, 1980-1986.

Art 3-8 : Commission instituée par la loi de 1928 : Procès-verbaux de séances ; dossiers préparatoires, 1971-1986.

Art 9-54 : Relations entre l'Etat et les organismes et sociétés pétrolières, autorisations d'importation, suivi, 1923-1988.

Art 55-56. Affaires internationales ; activités et études des organismes internationaux en matière de pétrole, 1974-1983.

Métrage linéaire: 18 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19990338³⁵³

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Art 1-12 : Plans de crise en cas de rupture des approvisionnements pétroliers, 1957-1991.

Art 13-38 : Réflexions sur la politique énergétique, maîtrise de l'énergie, 1973-1993.

Art 39-45 : Marché pétrolier, 1975-1992.

Art 46-47 : Préparation des projets de loi de finances, 1988-1991.

Art 48 : Société sous tutelle : Texas Gulf, 1981-1985.

Art 49-50 : Organismes : Centre national de l'information statistique et comité consultatif de l'utilisation de l'énergie, 1986-1990. : Organismes, 1986-1990.

³⁵² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-relations-entre-l-Etat>

³⁵³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-petroliere-4494>

Art 51-57 : Colloques/séminaires sur l'énergie, 1966-1994.

Art 58-83 : Rapports de la cour des comptes sur la gestion des entreprises pétrolières, 1976-1990.

Métrage linéaire: 28 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150549³⁵⁴

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Exploration et production des hydrocarbures

Art 1-381: Activités des entreprises et des sociétés, 1950-2009

Art 382-765: Gestion du sous-sol, 1938-2010

Art 766-769: Accès aux données pétrolières : Guichet Hydrocarbure, 1985-2011

Métrage linéaire: 71 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁵⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-production-des>

Versement 19980125³⁵⁵

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Exploration et production des hydrocarbures

Art 1-20 : Dossiers de séance de conseils d'administration (Centre national pour l'exploitation des océans, Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), ELF-Aquitaine, Compagnie française d'études et de construction, TOTAL, ELF-Gabon, Société africaine d'exploration pétrolière, Compagnie française de raffinage, Compagnie algérienne de méthane liquide), 1961-1989.

Art 21-24 : Travaux du Comité des programmes exploration-production, 1965-1987.

Art 25-42 : Travaux du Comité d'études pétrolières marines, 1961-1988.

Art 43-46 : mise en œuvre de la convention de Londres, 1974-1980.

Art 47-48 : mise en œuvre de la convention de Paris, 1976-1980.

Art 49-52 : Etudes et rapports, 1963-1983.

Métrage linéaire: 117 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19950048³⁵⁶

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Art 1-14 : Dossiers de séances de conseils d'administration d'entreprises publiques : Compagnie française des pétroles (CFP), ELF-Entreprise de recherches et d'activités pétrolières (ELF-ERAP), Gaz de France (GDF), Institut français du pétrole (IFP), ELF-Aquitaine, Banque nationale de Paris (BNP) (art 12-14), 1972-1993

Métrage linéaire: 5 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080464³⁵⁷

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Service des raffinages

Art 1-6: Législation et réglementation, 1954-1996

Art 7: Comité professionnel de la distribution de carburants (CPDC) (succède au FARDC), 1990-1996

Art 8: Sécurité incendie et plan particulier d'intervention, 1986-1999

Art 9: Biocarburants et carburants de substitution, 1990-1994

Art 10-13: Contrôle des sociétés et infrastructures de transports pétroliers, 1989-1998

Métrage linéaire: 4 ml

³⁵⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-production-des-4497>

³⁵⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-raffinage-des>

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19980321³⁵⁸

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Service des raffinages

Art 1-2 : Investissements de l'industrie du raffinage en France, 1977-1985.

Art 3 : Comité technique de l'utilisation des produits pétroliers : Textes et comptes rendus de réunions, 1962-1987.

Art 4-43 : Dossiers de raffineries (classement par société de raffinage), 1904-1990.

Art 44-50 : Demandes d'autorisations d'installations classées : Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et plans, documentation, correspondance (classement par sociétés de raffinage), 1976-1988.

Art 51-59 : Qualité des produits : Gazole, fuel léger, plomb, essence sans plomb, additifs, 1971-1987.

Art 60-66 : Carburants de substitution : Ethanol, biomasse, méthanol ; comptes rendus de réunions des comités techniques ; programmes étrangers, 1975-1990.

Art 67 : Contentieux, 1983-1986.

Art 68-72. Accidents dans les dépôts d'hydrocarbures, les ports, les pipelines, les explosions de butane et propane, la réglementation pour la Société et statistiques nationales d'accidents du travail, 1951-1989

Métrage linéaire: 24 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080462³⁵⁹

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

³⁵⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-hydrocarbures-1904-1990>

³⁵⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-raffinage-des-4500>

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Service de la prospection et de la production

Art 1-2: Institut français du pétrole (IFP): rapport, taxe parafiscale, 1980-1994

Art 3: Tutelle de l'État sur les compagnies pétrolières, 1986-1994

Métrage linéaire: 1 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20000136³⁶⁰

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Art 1-47 : Suivi des dépôts de pétrole supérieurs ou égaux à 400 m3 (classement par département), 1896-1999

Métrage linéaire: 1 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19980323³⁶¹

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

360 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Suivi-des-depots-de>

361 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-production-d>

Sommaire

Art 1-2 : Dossiers de conseil d'administration d'ELF-Aquitaine production, 1989-1992.

Métrage linéaire: 0,60 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19960411³⁶²

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Art 1-9 : Rapports finaux du fonds de soutien aux hydrocarbures, 1982-1987.

Métrage linéaire: 3 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19820750³⁶³

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Activité des sociétés pétrolières travaillant en Afrique et particulièrement en Algérie. Dossiers classés par société puis par type de document.

Art 1-44 : Sociétés du groupe ELF, 1940-1976

³⁶² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-production-d-4503>

³⁶³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-production-d-4504>

Art 45-49 : Sociétés du groupe TOTAL. 1924-1975

Art 50-51 : Sociétés Indépendantes. 1957-1977

Art 52-54 : TECHNIP et TRAPIL, 1965-1975

Métrage linéaire: 3 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19890306³⁶⁴

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

Sommaire

Art 1-52 : Dossiers d'entreprises constitués en réponse aux demandes d'autorisation d'importation de produits pétroliers :

Documentation administrative et financière sur ces sociétés (classement par décret d'autorisation et par société).

1946-1979

Métrage linéaire: 17 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150464³⁶⁵

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction des hydrocarbures

³⁶⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-importation-de-produits>

³⁶⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Logistique-et>

Sommaire

Logistique et distribution pétrolière

Art 1-39 : Logistique pétrolière, 1992-2008

Art 40-68 : Elaboration du cadre législatif et réglementaire, 1985-2002

Art 69-100 : Organismes de contrôle et de régulation du stockage et de la distribution d'hydrocarbure, 1978-1984

Art 101-123 : Politique maritime, 1969-2006

Art 124-159 : Infrastructures gazières, 1986-2007

Art 160-168 : Sécurité, 1986-2002

Art 169-183 : Suivi des sociétés pétrolières et relations avec les correspondants pétroliers, 1982-2008

Métrage linéaire : 23 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

4.2.1.5 Gaz, charbon

La Libération, avec la nationalisation des entreprises chargées du gaz et de l'électricité, entraîne la création d'une direction qui rassemble la direction de l'électricité déjà existante, et le service du gaz de la direction des mines. La direction du gaz, de l'électricité et du charbon, créée en 1970 par la réunion de la direction du gaz et de l'électricité et du service du charbon issu de la direction des mines, conserve les mêmes compétences. Sa mission est d'organiser le service public du gaz et de l'électricité en préparant et faisant exécuter les textes concernant l'organisation et le fonctionnement des services du gaz et de l'électricité. Elle assure aussi la tutelle de l'État sur les industries électrique et gazière. En revanche, les questions d'approvisionnement et de production de gaz ne sont pas de sa compétence, mais relèvent de la direction des hydrocarbures.

Gaz

Versement 19850504³⁶⁶

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Politique du gaz.

³⁶⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Politique-du-gaz-1949>

Art 1-4. Attributions du service du gaz et politique gazière, 1953-1971.

Art 4-9 : Préparation des 1er, 2e, 3e, 4e, 5e et 6e plans d'équipement, 1952-1971.

Art 10-12 : Gestion des entreprises gazières (Gaz de France-GDF, Société nationale des gaz du Sud-Ouest-SNGSO, Gaz naturel de Groningue), 1955-1973.

Art 13-26 : Dossiers thématiques

consommation de gaz, affaires régionales, affaires internationales, questions techniques, sécurité des installations domestiques et du transport, normalisation,

Pollution de l'air, projet de création du comité technique du gaz,

prix et tarifs du gaz

1949-1973.

Métrage linéaire : 9 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19770383³⁶⁷

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-9 : Gaz de France : Prévisions financières, investissements, vérification des comptes de gestion, gestion commerciale, 1949-1966.

Art 9-10 : Documents reçus des compagnies : Rapports de conseil d'administration, bilan , 1950-1964.

Art 11-14 : Participation à des organisations européennes et internationales et documentation reçue de celles-ci (rapports, études, etc.), 1954-1964

Métrage linéaire : 5 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19770384³⁶⁸

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-8 : Dossiers sur l'équipement en gaz et les usages domestiques et commerciaux du gaz (classement par régions), 1947-1966

Métrage linéaire: 3 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁶⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Gaz-de-France-4527>

³⁶⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-equipement-en-gaz-1947>

Versement 19780419³⁶⁹

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-73. Activités de contrôle de la Direction sur l'approvisionnement, le transport et la répartition du gaz et du méthane liquide, 1953-1975

Métrage linéaire: 26 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19770738³⁷⁰

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-5, 13-21, 25-87 : Fonctionnement et bilans de Gaz de France (GdF) et d'autres sociétés industrielles gazières, tarification du gaz et d'autres combustibles, contrats divers, problèmes régionaux en matière d'alimentation en gaz, conseils d'administration de GdF, 1946-1975.

Art 6-12, 22-24 : Négociations Franco-soviétiques sur le gaz russe, coopération industrielle, scientifique et technique avec l'étranger, gaz Algérien, 1965-1975

Métrage linéaire: 29 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁶⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-approvisionnement-le>

³⁷⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Fonctionnement-et-bilans>

Versement 19790723³⁷¹

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-32, 69-127. Activités de contrôle du service sur le Gaz en France ; missions sur le gaz à l'étranger ; investissements de Gaz de France, 1956-1977

Art 33-68. Affaires traitées dans les arrondissements minéralogiques (classement par ville), 1948-1969

Métrage linéaire : 42 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁷¹ *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Gaz-de-France-1948-1977>

Versement 19830712³⁷²

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-13 : Contrats de vente de gaz par Gaz de France (Gdf), CEFEM, Société nationale des gaz du Sud-Ouest, 1972-1975.

Art 14-18 : Conseils d'administration des entreprises gazières ELF (1969-1974) et CEFEM (1969-1979), 1969-1979.

Art 19 : Société nationale des gaz du Sud-Ouest (SNGSO) : Programmes d'investissements, études techniques, comptes rendus et rapports mensuels, 1977-1980.

Art 20 : Commission des marchés de Gaz de France : Rapports, 1976-1978.

Art 21-23. Affaires techniques diverses (chauffage au gaz dans la région parisienne, grèves, pollution, accidents), 1966-1975.

Art 24-25 : Relations internationales : Réunions de groupes d'experts sur le gaz (Communauté économique européenne , ONU, comité du gaz) : CR de réunions, 1977-1979.

Art 25-26 : Minutiers du service du gaz, 1972-1973.

Art 27-32 : Concessions de distribution publique de gaz (par région puis par localité, sans ordre alphabétique), 1970-1979.

Art 33 : Transport de gaz (en particulier de gaz soviétique) : S. D.

Art 34-39 : Divers : Répartition du gaz (dérogations accordées aux industriels) ; tarifs ; contrats, 1970-1979.

Art 39-43 : Programmes d'investissement de GDF et des régies et entreprises gazières non-nationalisées, financements correspondants du Fonds de développement économique et social (FDES) ; budgets, comptes, bilans, prévisions de recettes et de dépenses d'exploitation de GDF : Statistiques, programmes d'investissements budgets, comptes, bilans, 1946-1980

Métrage linéaire: 14 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900140³⁷³

³⁷² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Gaz-de-France>

³⁷³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Concessions-de>

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-11 : Concessions de distribution publique de gaz (classement par direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement)

1980-1984

Métrage linéaire : 3 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19850235³⁷⁴

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-3 : Planification : Exécution du VIIème plan : PV de séances, documents de travail, rapports, 1975-1980

Art 4-10 : Problèmes relatifs au gaz : Réunions de commissions européennes et nationales (en particulier le comité du gaz), rapports, 1970-1983

Art 11-13 : Coopération économique avec les pays étrangers : SD (vers 1970-1981)

Métrage linéaire : 4 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090189³⁷⁵

³⁷⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-gaz-panification>

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Direction : Gaz, électricité, charbon

Sous-Direction : Gaz et distribution des énergies fossiles

Sommaire

Dossiers de la sous-directrice, Florence Tordjman

Art. 1 : Dossiers d'information préparés pour le ministre. 1995-1999

Art. 1 (suite)-3 : Réforme du secteur gazier. 1998-2001. Commission des marchés et comité d'investissements de Gaz de France. 1999-2001. Entreprises de distribution et réseaux d'approvisionnement : conseils d'administration et réunions. 2001-2005.

Communicabilité : libre sauf Art 3 :25 ans

Nombre d'articles : 3

Métrage linéaire : 1 ml (3 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090043³⁷⁶

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Direction : Demande et marchés énergétiques

Sommaire

Législation et réglementation des infrastructures de production, de stockage et de transport de gaz

Art. 1-25, Art 27-33 : aménagement urbain, aménagement du territoire, distribution publique du gaz, fiscalité, procédure de déclaration d'utilité publique, relations internationales, tarification, transport, tutelle de Gaz de France, 1921-2006

Art. 26 : cote vacante

Art. 33 (suite)-41 : stockage souterrain de gaz, 1954-2005

Art. 42 : relations internationales, 1969-2000

Communicabilité : libre sauf Art 15-17 :25 ans

Nombre d'articles : 42

Métrage linéaire : 14 ml (3 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁷⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-gaz-et-distribution-des-energies-fossiles-1985>

³⁷⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Legislation-et>

Versement 19910815³⁷⁷

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-33 : Concessions de transport de gaz : Dossiers d'enquête publique (classement par ouvrage).

1984-1990

Métrage linéaire : 11 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁷⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Concessions-de-transport>

Versement 20150468³⁷⁸

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et du climat

Sommaire

Infrastructures gazières

Art 1-24 : Accès des tiers aux réseaux de stockages, 1984-2012

Art 25-35 : conseil d'administration Gaz de France (GDF) et réseaux de transport, 2008-2012

Art 36-46 : Subventions, tarification et accords, 2002-2012

Art 47-49 : Procédures d'achat et gestion de biométhane, 2006-2013

Métrage linéaire: 8 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives nationales

Versement 19780126³⁷⁹

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-13 : dossiers de séance de la Commission des marchés de Gaz de France. 1971-1972

Métrage linéaire : 4 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁷⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Infrastructures-gazieres>

³⁷⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-marches-de-Gaz-de-France-4597>

Charbon

Versement 19950355³⁸⁰

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Politique charbonnière.

Art 1-3 : Organisation du secteur charbonnier, 1890-1984.

Art 3 (suite)-7 : Tutelle de Charbonnages de France, 1947-1989.

Art 8-9 : Législation et réglementation, 1947-1987.

Art 10-18 : Rapports annuels et dossiers de séances des conseils d'administration d'entreprises charbonnières (filiales de charbonnages de France, société industrielle pour le développement de l'énergie charbon, association technique de l'Importation de charbon), 1945-1990.

Art 19-23 : Problèmes de reconversion en région, 1969-1987.

Art 24-25 : Etudes techniques du Centre d'étude et de recherche du charbon (CERCHAR) et de l'Institut français du pétrole (IFP), 1978-1990.

Art 26-27 : Sidérurgie, 1967-1986.

Art 28-29 : Inventaire charbonnier, 1980-1985.

Art 30 : Dossiers généraux sur l'énergie de Maurice Legrand, directeur du gaz, de l'électricité et du charbon, 1974-1984

Métrage linéaire : 10 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁸⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Politique-charbonniere-4601>

Versement 19771401³⁸¹

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-36 : ONU (Commission économique pour l'Europe) : Comités divers : Rapports, documentation, documents de travail, actes de colloques, 1947-1970

Art 37-48 : Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA): Etudes, documentation, rapports, comptes rendus de décisions, 1950-1969

Art 49-51 : Office de répartition du charbon (ORCHAR) : Circulaires, correspondance, 1939-1970

Art 52-64. Approvisionnement et importation de charbon :

Interventions parlementaires et réclamations, 1945-1970 ; Association technique pour l'importation de charbon (ATIC) : Comptes rendus de réunions, statistiques, 1947-1971

Art 65-72 : Importations de charbon, congrès des importateurs et revendeurs de charbon, 1938-1968

Art 73-83. Accords commerciaux, 1930-1975

Art 84-93 : Importations de charbon d'Afrique du nord, houillères d'Afrique du nord, 1944-1970

Art 94-96 : Relations avec les mines allemandes, 1928-1967

Art 97. Association française de normalisation : Commissions diverses, 1936-1967

Art 98-101 : Bulletins mensuels des houillères, 1967-1969

Art 102 : Centre du mazout : Revues semestrielles, 1954-1964 ; Comité professionnel du pétrole : Bulletins mensuels, 1968-1969

le service du charbon et du brai à la direction des mines a été remplacé en 1970 par le service technique et économique du charbon à la direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Métrage linéaire: 34 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

381 *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Importations-de-charbon>

Versement 19771432³⁸²

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-39 : Nationalisation des houillères (loi du 17 mai 1946), 1946-1968 ;
commission de vérification des comptes des entreprises publiques : Rapports, 1961-1968 ;
conditions d'exploitation des petites mines non nationalisées, 1909-1960

Art 40-42 : Plans de modernisation et d'équipement en matière de gaz et d'électricité,
1946-1970

Art 43-51 : Problèmes énergétiques :

Répartition des produits industriels et charbonniers, politique nucléaire, 1944-1975 ;
procès-verbaux de séance des entreprises sous tutelle, 1973-1974

Art 52-61 : Politique énergétique commune :

Travaux du comité mixte de la haute autorité pour la coordination politique énergétique, de
la Communauté économique européenne, de la Communauté européenne du charbon et
de l'acier (CECA), 1954-1969

Art 62-79 : Relations Franco-allemandes en matière de charbon : Compagnie minière
rhénane, 1941-1967 ; mines de la Ruhr, 1946-1963 ; régie des mines de la Sarre, 1920-
1976

Art 80-99 : Documentation : Publications, statistiques, rapports, annuaires, 1937-1976

Métrage linéaire : 33 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code
du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁸² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-charbonniere-4562>

Versement 19771434³⁸³

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-2 : Organisation de la répartition du charbon, 1940-1950.

Art 3-17 : Etat des besoins en charbon des entreprises : Pièces générales, dossiers par secteurs, 1940-1949.

Art 18-25 : Programmes de répartition, 1941-1950.

Art 26-30 : Statistiques, 1941-1950.

Art 31-34 rapports des ingénieurs des mines par arrondissement minéralogique, des inspecteurs de la production industrielle, des répartiteurs, 1941-1946.

Art 34-39 : Correspondance sur la répartition et la production, 1940-1949.

Art 40-41 : Réunions diverses sur la répartition, 1941-1949.

Art 42 : Trocs de charbon, 1944-1949.

Art 43-45 : Import-export : Documents généraux, 1930-1949.

Art 46-47 : Houillères du Nord-Pas-de-Calais et mines du centre-Midi : Textes, correspondance, procès-verbaux du comité consultatif (Office de répartition du charbon ORCHAR), 1941-1949.

Art 48 : Transports par eau et fer, affaires allemandes, 1941-1949.

Art 49-77 : Infractions à la répartition : Dossiers par affaires, relevés, correspondance, 1941-1949.

Art 78-90 : Minutiers, 1942-1950

Métrage linéaire : 30 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁸³ *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-charbonniere-4563>

Versement 19760335³⁸⁴

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1 : Réorganisation de l'économie allemande en vue de l'exploitation par les alliés et de leurs intérêts futurs, 1944-1954 ; autorité internationale de la Ruhr, 1947-1952.

Art 2-3 : Production, commercialisation et consommation du charbon, 1954-1962.

Art 4-5 : Charbonnages de France : Production, commercialisation, statistiques, 1953-1969.

Art 6-9 : Comptes des houillères des bassins Nord-Pas-de-Calais, Lorraine : Rapports de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques, 1946-1960.

Art 10-14 : Programmes des travaux neufs des houillères des bassins d'Aquitaine, d'Auvergne, des Cévennes, du Dauphine, de Lorraine, du Nord-Pas-de-Calais, de Provence : Enquête de la haute autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, 1946-1961

ce versement provient du service du charbon et du brai à la Direction des Mines, service qui a changé d'appellation et de direction en 1970

Métrage linéaire: 5 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁸⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-international-houilleres>

Versement 19770386³⁸⁵

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-3 : Travaux neufs des charbonnages, 1946-1959.

Art 4 : Comptes de l'ensemble des houillères, 1946-1962.

Art 5 : Comptes des Charbonnages de France, 1946-1960.

Art 6-13 : Commission de vérification des comptes des entreprises publiques : Rapports sur les comptes de gestion (par bassin), 1946-1960

Métrage linéaire: 4 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900141³⁸⁶

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-10 : Charbonnages de France :

Généralités ; comptes et budgets, aides de l'Etat, bilans économiques et financiers, patrimoine immobilier ; conversion du personnel, 1946-1986.

Art 10-14 : Politique charbonnière, mesures gouvernementales de 1966 et 1971 ; révision du plan charbonnier en 1974 ; contrat de programme 1978-1980, 1939-1985.

Art 15-32 : Houillères de bassin. Activités ; problèmes techniques ; crise du charbon, fermeture de puits, conversion du personnel (classement par bassin), 1946-1986.

³⁸⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-charbonnages-houilleres>

³⁸⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Charbonnages-de-France>

Métrage linéaire : 10 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Vrsement 19830713³⁸⁷

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-3 : Études sur la politique énergétique (dossiers de Philippe Cayla, chargé de mission auprès du directeur de la Direction du gaz, de l'électricité et du charbon) :

Études du CEREN (Centre d'études et de recherches économiques sur l'énergie) sur les perspectives à long terme du charbon ;

groupes de travail sur la concurrence électricité-charbon, sur les perspectives énergétiques internationales, sur les énergies nouvelles, sur le chauffage et le logement, sur la concurrence entre les diverses sources d'énergie :

Études, documents de travail, rapports de groupes de travail, CR de réunions, dossiers d'entreprises, 1980-1982

Métrage linéaire : 1 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁸⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-energetique>

Versement 19771404³⁸⁸

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-3 : ONU (Commission économique pour l'Europe) :

enquêtes, statistiques et documentation relatives au charbon, 1929-1969

le service du charbon et du brai à la direction des mines a été remplacé en 1970 par le service technique et économique du charbon à la direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Métrage linéaire: 1 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910662³⁸⁹

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Comité consultatif pour le développement des technologies d'emploi du charbon (CODETEC).

Art 1 : Création par arrêté du 17 novembre 1980, fonctionnement, comptes rendus de réunions, rapports d'activité, missions, 1980 – 1985.

Art 2-23 : Conventions entre l'Etat et les industriels qui s'engagent à promouvoir l'utilisation du charbon (classement chronologique), 1980 – 1985

Métrage linéaire : 8 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code

388 *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-enquetes-sur-le-charbon>

389 *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-developpement-des>

du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

4.2.1.6 Energie hydraulique

Ministère de l'industrie

Versement 19770313³⁹⁰

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-18 : Comité consultatif des forces hydrauliques, 1920-1939.

1-6 : Constitution, réunions : Instructions, documentation, dossiers de séances classées dans l'ordre chronologique, 1920-1939.

6 : Concessions de force hydraulique : Cahier des charges-type, 1928-1935.

7-18. Affaires traitées aux séances ; projets de règlements d'administration publique, demandes de concession, travaux-dossiers dans l'ordre des séances, 1920-1936 (dossier-type : ordre du jour,, résumés des procès-verbaux, rapports et projets d'avis).

Art 19-27. Aménagement du Rhône notamment par la Compagnie nationale du Rhône : Constitution de la CNR, contrôle administratif et financier de celle-ci, conventions, financement des programmes, demandes de concessions, 1887-1959.

Art 28-32. Aménagement du Rhin : Kembs-textes, conventions internationales, travaux, 1920-1963.

Art 33-39. Aménagement de la haute Dordogne : L'aigle, Chavanon, Mareges : Textes, comité technique, travaux, 1907-1968.

Art 40-41. Aménagement de la Durance : Serre-Ponçon et projet BL-AS-VER-DU, 1909-1957.

Art 42. Aménagement de la Roye, 1925-1944.

Art 43 : Service fédéral des eaux : Rapports géologiques établis dans le cadre de l'aménagement du Rhône, 1941-1946.

Art 44-46 : Electrification en France : Reprise de l'équipement des chutes d'eau, commissions spécifiques, lois et instructions, projets et rapports, 1925-1946.

Art 47 : Commission économique pour l'Europe (divers comités) : Dossiers de séances et rapports, 1947-1949.

Art 48 : Commission de contrôle interalliée de Berlin ; documents et procès-verbaux de séances, 1945-1949.

³⁹⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-amenagement-hydrauliques>

Art 49 : Commission centrale pour la navigation du Rhin : Protocoles des séances, rapports dans l'ordre des sessions, 1921-1938

Métrage linéaire : 16 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19770605³⁹¹

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières

Service : Technique de l'énergie électrique et des grands barrages

Sommaire

Art 1-5 : Usine marémotrice de la Rance (Ille-et-Vilaine), énergie des marées, comparaison du prix du Kw thermique avec les autres pays européens, 1932-1954

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁹¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Usine-maremotrice-de-la>

Versement 19910812³⁹²

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Concession de chutes hydrauliques.

Art 1-12 : Dossiers de concessions de chutes (classement par chute), 1975-1986.

Art 13-20 : Dossiers de concessions classes sans suite (classement par date de clôture de l'affaire), 1978-1987.

Métrage linéaire : 6 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20000502³⁹³

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-30 : Barrages hydroélectriques : Mise en eau, contrôle des installations (classement par ordre alphabétique), 1961-1998.

Ces dossiers, classés par ordre alphabétique de barrages, concernent les derniers aménagements préalables à la mise en eau (études et travaux complémentaires) ainsi que le suivi du contrôle des installations, entre 1961 et 1997.

Métrage linéaire : 10 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

392 *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-concession-de-chutes-4528>

393 *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Barrages>

Versement 19990335

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Travaux du comité technique permanent des barrages

Art 1-89 : Dossiers préliminaires d'exécution de **barrages (classement chronologique), 1967-1995**

Métrage linéaire: 29 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940658³⁹⁴

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-38 : Dossiers du comité technique permanent des barrages. Avant-projets, rapports préliminaires, documents techniques, rapports finaux, comptes rendus de visite, 1967-1988

Métrage linéaire : 12 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20000503³⁹⁵

³⁹⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Comite-technique-de-l-4541>

³⁹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-concession-de-chutes-d-4530>

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-24 : Concessions de chutes d'eau pour la construction de **centrales** hydroélectriques : Demande de concession, enquête d'utilité publique (classement par ordre alphabétique), 1912-1996.

Métrage linéaire: 8 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives nationales

Versement 20000501³⁹⁶

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-60 : Construction de barrages hydroélectriques : Projet, exécution, plans (classement par ordre alphabétique), 1919-1997.

Métrage linéaire : 20 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20000500³⁹⁷

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

³⁹⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Barrages-4543>

³⁹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Exploitation-du-domaine>

Sommaire

Exploitation du domaine fluvial et Production d'électricité, 1899-2000.

Art 1-4 : Généralités, législation, 1982-1999.

Art 5-41 : Concessions d'exploitation de barrages hydroélectriques, 1939-2000.

Art 42-43. Aménagement de bassins et de rivières, 1899-1995.

Art 44-45 : Construction de lignes électriques, 1951-1995.

Métrage linéaire : 15 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19830711³⁹⁸

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-20 : Concessions de chutes hydroélectriques et affaires classées sans suite :
Dossiers de concessions, décrets et avenants, 1981-1983.

Art 21 : Pièces diverses venant compléter des versements précédents (chutes d'eau),
1981-1985

Métrage linéaire : 7 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19780279³⁹⁹

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

³⁹⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-chutes-hydroelectriques>

³⁹⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Concessions-de-chutes>

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-4 : Concessions de chutes hydroélectriques, 1950-1978.

Métrage linéaire : 1 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940108⁴⁰⁰

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Dossiers de concession de chutes hydro-électriques.

Art 1 : Site du gros moulin (Vosges) et de Baralet-Borce (Pyrénées-Atlantiques), 1929-1971

Art 2 : Site du Bourgnassou (Lot), 1977-1986
1929-1986

Métrage linéaire : 0,6 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19770614⁴⁰¹

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

400 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Concessions-de-chutes-4599>

401 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-chutes-d-eau-1920-1973>

Sommaire

Art 1-6 : Procès-verbaux et avis du Comité consultatif des forces hydrauliques, commissions diverses, législation, 1920-1933.

Art 6-438. Aménagement de chutes d'eau :

Construction de barrages sur la Durance, la Dordogne, le Rhin, le Rhône et autres cours d'eau, expropriations, concessions, acquisitions immobilières (classement par cours d'eau et par département), 1951-1973

Métrage linéaire : 146 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19820752⁴⁰²

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-9 : Concessions de chutes hydroélectriques, 1981-1982.

Art 10-19. Affaires classées sans suite, 1981-1982.

Art 20 : Substitutions de concessionnaires, 1979-1982.

Art 21-26 : Concessions de chutes de la Compagnie nationale du Rhône, 1978-1982.

Art 27 : Dossiers divers concernant l'aménagement hydroélectrique de chutes d'eau :
Sans date

Métrage linéaire : 9 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19810205 ⁴⁰³

Ministère : Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon

Sommaire

Art 1-29 : Concessions de chutes d'eau, 1975-1981.

Art 30-34. Affaires diverses relatives à des projets d'aménagement et d'attribution de chutes d'eau et de barrages et à la Compagnie nationale du Rhône : ? -1981.

Art 35-47. Affaires classées sans suite (classement par lieu), 1976-1981.

Art 48-53. Affaires générales :

Contrats d'échange d'énergie et coopération technique dans le domaine électrique avec l'étranger ;

commission centrale de contrôle des opérations immobilières ;

expropriations ; crues et inondations ; Défense Nationale

Sans date

402 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-chutes-d-eau-1978-1982>

403 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-chutes-d-eau-1975-1981>

Métrage linéaire : 17 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Ministère de la transition écologique

Cotes

20170221/1-20170221/120⁴⁰⁴

Date

1973-2009

Nom du producteur

Service technique de l'énergie électrique, des grands barrages et de l'hydraulique.

Importance matérielle et support

26,97 ml (87 dimabs)

Localisation physique

Archives nationales

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. L213-1 à 3.

Composition du versement

Séances du Comité technique permanent des **barrages et ouvrages hydrauliques**

(CTPBOH)

20170221/1

2001-2005

Suivi des affaires

20170221/2 -20170221/74

1976-2009

Création, aménagement, amélioration et révision des barrages

20170221/75-20170221/120

1973-2007

Plans particuliers d'intervention (PPI), dispositifs techniques de détection et de surveillance et onde de submersion

⁴⁰⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Comite-technique-permanent-des-barrages-et>

4.2.1.7 Energies renouvelables

Versement 19980128⁴⁰⁵

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Énergies renouvelables et utilisation rationnelle de l'énergie

Sommaire

Art 1 : textes et généralités. 1968-1987.

Art 2-4 : comité technique de géothermie : mise en place et comptes-rendus de séances. 1982-1987.

Art 5 : forages de recherches géothermique. 1982-1986.

Art 5 (suite)-8 : rapports sur la géothermie en France, dans les départements d'outre-mer et dans le monde. 1973-1989.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19890572⁴⁰⁶

Ministère : Industrie

Direction générale : Energie et matières premières

Service : Energies renouvelables et utilisation rationnelle de l'énergie

Sommaire

Art 1-6 : procès-verbal de réunion du comité consultatif d'utilisation de l'énergie, 1948-1978

Art 7 : annexes des procès-verbaux, réglementation, rapports, études, bilans d'activité, avis du comité, 1948-1975.

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 7

⁴⁰⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-geothermie-1968-1989>

⁴⁰⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-comite-consultatif-d-utilisation-de-l-energie>

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910399⁴⁰⁷

Ministère: Industrie

Direction générale de l'industrie

Sommaire

Applications industrielles de l'exploitation de l'énergie solaire.⁴⁰⁸

Art 1-5 : Généralités sur les énergies nouvelles ; aides à l'innovation (centrales solaires, pompes solaires, etc.), 1972 - 1980.

Art 6-14. Aides du commissariat à l'énergie solaire, 1978 - 1982.

Art 15-16 : Concours 3000 chauffe-eau solaires : Dossiers de projets, 1976 - 1981.

Art 17 : Divers : Biomasse, capteurs solaires, chauffage éolien, turbines solaires, habitat solaire : Projets d'innovations, 1976 - 1982

Métrage linéaire: 5 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives nationales

407 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Applications>

408 Voir aussi Fonds d'archives du Commissariat à l'énergie solaire
<https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Commissariat-a-l-energie-solaire-COMES-1978-1982>

Versement 19940715⁴⁰⁹

Ministère : Logement

Direction : Habitat et construction

Sous-Direction : Economie et technique de la construction

Sommaire

Art 1-6 : rapports d'études et de recherche, 1973-1982

Art 7-78 : concours, opérations expérimentales :

5000 maisons solaires : dossiers de présentation, fiche d'appréciation technique économique et architecturale (classement par numérotation de projet)

habitat original par la thermique : concours HOT, consultation H2E85

habitat économe en énergie : dossiers REX "Hyperisolé" (Commission des réalisations expérimentales du Plan Construction) : note de présentation décrivant la solution expérimentale envisagée et indiquant le montant des aides sollicitées par le maître d'ouvrage, bilan financier avec évaluation des surcoûts de construction, documents techniques et graphiques, rapport de suivi des opérations, correspondance

1980-1985

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 78

Métrage linéaire : 11 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19850658⁴¹⁰

Ministère : Urbanisme et logement

Direction : Construction

Sous-Direction : Economie du bâtiment

Sommaire

Art 1-120 (C 8385-C 8504) : concours 5000 maisons solaires. dossiers techniques de 316 projets sélectionnés

1981

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 120

409 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-concours-operations-experimentales-concernant-l>

410 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-concours-5000-maisons-solaires-1981>

Métrage linéaire : 12.00 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

4.2.2 Alsace

Versement 481W⁴¹¹

Direction départementale de l'équipement du Haut-Rhin

Sommaire

Art 1-5 : contrôle des distributions d'énergie électrique

. Restrictions de consommation

Sécurité, affaires générales et diverses, personnel et questions sociales, exploitation

. Tarifs, équipement et travaux

. Financement des travaux

. Personnel des distributions non nationalisées

1933-1964

Communicabilité : libre

Métrage linéaire : 0.50

Lieu de conservation : Archives départementales du Haut-Rhin

Versement 740W⁴¹²

Direction départementale de l'équipement du Haut-Rhin

Sommaire

Art 1-11 : contrôle des distributions d'énergie électrique

. Statistiques, frais de contrôle, contribution annuelle, électrification rurale, concours financier

1968-1973

Communicabilité : voir code du patrimoine

Métrage linéaire : 1.10 ml

⁴¹¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-d-archives-verse-aux-Archives-departementale>

⁴¹² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-du-Haut-Rhin-controle-des-distributions-d>

Lieu de conservation : Archives départementales du Haut-Rhin

Versement 2439W⁴¹³

Direction départementale de l'équipement du Haut-Rhin

Sommaire

Environnement – énergie

Art 1-3 : Dossiers de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées

Electricité de France - Aménagement du Rhin entre Bâle et Strasbourg, chutes hydroélectriques sur le Grand canal d'Alsace (Vogelgrun, Ottmarsheim, Fessenheim et Marckolsheim) : demandes de concessions, réglementation, rapports, correspondance, plans, procès-verbal de récolement, 1950-1973

Communicabilité : libre

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Haut-Rhin

⁴¹³ Répertoire détaillé [Répertoire d'archives détaillé : DDE du Haut-Rhin : chutes hydroélectriques .. 1950-1973 \(histoire-environnement.org\)](http://histoire-environnement.org)

Versement 2383W⁴¹⁴

Direction régionale de l'environnement d'Alsace

Service de l'Eau et des Milieux Aquatiques

Sommaire

Art 1-5 : relevés climato hydrologiques (1962-1995)

Art 6-8 : surveillance des Pipelines (1964-1992)

Art 9-12 : concessions de transport de gaz (1976-1990)

Art 13-14 : schéma régional de développement de l'hydraulique agricole (1980-1980)

Art 15-19 : Infrastructures : réseaux ferrés (1976-1997)

Art 20-32 : *Installations classées* (1973-2000)

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 32

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Haut-Rhin

⁴¹⁴ Répertoire détaillé [https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-
Alsace-pipelines-hydraulique-installations](https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Alsace-pipelines-hydraulique-installations)

Direction régionale de l'environnement d'Alsace

Service de l'Eau et des Milieux Aquatiques

Sommaire

Art 1-81 : pollution par la salure de la nappe phréatique (1926-2001)

Art 82-87 : pollution des eaux (Thur, Ill, Moder) (1947-1987)

Art 88-96 : **centrale nucléaire** de Fessenheim (1976-1996)

Art 97-128 : **chutes et barrages** (Strasbourg, Iffezheim, Gambsheim, Fessenheim, Ottmarsheim, Lauterbourg-Neuburgweier, Oelenberg, Kehl-Strasbourg, Vogelgrun, Rhinau-Sundhouse, Marckolsheim, Gerstheim, Kembs, Lac Blanc, Lac Noir, Kruth-Wildenstein (1919-2000)

Art 129-146 : Commission Internationale d'étude des crues du Rhin (1968-1983)

Art 147-154 : Commission internationale pour la protection du Rhin contre la pollution (1953-1982)

Art 155-177 : aménagement des rivières (1974-1992)

Art 168-168 : contrats de rivières (Thur, Arne, Moder, Zinsel du Nord) (1981-1999)

Art 180-189 : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux- Bassin Rhin-Meuse (1992-2001)

Art 190-194 : Schéma d'Aménagement, de Gestion et d'Entretien Écologique des Cours d'Eau (Seltzbach, Isch, Zorn, Landgraben, Ehn-Andlau-Scheer) (1993-2000)

Art 195-237 : aménagement du Rhin - Coopération Franco-Allemande (1947-2001)

Art 238-273 : comité Technique de l'Eau (1962-1999)

Art 273-283 : organisation et fonctionnement du SRAE. (Service Régional de l'Aménagement des Eaux) puis SEMA (Service de l'Eau et des Milieux Aquatiques) (1951-1999)

Art 284-294 : personnel (1968-1997)

Art 295-298 : comptabilité (1977-1996)

Art 299-332 : Commission interministérielle d'étude de la nappe phréatique de la plaine d'Alsace (1954-1994)

Art 332-340 : liaison Mer du Nord - Méditerranée (1976-1997)

Art 341-350 : Pipeline Sud Européen (1973-1990)

Art 351-357 : carrières et gravières (1968-2001)

Art 368-373 : laboratoire du SRAE à Mulhouse, camionnettes-laboratoires, laboratoire de la ville de Mulhouse (1947-1986)

Art 374-433 : analyse de la Qualité de l'eau superficielles : Inventaire National de la Pollution et Réseau National de Bassin (1965-1998)

⁴¹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Alsace-pollution-par-la-salure-de-la-nappe>

Art 434-435 : qualité de l'eau des rivières : études menées par la SRAE (1975-1992)

Conditions d'accès : le délai de Conditions d'accès de 50 ans s'applique aux dossiers relatifs au personnel ; un délai de 100 ans est appliqué aux Art 88 à 96 ; les autres articles sont librement communicables.

Nombre d'articles : 435

Métrage linéaire : 53 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Haut-Rhin

4.2.3 Aquitaine

Versements 1 W; 11 W; 15 W, 1073 W⁴¹⁶

Préfecture de la Dordogne

Sommaire

1 W 1080: Gaz de Lacq, 1956-1973

1 W 2221: Gaz de Lacq, artère principale Captieux-Angoulême : demandes de concessions des antennes de Bergerac et Périgueux. 1957-1973

1 W 2986 à 2994: Canalisation de gaz de Lacq traversant le département. - Construction et concessions : artère de Bergerac (1961), artère Capioux-Angoulême (1957-1973). Transport de gaz : réglementation (1949).

1 W 3737: Usines à gaz. Répartition, distribution : coke de gaz. Etats mensuels de répartition du contingent départemental (usines à gaz de Bergerac, Périgueux, Sarlat, Thiviers). Etats des livraisons par les usines à gaz et l'EDF.

1941-1949

Mines et carrières

1 W 3732:: Collectivités ; établissements rattachés à la 4ème collectivité (usines à gaz) : consommation mensuelle de charbons, listes des établissements industriels rattachés à la 5ème collectivité bis (mines), à la 6ème collectivité (grosse industrie) à la 7ème collectivité (petite industrie), au groupement des industriels de l'armement.

1938-1940

11 W 152: Mines. Registre (1947 ?), rapports (1942, 1944). Déclarations de découverte (1941-1945). Mines de lignite et de schiste bitumineux d'Allas-les-Mines et Cladech (1940-1947). Mines de lignite de Veyrines, de Castelnaud-Fayrac et de Simeyrois (1941-1945). Mine de mispickels et métaux connexes du Teindeix à Jumilhac-le-Grand : renonciation à la concession (1946-1947). Charbonnage de la Serre à Simeyrois (1944-1946). Mine de Siorac : fourniture d'un moteur électrique (1945). Personnel employé dans les mines : listes, réquisitions, licenciements, salaires, accidents (1942-1947). Service des Mines : personnel (1941-1942). Tourbières. Réquisitions, autorisations (1942-1946).

⁴¹⁶ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-Prefecture-de-la-Dordogne-gaz-de-Lacq-mines-et>

1941-1947

11 W 153: Mines. Caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs : circulaires (1940-1944). Vallée des Beunes, assainissement. Main d'œuvre musulmane, espagnole et indochinoise : culture du chanvre (photographies, 1941-1945). Vallée de la Seyze, assainissement : association syndicale de Lamonzie-Montastruc et Queyssac (1954-1955). Rivières d'Isle, Dordogne et Vézère : adjudication des produits des talus et francs bords (1939-1947, 1953).

1940-1955

15 W 36 à 40: Mines, carrières et usines à gaz. Accidents du travail : déclarations, certificats médicaux.

1947-1964

Mission environnement et inspection régionale des sites

1073 W 6, 16, 20 à 32: mines et carrières, 1973-1982

Métrage linéaire: 3,50

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Dordogne

Versement 3257 W⁴¹⁷

Centre départemental de la météorologie

Sommaire

Relevés météorologiques effectués par les personnes de la marine nationale en service au sémaphore du Cap Ferret

1951-1989

Métrage linéaire: 7,6

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Gironde

⁴¹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Centre-departemental-de-la-meteorologie-relevés>

Série 8 S⁴¹⁸

Mines et énergie des Landes

Sommaire

8 S 1 à 104: mines, carrières, énergie
1762-1940

Métrage linéaire: 10

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales des Landes

4.2.4 Auvergne

Versement 2040 W⁴¹⁹

Bassin minier de Champagnac-les-Mines

Sommaire

2040 W 1-10 - Houillères du Bassin du Centre-Midi : Bassin minier de Champagnac-les-Mines - 1912-2001

Métrage linéaire: 1,20

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Cantal

Versement 1540 W⁴²⁰

Direction départementale de l'équipement de la Haute-Loire

418 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mines-et-energie-des-Landes-1762-1940>

419 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Bassin-minier-de-Champagnac-les-Mines-1912-2001>

420 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Haute-Loire-projet-de-barrage-a-Serre-de>

Histoire

Le projet de barrage du Serre de la Fare (sur la Loire) a été abandonné le 31 juillet 1991. Il était contesté par des associations environnementales avec d'autres projets hydroélectriques du bassin versant de la Loire, comme le barrage du Veudre, le barrage de Naussac 2 ou le barrage de Chambonchard.

Sommaire

Art 1-188 : projet de barrage à Serre de Lafarre
1956-1993

Métrage linéaire : 63

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Haute-Loire

4.2.5 Basse-Normandie

Versement 2957 W⁴²¹

Autorité de sûreté nucléaire du Calvados

Sommaire

Art 1-68: Inspections des laboratoires, usines, déchets, démantèlements. Incidents installations nucléaires de base, 1983-2006

Métrage linéaire: 6

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Calvados

Versement 3233 W⁴²²

Autorité de sûreté nucléaire du Calvados

⁴²¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Autorite-de-surete-nucleaire-Calvados-1983-2006>

⁴²² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Autorite-de-surete-nucleaire-Calvados-1973-2008>

Sommaire

Art 1-244: Compte-rendu d'inspection, d'incident et suivi des centrales nucléaires de Normandie. Suivi des travaux du démantèlement de la centrale de Brennilis en Bretagne, 1973-2008

Métrage linéaire: 2

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Calvados

Versement 3009 W⁴²³

Autorité de sûreté nucléaire du Calvados

Sommaire

Art 1-86: Laboratoires, usines, déchets, démantèlements. Réacteurs EDF en activité, 1997-2001

Métrage linéaire: 8

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Calvados

Versement 2820 W⁴²⁴

Autorité de sûreté nucléaire du Calvados

Sommaire

Art 1-40: inspections, incidents, 1992-1997

Métrage linéaire: 5

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Calvados

⁴²³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Autorite-de-surete-nucleaire-Calvados-1997-2001>

⁴²⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Autorite-de-surete-nucleaire-Calvados-1992-1997>

Versement 3009 W

Autorité de sûreté nucléaire du Calvados

Sommaire

Art 1-86 : FLUDD (laboratoires, usines, déchets, démantèlements), REP (réacteurs EDF en activité). Constructions, mises en services, inspections, incidents, autorisation, dérogations, arrêts de tranches, 1976-2001

1976-2001

Métrage linéaire: 9 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Calvados

Versement 1768 W⁴²⁵

Direction départementale de l'équipement de la Manche

Sommaire

1768 W 1-3. Commission départementale des carrières (1973-2000)

Métrage linéaire: 0,3

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Manche

⁴²⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Manche-Commission-departementale-des>

4.2.6 Bourgogne

Versement 2025 W⁴²⁶

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne

Sommaire

Art 1-28: Mines : concessions, permis de recherche, permis d'exploiter, 1942-2010

Métrage linéaire: 2,73

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Côte-d'Or

Versement 1219 W⁴²⁷

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne

Sommaire

Art 1-19: aérodromes, micro-centrales hydroélectriques, hydrocarbures, 1973-1988

Métrage linéaire: 0,80

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Côte-d'Or

⁴²⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Bourgogne-Mines-concessions-permis-de>

⁴²⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Bourgogne-aerodromes-micro-centrales>

Série 8 S⁴²⁸

Mines et énergie de la Côte-d'Or

Sommaire

XIV S a 1-50 ; XV S a 1-32 mines, carrières, énergie
1800-1934

Métrage linéaire: 9

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Côte-d'Or

Versement 2412 W⁴²⁹

Direction départementale des territoires de la Nièvre

Service Loire sécurité risques

Sommaire

Belleville-sur-Loire :

1-11 Etudes de la Loire

12-14 Domaine public fluvial

15-24 Centrale nucléaire de Belleville

25-34 Prises d'eau et rejets

35-37 Plan particulier d'intervention

38-50 Passe à bateau et échelles à poissons

1974-2006

Métrage linéaire: 4,08

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Nièvre

⁴²⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mines-et-energie-de-la-Cote-d-Or-1800-1934>

⁴²⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDT-Nievre-Belleville-sur-Loire-Loire-centrale>

4.2.7 Bretagne

Centre d'information sur l'énergie et l'environnement (Rennes), 1973-2011

Cote :

2449 W 1 - 103⁴³⁰

Contenu :

Le Versement contient des éléments sur le fonctionnement de la structure et sur ses activités : protection de l'environnement, sensibilisation à la Pollution de l'air, gestion des déchets, promotion des énergies renouvelables.

Rapports d'activité, dossiers de subventions, éléments de communication, outils pédagogiques, documents de présentation des actions menées (expositions, conférences, semaines de sensibilisation thématiques), et surtout les nombreuses affiches illustrant ces actions, témoignent de ce que l'association CIELE a été un acteur de l'éducation à l'environnement en Bretagne. Ces actions ont été menées dans les écoles et collèges, principalement en Ille-et-Vilaine, mais également dans les autres départements bretons. CIELE a aussi été un lieu de ressources ouvert au grand public grâce à son centre de documentation ; a mis ses compétences au service des collectivités en les accompagnant dans leurs études sur la maîtrise de l'énergie ou sur la gestion des déchets, dans des opérations de promotion ou encore dans la participation à des Commissions de suivi et de surveillance d'installations de traitements de déchets. Des formations ont été proposées aussi bien aux élus, enseignants, collectivités locales que secteur associatif. Les conventions conservées - avec les Conseil régional, Conseil général, Ville de Rennes, DIREN-DREAL- font état des nombreux projets rendus possibles. CIELE a notamment été liée par convention à l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) de 2001 à 2010.

Publication :

Archives départementales de l'Ille-et-Vilaine

20/09/2021

Informations sur le producteur :

Centre d'information sur l'énergie et l'environnement (Rennes)

Informations sur l'acquisition :

Historique de conservation :

Association loi 1901 issue du mouvement écologiste national « Les Amis de la terre », CIELE (Centre d'information sur l'Énergie et l'Environnement) a été créée à Rennes en 1986. Son objectif principal était de mettre à disposition des particuliers des informations sur les questions environnementales et sur les questions d'énergie.

Elle a compté jusqu'à 7 salariés et ses locaux étaient situés : 96, canal Saint-Martin à Rennes. Elle a cessé ses activités et a été dissoute en mars 2011.

CIELE a fourni les archives de ses prédécesseurs. L'ensemble a été versé aux Archives départementales de l'Ille-et-Vilaine le 30 mars 2011. CIELE ayant exercé des missions de service public, une partie des archives a suivi le sort des archives publiques et a été classée dans le Versement 2449W. La partie relevant des archives privées a été cotée en 274J. Y apparaissent quatre producteurs : les archives privées d'Yves Cochet et les

430 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Centre-d-information-sur-l-energie-et-l-environnement-Rennes-1973-2011>

archives de trois associations : Les Amis de la terre de Rennes, l'association rennaise pour la boutique des sciences et CIELE.

Les 2 ensembles contiennent une belle collection d'affiches répartie en fonction de l'origine des fonds. Il n'a pas toujours été possible de déterminer les producteurs pour les affiches antérieures à la création de CIELE.

Description :

Critères de sélection :

Conservation intégrale sauf documents en double.

Conditions d'accès :

Librement communicable à l'exception de 2 articles (2449 W 8 et 88) soumis à un délai de 50 ans (vie privée) en référence au code du patrimoine.

Langues :

Français

Description physique :

Importance matérielle :

8,40 ml

Organisme responsable de l'accès intellectuel :

Archives départementales de l'Ille-et-Vilaine

Versement 1262 W⁴³¹

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bretagne

Sommaire

1262 W 1 - 25: Activités du service des mines: explosifs, usine marée motrice de la Rance, centrale nucléaire de Brénilis

1962-1977

Métrage linéaire: 2,5

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

Versement 2230 W⁴³²

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bretagne

Sommaire

2230 W 1 - 64: Etudes et publications relatives au sous-sol dont les études réalisées par le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières) en appui technique à la DRIRE (1962-2001).

Relations DRIRE - BRGM (1994-1996)

Métrage linéaire: 6,80

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

431 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Bretagne-Activites-du-service-des-mines>

432 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Bretagne-Etudes-et-publications-relatives>

Versement 2734 W⁴³³

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bretagne

Sommaire

Canalisations ; énergie ; amiante ; service prioritaire électrique ; **éolien** ; bois 1991-2005
(en cours de classement)

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

Versement 2158 W⁴³⁴

Direction départementale de l'équipement du Morbihan

Sommaire

2158 W 1-16 : Permis de construire éolien, 2002-2005

Métrage linéaire : 1,60 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

433 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Bretagne-Canalisations-energie-amiante>

434 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Morbihan-Permis-de-construire-eolien-2002>

4.2.8 Centre

Versement 8S⁴³⁵

Travaux publics du Cher

Sommaire

Art. 1-243: Mines et énergie, 1807-1952

Métrage linéaire: 34

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Cher

Versement 1248 W⁴³⁶

Conseil départemental d'Indre-et-Loire

Sommaire

Art 1-37: travaux de construction des tranches II et III de la centrale nucléaire de Chinon, 1973-1986

Métrage linéaire: 3,73

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Indre-et-Loire

⁴³⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Travaux-publics-du-Cher-Mines-et-energie-1807>

⁴³⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-departemental-d-Indre-et-Loire-Centrale>

Série 8 S⁴³⁷

Mines et énergie du Loiret

Sommaire

8 S 124165 - 124176: mines, carrières, énergie
1853-1941

Métrage linéaire 0,20

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Loiret

4.2.9 Champagne-Ardenne

Versement 1108W⁴³⁸

Préfecture des Ardennes

Sommaire

Mission préfectorale de coordination de la centrale nucléaire de Chooz, 1977-1982
1977-1982

Métrage linéaire: 1

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales des Ardennes

⁴³⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mines-et-energie-du-Loiret-1853-1941>

⁴³⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-des-Ardennes-centrale-nucleaired-de>

Versement 1194 W⁴³⁹

Conseil général de l'Aube

Sommaire

Art. 1 à 34: Politique départementale en matière de production énergétique et d'aménagement du territoire, déchets, barrages, gaz et électricité.

1968-1988

Métrage linéaire: 1,5

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aube

Versement 1195 W⁴⁴⁰

Conseil général de l'Aube

Sommaire

Art. 1 à 21: Politique départementale en matière de production énergétique et d'aménagement du territoire et d'urbanisme, centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, déchets radioactifs.

1957-1993

Métrage linéaire: 2

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aube

Versement 1277 W⁴⁴¹

439 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-general-de-l-Aube-production-energetique>

440 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-general-de-l-Aube-production-energetique-3891>

441 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-general-de-l-Aube-centrale-nucleaire-de>

Conseil général de l'Aube

Sommaire

Art. 1 à 30: Politique économique du Département : subventions d'associations, de manifestations (1980, 2001), suivi de l'après-chantier de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine (1980, 1996)

1980, 2001

Métrage linéaire: 1

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aube

Versement 1130 W⁴⁴²

Commission locale d'information de Soulainne

Sommaire

centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, : étude de la radioactivité atmosphérique
1989-1994

Métrage linéaire: 0,40

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aube

⁴⁴² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Commission-locale-d-information-de-Soulaines>

Versement 1239 W⁴⁴³

Préfecture de l'Aube

Sommaire

Suivi réglementaire de l'exploitation des carrières dans l'Aube
1977-1995

Métrage linéaire: 1,7

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aube

Versement 1241 W⁴⁴⁴

Préfecture de l'Aube

Sommaire

Suivi réglementaire de l'exploitation des carrières dans l'Aube
1973-1997

Métrage linéaire: 1,8

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aube

443 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-l-Aube-exploitation-des-carrieres>

444 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-l-Aube-exploitation-des-carrieres-3896>

Versement 1517 W⁴⁴⁵

Préfecture de l'Aube

Sommaire

Dossiers d'exploitation des carrières
1968-2004

Métrage linéaire: 4,1

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aube

Versement 1524 W⁴⁴⁶

Préfecture de l'Aube

Sommaire

Dossiers des mines d'hydrocarbures
1955-2000

Métrage linéaire: 3,95

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aube

445 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-l-Aube-exploitation-des-carrieres-3897>

446 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-l-Aube-mines-d-hydrocarbures-1955>

Versement 1532 W⁴⁴⁷

Préfecture de l'Aube

Sommaire

Dossiers d'exploitation des carrières
1973-1999

Métrage linéaire: 3,55

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aube

Série 8 S Sup⁴⁴⁸

Mines et énergie de la Haute-Marne

Sommaire

8 S Sup 1-68 mines, carrières, énergie
1821-1930

Métrage linéaire: 11

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Haute-Marne

447 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-l-Aube-exploitation-des-carrieres-3899>

448 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mines-et-energie-de-la-Haute-Marne-1821-1930>

4.2.10 Franche-Comté

Versement 2186W⁴⁴⁹

Préfecture du Doubs

Direction du développement durable

Mission environnement

Sommaire

Protection et utilisation de l'eau.

2186W1-18: Surveillance des eaux et des pollutions, 1963-1997

2186W19-80: Dossiers de travaux et d'équipements, 1968-2007

2186W80-82: Installations hydroélectriques, 1973-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 82

Métrage linéaire : 7 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Versement 2209 W⁴⁵⁰

Direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté

antenne du Jura.

Sommaire

Art 1-138: Recherche et exploitation des hydrocarbures, mines et tourbières, eaux potables, thermales et minérales du Jura

1832-1999

Métrage linéaire: 14

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Jura

449 Répertoire détaillé <http://recherche-archives.doubs.fr/ark:/27393/a011395738092U39Hhq>

450 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Franche-Comte-Recherche-et-exploitation>

Versement 2523W⁴⁵¹

Conseil général du Jura

Sommaire

2523W 1-75 : projets structurants en faveur de l'environnement, des rivières, des déchets et des **énergies renouvelables**, 1991-2005

Métrage linéaire : 6 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Jura

Versement 2217 W⁴⁵²

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Franche-Comté - antenne du Jura.

Sommaire

Art 1-39 : Contrôle des carrières du Jura, géologie, aciéries et dépôts d'hydrocarbures. 1943-1997

Métrage linéaire : 4

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Jura

Série 8 S⁴⁵³

Mines et énergie du Territoire de Belfort

451 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-general-du-Jura-projets-structurants-en>

452 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Franche-Comte-Controle-des-carrieres-du>

453 Répertoire détaillé <http://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mines-et-energie-du-Territoire-de-Belfort-1803>

Sommaire

8 S 1-201 : Mines, carrières, énergie

1803-1940

Métrage linéaire 2,40

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Territoire de Belfort

4.2.11 Ile-de-France

Cotes DS7⁴⁵⁴

Préfecture de la Seine

Service Ponts et chaussées

Sommaire

Cette série contient des documents généraux relatifs aux mines et carrières, mais aussi des documents concernant la cartographie de celles-ci, les carrières se trouvant dans Paris et celles se trouvant dans les communes annexées (pierre à bâtir, pierre à plâtre, glaise et sable).

1809-1918

Métrage linéaire: 0,4

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Paris

⁴⁵⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-la-Seine-mines-et-carrieres-1809>

Versement 1764W⁴⁵⁵

Direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France

Sommaire

Rapports d'audit technique et financier sur les opérations de géothermie en Ile-de-France

Art 1 : Départements de Seine-et-Marne, de l'Essonne et des Hauts-de-Seine. 1987-1988

Art 2 à 4 : Département de Seine-Saint-Denis 1987-1988

Art 5 à 6 : Département du Val-de-Marne 1987-1988

Art 6 : Département du Val-d'Oise 1987-1988

Communicabilité : 25 ans

Métrage linéaire : 0.4 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de Paris

Série 7 S⁴⁵⁶

Préfecture de la Seine-et-Marne

Sommaire

Mines et carrières

7 S 1-8/3 : lois, décrets, ordonnances, arrêtés, règlements, instructions, circulaires et correspondance générale

7 S 9 : personnel

7 S 10 : accidents et secours

7 S 11 : productions minérales et usines minéralogiques du département

7 S 12 : carrières

7 S 13-43 : extraction des matières minérales et répression des délits et contraventions
1811-1914

Métrage linéaire 10

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

⁴⁵⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRE-Ile-de-France-audit-sur-les-operations-de>

⁴⁵⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-Seine-et-Marne-mines-et-carrieres>

Lieu de conservation : Archives départementales de la Seine-et-Marne

4.2.12 Languedoc-Roussillon

Versement 8 S⁴⁵⁷

Sommaire

Mines et énergie, 1791-1946

Métrage linéaire : 27

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Versement 1754 W⁴⁵⁸

Direction départementale des territoires et de la mer du Gard

Service grands ouvrages hydrauliques

Sommaire

Art 1-1512 : Barrages, hydrologie, (1935-2000)

Métrage linéaire : 150

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Cotes : 8 S 1-347⁴⁵⁹

Préfecture de l'Hérault, bureau des Ponts et Chaussées

Sommaire

⁴⁵⁷Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-prefecture-du-Gard-mines-et-energie-1791-1946>

⁴⁵⁸Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-du-Gard-Service-grands-ouvrages>

⁴⁵⁹Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Herault-mines-et-energie-1800-1940>

Art 1-347: mines, carrières, pétrole, énergie électrique: études, permis de recherche (1800-1940)

Métrage linéaire: 28,80

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

4.2.13 Limousin

Série 8 S, versements 302 W, 513 W, 547 W, 1328 W, 1376 W, 1484 W⁴⁶⁰

Préfecture de la Corrèze

Direction régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement du Limousin

Sommaire

Exploitation des ressources naturelles, mines et carrières..
1925-1993

Métrage linéaire: 2

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Corrèze

460 Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-Prefecture-de-la-Correze-DRIRE-Limousin>

Série 8 S⁴⁶¹

Mines et énergie de la Corrèze

Sommaire

8 S 1-99 mines, carrières, énergie
an IV-1940

Métrage linéaire: 10

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Corrèze

Sous-série 8 S⁴⁶²

Préfecture de la Creuse

Sommaire

Mines et énergie de la Creuse

8S 1-42 ; 8S 44-273 ; 8S 273-1306: Energie électrique, 1886-1956

8S 1307-1462 ; 8S 43 ; 8S 273: Mines, carrières et tourbières, 1800-1957

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 49 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Creuse

461 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mines-et-energie-de-la-Correze-an-IV-1940>

462 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-la-Creuse-mines-et-energie-de-la>

Versement 1733W⁴⁶³

Préfecture de la Creuse

Sommaire

permis exclusifs de recherche minière, 1941-1973

Métrage linéaire: 1,7

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Creuse

Versement 1180W⁴⁶⁴

Direction départementale des territoires de la Creuse

Sommaire

titres miniers, barrages hydroélectriques, 1956-200

Métrage linéaire: 6

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Creuse

⁴⁶³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-la-Creuse-permis-exclusifs-de>

⁴⁶⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDT-Creuse-titres-miniers-barrages>

Versement 1733W⁴⁶⁵

Préfecture de la Creuse

Sommaire

permis exclusifs de recherche minière, 1941-1973

Métrage linéaire: 1,7

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Creuse

Versement 1180W

Direction départementale des territoires de la Creuse

Sommaire

titres miniers, barrages hydroélectriques, 1956-200

Métrage linéaire: 6

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Creuse

⁴⁶⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-la-Creuse-permis-exclusifs-de>

Série 6 S⁴⁶⁶

Préfecture de la Haute-Vienne

Sommaire

Fonctionnement des services météorologiques
1862-1949

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 0,2 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Haute-Vienne

Versement 2185 W⁴⁶⁷

Météo-France Haute-Vienne

Sommaire

Fonctionnement, 1895-1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 27 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Haute-Vienne

466 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-prefecture-de-la-Haute-Vienne-services>

467 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Meteo-France-Haute-Vienne-Fonctionnement-1895>

Versement 1680 W⁴⁶⁸

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Limousin

Sommaire

Mines et carrières, 1922-1985

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 1,7 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Haute-Vienne

Versement 2353 W⁴⁶⁹

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Limousin

Sommaire

Mines et carrières, 1937-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 32 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Haute-Vienne

468 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Limousin-mines-et-carrieres-1922-1985>

469 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Limousin-mines-et-carrieres-1937-2006>

Série 1 J; 5 M, 8 S versements 680 W, 893 W, 991 W , 1680 W⁴⁷⁰

Mines de la Haute-Vienne; Ponts-et-Chaussées de la Haute-Vienne; Préfecture de la Haute-Vienne; Direction régionale de l'environnement du Limousin, Archives départementales de la Haute-Vienne

Sommaire

Service des Mines

8 S 350 : minutes de lettres expédiées (1822-1832) ; circulaires et correspondances reçues concernant (...) exploitation et surveillance des mines, découvertes minières, tourbières, forges (...)

1822-1928

8 S 354 : Etudes sur les explorations de terrains (...)

1807-1924

8 S 355 : Rapports du Laboratoire de chimie minérale de Limoges

sd

8 S 356-357 : Dossiers de prospections et de concessions de mines dans les communes énumérées

1809-1836

8 S 368-395 : Dossiers des mines, minerai par minerai avec indication des communes ; travaux, budgets, plans, rapports des ingénieurs

1823-1941

8 S 399-401 : Eaux minérales (législation et exploitation)

1810-1839

8 S 401 : Creuse : procès-verbaux d'analyse des eaux d'Evau-les-bains

1934-1939

Archives départementales

1 J 232 : Uranium et céramique ; dossiers documentaires sur la prospection et l'inspection de l'uranium...

1950-1961

8 S 1-32 : Mines et carrières : prospections, permis de recherche et concessions, surveillance, statistiques ; antimoine, étain, wolfram, lithium ; or et métaux connexes ; Mines de la Creuse

sd

8 S 32 : (Mines de la Creuse) Le Châtelet (commune de Budelière) : procès Gadet contre la société des Mines d'or du Châtelet pour pollution industrielle par poussière et vapeurs : copie du rapport des experts, croquis, photographies, extraits des minutes du greffe du tribunal de première instance de Chambon-sur-Voueize

1910-1911

470 Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-Mines-de-la-Haute-Vienne-carrieres-mines-1807>

Ponts-et-Chaussées

8 S 174-180 : Surveillance et exploitation des carrières, recherches sur les matériaux 1877-1937 / Déclarations d'ouvertures de carrières par communes

1862-1939

991 W 205-226 : Mines et carrières

sd

991 W 220-223 : mines d'Uranium ; permis d'exploitation, autorisation de pénétrer sur terrains privés

1952-1956

991 W 380 : Mines et carrières. Permis de recherches, demandes de concession

1941-1973

991 W 389-390 : Mines et carrières. Plans généraux ; plans et coupes pour disposition des tirs (classement par commune)

1964-1973

991 W 332 : Mines et carrières. Généralités Rapport de l'ingénieur des mines au Conseil général de Haute Vienne sur la situation de l'industrie minérale et les activités qui s'y rattachent

1950

Préfecture

94 W 1-3 : Mines et industries annexes. Liste nominative des ouvriers et employés Haute Vienne

1940-1956

893 W 30 : Energie. Gaz naturel ; demandes de transport du gaz de Lacq, documentation sur le gisement de Lacq

sd

Direction régionale de l'environnement du Limousin

680 W 1-13 : Carrières (par département et par commune, par ordre alphabétique)

sd

1680 W 14-19 : Mines (par département et par commune, par ordre alphabétique)

sd

Métrage linéaire: 14

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Haute-Vienne

4.2.14 Lorraine

Versement 1485W⁴⁷¹

⁴⁷¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-de-Lorraine-documentation-technique-1846>

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine

Sommaire

Art 1-34 : statistiques, documentation technique, 1846-1988

Métrage linéaire : 5 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de Moselle

Versement 2181W⁴⁷²

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine

Sommaire

Art 1-34 : statistiques, documentation technique, 1846-1988

Nombre de boîtes : 34

Métrage linéaire : 5 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de la Moselle

⁴⁷² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-fonctionnement-de-la-DIREN-Lorraine-1974-2004>

Versement 2432W⁴⁷³

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine

Sommaire

Art 1-149 : Renonciation, délaissement, arrêt de travaux, abandon

Art 150-194 : Mutation et amodiation

Art 195-303 : Informations sur les concessions

1822-2007

Métrage linéaire : 34 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de la Moselle

4.2.15 Midi-Pyrénées

Série 64 S⁴⁷⁴

Service des mines de l'Aveyron

Sommaire

64 S 1-3: Généralités - Instructions. AN 9-1939

Métrage linéaire: 0,30

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aveyron

⁴⁷³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-de-Lorraine-concessions-minieres-1822-2007>

⁴⁷⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Service-des-mines-de-l-Aveyron-Generalites>

Séries 53 S, 54 S ⁴⁷⁵

Préfecture du Gers
Ponts et chaussées

Sommaire

Mines, carrières et tourbières

[1800-1940]

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gers

Versement 477 W⁴⁷⁶

Préfecture du Tarn

Sommaire

Art 1-20: mines, 1941-1973

Métrage linéaire: 2

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Tarn

⁴⁷⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-du-Gers-mines-carrieres-et-tourbieres>

⁴⁷⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-du-Tarn-mines-1941-1973>

Versement 1298 W⁴⁷⁷

Direction régionale de l'industrie et de la recherche de Midi-Pyrénées

Sommaire

Art 1-122: houillères du bassin d'Aquitaine, mines, de Peyrebrune, du Burc et de Mont-Roc, de Nailhac, Saint-Salvy la Baume, 1940-1985

Métrage linéaire: 13

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Tarn

Série 8 S⁴⁷⁸

Mines et énergie du Tarn

Sommaire

Mines, carrières, énergie

1791-1968

Métrage linéaire 8

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Tarn

Versement 1173 W⁴⁷⁹

⁴⁷⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIR-Midi-Pyrenees-houilleres-du-bassin-d>

⁴⁷⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mines-et-energie-du-Tarn-1791-1968>

⁴⁷⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-du-Tarn-et-Garonne-protection-des>

Préfecture du Tarn-et-Garonne

Sommaire

1173 W 32 : Centrale nucléaire de Golfech (1973-1989)

Métrage linéaire : 0,10

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 21 : Archives départementales du Tarn-et-Garonne

Versement 1118 W⁴⁸⁰

Direction départementale de l'équipement du Tarn-et-Garonne

Sommaire

1118 W 1-40: Usines hydro-électriques (1947-1973). Annonces de crues (1952-1980). Relevés météo-pluviométriques (1940-1975). Relevés hydrométriques (1940-1975).

Métrage linéaire: 4

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Tarn-et-Garonne

4.2.16 Nord-Pas-de-Calais

Versement 2119 W⁴⁸¹

Préfecture du Pas-de-Calais

Sommaire

2119 W 1-9: Autorisation d'exploitation de carrière (1961-1998)

Métrage linéaire: 0,90

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Pas-de-Calais

4.2.17 Pays-de-la-Loire

Série 8 S 2⁴⁸²

Ponts et chaussées de Loire-Atlantique

Sommaire

8 S 2 / 1-15 : transport d'hydrocarbure liquide, 1937-1957

8 S 2 / 16-312 : réseau de distribution d'énergie électrique, 1891-1953

Métrage linéaire : 17 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Loire-Atlantique

481 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-du-Pas-de-Calais-Autorisation-d>

482 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Ponts-et-chaussees-Loire-Atlantique>

Série 8 S 3⁴⁸³

Service des mines de la Loire-Atlantique

Présentation du contenu

Ce versement contient des archives relatives au contrôle, par le service des Mines, des concessions minières et des carrières se trouvant dans les départements de Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée. Y sont rattachés certains gisements se trouvant en partie à cheval sur des départements limitrophes de l'actuelle région Pays de la Loire (Morbihan et Deux-Sèvres) qui dépendaient à certaines époques du ressort de l'arrondissement ou du sous-arrondissement de Nantes.

8 S 3 / 173-163 : personnel du service des Mines

8 S 3 / 1-173 : surveillance des mines et carrières

Dates extrêmes

1749-1976

Métrage linéaire : 11 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de la Loire-Atlantique

Versement 417 W⁴⁸⁴

Préfecture de la Loire-Atlantique

Présentation du contenu

Ce versement concerne les actions de protection de l'environnement, les aménagements hydrauliques ainsi que le contrôle de l'exploitation des carrières et mines en Loire-Atlantique.

Mode de classement

1-80 : protection de l'environnement: ménagement du littoral, parc naturel régional de Brière, marais salants, conchyliculture, Commission départementale des ites, 1913-1989

77-194 : cours d'eau aménagement hydraulique, réseaux hydrauliques, barrages, ports, 1985-1993

483 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Service-des-Mines-de-la-Loire-Atlantique>

484 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-la-Loire-Atlantique-amenagements>

195-196 : hydrocarbures, 1965-1980

197-323 : carrières: réglementation, ,exploitation, 1973-1996

324-340 : mines: réglementation ,recherche exploitation, 1949-1985
1949-1996

Dates extrêmes

1949-1996

Métrage linéaire : 22 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de la Loire-Atlantique

Versement 2254 W⁴⁸⁵

Direction régionale de l'Industrie, de la recherche et de l'environnement du Pays-de-la-Loire

Présentation du contenu

Ce versement concerne le suivi des sites miniers de la région des Pays de la Loire ainsi que le contrôle des recherches minières réalisées. Il contient les dossiers de demande de titres miniers, les documents relevant de leur instruction, les dossiers d'abandon de sites miniers, les études d'impact sur l'environnement, les déclarations de travaux de recherches, les consignes de sécurité et les dérogations qui s'y rapportent.

Mode de classement

2254 W 1 à 34 : généralités

2254 W 35 à 38 : antimoine

2254 W 39 : or

2254 W 40 à 43 : fer

2254 W 44 à 118 : uranium

2254 W 119 à 142 : autres minerais et sites polymétalliques

Dates extrêmes

1940-2009

⁴⁸⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Pays-de-la-Loire-mines-1940-2009>

Métrage linéaire : 9 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de la Loire-Atlantique

Versement 2296 W⁴⁸⁶

Direction régionale de l'Industrie, de la recherche et de l'environnement du Pays-de-la-Loire

Présentation du contenu

Ce versement concerne le contrôle de l'exploitation des mines et carrières de la région Pays de la Loire.

Mode de classement

2296 W 1-29 : inspection des mines et carrières

Dates extrêmes

1940-1994

Métrage linéaire : 2,7 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de la Loire-Atlantique

⁴⁸⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Pays-de-la-Loire-mines-et-carrieres-1940>

4.2.18 Picardie

Versement 1854 W⁴⁸⁷

Direction départementale des territoires de l'Aisne

Sommaire

Dossiers de zone de développement de l'éolien.
2005-2012

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aisne

Versement 190 W⁴⁸⁸

Préfecture de la Somme

Sommaire

Art. 1-133 : suivi des demandes d'implantation d'éoliennes dans le département de la Somme, 2002-2019

Métrage linéaire : 13

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Somme

487 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDT-de-l-Aisne-Dossiers-de-zone-de-developpement>

488 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-la-Somme-implantation-d-eoliennes>

Versement 2158 W⁴⁸⁹

Préfecture de la Somme

Sommaire

190 W 1 -133 : Permis de construire éolien
projets, enquêtes publiques, avis techniques, arrêtés préfectoraux, contentieux, 2002-
2019

Métrage linéaire : 29 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code
du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Somme

4.2.19 Poitou-Charentes

Versement 1433 W⁴⁹⁰

Institut national de la recherche agronomique

Antenne de Saint-Laurent-de-la-Prée

Sommaire

1433 W 1-36: Données climatiques et météorologiques (1935-1994).

Métrage linéaire: 3,30

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code
du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

489 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-la-Somme-Permis-de-construire>

490 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-INRA-Charente-Maritime-Donnees-climatiques-et>

Versement 1506 W⁴⁹¹

Institut national de la recherche agronomique

Antenne de Saint-Laurent-de-la-Prée

Sommaire

1506 W 1-43: Données climatiques et météorologiques (1973-1994)

Métrage linéaire: 7,10

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

Versement 1873 W⁴⁹²

Centre départemental de la météorologie de Charente-Maritime

Sommaire

1873 W 1-415: Commission départementale de météorologie de la Charente-Inférieure (1875-1892),

Le Bulletin climatologique (1964-1968),

fiche de renseignement concernant les stations météorologiques (1951-1980),

fiches décennales (1940-1987), carnets d'observations mensuels (1947-1977),

registres d'observation et de description du temps (1946-1996),

insolation journalière (1950-1985),

bulletins d'orage et de grêle (1957-1995),

programme de rotation du navire météorologique stationnaire France I (1973-1985), j

journal de bord du France I (1973-1977),

rapports de campagne (1953-1985),

inventaire du matériel non consommable (1952-1980),

compte rendu du matériel et sondage (1954-1955),

plans (1963), locaux (1946-1964),

491 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-INRA-Charente-Maritime-Donnees-climatiques-et-3832>

492 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Centre-departemental-de-la-meteorologie-Charente>

personnel (1952-1968),
notes de service (1951-1961),
plaque de verre concernant la foudre (1983-1984),
photographies de la station météorologique de La Pallice, documentation (1895-1989).
1875-1996

Métrage linéaire: 14,40

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

Versement 2190 W⁴⁹³

Centre départemental de la météorologie de Charente-Maritime

Sommaire

Frégate météo France I :
plans, messages reçus (1973-1973) ;
frégate météo France II :
journal de bord, pont (1973-1973),
journal de passerelle (1973-1985),
documentation technique sur la machinerie (1973-1980).
1973-1985

Métrage linéaire: 6

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

Série 8 S⁴⁹⁴

Mines et énergie de la Charente-Maritime

493 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Centre-departemental-de-la-meteorologie-Charente-3834>

494 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mines-et-energie-de-la-Charente-Maritime-185>

Sommaire

8 S 3731-12314 mines, carrières, énergie
1850-1940

Métrage linéaire: 87

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

Cotes 8 S 1-46⁴⁹⁵

Préfecture des Deux-Sèvres

Sommaire

Fonds constitué principalement de documents concernant la production énergétique dans le département de la Vienne avant 1940.

an IX-1956

Métrage linéaire: 5

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales des Deux-Sèvres

⁴⁹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-des-Deux-Sevres-mines-et-energie-an>

Cotes 62 W 1-2⁴⁹⁶

Préfecture de la Vienne

Sommaire

Mines et énergie, 1939-1944

Métrage linéaire: 0,10

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

Versement 432 JX⁴⁹⁷

Bulletin climatologique de la Vienne

Sommaire

432 JX 1-432 JX 4: périodiques.

1923-2020

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

⁴⁹⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-la-Vienne-mines-et-energie-1939>

⁴⁹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Bulletin-climatologique-de-la-Vienne-periodiques>

Versement 2325 W⁴⁹⁸

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Poitou-Charentes:

Sommaire

2325 W 1-2325 W 94: Dossiers de canalisations de transport de gaz.

1952-1999

Métrage linéaire: 11,4

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

Versement 2320 W⁴⁹⁹

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Poitou-Charentes

Sommaire

2320 W 1-2320 W 16: Contrôle technique et énergie : retraits d'agrément (1987-2005) ; approbation de compteurs Schlumberger (1973-2004).

1973-2005

Métrage linéaire: 2,1

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

498 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Poitou-Charentes-canalisation-de>

499 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Poitou-Charentes-Contrôle-technique-et>

Série 6 S⁵⁰⁰

Préfecture de la Vienne; Ponts et chaussées

Sommaire

6 S 1-6 S 2: Transports aériens. Météorologie.
1868-1939

Métrage linéaire: 0,15

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

Série 8 S⁵⁰¹

Préfecture de la Vienne; Ponts et chaussées

Sommaire

8 S 1-6 8 S 54: Mines et énergie.
An IX-1961

Métrage linéaire: 4,93

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

500 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-la-Vienne-Meteorologie-1868-1939>

501 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-la-Vienne-Mines-et-energie-an-IX>

Versement 3022 W⁵⁰²

Préfecture de la Vienne

Service environnement

Sommaire

3022 W 1-3022 W 85: Enquêtes publiques, déclarations d'utilité publique et servitudes électricité, gaz, parc éolien, radioélectricité, centrale nucléaire, Naturoscope, Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA)

1980-2009

Métrage linéaire: 9,17

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

4.2.20 Provence-Alpes-Côte d'Azur

Versement 1190W⁵⁰³

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

Sommaire

Aménagements hydro-électriques, carrières, mines, sites

1943-2002

Métrage linéaire

6 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales des Alpes-de Haute-Provence

Versement 126 W⁵⁰⁴

Préfecture des Alpes-Maritimes

502 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-la-Vienne-electricite-gaz-parc>

503 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-des-Alpes-de-Haute-Provence-3243>

504 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-des-Alpes-Maritimes-recherches-des>

Sommaire

126 W 1 à 3: Exploitation et permis de recherches des mines et carrières (1940-1963).

Études, travaux, projet de transfert de l'aéroport de Nice.

Travaux d'entretien et réfection sur des sites et monuments (Cannes , îles de Lérins, colline du Château de Nice) (1945-1955).

1940-1963

Métrage linéaire: 0,3

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales des Alpes-Maritimes

Série 8 S⁵⁰⁵

Mines et énergie des Alpes-Maritimes

Sommaire

8 S 1 à 96, 97/1 à 97/2, 98 à 101- mines, carrières, énergie

1829-1941

Métrage linéaire: 11

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales des Alpes-Maritimes

Versement 3285 W⁵⁰⁶

Préfecture des Bouches-du-Rhône

Sommaire

Art 1-32 : Carrières, exploitation. 1994-2008

⁵⁰⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mines-et-energie-des-Alpes-Maritimes-1829-1941>

⁵⁰⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-des-Bouches-du-Rhone-Carrieres>

Métrage linéaire : 3,20 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

Versement 3217 W⁵⁰⁷

Agence de sûreté nucléaire Provence-Alpes-Côte d'Azur

Sommaire

Art 15-163 : établissements utilisant le nucléaire, autorisations et contrôle, 1968-2012

Métrage linéaire : 14,80 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

⁵⁰⁷Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agence-de-surete-nucleaire-PACA-Etablissements>

Versement 10 ETP⁵⁰⁸

Observatoire de Marseille

Sommaire

Observations météorologiques et astronomiques, 1739-1980

Métrage linéaire: 27.73 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation: Archives départementales des Bouches-du-Rhône

Versements 2195 W; 2224 W⁵⁰⁹

Préfecture des Bouches-du-Rhône

Sommaire

exploitation des carrières

1973-1999

Métrage linéaire: 17 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation: Archives départementales des Bouches-du-Rhône

508 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-observatoire-de-Marseille-observations>

509 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-Prefecture-Bouches-du-Rhone-exploitation-des>

Cotes extrêmes⁵¹⁰

FRAD084_1 S 1-96 ; 2 S 1-420, 456-474 ; 5 S 1-155 ; 6 S 1 ; 8 S 1-62 ; 27 W 1-100, 103-114, 116-122 ; 74 W 3462-36463 ; 211 W 145-147 ; 213 W 4845-4889 ; 1028 W 178-219 ; 1059 W 191-197 ; 1064 W 60-177 ; 1072 W 5-11, 13-16, 65-75, 211-236 ; 1073 W 1 ; 1136 W 1-14, 70-79, 90-115 ; 1173 W 70-80, 219-227, 230-231 ; 1381 W 1-28 ; 1594 W 1-18, 108 ; 1691 W 1-283

Intitulé

Préfecture de Vaucluse. Travaux publics et transports

Dates extrêmes

1798-1999

Localisation du fonds

Archives départementales du Vaucluse

Éléments historiques

Au XIXe siècle, les ponts et chaussées, avec les chemins de fer, la grande voirie et la police du roulage, sont du ressort du 3e bureau, puis 3e division de la préfecture ; un agent spécial est attaché au service des routes. Les réorganisations de 1856 et 1864 ont maintenu une 3e division largement consacrée aux ponts et chaussées, aux grandes routes, ainsi qu'aux voies de navigation, cours d'eau et usines. À partir de 1871, avec la réduction du nombre des directions de préfecture à deux, ces attributions sont allées au 1er bureau de la 1re direction (affaires communales, travaux et transports publics). Elles retrouvent la 3e division en 1945, avec un 1er bureau qui regroupe travaux et transports publics, urbanisme et reconstruction, service circulation). La réforme de 1964 opère un transfert de compétences vers la direction départementale de l'équipement, et maintient à la préfecture, dans les compétences du SCAE (service de la coordination et de l'action économique) la coordination des grands aménagements et les investissements dans le cadre du Plan.

Modalités d'entrée

On trouvera dans le fonds

Ponts et chaussées : personnel, travaux d'adjudications (1799-1940). Routes nationales et départementales (1798-1995). Chemin de fer (1825-1978). Aérodrome (1937-1999). **Mines et carrières** (1801-1992). Alimentation en eau potable, assainissement (1977-1982). Énergie électrique (1878-1981). **Hydrocarbures, gaz, pipeline** (1947-1980). Aménagements et équipements collectifs (1960-1976). Transport de voyageurs et marchandises (1906-1964). TGV Méditerranée-Sud-est (1982-1999).

Accroissements

Fonds ouvert

⁵¹⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-DDE-Vaucluse-Energie-electrique-1878-1981-Hydrocarbures>

4.2.21 Rhône-Alpes

Versement 3241 W⁵¹¹

Direction départementale des territoires de la Drôme

Sommaire

3241 W 1-123: pipelines Méditerranée et Sud Européen, 1961-1983

Métrage linéaire: 2,9

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Drôme

Versement 6820W⁵¹²

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes

Sommaire

Art 1-26 : mine d'uranium de Saint-Priest-la-Prugne (Loire) : études, gestion

Nombre d'articles : 26

Métrage linéaire : 3,5 ml

Années : 1949-2009

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

511 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDT-de-la-Drôme-pipelines-méditerranée-et-Sud>

512 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Rhône-Alpes-mine-d-uranium-de-Saint-Priest>

Versement 6852W⁵¹³

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes

Sommaire

Art 1-68 : arrêts de travaux miniers et renoncations aux concessions minières, classement par département et concession

Nombre d'articles : 68

Métrage linéaire : 8,7 ml

Années : 1819-2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

Versement 7325W⁵¹⁴

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes

Sommaire

Art 1-38 : stockage d'hydrocarbures : rapports, plans ...

Nombre d'articles : 38

Métrage linéaire : 3,86 ml

Années : 1838-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

513 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Rhone-Alpes-arrets-de-travaux-miniers-et>

514 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Rhone-Alpes-stockage-d-hydrocarbures-1838>

Versement 2444 W⁵¹⁵

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes

Sommaire

2444 W 1-77 : Installations nucléaires de Bugey, Creys-Malville, Saint-Alban, Tricastin rapports, 1973-1988

Métrage linéaire: 0,90

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

Versement 6880 W⁵¹⁶

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes

Sommaire

6880W 1-6880W 21: Concessions minières. 1810-2003

Métrage linéaire: 2

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

515 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Rhone-Alpes-Installations-nucleaires-1973>

516 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Rhone-Alpes-Concessions-minières-1810-2003>

Versement 8 S⁵¹⁷

Préfecture de la Loire

Sommaire

mines, carrières

Législation et réglementation générale

Situation générale de l'industrie minérale

Surveillance des mines.

Carrières et usines .

.....

Date extrêmes : 1800-1940

Nombre d'éléments : 629

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives départementales de la Loire

4.2.22 Guyane

Versement 1305 W⁵¹⁸

Direction générale des territoires et de la mer de la Guyane

Service prévention des risques et industries extractives

Sommaire

Demandes de permis de recherche et d'exploitation minières. 1992-2015

Métrage linéaire: 1,85

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives territoriales de la Guyane

⁵¹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-la-Loire-mines-carrieres-1800-1940>

⁵¹⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prevention-des-Risques-et-Industries-extractives>

5. Prévention des risques

Historique du service producteur

La notion de Prévention des pollutions et des risques était mentionnée dans les attributions du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement : "...le ministre [...] a pour mission [...] de prévenir, de réduire ou supprimer les pollutions et nuisances de toutes natures.." (décret n°73-94 du 2 février 1973).

Une Direction de la prévention des pollutions et des nuisances (DPPN) est créée en 1975 avec 6 services jusqu'en 1968 : service chargé des problèmes de l'eau, service chargé des problèmes de la mer et des océans, service de l'environnement industriel, service des problèmes de l'atmosphère, service des problèmes de déchets solides, service des problèmes du bruit

A partir de 1981 jusqu'en 1985 cette entité devient direction de la prévention des pollutions avec 3 services et 3 sous-directions (service de l'environnement industriel, sous-direction de la Pollution de l'air, service de l'eau, sous-direction des eaux continentales, sous-direction des eaux marines, service des déchets)

De 1986 à 1987, cette direction se compose de 3 services et 4 sous-directions : service de l'environnement industriel, sous-direction de la Pollution de l'air, service de l'eau, sous-direction de la coordination et de la programmation, service de l'environnement industriel, sous-direction de la Pollution de l'air, sous-direction de la coordination et de la programmation, sous-direction de l'aménagement des eaux, sous-direction de la Qualité de l'eau continentales et marines, service des déchets

De 1988 à 1992, la direction devient Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques (DEPPR) avec une délégation aux risques majeurs rattachée au directeur, et 3 services - celui de l'environnement industriel, celui de l'eau, Service des technologies propres et déchets

A partir de 1993 la DEPPR se transforme en d'une part en direction de l'eau et d'autre part en Direction de la prévention des pollutions et des risques (DPPR). Le service de l'environnement industriel est maintenu et deux sous-directions sont créées : la sous-direction des produits et déchets et celle de la prévention des risques majeurs.

En 2008, deux directions générales sont créées : la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC) et la Direction générale de la prévention des risques (DGPR). Elles héritent des attributions de l'ancienne DPPR du ministère de l'écologie et l'ancienne Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) de l'ancien ministère de l'industrie.

La DGEC est composée d'une direction de l'énergie et un service du climat et de l'efficacité énergétique.

La DGPR est constituée d'un service des risques technologiques, un service de la prévention des nuisances et de la qualité de l'environnement et un service des risques naturels et hydrauliques.

Vous trouverez dans ce chapitre quelques fonds d'archives couvrant la période XIX-XXe siècles. Les références sont issues de l'ouvrage d'Andrée Covol "Les sources de l'histoire

5.1 Risques industriels⁵¹⁹

5.1.1 Administration centrale

Versement 19960012⁵²⁰

Ministère : Santé

Direction générale : Santé

Sous-Direction : Veille sanitaire

Sommaire

Art 1-2 : Présentation du Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), 1952-1992.

Art 2 (suite)-5 : Coopération internationale en matière de radioprotection, travaux des conseils et commissions interministérielles, européennes et internationales, 1963-1992.

Art 5 (suite)-11 : Etudes sur la radioprotection : Tableaux mensuels des mesures de radioactivité réalisés en collaboration avec l'INSERM (1988-1993), études sur les centrales nucléaires françaises (classement par département puis par site) (1973-1993), autorisations de commercialisation d'eaux de source (1973-1986), études sur les dangers du nucléaire (à signaler. Accident de Tchernobyl et satellite soviétique Cosmos 1900) et sur l'iode (1986-1991), 1973-1993

Nombre d'articles : 11

Métrage linéaire : 4 ml

Communicabilité : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

⁵¹⁹ Voir *Guide des sources (Archives nationales, départementales) concernant l'environnement industriel, du XIXème siècle à nos jours* <https://ressources.histoire-environnement.org/Guide-des-sources-concernant-l-environnement-industriel-du-XIXeme-siecle-a-nos>

⁵²⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-protection-contre-les-rayonnements-ionisants>

Versement 19970290⁵²¹

Ministère: Intérieur

Direction : Sécurité civile

Sommaire

Art 1 : Sécurité nucléaire : Exercices, accidents, opérations, 1980-1989.

Art 1-2 : Questions diverses relatives à la sécurité nucléaire

(dont malveillance et terrorisme nucléaires, plan Orsec-Radiologique et plans particuliers d'intervention départementaux, relations internationales), 1968-1990

Métrage linéaire: 1

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080428⁵²²

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous Direction : Service de l'environnement industriel

Sommaire

Art 1-3 : Groupe de travail sur l'environnement industriel (GTEI), 1995-2002

Art 3 (suite)-23 : Pollution radioactive : gestion des déchets radioactifs, sites radioactifs, installations nucléaires, 1983-2004

Art 23 (suite)-45 : Pollutions et risques industriels : gestion des déchets industriels, sites et sols pollués, installations et stockages à risque, 1973-2004

Art 45 (suite)-53 : Gestion des risques industriels, accidents majeurs, information du public, 1974-1993

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 53

521 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ministere-interieur-securite-civile-securite>

522 Répertoire détaillé [http://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Pollution-des-sols-et](https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Pollution-des-sols-et)

Métrage linéaire : 18 ml (53 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080265⁵²³

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention de la pollution et des risques

Sous Direction : Service de l'environnement industriel

Sommaire :

Art 1-48 : Conseil national de l'air (CNA), Plan régional de qualité de l'air, Loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (LAURE), effet de serre, mesures de la qualité de l'air, lutte contre les pollutions, 1987-2005

Art 48 (suite)-68 : transports en commun, véhicules électriques, Engins mobiles non routiers (EMNR), 1991-2004

Art 73-65 : carburants pétroliers, biocarburants, 1990-2004

Art 65 (suite)-73 : pollution industrielle : installations à combustion, industrie du verre, 1980-2005

Art 73 (suite)-73 : industrie du bois, 1984-2004

Art 73-68 : taxe carbone, 1974-2001

Art 68 (suite)-81 : politique internationale concernant la Pollution de l'air, 1983-2005

Art 81 (suite)-89 : études concernant la Pollution de l'air, 1988-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 89

Métrage linéaire : 30 ml (89 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080057⁵²⁴

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

⁵²³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Pollution-atmospherique-2273>

⁵²⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-risques-technologiques>

Sous Direction : Service de l'environnement industriel

Bureau : Risques technologiques et industries chimiques et pétrolières

Sommaire

Art 1-30 : Risques industriels : rejets industriels, stockage, entrepôts, assurance des risques : synthèses, études, enquêtes. 1983-2004

Art 32-56 : Industries chimiques : études, projet de loi, directive SEVESO, 1948-2005

Art 57-73 : Accident AZF à Toulouse, conséquences, projet de loi sur les risques industriels, 1999-2006

Art 74-122 : Produits chimiques : normes, méthodes, accidents, risques, études, 1968-2004

Art 122 (suite)-143 : Industries pétrolières, raffineries, stockages, oléoducs : réglementation, études, 1951-2006

Art 143 (suite)-155 : Transport de matières dangereuses : études, 1986-1999

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 155

Métrage linéaire : 52 ml (155 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19920375⁵²⁵

Ministère : Industrie

Direction générale : Energie et matières premières

Direction : Hydrocarbures

Sommaire

Art 1-2 : Catastrophe de Feyzin (Rhône) : Déroulement et conséquences réglementaires (en matière de sécurité dans les raffineries) , 1966-1968

Communicabilité : voir code du patrimoine

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 1 m.l.

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150480⁵²⁶

Ministère : Environnement

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Service : Service de l'environnement industriel

Sommaire

Art 1-50 : Installations de combustion, 1982-2014

Art 51-119 : Inventaires des émissions de polluants et surveillance de la qualité de l'air, 1990-2008

Art 120-137 : Engagements, négociations, accords, 2000-2011

Art 138-156 : Impact sanitaire de la Pollution de l'air, études des odeurs, lutte contre les légionelles et observation de la qualité de l'air intérieur, 1994-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 18 ml (59 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

525 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Catastrophe-de-Feyzin>

526 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-de-lutte>

Référence

20150670/1-20150670/278⁵²⁷

Intitulé

Sols et sous-sols

Dates extrêmes

1942-2012

Noms des principaux producteurs

Service des risques technologiques

Importance matérielle

26,1 ml (87 dimabs)

Langue des documents

Français

Anglais

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. L213-1 à 3

Présentation du contenu**Sommaire****20150670/1-20150670/154**

1942-2008

Pollution des sols

20150670/155-20150670/160

1993-2004

Dépollution

20150670/161-20150670/182

1985-2008

Comité de suivi stockage souterrain, gaz naturel

20150670/183-20150670/230

1990-2010

Après-mine

20150670/231-20150670/234

2007-2012

Préparation de textes juridiques

20150670/235-20150670/239

1993-2006

Pilotage de groupe de travail

⁵²⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-pollution-des-sols-et-sous-sols-1942-2012>

20150670/240-20150670/278

1985-2009

Mines d'or de Salsigne

Versement 20090314⁵²⁸

Ministère : Ecologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous direction : Risques majeurs

Sommaire :

Art 48 (suite)-51 : Déchets radioactifs. 1991-2000

Communicabilité libre

Métrage linéaire 0,40 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

5.1.2 Bretagne

Versement 1672W⁵²⁹

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Pôle maritime de Brest

Sommaire

Art 1-15 : naufrage de l'Amoco-Cadiz : publications, télédétection des nappes d'hydrocarbures , indemnisations

Dates extrêmes : 1976-1984

Communicabilité : libre

Métrage linéaire : 1.50 ml

Lieu de conservation : Archives départementale du Finistère

Versement 1689W⁵³⁰

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Pôle maritime de Brest

Sommaire

Art 1-25 : : sauvetage en mer, pollution par hydrocarbures, pollution toxiques, épaves non toxiques, commission nautique

Dates extrêmes : 1967-2005

Communicabilité : voir code du patrimoine

Métrage linéaire : 2,50

Lieu de conservation : Archives départementale du Finistère

529 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Finistere-naufage-de-l-Amoco-Cadiz-1976>

530 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Finistere-sauvetage-pollutions-1967-2005>

5.1.3 Champagne-Ardenne

Versement 1906 W⁵³¹

Sous-préfecture de Bar-sur-Aube

Sommaire

1190 W 1 - 55: Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs
1985-2016

Métrage linéaire: 3,46

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aube

Versement 1884 W⁵³²

Sous-préfecture de Bar-sur-Aube

Sommaire

Commission locale d'information de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA)

1981-2008

Métrage linéaire: 12,48

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aube

Versement 1298 PL⁵³³

531 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Sous-prefecture-de-Bar-sur-Aube-ANDRA-1985-2016>

532 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Sous-prefecture-de-Bar-sur-Aube-Commission>

533 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ANDRA-Le-Journal-de-l-ANDRA-Edition-de-l-Aube>

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Sommaire

Le Journal de l'ANDRA. Edition de l'Aube
2009-2022

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aube

5.1.4 Franche-Comté

Versement 1131 W⁵³⁴

Préfecture de la Saône-et-Loire

Sommaire

1131 W 3 - 5: Transport de gaz et produits chimiques
1943 - 1974

Métrage linéaire: 0,2 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementale de la Saône-et-Loire

534 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-Saone-et-Loire-Transport-des>

5.1.5 Haute-Normandie

Versement 4216W⁵³⁵

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie

Sommaire

Art 1-10 : Infrastructures aéronautiques et portuaires, usines, centrales nucléaires, 1964-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Dates extrêmes : 1964-2000

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 1.00 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Seine-Maritime

5.1.6 Languedoc-Roussillon

Versement 1876 W⁵³⁶

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie

Sommaire

1876 W 1-2349: Carrières abandonnées, 1846-2012

Métrage linéaire: 26,10

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

5.1.7 Limousin

Versement 1733W⁵³⁷

⁵³⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Haute-Normandie-infrastructures>

⁵³⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-DREAL-Occitanie-Carrieres-abandonnees-1846>

Préfecture de la Creuse

Sommaire

permis exclusifs de recherche minière, 1941-1973

Métrage linéaire: 1,7

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Creuse

5.1.8 Midi-Pyrénées

Versement 1620 W⁵³⁸

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Midi-Pyrénées

Unité territoriale Hautes-Pyrénées

Sommaire

1620 W 1-129: aide aux entreprises. Aménagement du territoire. Explosifs. ICPE. Mines. Canalisation de gaz. Eaux minérales naturelles

1837-2014

Métrage linéaire: 15,10

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales des Hautes-Pyrénées

Versement 1187 W⁵³⁹

Préfecture du Tarn-et-Garonne

537 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-la-Creuse-permis-exclusifs-de>

538 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Midi-Pyrenees-installations-classees-1837>

539 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-du-Tarn-et-Garonne-carrieres-police>

Sommaire

1187 W 1-9, 19-23: Carrières et gravières (1973-1994)

1187 W 16-18: Centrale nucléaire de Golfech (1981-1984)

1187 W 25-54: Installations classées (1983-1997)

Métrage linéaire: 5

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Tarn-et-Garonne

5.1.9 Pays-de-la-Loire

Versement 2273 W⁵⁴⁰

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire

Présentation du contenu

Ce Versement contient les dossiers de création et de modification des canalisations de transport de gaz. Ils sont instruits par la direction régionale de l'Industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) puis par la direction régionale de l'Environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) dans le cadre de la mission de surveillance des règles de conception et de construction des ouvrages.

Mode de classement

2273 W 1-51 : surveillance des canalisations de transport de gaz

Classement des dossiers par département

1995-2011

Métrage linéaire : 5,10 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de la Loire Atlantique

Versement 2873 W⁵⁴¹

540 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Pays-de-la-Loire-canalisation-de>

541 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Pays-de-la-Loire-suivi-des-installations-2686>

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire

Présentation du contenu

Ce Versement contient tout d'abord les dossiers de contrôle des installations classées les plus anciennes encore conservées par l'unité départementale de Loire-Atlantique (UD 44). Il rassemble ensuite deux dossiers de gestion de crise liés à des catastrophes pétrolières ayant touché les côtes de Loire-Atlantique : les naufrages de l'Amoco Cadiz le 16 mars 1968 et de l'Erika le 19 décembre 1999.

Mode de classement

2873 W 1-19 : suivi des installations classées

2873 W 20-39 : gestion de crises (catastrophes pétrolière, naufrages Amoco Cadiz, Erika) 1955-2022

Métrage linéaire : 3,73 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de la Loire Atlantique

5.1.10 Poitou-Charentes

Versements 2045 W / 3263 W⁵⁴²

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs de la Vienne

Sommaire

2045 W 1-10 ; 3263 W 1-23: Etude de l'aptitude des couches géologiques profondes à stocker des déchets radioactifs.

Projet de laboratoire de recherche souterrain à La Chapelle-Bâton

1996-1997

Métrage linéaire: 0,93

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

5.1.11 Rhône-Alpes

⁵⁴² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-ANDRA-etudes-projet-de-laboratoire-1996-1997>

Versement 7457 W⁵⁴³

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes

Sommaire

7457 W 1-117: Mines de la Mure : rapports d'activité et prospective, méthodes d'exploitation, plans du site des houillères, émanations de gaz carbonique et de grisou, puits, explosifs et matières dangereuses ou nocives, matériels et installations électriques, problèmes écologiques liés aux travaux, site de Saint-Georges de Commiers, permis de construire, personnel, audit, fermeture. , 1964-1997

Métrage linéaire: 12

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Isère

543 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Rhone-Alpes-mines-de-la-Mure-1964-1997>

Versement 8173 W⁵⁴⁴

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes

Sommaire

8173 W 1-24: Dossiers des Mines de la Mure : plan fermeture ; comité d'hygiène et sécurité ; délégués du personnel ; comité d'entreprise ; visites ; statistiques accidents ; sécurité sociale minière, 1957-2002

Métrage linéaire: 2

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Isère

Versement 6865W⁵⁴⁵

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes

Sommaire

Autosurveillance et contrôle

Art 1-24 : Centres nucléaires de Production d'électricité (CNPE), 1994-2009

Art 5-29 : Stations d'épuration, 2001-2009

Nombre d'articles : 29

Métrage linéaire : 2,32 ml

Années : 1994-2009

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

Versement 1238 W⁵⁴⁶

Préfecture du Rhône

544 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Rhone-Alpes-mines-de-la-Mure-1957-2002>

545 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Rhone-Alpes-contrôle-des-centres>

546 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-du-Rhone-Programmes-departementaux-d>

Sommaire

Art 1-43: Programmes départementaux d'environnement :

Lutte contre les dépôts sauvages, collecte sélective de matériaux, risques de pollution, élimination des déchets (1974-1980).

Bureau interservice de conseil et de surveillance des stations d'épuration : rapport d'activité (1968).

Projet d'installation d'une centrale thermique (1968).

Lutte contre la Pollution de l'air et dossiers relatifs aux raffineries de Feyzin et de la Plaine de l'Ain (1973-1976).

Lutte contre le bruit (1973-1976).

Centre herpéologique de Meyzieu : dossier de création.

Associations de protection de la nature, propositions de subventions (1975).

Commission des sites, projets divers de travaux et constructions (1974-1976).

Métrage linéaire: 2,10 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

Versement 2324 W ⁵⁴⁷

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes

Sommaire

2324 W 1-2324 W 196: Centrales nucléaires. Certification des appareils à vapeur, 1973-1988

Métrage linéaire: 28,50 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

⁵⁴⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Rhone-Alpes-Centrales-nucleaires>

Versement 1027 W⁵⁴⁸

Préfecture de la Savoie

Sommaire

Art. 1-16, 36, 39-40 : établissements classés, déclaration (1977-1982).

Art. 17-19, 20-22, 33-35 : conseil départemental de l'hygiène : délibérations (1968-1982).

Art. 23, 25-32 : Durée du travail, travailleurs handicapés, conflits, accidents du travail et travail à domicile (1896-1976).

Art. 24, 37-38 : Mines et carrières (1962-1977).

Métrage linéaire: 2,40

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Savoie

Versement 1038 W⁵⁴⁹

Préfecture de la Savoie

Sommaire

Art. 1-10 : carrières, demande d'autorisation d'exploitation, d'extension et abandon d'exploitation (1983-1987).

Art. 11-21 : lignes électriques, travaux.

1983-1987

Métrage linéaire: 1,73

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Savoie

5.1.12 Réunion

Versement 2111 W⁵⁵⁰

548 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-Savoie-etablissements-classes-1896>

549 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-Savoie-carrieres-lignes>

550 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-general-de-La-Reunion-charte-de-l>

Conseil général de la Réunion; direction du tourisme et des espaces naturels (TEN) ; Cellule locale pour l'environnement (CLOE)

Sommaire

Charte réunionnaise de l'environnement (CRE) : convention, dossier de presse, compte-rendu de réunion, correspondances (1992-1999) ; - Commission de l'océan Indien (COI) (1993-1998) ; Déchets et énergie : compte-rendu, études, correspondances, programmes relatifs aux différents plans, Plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux (PREDIS) et Plan régional d'élimination des déchets autres que ménagers et assimilés (PREDAMA), également composé de dossiers de marchés publics (1984-1999) ; - Etudes, diagnostics, comité de suivi et rapports (1990-1999), - Communication relative au développement des Journées réunionnaises de l'environnement (JRE) (1997-2001). -

1984-2001

Métrage linéaire 6,62 ml.

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de la Réunion

Versement 2110 W⁵⁵¹

Conseil général de la Réunion; direction de l'environnement et de l'énergie

Sommaire

Suivi général : documents relatifs aux différentes Commissions et assemblées (1993-2004). Charte réunionnaise de l'environnement : documents relatifs à la communication sur les sujets de l'environnement, subventions, études et bilans (1989-2010). Déchets, pollution et énergie (1985-2011) : documents relatifs au Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PDEDMA) en lien avec les communes, les intercommunalités. On y retrouve des rapports d'étude, des enquêtes publiques, des subventions, des dossiers de marchés publics et des comptes -rendus de réunion. Assainissement (1987-2008) : documents relatifs aux stations d'épuration, à la mise en place et au contrôle de celles-ci. Espaces naturels sensibles : dossiers de marchés publics d'aménagement des espaces naturels, subventions allouées à la protection de ceux-ci, études, projets et communication (1980-2015). Etudes (1986-2015)

1985-2015

Métrage linéaire 0,35 ml.

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de la Réunion

551 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-general-de-La-Reunion-plans-ORSEC-3649>

2ème partie : Archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Patrick Cavalié
archiviste

Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement

Acteurs privés

Antoine Serge, haut fonctionnaire

Référence

20080615⁵⁵²

Niveau de description

Groupe de cotes

Intitulé

Fonds Serge Antoine, haut fonctionnaire du ministère de l'environnement.

Dates extrêmes

1949-2005

Noms des principaux producteurs

Serge Antoine

Importance matérielle

427 boîtes, 144 cartons, 42 ml.

Langue des documents

Français

Anglais

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine.

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

Conformément aux règles de réutilisation des données publiques régies par la loi n°68-753 du 17 juillet 1968, dite loi CADA.

Modalités d'entrée

Don

Historique du producteur

Quelques jalons dans la carrière de Serge Antoine

- De 1954 à 1973, à la Délégation à l'aménagement du territoire, cet énarque est l'artisan de la création des régions françaises et des observatoires économiques régionaux, il est aussi un des responsables de la mise en place des parcs naturels régionaux et du conservatoire du littoral

- En 1980, il est nommé secrétaire général du Haut comité de l'environnement, devient directeur de la revue « 2000 » de la DATAR.

552 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Serge-Antoine-Amenagement-du-territoire>

- En 1973 naît le ministère de l'environnement. Serge Antoine y occupe diverses positions
 - notamment chef de la mission des études et de la recherche (1968-1984), puis chef de la mission environnement-développement (1984-1991) - qui lui permettent de contribuer à la définition du patrimoine naturel, à la naissance de la politique environnementale liée à l'aménagement du territoire.
 - Il crée, en 1973, dans les salines d'Arc-et-Senans (Doubs) un centre international de réflexions sur le futur (la Fondation Claude-Nicolas Ledoux) qui organise des colloques sur les innovations technologiques et l'évolution de la société. Les archives de la fondation, conservées aux Archives départementales du Doubs, contiennent les actes de ces débats sur l'avenir.
 - La création par Serge Antoine, en 1968, du carrefour international de la communication, dans l'Arche de la Défense, procède de la même passion de futurologie et de son sens de l'ouverture. Dans le même esprit, ce visionnaire participe à la création de l'association internationale et de la revue « Futuribles », à laquelle il apporte de nombreuses contributions.
 - Serge Antoine participe aux conférences des Nations Unies sur l'environnement, de Stockholm (1973) à Rio de Janeiro (1992) et de Kyoto (1997) à Johannesburg (2002), où se détermine l'avenir de notre monde. Les rapports, les études, les documents de travail, les notes et les correspondances recueillis par ce représentant de la France constituent une source précieuse pour l'histoire.
 - Serge Antoine est en grande partie à l'origine du Programme des Nations Unies pour l'environnement(PNUE) en faveur de la Méditerranée. Il devient vice-président de ce plan d'action pour la Méditerranée, dit « Plan Bleu ». La mobilisation sans précédent d'États multiples et si différents autour du grand plan de sauvetage de la Méditerranée se décrit dans la durée à travers les expertises, les analyses, les études mais aussi les comptes rendus de réunions, les rencontres des « parties contractantes », les protocoles et les programmes d'intervention.
 - Enjeu majeur pour l'environnement, l'accroissement démographique et l'urbanisation sont les thèmes de réflexion et d'action débattus aux sommets mondiaux des villes organisés sous l'égide de l'UNESCO, à Lisbonne (1994) ou à Istanbul (1996). Serge Antoine qui participe à ces conférences contribue à la formation de la Fédération mondiale des cités unies (FMCU).
 - Une coopération scientifique, au travers de forums et de publications, s'établit avec de nombreux centres de recherche, tels que le Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), le Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée (GERME)...
 - Serge Antoine s'engage personnellement dans plusieurs organisations : il est administrateur de la « Fondation Seydoux pour la Méditerranée » et président de l'association « Méditerranée 2000 » dont nous pouvons suivre les activités à travers les conseils d'administration.
 - En 1992 Serge Antoine participe au sommet de Rio, en tant que conseiller spécial de la France.
 - Il est nommé représentant de la France à la Commission méditerranéenne du développement durable créée en 1996. Il préside le Comité français pour l'environnement et le développement durable (le « Comité 21 ») et collabore étroitement avec la Commission mondiale du développement durable.

- Il encourage les initiatives de coopération culturelle par la création d'un réseau de librairies de la Méditerranée, l'organisation de colloques, de forums. Il soutient le projet de protection des « 100 sites culturels méditerranéens » sous le patronage des Nations Unies et prend une part active aux colloques francophones organisés par le haut conseil de la Francophonie à Tunis (1991) ou en marge du sommet mondial de Johannesburg (2002).

- Décès en mars 2006.

Bernard Vuillet

Archiviste au ministère, 2008

Présentation du contenu

Serge Antoine, décédé en mars 2006, a consacré toute sa carrière de haut fonctionnaire à la cause de l'environnement. Son épouse et fidèle collaboratrice, consciente de l'importance de la documentation et des dossiers constitués, décide de les donner au ministère de l'Écologie pour les mettre pleinement à la disposition des chercheurs et du public.

Ces archives, représentant 42 mètres linéaires, sont d'une richesse exceptionnelle : elles reflètent toute l'activité et la réflexion de Serge Antoine qui a tenu des postes de haute responsabilité dans l'administration française et dans les instances internationales.

De 1954 à 1973, à la Délégation à l'aménagement du territoire, cet énarque est l'artisan de la création des régions françaises et des observatoires économiques régionaux, il est aussi un des responsables de la mise en place des parcs naturels régionaux et du conservatoire du littoral. Les dossiers conservés retracent les débats et les aspects du remodelage administratif de la France.

Précurseur et homme de convictions, Serge Antoine déploie une énergie inlassable. En 1980, il est nommé secrétaire général du Haut comité de l'environnement, devient directeur de la revue « 2000 » de la DATAR.

En 1973 naît le ministère de l'environnement. Serge Antoine, qui a œuvré à sa création, y occupe diverses positions – notamment chef de la mission des études et de la recherche (1968-1984), puis chef de la mission environnement-développement (1984-1991) – qui lui permettent de contribuer à la définition du patrimoine naturel, à la naissance de la politique environnementale liée à l'aménagement du territoire. Fort de ses relations avec les cabinets ministériels, avec les responsables politiques, il se bat pour faire admettre les exigences écologiques. Il participe aux groupes de réflexion, tels que « prospective et environnement » ou « environnement et aménagement du territoire », multiplie les interventions dans les colloques, écrit des articles dans les revues spécialisées qu'on retrouve dans le fonds d'archives. Les dossiers montrent aussi comment, des préoccupations environnementales, la pensée de Serge Antoine s'élargit à la protection du patrimoine culturel et s'intéresse même à l'aménagement du temps et des loisirs.

Très tôt, Serge Antoine envisage les problèmes à l'aune de l'international. Pour l'aménagement du territoire, par exemple, sa réflexion s'étend d'emblée à l'horizon européen. Passionné de prospective et ouvert à la coopération internationale, il crée, en 1973, dans les salines d'Arc-et-Senans (Doubs) un centre international de réflexions sur le futur (la Fondation Claude-Nicolas Ledoux) qui organise des colloques sur les innovations technologiques et l'évolution de la société. Les archives de la fondation, classées à part du fonds Serge Antoine, contiennent les actes de ces débats sur l'avenir auxquels participent des experts venus d'Europe et d'ailleurs.

La création par Serge Antoine, en 1968, du carrefour international de la communication, dans l'Arche de la Défense, procède de la même passion de futurologie et de son sens de l'ouverture. Dans le même esprit, ce visionnaire participe à la création de l'association

internationale et de la revue « Futuribles », à laquelle il apporte de nombreuses contributions.

La dimension internationale, Serge Antoine va pleinement la mettre en pratique en participant aux conférences des Nations Unies sur l'environnement, ces sommets mondiaux, de Stockholm (1973) à Rio de Janeiro (1992) et de Kyoto (1997) à Johannesburg (2002) où se détermine l'avenir de notre monde. Les rapports, les études, les documents de travail, les notes et les correspondances recueillis par ce représentant de la France constituent une source précieuse pour l'histoire. A travers ces dossiers réunis par un témoin et acteur de premier plan, on peut suivre les préparatifs à ces forums, puis leur déroulement et les orientations prises.

C'est à la conférence de Stockholm en 1973 que Serge Antoine commence à évoquer l'intérêt d'une coopération multilatérale pour la **préservation de la Méditerranée**. Il est en grande partie à l'origine de l'initiative prise par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en faveur de la Méditerranée, initiative qui conduit au rapprochement des États riverains signataires des accords de Barcelone (1975). Serge Antoine est considéré à juste titre comme le « père du Plan Bleu », ce Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) qui ne s'attache pas seulement à lutter contre les sources de pollution, mais entend établir un développement intégré et une gestion attentive des ressources à l'échelle du bassin. Le Plan Bleu, dont Serge Antoine est l'organisateur et le fervent ambassadeur auprès des autorités politiques comme auprès de la communauté scientifique, tant en France qu'en Europe et dans tout le monde méditerranéen, occupe la plus grande part de ce fonds d'archives. La mobilisation sans précédent d'États multiples et si différents autour du grand plan de sauvetage de la Méditerranée se décrit dans la durée à travers les expertises, les analyses, les études mais aussi les comptes rendus de réunions, les rencontres des « parties contractantes », les protocoles et les programmes d'intervention.

A l'immensité de la tâche correspondent la diversité et la technicité des dossiers que Serge Antoine a patiemment étudiés, annotés, complétés. Aux côtés des textes officiels, des rapports publiés et des communications, l'historien a la chance de trouver, dans ce gisement documentaire, les notes préparatoires, les échanges, les projets qui éclairent sur le travail en profondeur effectué en amont des déclarations solennelles et des rencontres diplomatiques.

Pour s'investir dans tant de projets à la fois et gérer cette masse d'informations, Serge Antoine, distingue les domaines d'intervention tels que la protection du littoral, l'état de la pollution marine, la gestion des ressources en eau, l'évolution de l'agriculture et de la forêt méditerranéenne, le changement climatique... Enjeu majeur pour l'environnement, l'accroissement démographique et l'urbanisation sur le pourtour de la Méditerranée figurent parmi les principaux thèmes de réflexion et d'action. « Le fait urbain, déclare Serge Antoine, est pour moi au cœur de la problématique des sociétés contemporaines. Cela m'est apparu à maintes reprises et, en particulier, lors de la conférence de Vancouver en 1980 sur l'habitat et les établissements humains. » Les sommets mondiaux des villes organisés sous l'égide de l'UNESCO, à Lisbonne (1994) ou à Istanbul (1996), montrent bien que la pensée du visionnaire s'applique au-delà du bassin méditerranéen. Serge Antoine contribue à la formation de la Fédération mondiale des Cités unies (FMCU).

En tant que vice-président du Plan Bleu, il entretient des relations avec les instances internationales (UNESCO, OCDE...) et les représentants des gouvernements, dont les dossiers se font l'écho. Relations avec les bailleurs de fonds que sont la Banque européenne d'investissement et la Banque mondiale, avec la Commission européenne dans le cadre du programme Euro-Méditerranée qui institue un partenariat entre les deux rives de la Méditerranée. Contacts également avec les Organisations non

gouvernementales associées aux travaux du Plan Bleu, avec les organismes liés à la protection et au développement de la Méditerranée comme l'Institut méditerranéen de l'eau (IME), Environnement, développement et action (ENDA) , ou encore le Mediterranean Aspen Institute.

Une coopération scientifique, au travers de forums et de publications, s'établit avec de nombreux centres de recherche, tels que le Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), le Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée (GERME)...

Pour Serge Antoine, le travail pour la protection et le développement de la Méditerranée se traduit aussi par un engagement personnel dans plusieurs organisations : il est administrateur de la « Fondation Seydoux pour la Méditerranée » et président de l'association « Méditerranée 2000 » dont nous pouvons suivre les activités à travers les conseils d'administration.

Toujours à l'avant-garde des idées, il fait siens le concept d'écodéveloppement formulé par Ignacy Sachs (professeur à l'École des hautes études en sciences sociales) vers 1974, et la notion de développement durable officialisée par le rapport Brundtland en 1987. Désormais, comme le montrent ses dossiers, s'impose une stratégie d'écodéveloppement et de développement durable qu'il tend à mettre en œuvre avec ses partenaires méditerranéens.

En 1992, le sommet de Rio, auquel Serge Antoine participe en tant que conseiller spécial de la France, nourrit sa réflexion et donne un nouveau dynamisme au Plan Bleu. Serge Antoine est nommé représentant de la France à la Commission méditerranéenne du développement durable créée en 1996. Il préside le Comité français pour l'environnement et le développement durable (le « Comité 21 ») et collabore étroitement avec la Commission mondiale du développement durable.

Comme le prouvent ses interventions et écrits, il a depuis longtemps une conception globale du développement. Il ne considère pas l'environnement comme un domaine, mais associe sa protection au développement économique et social et au respect des pratiques culturelles.

Dès son entrée au ministère, cet homme de dialogue et d'ouverture agit pour instaurer une éducation à l'environnement ainsi que pour une meilleure connaissance réciproque entre les cultures. Il encourage les initiatives de coopération culturelle (création d'un réseau de librairies de la Méditerranée, organisation de colloques, de forums), il soutient le projet de protection des « 100 sites culturels méditerranéens » sous le patronage des Nations Unies et prend une part active aux colloques francophones organisés par le haut conseil de la Francophonie à Tunis (1991) ou en marge du sommet mondial de Johannesburg (2002).

Au terme de cette fructueuse carrière consacrée à la protection et à la mise en valeur de l'environnement, les archives laissées par Serge Antoine revêtent un caractère exceptionnel. Les dossiers permettent de suivre les étapes de la réflexion d'un précurseur, les engagements et les actions d'une personnalité influente, pendant près d'un demi-siècle où l'écologie s'est peu à peu imposée comme le principal enjeu de notre survie. Par ses hautes fonctions, par ses relations avec le monde scientifique, politique et associatif, et surtout par l'envergure de sa pensée, il nous conduit au cœur de décisions qui engagent notre avenir.

L'entrée des archives de Serge Antoine aux Archives nationales s'inscrit dans la continuité de l'œuvre du militant et pédagogue qui déclarait : « je suis le père du Plan Bleu, mais nous en sommes tous propriétaires ».

Bernard Vuillet, archiviste au ministère, 2008

Armand Louis, haut fonctionnaire

Versement 85J⁵⁵³

Auteur : par Evelyne Mermet

Sous-titres : Répertoire détaillé

Langue : Instrument de recherche rédigé en Cet instrument de recherche est rédigé en français.

Description physique :

Genre/Carac. phys. : Document d'archives

1051

8.00 ml

Dates extrêmes : 1880-1989

Organisme : : Les Archives départementales de la Haute-Savoie sont responsables de l'accès intellectuel des archives.

Producteur des archives

Louis Armand

Biographie ou histoire :

Savoyard, " né à Cruseilles, Haute-Savoie ", village dont il cite seize fois le nom en huit pages, dans le premier chapitre de son ouvrage *Simple propos*, voilà bien la véritable identité de Louis Armand, celle qu'il décline sur les feuilles de police de tous les continents. Un peu oublié des jeunes générations, l'on retiendra de lui son savoir, son humanité, son enthousiasme et sa sincérité, de belles qualités de toutes les époques. Jean Ullmo, son ami le plus intime et le plus constant, disait de lui : " Il nous offrait une image complète d'un homme sans ombre, c'est-à-dire dépourvu de mesquinerie. Il croyait parfaitement en l'homme et agissait parfaitement pour lui. Il était le modèle qui donne confiance ". Un bel exemple de vie à découvrir.

- 1905 (17 janvier) : Naissance de Louis Armand à Cruseilles (Haute-Savoie), fils de Jean-Marie et Marie-Clotilde Masson, instituteurs.
- 1917 : Entre directement en quatrième, au lycée Berthollet à Annecy. Baccalauréat.
- 1922 : Entre en classe de Mathématiques Spéciales, au lycée du Parc à Lyon.
- 1924 : Reçu aux concours d'entrée à l'École polytechnique, et à l'École normale supérieure. Entre à Polytechnique en octobre (en sortira second).
[...]
- 1929 : Ingénieur du Corps des Mines à Clermont-Ferrand. Travaux scientifiques personnels sur les eaux minérales.
[...]
- 1935 : Prix du Collège de France et de l'Académie nationale de médecine pour ses travaux scientifiques personnels sur les eaux minérales.[...]
1945 : Directeur du Service central du matériel à la SNCF (8 mai). Président du comité de la recherche appliquée du **Commissariat à l'énergie atomique** (CEA).
[...]
1950 : Robert Schumann lance l'idée d'une **Communauté européenne du charbon et de l'acier** (CECA) (mai).
[...]
1956 : Adhésion de Louis Armand au comité d'action pour les États-Unis d'Europe de Jean Monnet (janvier). Président de la Commission de l'énergie nucléaire de la CECA. Discours de Louis Armand à l'Assemblée nationale sur l'énergie atomique (juillet). Exposé de Louis Armand à une Commission du Conseil économique.

Nomination des Trois Sages (décembre). Président du conseil de perfectionnement de l'École polytechnique.

[....]

1968 : Président d'honneur de la SNCF. Premier président d'Euratom (Communauté européenne de l'énergie atomique) (janvier). Accord Euratom, USA (juin). Premier rapport de gestion d'Euratom, signé par Louis Armand (septembre).

1973 : Démission d'Euratom pour des raisons de santé (janvier). Président des Houillères de Lorraine (février). Création du comité Rueff-Armand (novembre).

1973 : Vice-président du comité Rueff-Armand chargé d'établir un rapport sur les obstacles à l'expansion économique. Membre de l'Académie des Sciences morales et politiques (décembre). Vice-président de la Fondation européenne de la culture. Publication du rapport de la Commission Rueff-Armand. Président de la Commission d'action contre la **Pollution de l'air**.

1961 : Publication de Plaidoyer pour l'Avenir. Secrétaire général de l'UIC (janvier).

1962 : Président de l'Association française de normalisation (AFNOR).

1963 : Membre de l'Académie française (13 juin), élu au fauteuil du professeur Henri Mondor.

1964 : Démission de la présidence des Houillères de Lorraine. Accord des réseaux européens de chemin de fer sur l'installation de l'attelage automatique.

1968 : Quitte le conseil de perfectionnement de l'École polytechnique. Publication du Pari Européen et Simples propos.

1973 : Président du comité pour l'**amélioration de l'environnement**.

1973 : Adoption par le gouvernement des **cent mesures en faveur de l'environnement**, proposées par Louis Armand. Publication de Propos ferroviaires.

1973 (30 août) : Mort de Louis Armand à Villers-sur-Mer (Calvados). Inhumation à Cruseilles.

1968 : Publication des Leçons de choses de Louis Armand.

1984 : Mort de Geneviève Armand, son épouse.

Historique de la conservation :

Ce fonds privé a été donné aux Archives départementales de la Haute-Savoie en avril 1990, par l'association des Amis de Louis Armand constituée le 32 mai 1973, après son décès, en vue de conserver son souvenir, et poursuivre son action en diffusant sa pensée.

Présentation du contenu :

Composé de documents, photographies, films et enregistrements couvrant l'activité intense et variée de Louis Armand, homme de la technique et du chemin de fer, grand résistant, académicien, ce fonds accessible sous la cote 85 J, représente 6 ml et se compose de 1051 articles faisant chacun l'objet d'une analyse détaillée.

Modalités d'accès :

Don

Statut juridique :

Archives privées

Conditions d'utilisation :

La reproduction des documents est soumise à l'autorisation des archives départementales de la Haute-Savoie. En cas de reproduction d'une ou plusieurs pièces, il conviendra de faire apparaître le nom du service dépositaire et la cote du ou des documents. Si un usage commercial des documents est envisagé, l'obtention de l'autorisation des ayants droits est nécessaire.

Bibliographie :

Ouvrages de Louis Armand :

- Simples propos, librairie Arthème Fayard, 1968, 320 p.
- Propos ferroviaires , librairie Arthème Fayard, 1973, 244 p.
- Les leçons de Choses , Del Duca-Paris, 1980, 222 p.
- " Booklet " sur le chemin de fer, 1973, 103 pages dactylographiées (ouvrage posthume, achevé, non publié, consultable dans l'inventaire sous la cote 85 J 1011).

Ouvrages de Louis Armand et Michel Drancourt :

- * Plaidoyer pour l'avenir , Calmann-Lévy éd, 1961, 254 p.
- Le Pari européen, librairie Arthème Fayard, 1973, 321 p.

Ouvrages sur Louis Armand

- Louis Armand, 40 ans au service des hommes, par l'association des Amis de Louis Armand, Charles Lavauzelle éd, 1986, 173 p.
- Louis Armand, visionnaire de la modernité , par Henri Teissier du Cros, éd. Odile Jacob, 1987, 484 p.

Bernard Dominique, militant écologiste

Référence

224 J 1-143

Niveau de description

Fonds

Intitulé

Fonds Dominique Bernard

Date extrême début

1973

Date extrême fin

2010

Importance matérielle

10,40 ml

Modalité d'entrée

dépôt

Lieu de conservation

Archives départementales de l'Ille-et-Vilaine

Date d'entrée

2011, 2012

Contenu

Dominique Bernard, physicien, adhère aux Amis de la Terre avec Yves Cochet en 1977, engagement politique auprès de Brice Lalonde à partir de 1981 en tant que responsable départemental ; participe à la création des Verts Nationaux et au niveau régional au regroupement de l'Écologie politique au sein de la Fédération écologiste bretonne qui deviendra Les Verts Bretagne, adhésion aux Verts en 1983 ; membre de la coordination et du secrétariat de Rennes-Verte ; délégué breton au Conseil national inter-régional des Verts (CNIR)

Fondateur et président du Centre d'information sur l'énergie et l'environnement (CIELE), membre fondateur de la Feuille d'érable et de la Maison de la consommation et de l'environnement (MCE) et président de l'association Agir pour l'environnement.

Très actif aussi dans la diffusion de la culture scientifique et technique : fondateur d'une Boutique de Sciences à Rennes, membre du Groupe de scientifique pour l'Information sur l'énergie nucléaire (GSIEN), nommé à la Commission française du développement durable, militant anti-nucléaire.

Accès

Conditions d'accès

libre

Sources complémentaires

A signaler : Fonds du CIELE (2449 W), Coopérative de l'érable (184 J)

Notes

(supplément non classé, juin 2017)

Référence : FR-FEP 11AM 1-116⁵⁵⁴

Intitulé : Dominique Bernard.

Dates prépondérantes : 1977-2008

Dates réelles : 1977-2008

Niveau de description : fonds

Producteur : Dominique BERNARD, physicien, adhère aux Amis de la Terre en 1977 et s'engage en politique à partir de 1981 lors de la campagne présidentielle de Brice Lalonde, candidat écologiste à présidence de la République. Il concourt au regroupement régional des mouvements écologistes de Bretagne au sein de la Fédération Écologiste Bretonne et à la création des Verts nationaux auquel il adhère à la création en 1984. Il est membre de la coordination et du secrétariat de Rennes-Verte, délégué breton au Conseil national linter-régional des Verts (CNIR) mais également vice-président du Centre d'information sur l'énergie et l'environnement (CIELE) et membres de plusieurs associations dont la Feuille d'Érable et le Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN).

Importance matérielle : 0,7 m. l. (soit 7 boîtes).

Modalités d'entrée : Le fonds a été déposé par Dominique Bernard à la fondation le 30 novembre 2017.

Lieu de conservation : Fondation de l'écologie politique

Historique de la conservation : Réunie au cours de ses années de militantisme, la collection d'autocollants présentée dans cet inventaire a été classée thématiquement par son producteur. Elle a été déposée à la FEP en même temps que le reste de son fonds composé de documents, affiches et objets de campagne.

Présentation du contenu : Le fonds contient des documents internes ou externes aux Verts que ce soit au niveau national, de la Bretagne ou du groupe de Rennes. Il y a également de nombreuses revues de presse concernant l'écologie politique. Sont également conservés de nombreux badges, d'autocollants, de diapositives, de bandes magnétiques et des affiches abordant de nombreux thèmes.

Mode de classement : Les documents ont été classés de façon chronologique pour respecter l'organisation de départ du producteur. Au sein de chaque année, les documents ont été regroupés par thème. Beaucoup d'entre eux reviennent pour chaque année : les Verts, les Verts Bretagne, les différentes élections. Les doubles ont été éliminés ainsi que

de nombreuses coupures de presse de différents journaux lorsqu'elles n'avaient pas de lien avec les mouvements écologistes ou avec des sujets écologiques.

Conditions d'accès : Libre dans le respect des droits d'auteur du règlement intérieur de la FEP.

Conditions de reproduction : Libre dans le respect des droits d'auteur du règlement intérieur de la FEP.

Langue des documents : français, allemand, anglais.

Sources complémentaires : On pourra également aux Archives départementales de l'Ille-et-Vilaine le fonds Dominique BERNARD conservé sous la cote 224 J.

Date de la description : juin 2021.

Contact : Meixin Tambay

m.tambay@fondationecolo.org ou archives@fondationecolo.org

Bonduelle Antoine, militant écologiste

Référence : FR-FEP 6AM 1-37⁵⁵⁵

Nom du fonds : Antoine Bonduelle

Dates prépondérantes : 1989-2000

Dates réelles : 1980-2005

Description physique: papier

Producteur : Antoine Bonduelle commence son combat militant dès 1968, lorsqu'il adhère aux Amis de la Terre de Lille. L'année suivante, on le retrouve aussi parmi les animateurs de Radio Lille 80, une radio libre émettant en public depuis la Maison de la nature et de l'environnement (MNE), devenue depuis la Maison régionale de l'environnement et des solidarités (MRES). De nombreuses fois ciblée par des saisies policières, cette radio est la dernière à émettre avant la fin de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing.

Antoine Bonduelle s'engage dès 1984 auprès des Verts dont il soutient les campagnes électorales, essentiellement dans sa région du Nord-Pas-de-Calais.

En 1988, il développe avec Philippe Tostain l'Association droit au vélo (ADAV), devenue par la suite la première association de Lille en nombre d'adhérents. Il travaille en parallèle au développement du rapport de force institutionnel et médiatique pour les Verts, à l'élargissement de la base des militants écologistes, à la réflexion sur la logique de l'action collective...

À partir de 1994 et jusqu'en 2003, il est associé au bureau d'études coopératif INESTENE (Paris) sur l'énergie et l'environnement, fondé par Pierre Radanne. Dans ce cadre, il effectue des travaux pour l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), l'Union européenne, Greenpeace, le WWF ou encore le Groupe Vert au Parlement européen. Il effectue à ce titre nombre de modélisations et formule des critiques du système électrique français.

Il fonde, en 1996, le Réseau Action Climat - France (RAC-F), section française du Climate action network, dont il prend la première présidence jusqu'en 2003. Il poursuit jusqu'à ce jour son travail bénévole au bureau exécutif. Il a été, par le biais du RAC notamment, le responsable des ONG françaises de défense de l'environnement lors des conférences internationales sur le climat, notamment à Berlin (COP1, 1995) et à Kyoto (COP3, 1997).

Il a par ailleurs participé au Groupe intergouvernemental d'étude des changements climatiques (GIEC), comme Expert Reviewer du groupe III (mitigation, politiques énergétiques) du GIEC de 2007 et 2013 ainsi que pour le rapport du GIEC de 2011 sur les énergies renouvelables.

Ingénieur et journaliste formé en sciences politiques, Antoine Bonduelle est actuellement – et ce depuis 2005 – consultant en énergie et environnement pour des entreprises, des ONG ou des collectivités publiques. Il a été membre du Conseil économique, social et environnemental durant deux mandats (2010-2015, 2015-2021).

Importance matérielle : 0,8 m. l. (soit 8 boîtes).

Modalités d'entrée : Antoine Bonduelle a donné ses archives papier à la Fondation en octobre 2016 (bordereau de Versement 11/16), auquel il faut ajouter deux dons d'affiches (bordereaux de Versement n°9/16 et 3/17).

Historique de la conservation : Les archives ont été versées en 2016.

Présentation du contenu : Les archives d'Antoine Bonduelle retracent son parcours militant de la fin des années 1973 au début des années 2000, en particulier son implication au sein des Verts du Nord et de la Commission énergie des Verts.

Mode de classement : Les documents ont été classés chronologiquement, en fonction des engagements d'Antoine Bonduelle. Trois livres¹ ont été mis à part dans la bibliothèque de la FEP.

Plusieurs éliminations ont été pratiquées :

- coupures de presse et documentation sur Euralille ;
 - presse nationale généraliste sur l'actualité politique ;
 - documentation sur la mobilité, les transports et l'aménagement urbain ;
- doubles de documents des Verts.

Le fonds comporte aussi des affiches qui feront l'objet d'un classement ultérieur.

Conditions d'accès : Ces documents sont des archives privées. Se référer au contrat de don pour voir les modalités de communication.

Conditions de reproduction : Les reproductions dans le cadre d'un usage privé se font conformément au règlement de la FEP. Dans le cas d'un usage public, l'autorisation écrite du donateur est requise.

Langue des documents : français, allemand et anglais.

Sources complémentaires : Concernant les Verts de Lille et du Nord-Pas-de-Calais, voir les fonds des Verts Nord-Pas-de-Calais (7AP) et le fonds Marie-Christine BLANDIN (12AM) conservés à la FEP pour des compléments.

Date de la description : février 2022.

Lieu de conservation: Fondation de l'écologie politique

Contact : Meixin Tambay

m.tambay@fondationecolo.org ou archives@fondationecolo.org

Chabasson Lucien, haut fonctionnaire⁵⁵⁶

Entretien de Lucien Chabason, 2006

Extrait du Versement **20173332**

Conseil général de l'environnement et développement durable (CGEDD)

Comité d'histoire

Archives orales des ministères de l'Équipement et de l'Environnement, 1994-2016

Voir cote **20173332/43**⁵⁵⁷ (Site Internet Archives nationales)

22 décembre 2006

Entretien Lucien Chabason (109'37")

Lieu de conservation : Archives nationales

⁵⁵⁶Voir biographie <https://histoire-environnement.org/CHABASON-Lucien>

⁵⁵⁷ <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-de-Lucien-Chabason-2006>

Chambolle Thierry, haut fonctionnaire

Biographie

Né le 12 juin 1939 à Beychac-et-Caillau (Gironde)

Ingénieur général des Ponts et Chaussées

Études : Lycée Montesquieu à Bordeaux, Lycée Louis-le-Grand à Paris, Institut d'études politiques de Paris

Diplôme : Ancien élève de l'École Polytechnique, Ingénieur de l'École Nationale des Ponts et Chaussées

Carrière (jusqu'en 1988) :

- Ingénieur d'arrondissement en Martinique (1965-1977)
- Ingénieur du Service maritime du Languedoc-Roussillon-Port-de-Sète et aménagement du littoral (1968-1973)
- Chef de l'arrondissement mixte de Bayonne (1973-1974)
- Chargé de mission à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (1975-1976)
- Chef du service économique et financier de la direction des ports maritimes (1976-1977)
- Conseiller technique du ministre de la Culture et de l'Environnement (1977)
- Directeur de la **Prévention des pollutions et nuisances** (1968-1987)
- Directeur de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques, Délégué aux **risques majeurs** (1987-1989)
- Administrateur du Centre national d'exposition des océans (Cnexo) (1979-1983)
- Administrateur de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer), du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) (depuis 1979) et de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME).

Entretien de Thierry Chambolle 2006

Extrait du Versement **20173332**

Conseil général de l'environnement et développement durable (CGEDD)

Comité d'histoire

Archives orales des ministères de l'Équipement et de l'Environnement, 1994-2016

Voir cote **20173332/41**⁵⁵⁸ (Site Internet Archives nationales)

22 décembre 2006

Entretien Thierry Chambolle (2 MiniDisc (95"14"), 2 fichiers wav, 1 mp3 (versions numérisées). Transcription : 1 fichier pdf.

558 <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-de-Thierry-Chambolle-2006>

Lieu de conservation : Archives nationales

Danielsson Bent⁵⁵⁹, anthropologue

Biographie

né le 6 juillet 1921 à Norrköping (Suède), mort le 4 juillet 1997 à Stockholm est un anthropologue suédois, spécialiste de la Polynésie, qui a participé à l'expédition de Thor Heyerdahl sur le Kon-Tiki (1947) et aux actions contre les **essais nucléaires** de la France dans le Pacifique de 1976 à 1996

Sources :

[Wikipedia](#)

Lieu de conservation

Service du patrimoine archivistique et audiovisuel de Polynésie française

Conditions d'utilisation

Application de la loi sur les archives

Garrigou-Lagrange Paul, scientifique

Versement 19 J⁵⁶⁰

Fonds Garrigou-Lagrange, Paul, scientifique

Sommaire

19 J 1-62 : Correspondance personnelle de Paul Garrigou-Lagrange (1855-1927), scientifique, météorologiste et hydrologue : documents concernant la Société Gay-Lussac, l'observatoire de Limoges, la **Commission de météorologie** et tout particulièrement les Congrès de l'Arbre et de l'Eau. Ces archives ont été sauvées en 1980. Une partie se trouve à la bibliothèque municipale, une autre aux archives municipales de Limoges.

1877-1941

Métrage linéaire : 2

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de la Haute-Vienne

Grevet Simone, membre d'association

Versement 332 J⁵⁶¹

Fonds Simone Grevet

Histoire du fonds

Le fonds Simone Grevet donné aux Archives départementales en 2020 est issu de l'activité bénévole de Madame Grevet au sein de l'association pour la protection du littoral croisicais (APLC) créée en 1991 par huit croisicais pour lutter contre un projet de port au Croisic. L'association a pour objectif de protéger le littoral et, en particulier, empêcher des constructions en eaux profondes sur les secteurs de Saint-Goustan et Le Castouillet. Elle est agréée "association de protection de l'environnement" ce qui lui permet de participer à l'action des organismes publics concernant l'environnement et d'être éventuellement désignée pour siéger dans des Commissions ou conseils à vocation consultative.

Après s'être associée à l'association Défense de l'environnement et côte sauvage (Decos) en 2004, elle est dissoute en 2005.

Simone Grevet, adhérente de l'association, a regroupé des documents en rapport avec son activité associative et ses centres d'intérêt sur le naufrage du pétrolier Erika, ses causes et ses conséquences.

Le 12 décembre 1999, **le pétrolier Erika**, fissuré, se brise en deux au large de la Bretagne et déverse près de 20 000 tonnes de pétrole dans la mer. La marée noire touche les littoraux du Finistère à la Charente-Maritime, soit environ 400 kilomètres de côtes.

Pompiers, militaires et volontaires s'organisent pour dépolluer et tenter de préserver la faune et la flore touchées. L'affaire est portée devant les tribunaux et, pour la première fois en France, le préjudice écologique est reconnu.

Présentation du contenu

Les documents concernent le naufrage du pétrolier Erika en 1999 et la catastrophe écologique qui en a résulté. Ils se composent essentiellement de coupures de presse, de rapports.

Mode de classement

332 J 1 - 9 : adhésion à l'association de protection du littoral croisicais

332 J 10 - 32 : documents collectés en lien avec le **naufrage du navire pétrolier l'Erika**

Dates extrêmes

1999-2019

Métrage linéaire : 0,73 ml

Statut juridique : Archives privées

Communicabilité : Communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de la Loire Atlantique

Huglo-Lepage (cabinet d'avocats)

Versement 120J 1-38⁵⁶²

Archives du cabinet d'avocats Huglo-Lepage, 1968-1992

Présentation du contenu

Affaires consécutives au naufrage du pétrolier Amoco-Cadiz : dossiers des collectivités et des marins-pêcheurs, synthèses des expertises, documents juridiques et conclusions récapitulatives de première instance, comptes-rendus hebdomadaires de l'évolution du procès adressés aux élus par Christian Huglo.

Historique du producteur

Cabinet d'avocats Huglo-Lepage

Modalités d'entrée

Dépôt

Conditions d'accès

Accès soumis à autorisation

Conditions d'utilisation

Reproduction soumise à autorisation

Autre(s) instrument(s) de recherche

État Sommaire

Description physique

30 ml

Mots-clefs

Matières :

accident, contentieux, dommage, hydrocarbure, mer, navigation, pollution, procédure

Noms de lieu :

Bretagne, Côtes d'Armor, Manche, New York, Paris

Noms de personne :

Amoco-Cadiz, Huglo, Josselin, Arzel

Noms de collectivité :

CETAME, CIAT, Huglo-Lepage (cabinets d'avocat)

Localisation

Archives départementales des Côtes-d'Armor

Kervern Georges-Yves, haut fonctionnaire

Versement 20100225⁵⁶³

Le fonds particulier Georges-Yves Kervern , ingénieur, **expert en risques**

Biographie

Né le 9 mai 1935 à Nantes. Décédé le 16 décembre 2008.

Fils de Georges Kervern expert maritime, et de Marguerite Touz. Marié à Simone Alloiteau, directrice de galerie d'art (3 enfants)

Ancien élève de l'École polytechnique (promotion 1955 ; sorti classé 12ème, "Mines de France d'Outre-Mer"). Ancien élève de l'École des mines de Paris (Entré en 1968 classé 10 sur 13 corpsards, sorti classé 5 sur 13). Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris 9, où il sera Maître de conférences de 1968 à 1973. Corps des mines.

Il travaille d'abord au Ministère de l'industrie de 1961 à 1968, au service des minerais et métaux, puis au Cabinet du ministre.

De 1968 à 1986, il travaille dans le groupe Pechiney, comme directeur à la direction générale, puis comme président de Tréfinmétaux (1980), puis président d'Aluminium Pechiney (1980) et de Cégédur.

De 1986 à 1989, il est conseiller à la direction générale de Paribas.

De 1989 à 1995, il est à l'Union des assurances de Paris (UAP), comme conseiller du président puis comme directeur général adjoint.

Il dirige ensuite le projet de télé-assurance commerciale Tactic. Il fonde Assurland. Très au fait de la gestion des risques, il dirige le projet Cyndinopolis à partir de 1999.

En parallèle, il continue à faire des cours, notamment à la Sorbonne et à l'Université de Lyon 3. En 1996-1997, il est directeur général de la Fondation Sophia-Antipolis, puis en 1997-1998, Président de l'association des villes numérisées. A partir de 1997, il est membre du Comité national d'évaluation de la recherche (domaines économique, social, culturel, scientifique et technique).

Pour en savoir plus site Internet Annales des Mines⁵⁶⁴

563 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Don-Georges-Yves-Kervern-concernant-la>

Voir fonds d'archives de l'Institut pour la maîtrise des risques <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Institut-pour-la-maitrise-des-risques-historique>

564 <http://www.annales.org/archives/x/kervern.html>

Présentation du fonds

Le présent fonds est un don de l'épouse de Georges-Yves Kervern, recueilli à son domicile peu de temps après le décès de celui-ci et retraçant un pan essentiel d'une carrière aux multiples facettes.

G.Y. Kervern (1935-2008), polytechnicien et ingénieur des mines, a effectué une grande partie de sa carrière dans le secteur privé, en particulier à Péchiney et à l'UAP, après un passage au ministère de l'Industrie de 1961 à 1968. Devenu spécialiste de la gestion des risques, enseignant et initiateur de nombreux projets, il avait été nommé en 1997 au Conseil national d'évaluation de la recherche (CNER).

Il est, avec quelques autres penseurs, à l'origine d'une démarche encore peu connue : la cindynique. Le fonds particulier G.Y. Kervern n'est pas celui d'un haut fonctionnaire de l'Environnement ou de l'Équipement, on n'y trouvera pas les missions et les rapports qui constituent le fruit des postes successifs, ce n'est pas non plus l'empreinte de son parcours personnel et professionnel mais les « outils de travail » qu'il a rassemblés autour d'un objet intellectuel qui touche l'essence même des administrations précitées.

La cindynique, qui se veut la science du danger et reprend la racine grecque du mot, a été fondée en décembre 1987 à la suite d'un colloque international réunissant à l'United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) plus de mille experts des risques technologiques majeurs à l'initiative de l'Association française des cadres dirigeants pour le progrès social et économique (ACADI) présidée par G. Y. Kervern. A cette époque, les grandes entreprises s'interrogeaient sur le développement d'une nouvelle fonction spécifique, le « Risk manager »⁵⁶⁵, plus réfléchi et aussi plus « moderne » que le traditionnel responsable de la sécurité.

Accidents et catastrophes industriels avaient déjà été regroupés et analysés dès 1980 par Patrick Lagadec, ingénieur de recherche au Laboratoire d'économétrie de l'École Polytechnique, sous l'étiquette de « risques technologiques majeurs ». La France se dota entre 1984 et 1986 d'un Secrétariat d'État chargé de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs tenu par le vulcanologue Haroun Tazieff.

La réflexion cindynique va progresser au cours de séminaires tenus en 1989 et 1992 puis se déployer à travers diverses institutions : l'Institut européen des cindyniques créé en janvier 1990 dont les présidents ont été Pierre Tanguy puis Claude Frantzen, Cindynopolis en 1999. Les pôles d'enseignement se multiplient également : l'École des mines de Paris qui inaugure une chaire de Sécurité industrielle en novembre 2006, dès les années 1990 les cours de G. Y. Kervern à la Sorbonne et à Lyon en matière de gestion globale des risques et des crises ainsi que de nombreux autres cursus.

G. Y. Kervern distingue trois générations de recherches cindyniques : la première (1987-1994) correspond à la question du risque technologique majeur illustrée par plusieurs catastrophes, la seconde (1994-2001) abordait le risque psychologique en transférant les premiers concepts cindyniques vers la société civile représentée ici par la famille, la ville, la santé publique, enfin la troisième serait celle de la « menace anthropologique majeure », soit le terrorisme, les conflits mais aussi la transformation totale du milieu naturel, son artificialisation par des technologies non réversibles.

L'ambition de ses géniteurs qui peuvent la présenter hors de son cadre originel comme « un nouveau paradigme en sciences sociales » et une formalisation toujours plus poussée pour maîtriser la complexité ont conduit au transfert progressif des cindyniques des

⁵⁶⁵Le « Risk manager » a été inventé en 1956 par Russel Gallagher des assurances Philco dans la Harvard business review, en France les « gestionnaires de risque » sont notamment représentés par l'Association pour le management des risques et des assurances dans l'entreprise (AMRAE)

activités des risk-managers industriels vers les sciences humaines, la sociologie mais aussi le milieu des psycho-thérapeutes qui en ont repris très vite les concepts.

G.Y. Kervern s'est ainsi placé à l'orée d'une multitude de chemins qui demandent à être explorés.

Sommaire

Dossiers de Georges-Yves Kervern, ingénieur des mines, expert en risques

Art 1-2 : données propres à Georges-Yves Kervern, 1991-2008

Art 3-9 : évolution formalisée de la démarche cindynique (évaluation des risques), épistémologie et modélisation de la complexité, anthropologie cindynique, 1989-2006.

Art 10-24 : diffusion de la cindynique : instituts et outils, enseignement et colloques, 1987-2008.

Art 25-34 : politique et gestion des risques : systèmes, organisation et réponses, gestion territoriale, 1987-2008

Art 35-50 : application casuelle de la cindynique : risques des réseaux et organisations humaines, risques naturels, 1988-2008.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 50

Métrage linéaire : 5 (16 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Laurent Pierre, président d'association

1. Identification

1.1 Type d'entité

Personnalité

1.2 Forme autorisée du nom

Pierre Laurent

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1904 – 2002

2.2 Histoire

2.3 Lieux

Fonds « Pierre Laurent »

Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC), Université de Bretagne Occidentale, Brest.

2.4 Statut juridique

2.5 Fonctions et activités

Pierre Laurent a appris la langue bretonne à quinze ans. Il entre à l'École polytechnique en 1922.

De 1947 à 1956 il est président de Ker Vreiz, le foyer culturel breton de Paris.

Jusqu'en 1973 il est vice-président de l'Union fédéraliste des communautés ethniques en Europe.

Puis élu président de l'Union régionale bretonne de l'environnement (URBE), il entre à ce titre au Comité économique et social régional. Il a notamment participé à l'élaboration de la Charte culturelle bretonne et à la mise en place de l'Institut culturel de Bretagne.

Il est décoré de l'ordre de l'Hermine en 1991.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Fonds "Pierre Laurent".

Journées régionales de l'environnement, Pontivy, mars 1973 : réunion des conseillers généraux de Bretagne sur le thème de l'environnement, rapports préparatoires sur les ressources naturelles, l'urbanisme, les constructions en zone littorale et la protection de l'environnement, enquête auprès de touristes, discours d'ouverture, rapports présentés, programme, note d'information, liste des invités, motion adoptée au terme des journées (1973-1973).

Union régionale bretonne de l'environnement - URBE : correspondance, articles de presse, notes, motion adoptée en assemblée générale (1974), les assises permanentes de l'environnement en Bretagne (fiche d'information, correspondance au sujet des états régionaux de l'environnement, bilan trois ans après les états régionaux de l'environnement), la lettre de l'URBE, espace pour demain... (1973-1986).

Projet de centrale nucléaire à Plogoff : correspondance, études, rapports, notes, articles de presse, conseil économique et social régional... (1975-1981).

Amoco Cadiz : correspondance, études, rapports, articles de presse... (1968-1980).

Documentation : collection de périodiques.

1973-1986

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 2,65 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé au Centre de recherche bretonne et celtique à l'Université de Brest.

Origine

Laurent, Pierre

Accroissements

Le fonds est clos.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable du détenteur du fonds. La demande doit être motivée par un travail de recherche ou de valorisation. Elle doit être adressée à Philippe Jarnoux, directeur du Centre de recherche bretonne et celtique, 20 rue Duquesne, 29200 Brest (philippe.jarnoux@univ-brest.fr).

Legrand Patrick, ancien président de France nature environnement

Référence

801AP⁵⁶⁶

Intitulé

Activités de Patrick Legrand, personnalité de la protection de la nature et de l'environnement.

Dates extrêmes

1971-2012

Importance matérielle

37 boîtes, 3,70 ml.

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

Modalités d'entrée

Don

Historique du producteur

Architecte D.P.L.G, Ingénieur de recherches de l'INRA, études complémentaires en Linguistique, Lettres modernes et Archéologie.

Durant les années 70 et, après 3 ans dans une agence d'architecture comme chef du bureau de dessin, chargé d'études dans l'un des premiers bureaux d'études en environnement (Eco-Projet) puis chargé de recherche dans un centre d'enseignement et de recherche nouvellement créé par l'École nationale des Ponts et Chaussées (le CERGRENE, maintenant CERVE), il se spécialise alors dans les domaines de la morphologie urbaine, de l'analyse opérationnelle des paysages et des végétations urbaines (co-inventeur du Cadastre vert®), des éthologies d'évaluation environnementale ou d'aménagement intégré en milieu rural ou urbain, et des cartographies associées.

Après avoir été conseiller technique, chargé de la démocratisation des enquêtes publiques, du bruit, des grands équipements et de l'environnement urbain, au cabinet de Madame Huguette Bouchardeau, ministre de l'Environnement, de 1983 à 1984, et chef de la Mission du Paysage (direction de la Protection de la Nature), il a participé à l'INRA, entre 1986 et 2008, à l'intégration de l'environnement et du développement durable dans les politiques, les programmes et les recherches de l'Institut, à la valorisation et à la diffusion des travaux et des résultats (créateur, notamment, du Courrier de l'environnement de l'INRA (irrégulomadaire en français, 15 000 exemplaires, 50 000 lecteurs) et y a suivi les relations avec les acteurs politiques, administratifs, professionnels et sociaux intervenant dans ces domaines.

Il a été simultanément, de septembre 1999 à août 2000, conseiller chargé de la nature et de la chasse au cabinet de Madame Dominique Voynet, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement.

Il a été, de février 2008 à mars 2013, Vice-président de la Commission nationale du débat public (CNDP, autorité administrative indépendante). Administrateur de la Fédération française des sociétés de protection de la Nature (France Nature Environnement) de 1986

⁵⁶⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Fonds-d-archives-Patrick-Legrand-1971-2012>

à 1995 et président de 1992 à 1995, il en est Président d'honneur. Premier président, de 1991 à 1993, du Collectif Environnement Développement International (CEDI), il dirigea les travaux préparatoires et la délégation des associations françaises d'environnement à la Conférence de Rio-de-Janeiro sur l'environnement et le développement (1992). En 1996, il a fait partie de la Commission d'experts pour la consultation de la population sur le projet de canal Rhin-Rhône.

Ancien membre du Conseil économique et social (1994-1999), du Comité national d'évaluation des établissements à caractère scientifique, culturel et professionnel (1995-1999), de la Commission française du développement durable (1996 -2000), de la Commission nationale du débat public (1997-2013) de 2003 à 2006, président de la commission particulière du débat public **ITER en Provence International thermonuclear experimental reactor, Cadarache**) et de la Commission d'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire (1998-2000).

Correspondant national de l'Académie d'Agriculture de France (depuis 2002 - section des Sciences de l'Homme et de la société) et membre associé du Conseil général des Ponts et Chaussées (2001). Chevalier dans l'Ordre national du Mérite et officier du Mérite agricole.

Présentation du contenu

Ce versement présente les dossiers de Patrick Legrand qui relatent sa carrière depuis 1970 jusqu'à 2013 à savoir

Bureau d'études Eco-Projet, 1971-1983

Cabinet Hugnette Bouchardeau, ministre de l'environnement, 1982-1984

Mission du paysage (direction de la protection de la nature, ministère de l'environnement), 1984-1988

Ecole nationale des ponts et chaussées (ENPC)-Centre d'enseignement et de recherche pour la gestion des ressources Naturelles et de l'Environnement (CERGRENE), 1981-1984
INRA/Cellule environnement puis mission environnement société, 1982-2008

France nature environnement (FNE), 1992-1993

Collectif environnement développement international (CEDI), 1991-2002

Conseil économique et social, 1988-1999

Cabinet Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 1999-2000

Commission nationale du débat public (CNDP) dont notamment celui **d'ITER en Provence International thermonuclear experimental reactor, Cadarache**), 2001-2012

Raffin Jean-Pierre, membre fondateur d'association

Référence

20190492

Niveau de description

Fonds

Intitulé

Fonds numérique : entretien de Jean-Pierre Raffin, président d'honneur de France nature environnement

Dates extrêmes

26 septembre 2016 – 16 novembre 2016

Noms des principaux producteurs

Ministère de Transition écologique et solidaire, Comité d'histoire

Importance matérielle

26,4 Mo

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. L.213-1 à L.213-7. Voir contrat de confidentialité

Conditions de réutilisation

Non librement réutilisable.

Sources complémentaires

217AS : Activités de France nature environnement (1941-2003)

Modalités d'entrée

Versement

Historique de la conservation

Créé en 1995, le **Comité d'histoire ministériel** a pour mission de maintenir vivante la mémoire et de se consacrer à l'étude et à la recherche nécessaire pour assurer la conservation, l'enrichissement et la valorisation de son patrimoine. Il développe des activités dans les domaines concernant aujourd'hui les champs de compétences des ministères dont il dépend : transition écologique et solidaire (environnement, prévention des risques, des transports et de la mer) et cohésion des territoires (urbanisme, logement, aménagement).

Jean-Pierre Raffin, né le 1er avril 1937 à Boulogne-Billancourt (Seine), est une personnalité française de la protection de l'environnement. Licencié ès sciences naturelles, il est docteur de 3e cycle en histologie et cytologie comparées et docteur d'État ès sciences naturelles. Avant sa retraite en 2002, il occupa différentes fonctions à la faculté des sciences de Paris puis à l'université Paris VII-Denis-Diderot. Il débute comme enseignant chercheur en 1963 comme moniteur de travaux pratiques de zoologie (invertébrés et vertébrés) il créa l'enseignement de l'écologie en 1973 avec François Ramade. Il devient ensuite maître-assistant en écologie à partir de 1973 puis maître de conférences en écologie dès 1985. Depuis 1984, il est cofondateur et coresponsable de la filière Connaissance, Gestion et Aménagement des Espaces Naturels et humanisés (CGEN) puis du département, du DESU et du DESS "Espace et milieux" de l'université Paris VII-Denis-Diderot (de 1996 à 1997) et enfin responsable du DESS "Espace et milieux" (de 2000 à 2002). Engagé dans la défense du parc national de la Vanoise, il s'engage à France Nature Environnement, dont il sera président et dont il est maintenant président d'honneur. Il est à l'origine du choix du logo du hérisson. Il a occupé de

nombreuses fonctions dans des instances en rapport avec l'environnement. Il a été membre du Conseil national de protection de la nature et de son comité permanent (de 1977 à 1989), membre puis responsable du Groupe Ours (entre 1983 et 1990), puis membre du Haut Comité à l'Environnement (de 1982 à 1986), président de sa Commission "Environnement et équilibre des espèces et des milieux, membre des Conseils d'administration du parc national des Écrins (de 1968 à 1989 puis de 1995 à 1997) et du Parc national des Pyrénées (de 1989 à 1995). Ensuite, il est membre puis président (de 2002 à 2006) du Conseil scientifique du Parc national des Ecrins, Président du Collège des Pts de Conseils scientifiques de Parcs nationaux (en 2005 et 2006), membre de l'UICN. SSC Bear Specialist Group (de 1991 à 2002). Catholique, il est membre de la Commission "Sauvegarde et gérance de la création" de Pax Christi depuis 1991, devenue Antenne d'"Environnement & modes de vie " Pax Christi – Commission sociale des évêques de France en 2002, vice-président de cette antenne depuis 2002, membre du comité de sélection Eole 2005 (de 1996 à 1997), membre du cabinet du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (de 1997 à 1999), membre du Conseil Environnement d'EDF (depuis 1998), membre de la Commission du génie biomoléculaire (de 2000 à 2002), et enfin Président de l'Observatoire des marées noires (de 2000 à 2002). Il est l'auteur de 15 ouvrages dans le domaine de l'histochimie et de la neuroembryologie expérimentale et 73 dans le domaine de la connaissance et de la gestion du patrimoine naturel et a été nommé chevalier puis officier de l'ordre national du Mérite (en 1983 et 1996) puis chevalier et officier de l'ordre de la Légion d'honneur (en 1987 et 2000). Candidat sur la liste des Verts aux élections européennes de 1989, il est député européen du 11 décembre 1991 au 18 juillet 1994, en remplacement de députés démissionnaires. Il est membre de la Commission de l'environnement, de la santé publique et de la protection des consommateurs. Il choisit de ne pas briguer de second mandat.

Évaluation, tris et éliminations

Conformément à la politique d'archivage du ministère de la Transition écologique et solidaire, seuls les dossiers identifiés pour leur valeur patrimoniale sont conservés.

Mode de classement

Le plan de classement des archives est construit par les producteurs des archives et les archivistes. Afin de rendre compte des actions réalisées dans le cadre des politiques publiques portées par l'administration, il est organisé par fonction et activité. Aussi, le classement actuel respecte le(s) plan(s) de classement adopté(s) lors du Versement aux archives du ministère de la Transition écologique et solidaire.

Accroissement

Fonds non clos

Présentation du contenu

Le Comité d'histoire constitue un fonds d'archives sonores, composé de témoignages pour la recherche en sciences humaines sur l'histoire et la mémoire du ministère. À l'heure actuelle, il a recueilli plus de 200 témoignages de membre de cette administration. Il s'est intéressé à l'évolution des métiers et des cultures professionnelles, aux grands bouleversements qui l'ont touchée (collection « Campagnes thématiques et métiers », aux parcours de carrière des personnalités de ce ministère (collection « récits de carrière). Le comité d'histoire met en œuvre, avec l'aide de chercheurs associés, des campagnes de recueil de témoignages oraux qui portent sur des thématiques variées. Les enregistrements recueillis servent à alimenter la recherche sur les politiques publiques et l'histoire de l'administration en France, mais également à construire une histoire du ministère, et à garder la mémoire des métiers de l'équipement et des bouleversements

survenus ces cinquante dernières années dans l'administration. A ces campagnes s'ajoute la collection Récit de carrière, créée en 2004, qui donne la parole à de grandes figures de l'administration, témoins et acteurs des politiques publiques mises en œuvre par le ministère. Ces entretiens, réalisés conjointement par des chercheurs et des membres du comité d'histoire, reviennent sur les bouleversements politiques et administratifs de ces cinquante dernières années vus par de hauts fonctionnaires de l'administration centrale et régionale. Après le don aux Archives nationales des archives de France nature environnement (FNE) réalisé en 2015 par Jean-Pierre Raffin , président d'honneur de FNE, la mission archives du ministère a demandé au comité d'histoire de réaliser un entretien de Jean-Pierre Raffin. Ce fonds comporte, en format numérique , l'entretien sonore, la transcription écrite de l'entretien et le contrat de condition de communicabilité

Sources complémentaires

217AS :Activités de France nature environnement (1941-2003)

Référence

2021-0232⁵⁶⁷

Niveau de description

Groupe de cotes

Intitulé

Collection de diapositives couleur de France Nature environnement réalisées par Jean-Pierre Raffin

Dates extrêmes

1968-1996

Noms des principaux producteurs

Jean-Pierre Raffin

Importance matérielle

133 diapositives couleur

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales (don en cours de réalisation)

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

Conformément aux règles de réutilisation des données publiques régies par la loi n°68-753 du 17 juillet 1968, dite loi CADA.

Modalités d'entrée

⁵⁶⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Collection-de-diapositives-couleur-de-France-nature-environnement-realisees-par>

Don

Historique de la conservation

Jean-Pierre a réalisé et conservé chez lui une collection de diapositives couleur conservées dans de bonnes conditions. Toutes les diapositives sont numérotées, datées et décrites

Évaluation, tris et éliminations

L'ensemble des diapositives ont été conservées

Mode de classement

Le plan de classement du fond correspond à celui réalisé par Jean-Pierre Raffin

Sources complémentaires

Versement 217AS : Activités de France nature environnement, 1941-2003

Versement 20210232 : Collection d'affiches FNE, 2009-2018

Versement 20210198 : Conseil d'administration, assemblées générales, réseaux, publications, 1977-2021

Présentation du contenu

Ce fonds concerne des diapositives relatives à l'ours et les marées noires.

Marée noire.

Lors de l'Assemblée générale de la FFSPN (maintenant surnommée France Nature Environnement) consacrée à « la valeur économique du littoral », les associations réunies à Brest les 3 et 5 février 1968, ayant en mémoire la marée noire du Torrey Canyon (1977), avaient interrogé le représentant du Préfet maritime sur les mesures prévues en cas d'éventuelle marée noire. Il leur fut répondu qu'improbable, compte tenu de la qualité des pétroliers en circulation, tout avait été prévu pour y pallier cependant. Les faits démontreront le contraire un mois et demi après.

Alors secrétaire général de la FFSPN et enseignant-chercheur en écologie à l'Université Paris 7-Denis Diderot (co-fondateur de l'enseignement de cette discipline, en 1973, dans cette université), j'ai alors demandé, après le naufrage, aux collègues universitaires et associatifs bretons ce que pouvaient faire des biologistes parisiens pour les aider. La réponse a été d'examiner une partie du littoral des Côtes d'Armor pour relever les impacts sur la flore et la flore marine de la zone intertidale et sur la frange littorale terrestre contigüe. C'est ainsi que j'ai monté une équipe de biologistes de différentes disciplines. Les clichés illustrent essentiellement une première mission en mai 1968. Sur place nous nous sommes dits qu'il serait intéressant d'assurer un suivi pour observer comment se reconstitueraient les milieux touchés. Ce qui a été fait pour certains sites jusqu'en 2009. Mais se posait deux questions : comment évaluer sans avoir l'état des lieux avant la marée noire ? (c'est ainsi que nous avons préconisé à la suite de la marée noire de l'Amoco Cadiz, la mise en place d'observatoires du milieu littoral où serait suivie l'évolution de la diversité biologique sur le long terme. Cette proposition n'a pas été retenue par les pouvoirs publics) ; comment évaluer la part due au pétrole ou aux produits de nettoyage utilisés largement sur les milieux rocheux des hauts de plage qui par ruissellement fluaient vers les zones sableuses de ces plages ou vers les zones vaseuses ? Cela était d'autant plus vrai que nous ignorions, de plus, la nature des produits détergents utilisés, faute que les autorités responsables du nettoyage ne se soient manifestement souciés d'en faire l'inventaire et de conserver une trace de ce qui avait été utilisé, où et quand.

L'improvisation qui a présidé aux opérations de nettoyage du printemps 1968 et l'usage de détergents (dont les collègues britanniques ayant vécu la pollution du Torrey Canyon nous avait fait savoir qu'ils pouvaient avoir un impact sur la flore et la faune pire que le seul pétrole) a amené les biologistes et associatifs bretons à préconiser une anticipation des futures marées noires. Cela concernait notamment le matériel de récolte du pétrole (les seuls engins efficaces avaient été les tonnes à lisier des paysans du littoral et pelles et seaux pour un ramassage « à la chinoise » moins vulnérant pour le milieu vivant que les engins lourds de travaux publics) et l'installation de fosses dédiées réellement imperméabilisées permettant un stockage sécurisé avant traitement des déchets. Ce sera inscrit dans le plan POLMAR mais non mis en œuvre, ce qui fait qu'après le naufrage de l'Erika (12 décembre 1999) l'on constatera la même improvisation qu'après celui de l'Amoco Cadiz et le doublement d'une pollution marine par une pollution terrestre.

Roignant Jacques, scientifique

Versement 216 J⁵⁶⁸

Fonds Jacques Roignant

Sommaire

Archives personnelles, documentation issue de recherches à caractère local intéressant Trébeurden et la région lannionnaise du 18^e au 21^e siècle. Comprend notamment de la documentation et des monographies sur le quartier maritime de Lannion, Trébeurden, **l'Amoco-Cadiz**, la sardinerie Le Bihit, la pêche et le commerce maritime, les recherches toponymiques, la vie paroissiale.

1980-201

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales des Côtes-d'Armor

Zonabend Françoise, ethnologue

295 J 1-28⁵⁶⁹

Fonds Françoise Zonabend

[1973]-2006

par Julie Laplanche, Domnine Plume

2008

Présentation du contenu

Le fonds comprend les notes et les documents qui ont servi à Françoise Zonabend pour publier un livre et un documentaire sur la région de la Hague face au **nucléaire**. Les archives sont essentiellement de la documentation, des notes de travail et les transcriptions des entretiens qu'elle a réalisés.

Historique du producteur

Françoise Zonabend est ethnologue, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. Elle a axé ses travaux, entre autre, sur les questions de parenté et du risque. Ses recherches l'ont menée à travailler sur la région de la Hague et les liens qui unissent ses habitants aux entreprises nucléaires. Elle a fait partie de la Commission pour le débat public sur la construction de la centrale EPR⁵⁷⁰.

Historique de la conservation

Les archives ont été déposées par Françoise Zonabend en 2008.

Modalités d'entrée

Dépôt, 2008

Conditions d'accès

Archives privées

Les archives sont librement communicables, sauf les articles 11, 12, 13 et 14 (comptes-rendus d'entretien). Ces articles sont consultables avec l'autorisation de Françoise Zonabend.

Existence et lieu de conservation des originaux

Le fonds doit être lié aux enregistrements audio3phoniques des entretiens menés par Françoise Zonabend. Ces documents sont cotés avec les fonds audiovisuels, en 107 AV.

Importance matérielle

28

Fournisseur de contenu

Archives départementales de la Manche

569 Voir aussi : entretien 2016 par la Fondation de l'écologie politique de Françoise Zonabend
<https://ressources.histoire-environnement.org/Entretien-de-Francoise-Zonabend>

570 Evolutionary power reactor

***Associations de protection de la
nature et de l'environnement,
mouvements écologistes et
établissements privés***

Air-Normand

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Air-Normand.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1973 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

C'est au cours des années 1973/1974 que sont créés des réseaux de mesure de la pollution autour de l'estuaire de la Seine et à Rouen.

Ce sont les associations ALPA. (*Association pour la mise en œuvre du réseau d'étude, de mesure et d'alarme pour la prévention de la Pollution de l'air de la Basse-Seine au niveau de l'estuaire*) et REMAPPA (*Association pour la mise en œuvre du réseau d'étude, de mesure et d'alarme pour la prévention de la Pollution de l'air de la Basse-Seine au niveau de Rouen*) qui en avaient la charge et, qui étaient, à l'époque, parmi les toutes premières à se créer en France.

L'ALPA et la REMAPPA ont été réunies en décembre 2005 en une seule et même association : Air Normand, depuis lors agréée par l'État sur l'ensemble de la Haute-Normandie.

Air Normand se place au service de l'intérêt général et s'attache à respecter le caractère factuel des données, la neutralité dans l'interprétation et la diffusion des résultats.

2.3. Lieu

3, place de la Pomme d'Or

80000 Rouen

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901 agréée par l'État.

2.5. Fonctions et activités

L'association Air Normand a pour but :

- d'assurer la gestion et le bon fonctionnement du dispositif de surveillance de la qualité de l'air en Haute Normandie,

- de participer à l'application des procédures d'information et d'alerte sur délégation du Préfet,
- de servir de support à la mise en place d'actions destinées à étudier, mesurer ou réduire les pollutions et les nuisances atmosphériques et leurs effets sur la santé et l'environnement,
- d'informer et de sensibiliser le public sur les problèmes de qualité de l'air.

En plus de la qualité de l'air, l'association évalue, également, les nuisances olfactives depuis 1991 en réunissant des groupes de riverains habitant sur des sites industriels : *les Nez Normands*.

Elle est régie par les lois sur l'air. Air Normand est une association agréée par le ministère de l'Écologie et du Développement Durable.

2.7. Organisation interne

24 salariés.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Membres du conseil d'administration :

- Préfecture de la Seine-Maritime,
- Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie,
- Agence régionale de santé de Haute-Normandie,
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de Haute-Normandie
- Grands Ports Maritimes de Rouen et du Havre,
- Conseils généraux de la Seine-Maritime et de l'Eure,
- Conseil régional de Haute-Normandie
- Différentes CCI,
- UFC Que Choisir de Haute-Normandie,
- Écologie pour le Havre,
- Différentes communautés de communes,
- Association des usagers de la plaine alluviale de l'estuaire de la Seine,
- (ASICEN),
- Fédération Haute-Normandie nature-environnement
- Effet de serre, toi-même !
- Eco Choix,

- Mr le docteur LE ROUX.

Collège des membres d'Air Normand :

- Services de l'État et Établissements publics de Haute-Normandie : préfectures de Seine-Maritime et Eure, DREAL, Agence régionale de santé (ARS), Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et des forêts (DRAAF), Grands ports maritimes de Rouen et du Havre, ADEME, SNCF,

- Collectivités territoriales et groupements de communes : conseils généraux de Seine-Maritime et de l'Eure, conseil régional de Haute-Normandie, communautés d'agglomération (Rouen-Elbeuf-Austreberthe, Le Havre, Évreux, Seine-Eure, Caux Vallée de Seine, Saint-Romain-de-Colbosc, Quillebeuf-sur-Seine, Région dieppoise), parc naturel régional des Boucles de la Seine Normande,

- Industriels et Chambres de commerces et de l'industrie (CCI) : Association des usagers de la plaine alluviale de l'estuaire de la Seine, ASICEN, Union Régionales de Normandie, Association des Industries de Port-Jérôme et sa région, CCIR de Haute-Normandie, les CCIT de Rouen, d'Elbeuf, du Havre et de Fécamp-Bolbec,

- Associations, personnalités qualifiées et professions de santé : Effet de serre, toi-même !, Eco Choix, Famille de France, Écologie pour le Havre, Fédération de Haute-Normandie Nature-Environnement, UFC Que Choisir de Haute-Normandie, Messieurs les professeurs Czernichow, Marguet, messieurs les docteurs Le Roux, Gehanno, monsieur Boudhabhay, professionnel de santé, monsieur le délégué régional de Météo France Haute-Normandie.

3.2. Type de relations

Membres du conseil d'administration et membres d'Air Normand.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.8. Sources

<http://www.air-com.asso.fr/>

Présentation du contenu conservé par Air Normand :

Administration (1986-2014) : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale, dossiers bureaux, comptes-rendus d'assemblée générale R.E.M.A.P.P.A. (1986-2005), dossiers de candidatures, documents assurance-qualité, dossiers stagiaires et salariés, demandes de l'État.

Correspondance (1991-2014).

Comptabilités (1973-2014) : journaux de recettes et de dépenses, grands livres des comptes, bilans annuels (1989-2013), budget, trésorerie, pièces justificatives, fiches de paie, comptabilité de l'A.L.P.A.

Activités : bulletin d'information *La Lettre Air Normand* (1984-2013), plaquettes, panneaux d'exposition, comptes-rendus de réunion, rapports de stage, rapports d'étude, articles de presse, dossiers relatif aux projets « *Odeur* » et « *CYRANO* ».

Étude de la qualité de l'air : historique des stations, plan de protection atmosphérique, tests d'inter comparaison, dossier de maintenance, données techniques brutes des stations en activité et arrêtées, campagnes et rapports de mesure, photographies, résultats techniques d'analyseurs, documents de maintenance annuelle des appareils de mesures, fiches des appareils de contrôle, fiches d'alerte (1989-2013), fiches d'appels.

Documentation : documents divers sur les transports, l'école des Mines, INERIS, la surveillance de la qualité de l'air, les industries nucléaires, cartographies, exposés, études et protocoles.

Métrage linéaire : 80 ml.

Présentation du contenu conservé aux Archives départementales de la Seine-Maritime (332J) :

Statuts (2006).

Administration et composition (1997-2002) : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale (2002-2005), bureau, restructuration, ARMO (2005-2006), Interreg II, III et IV, Commission d'information, conférences, communiqués de presse (1997-2002).

Personnel (1996-2003) : congés annuels, notes de service.

Correspondance (1991-2004).

Activités (1973-2014) :

Rapports : campagnes de mesures (1983-2006), études de lichens (1994-2000), LARCHER, techniques (1987-1990).

Appareils de mesures et stations : relevés de stations (1973-1968), classeurs de situations géographiques.

Pollution : relevés atmosphériques et météorologiques, graphiques, plans du port autonome du Havre et usine Atochem, correspondance, matériel de mesures, fiches

d'identité des stations ALPA et REMAPPA, rapports, thèses, études, état sanitaire des végétaux aux environs de Gaillon (1984-1985).

Alertes : arrêtés préfectoraux, alertes (1989-2012), récapitulatifs (1974-1985), correspondance, fiches et cahiers d'alertes (1986-2004).

« *Plomb, acidité* » : relevés, guide des pathologies végétales.

Forêts : dossier forêt de Roumare, lichens et qualité de l'air, forêts normandes.

Publications : bilans d'activités de mesures (1997-2004), *La Gazette du Nez* (2000-2014), *La Lettre Air Normand* (1991-2004), revues de presse (1990-1992).

« *Trafic aggro Rouen* » : *essais*, rapports techniques.

Études odeurs « Cyrano » (1990-1991), herbiers, compte-rendu d'activité, notes, conférence de presse, dossiers de presse odeurs (2006) et de transfert de fichiers informatiques.

Documentation (1992-2010) : documentation ONF et FEDER (2000-2006), conférences de presse (1995-1996), rapports de stage, thèses, coupures de presse (1999-2010), conventions d'études, expositions, dossier « implantation, évolution du système d'acquisition de données », programme PIREN-SEINE (2009), dossier de recherches de l'IES (2007), notice d'utilisation du code MINERVE (1999), *user's manuel*, projet (1992), coupures de presse, cassettes vidéos et audio, CD-Rom.

Métrage linéaire : environ 30 ml

Lieux de conservation :

Association Air Normand

3, place de la Pomme d'Or

80000 Rouen

Archives départementales de la Seine-Maritime

Pôle Culturel Grammont

42, rue Henri II Plantagenêt

80100 Rouen

Alsace nature

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Alsace Nature

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1965 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'histoire d'Alsace Nature débute le 20 mars 1965, autour des docteurs Henri-Jean Maresquelle et Henri Ulrich, alors président et vice-président de l'association connue à l'époque sous le nom d'Association fédérative régionale pour la protection de la nature (AFRPN). La nécessité de créer un tel mouvement vient d'un constat : l'aménagement du territoire ne prend que trop rarement en considération ses effets sur les sites, les paysages, le patrimoine, l'équilibre biologique et la réglementation en matière de protection de l'environnement est quasi inexistante.

Les premiers pas de l'AFRPN l'emmène vers l'initiation d'un inventaire des sites, monuments naturels, plantes et animaux rares ou menacés, dans le but de définir les moyens à mettre en jeu pour les protéger. L'un des premiers chantier sera la mise sur pied de la surveillance des faucons pèlerins. .

2.3 Lieux

Siège social: 8 rue Adèle Riton à Strasbourg

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Alsace Nature est affilié à France nature environnement et est composée de trois entités : la fédération régionale, Alsace Nature Région et deux fédérations départementales Alsace Nature 77 et Alsace Nature 68.

Alsace Nature réunit et coordonne les efforts et volontés en regroupant le savoir et les compétences de près de 140 associations fédérées.

En tant que fédération, elle mobilise et anime un large réseau d'experts et bénévoles. Les réflexions produites par l'association contribuent au débat public et apportent des propositions dans plus de 300 instances officielles.

Alsace Nature alerte et sensibilise les acteurs locaux dans des domaines telles que la sauvegarde d'espèce menacées, les pollutions, la préservation des sites

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

France nature environnement

3.2. Type de relations

Membre du réseau.

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.6 Dates de création

1965

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

<http://www.alsacenature.org>

Fonds « Alsace Nature " », 1989.-2012

Présentation du content conservé par Alsace nature :

Documents administratifs et fonctionnement

Rapports d'activités (parfois sur cédérom) : 1998-2010, 3 ml

Dossiers de formation : 1989-2010, 3 ml

Comptabilité : 1998-2011, 15 ml

Contentieux : 1995-2013, 4 ml

Dossiers de l'activité : 1983-2012, 50 ml

Animation réseau, relations avec fédérations d'associations : 1998-2007, 4 ml

Espèces protégées : 1991-2015, 5 ml (dont Grand hamster, 1988-2015, 1 ml)

Aménagement, transports, **énergie, pollution, déchets**, espaces naturels

Participation à des Commissions départementales

Revue de presse 2004-2008, 1 ml

Documentation : 1995-2010, 15 ml

Espaces naturels, Natura 2000, zones humides

Plaquette : bulletin Alsace nature info (1995-1997)

Documents iconographiques :

2000 photographies (négatifs et tirage papier) du Dr Pierre Schmitt concernant la région Alsace, ses rieds, la forêt du Rhin ...

Les photographies sont décrites dans un fichier informatique. Projet de numérisation en collaboration avec le conseil général du Bas-Rhin.

Métrage conservé : 150 ml dont 30 ml non triés

Localisation physique : Le fonds est conservé dans les locaux de l'association, 8 rue Adèle Riton à Strasbourg

Modalités d'accès : Communication libre après demande préalable d'autorisation.

Association climatologique de Moyenne Garonne

Fonds Association climatologique de Moyenne Garonne (ACMG), 1973-2000

Histoire - Biographie

L'Association climatologique de Moyenne Garonne a été créée en 1973 et travaille sur l'étude du climat en lien avec l'agriculture. Elle intervient sur la zone de moyenne Garonne qui englobe principalement le Tarn-et-Garonne, le Lot-et-Garonne et une partie de la Gironde. Elle mène des relevés climatiques réguliers sur ces zones, des études météorologiques et des actions concrètes sur le terrain au service des agriculteurs. Une société commerciale nommée Agralis est adossée à l'association depuis 2003

Modalités d'entrée

dépôt

Conditions d'accès

non communicable. Fonds en cours de classement

Conditions d'utilisation

Libre sous réserve de leur état de conservation et de leur format.

Lieu de conservation

Archives départementales du Lot-et-Garonne

Association de l'industrie et du commerce pour l'environnement normand

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association de l'Industrie et du Commerce pour l'Environnement Normand.

1.3. Autres formes du nom

As.I.C.E.N.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1977 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Le C.E.D.I.H.N. a été créé en 1975 par des industriels suite à la loi sur les déchets. Cette association est tournée vers l'étude des déchets industriels dangereux et non dangereux.

Après la guerre, la reconstruction de la ville a engendré une augmentation de la consommation et donc de la pollution.

Des lois se sont ainsi succédé pour réglementer les usines.

En effet, la plupart rejetait leurs déchets directement dans la Seine ou dans les ruisseaux. L'A.S.I.C.E.N. a été créée, dans ce cadre, par des industriels membres du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) pour devancer les questions environnementales en rapport avec les déchets industriels.

Il s'agit d'associations interprofessionnelles régionales. Elles ont pour vocation de regrouper les entreprises de toute taille autour d'enjeux environnementaux, de santé et de sécurité.

2.3. Lieu

76, quai de Boisguilbert

80000 Rouen

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Il s'agit d'un service d'informations créé pour répondre aux questions des entreprises mais également pour aider à la défense de leurs intérêts dans les instances et réunions régionales.

Elle offre la possibilité d'une assistance sur le terrain ainsi que des tarifs préférentiels pour leurs journées techniques, les « jeudis de l'environnement », et permet d'accéder plus facilement aux agences environnementales, syndicats professionnels et organismes consulaires.

L'Action Collective Carbone, lancée en 2009 par le Groupe régional haut normand « *Stratégie Carbone* » (en collaboration avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (A.D.E.M.E.), l'ASICEN ainsi que des professionnels visent à réunir tous les acteurs qui ont réalisé, réalisent ou sont intéressés par la démarche carbone.

Les 3 priorités de l'Action Collective Carbone sont :

- amplifier la quantification GES, notamment auprès des PME ;
- encourager les entreprises à engager des plans d'action par le soutien financier à des études de cadrage ou de mise en œuvre ;
- animer, par le biais d'un consultant expert, une appropriation collective des enjeux, des objectifs et des solutions par une dynamique de fertilisation croisée d'idées et d'initiatives.

2.7. Organisation interne

1 salarié.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

- Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (A.D.E.M.E.),
- Fonds Européen de Développement Régional (F.E.D.E.R.).

3.2. Type de relations

- A.D.E.M.E. : collaboration,
- F.E.D.E.R. : soutien financier.

3.3. Description de la relation

L'A.D.E.M.E. et l'A.S.I.C.E.N. mènent une action collective favorisant le partage des expériences entre les entreprises haut-normandes. Cette initiative est soutenue par l'Union Européenne à travers le Fonds européen de développement régional (FEDER).

3.4. Dates de la relation

2009.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://www2.asicen-carbone.fr>

Notes : Une partie des archives de l'association a été déposée aux Archives départementales de la Seine-Maritime.

Présentation du contenu conservé dans les locaux de l'Association de l'Industrie et du Commerce pour l'Environnement Normand (As.I.C.E.N.) :

Administration et composition (1968-2010) : comptes-rendus de réunions (1998-2010), procès verbaux de la Commission environnement (1993-1998), comptes-rendus de réunions S3PI (1968-1993), dossiers emploi jeune.

Comptabilité : journaux de banque, journaux de recettes et de dépenses, bilans annuels, grands livres, balance des comptes, pièces justificatives.

Activités : études, enquêtes sur les **déchets** (1990-2004), rapport environnement.

Documentation : fascicule INERIS, revue *Bulletins du droit de l'environnement industriel*, ouvrages, guides, documents de travail (sur les zones humides, Natura 2000, plan climat...), plans départementaux.

Métrage linéaire : 18 ml.

Présentation du contenu conservé aux Archives départementales de la Seine-Maritime (326J) :

Documentation (1980-2011) : *Revue juridique de l'Environnement* (1984-2002), *Droit de l'Environnement* (2009-2011), rapport d'action et d'orientation de la DREAL (2009-2010), livret de la Direction Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) (2006-2009), bilan et objectifs de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) de Haute-Normandie (2002-2005), bilans DRIRE de l'environnement industriel haut-normand (1994-2004), rapports d'activités de la DRIRE (2000-2001), guide des déchets en Haute-Normandie (2004), Code de l'Environnement et protection de la Nature et de lutte contre les nuisances (1980), articles de presses (1997-2005).

Métrage linéaire : 1,15 ml.

Lieux de conservation :

Association de Commerce et de l'Industrie pour l'Environnement Normand

76, quai de Boisguilbert

80000 Rouen

Archives départementales de la Seine-Maritime

42, rue Henri II Plantagenêt, 80100 Rouen

Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Bretagne Vivante – Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne

SEPNB

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1968 – aujourd'hui

2.2 Histoire

La Société pour l'étude et la protection de la nature (SEPNB) est créée en décembre 1968 afin de prolonger l'action des « Cercles Géographiques et Naturalistes du Finistère », formés en novembre 1953.

Fondée à une époque où l'écologie ne concernait encore que quelques initiés, la SEPNB a joué un rôle précurseur en créant des réserves ornithologiques sur le littoral. Son champ d'action s'est rapidement élargi à tous les problèmes de défense de l'environnement se posant sur l'ensemble des cinq départements de la Bretagne historique.

En 1968, l'association SEPNB est reconnue d'utilité publique.

En 1998, la SEPNB change de nom et devient Bretagne Vivante-SEPNB.

En 2009, à l'occasion de ses 50 ans, l'association a réactualisé son projet associatif, et s'est dotée d'un plan d'action sur trois ans déclinant les actions qu'elle se fixe d'entreprendre en priorité.

Portée par près de 3000 adhérents, de nombreux militants et une quarantaine de salariés, l'association gère aujourd'hui un réseau de plus de 100 espaces naturels protégés, répartis sur les cinq départements de la Bretagne historique.

2.3 Lieux

Siège social

186 rue Anatole France, 29200 Brest

Sections locales

Trégor-Goëlo, Concarneau-Trégunc, Crozon, Douarnenez, Pays de Morlaix, Quimper-Pays Bigouden, Quimperlé, Rade de Brest, Fougères, Rance-Emeraude, Rennes, Châteaubriant, Estuaire-Loire-Océan, Nantes, Belle-Ile, Brocéliande-Lanvaux, Kreiz Breizh, Pays de Lorient, Pays de Vannes

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

Bretagne Vivante est une association régionale active qui est intégrée à des réseaux scientifiques (programmes européens) et institutionnels (Commissions régionales et départementales).

But de l'association :

Sauvegarder dans les départements des Côtes-d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire Atlantique, Morbihan et éventuellement dans les départements limitrophes faisant biogéographiquement partie de la même région naturelle que la Bretagne, la faune et la flore naturelles en même temps que les milieux dont elles dépendent (roches, paysages, sols et eaux) lorsque leur conservation s'impose par suite d'un intérêt scientifique, économique ou esthétique caractérisé ;

Développer le goût et l'intérêt pour les sciences naturelles, la géographie et la protection de la nature ;

Réaliser des études scientifiques ;

Protéger de l'extinction les espèces animales et végétales menacées ;

Veiller à la protection de l'environnement en étant compétent et capable d'intervenir

dans différents domaines indissociables et complémentaires de la protection de la nature (protection des espèces et des espaces), domaine traditionnel d'action de la SEPNB : les déchets, la gestion des ressources naturelles, l'utilisation de l'espace, l'urbanisme et l'aménagement du territoire, l'énergie, l'impact des aménagements.

Moyens d'action de l'association :

Obtenir en propriété, par achat, ou à défaut en location des terrains et les ériger en réserves ou parcs naturels ;

Aménager et mettre en valeur les différentes sortes de parcs et réserves de l'association, de les surveiller et de les entretenir à l'aide d'un personnel rétribué ou bénévole ;

Créer dans ces parcs et réserves, ou en dehors mais dans le cadre de la zone d'influence de la société, des stations scientifiques, musées, parcs faunistiques ou botaniques et en assurer la gestion avec l'aide d'un personnel rétribué ou bénévole ;

Mener toute action en justice, se constituer partie civile, réclamer des dommages et intérêts dans l'intérêt de la conservation de la nature ;

Entreprendre toutes recherches, mener toute enquête, donner tout avis, poursuivre toutes études se rapportant directement ou indirectement à toutes ces questions ;

Faire fonctionner une ou plusieurs bibliothèques de Sciences Naturelles et de géographie ;

Publier périodiquement son bulletin « Penn ar Bed », des mémoires, ainsi que des brochures, affiches, tracts, cartes postales, etc... se rapportant à l'étude ou la protection de la nature, au besoin en collaboration avec des sociétés ou établissements poursuivant en tout ou partie des buts analogues ;

Assurer des missions d'éducation à l'environnement pour tous types de publics ;

Gérer des centres d'éducation à l'environnement avec ou sans hébergement et restauration ;

Organiser des actions de formation ;

Participer à différentes instances de concertation avec les pouvoirs publics.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

Maurice Le Démézet, Bruno Maresca, *La protection de la nature en Bretagne – La SEPNB (1953-2003)*, Presses universitaires de Rennes, 2003.

<http://www.bretagne-vivante.org>

Fonds "Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne" (SEPNB). Finistère

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, décrets, compte-rendu et extrait de délibération du conseil d'administration, rapport d'activité... (à partir de 1968).

Comptabilité : bilan comptable, grand livre de compte, subventions, budgets des réserves naturelles, budget des réserves nationales... (à partir de 1963).

Etudes réalisées par l'association sur les zones humides, les goélands, l'Amoco-Cadiz, la faune, la flore, les réserves naturelles, le parc éolien... (à partir de 1975).

Revue de presse sur l'association, la faune, la flore, les atteintes à l'environnement... (à partir de 1989).

Dossiers de l'activité : affaires juridiques et contentieux (**Amoco Cadiz, Tanio, Erika**, la chasse, la ligne haute tension Brennilis-Pleyber Christ, le sentier littoral du Pouldon - Loctudy., à partir de 1968), la gestion des 110 réserves naturelles (études, convention de gestion, compte-rendu de réunion, rapport d'activité et financier, actes notariés, plan de gestion, annuaires et travaux des réserves, dossiers des réserves naturelles nationales (Glénan, Molène, Iroise, Groix, Falguerec-Séné, Venec), bilan des animations, projets de réserves, dossiers spécifiques à Goulien, au Cragou et au Bois Joubert, correspondance., à partir de 1957), le suivi des oiseaux et des mammifères marins (sternes, goélands, oiseaux mazoutés, oiseaux échoués, belugas, phoques., à partir de 1950), l'Erika (suivi de chantier de nettoyage, compte-rendu de Bretagne Vivante et de la préfecture, conseils et protocole technique plan Polmar, organisation de Bretagne Vivante, études post Erika,

suivi des oiseaux et soins., 2000-2001), Unité Mobile de Soins pour Oiseaux Mazoutés - UMSOM (rapports, dossier technique, correspondance., à partir de 2000), programmes européens (Life, Natura 2000 Interreg, contrat nature, programme Morgane : phragmite aquatique, archipels et îlots marins, mulette, sterne., à partir de 1990), partenariats (conservatoire du littoral, conservatoire botanique de Brest, opération "grands sites nationaux", Commission départementale des sites 29, communauté urbaine de Brest, DIREN, réserves naturelles de France., à partir de 1977), dossiers sur les sites naturels du littoral et du continent en Bretagne, les routes départementales, la faune, la flore, l'eau, les déchets, les zones humides, le littoral, l'agriculture, les différentes interventions de Bretagne vivante... (1985-2005), les animations (fiches et outils pédagogiques, documents de préparation, réseau d'éducation à l'environnement en Bretagne - REEB, colloque Life landes, les 40 ans de l'association, à partir de 1995).

Documentation : Bretagne Vivante dispose d'un centre de documentation dans ses locaux, ouvert au public le jeudi de 14h à 18h, "bulletin de liaison SEPNB" (1980-1999), "Bretagne vivante" (revue trimestrielle de l'association, à partir de 2000), "Penn ar Bed" (revue de l'association, à partir de 1953), 7 publications de Bretagne Vivante (1999-2010), "atelier technique des espaces naturels" (revue, 1987-2007), "la lettre des réserves" (revue de Réserves naturelles de France, à partir de 1990).

Documents iconographiques : 73 affiches sur Bretagne Vivante-SEPNB, les réserves naturelles et l'environnement (à partir de 1973), photothèque (2400 photographies des réserves naturelles et de l'Erika au siège de l'association, 30000 diapositives et 4200 photographies numérisées à la photothèque chez un membre de l'association sur la flore, la faune, les oiseaux, les oiseaux marins mazoutés, les milieux divers, les grands sites, les réserves naturelles, dont le fonds d'Edouard Lebeurier de 4000 diapositives naturalistes, à partir de 1950).

Enregistrements audiovisuels : 35 cassettes vidéo VHS sur les îles, les réserves naturelles., dont 32 pour le service animation de l'association, à partir de 1990. 1950-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 73,00 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé au siège social de l'association :

186 rue Anatole France, 29200 Brest

Origine

Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature et de l'environnement

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (adresse électronique : contact@bretagne-vivante.org)

Bibliographie

Maurice Le Demézét, Bruno Maresca, "La protection de la nature en Bretagne, la SEPNB (1953-2003)", Presses Universitaires de Rennes, collection "Espace et territoires", 2003.

Fonds versé aux Archives départementales de l'Ille-et-Vilaine

Référence

297 J 1-320⁵⁷¹

Niveau de description

Fonds

Intitulé

Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne

Historique

La Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (SEPNB) est une association créée en 1968, reconnue d'utilité publique en 1968.

Buts et activités : Etude de la géographie physique et économique, des sciences naturelles et de la conservation de la nature dans le cadre régional ; création de réserves, parcs naturels et stations scientifiques ; protection de la flore et de la faune sauvages et des sites ; publication de travaux dans la revue trimestrielle Penn ar Bed.

Depuis 1964, mise en place d'un bureau d'étude interdépartemental dont le rôle est de promouvoir des recherches et d'informer les collectivités sur les problèmes relatifs à l'aménagement de l'espace rural, tourisme côtier et à la conservation de la nature.

En 1998, l'association change de nom et devient Bretagne Vivante - SEPNB.

L'association Bretagne Vivante est gestionnaire de plusieurs réserves naturelles en Bretagne (Saint-Nicolas des Glénan, île de Groix, Venec, marais de Séné, Cap Sizun et marais de Pen an Toul).

Fonds complémentaire

Fonds Max Jonin (245 J).

Date extrême début

1935

Date extrême fin

2017

Importance matérielle

24,90 ml

Modalité d'entrée

don privé

Lieu de conservation

Archives départementales de l'Ille-et-Vilaine

Contenu

Sommaire

297 J 109- 125

⁵⁷¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Societe-pour-l-etude-et-la-protection-de-la-nature-en-Bretagne-1935-2017>

Pollution de l'Erika

1999-2006

Actions de communication - édition

297 J 201-208

Dossiers « pollutions maritimes - marées noires »

1980-2015

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Comité régional d'étude pour la protection et l'aménagement de la nature en Basse-Normandie

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Comité régional d'étude pour la protection et l'aménagement de la nature en Basse-Normandie

1.3. Autres formes du nom

CREPAN

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1968- aujourd'hui

2.2. Histoire

Créée en 1968, le CREPAN agit depuis plus de cinquante ans pour la préservation de l'environnement en Normandie. Gérée par des bénévoles, elle regroupe des particuliers et des associations locales. Le CREPAN est agréé officiellement pour la Protection de l'Environnement, il mobilise le public et les acteurs locaux, forme les jeunes et mène différentes actions de préservation de la nature.

2.3. Lieu

8 Rue germaine Tillion 14054 Caen

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Les actions entreprises par le CREPAN

Représentation dans les instances officielles régionales, départementales et locales des Associations de Protection de la Nature et l'Environnement

Projet « au pied du mur » : projet de renaturation urbaine citoyen développé par le CREPAN / FNE Normandie dans le cadre du zéro phyto en zone urbaine Il est porté par des associations locales de protection de l'environnement.

Contributions aux consultations et enquêtes publiques

sorties et conférences sur la nature ou l'environnement

sensibilisation à l'Environnement (stands, animations)

Études

Actions juridiques

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Le bureau actuel est le suivant :

Présidente: Claudine Joly

Présidente d'honneur : Annick Noël

Vice-président : Emile Constant

Vice-président : André Berne

Trésorier : Joël Gernez

Trésorier adjoint : Sylvain Girodon

Secrétaire : Arlette Savary

Administrateurs.trices : Anne-Marie Duchemin, Guy Ruyter, Bernard Rosselot, Pierre Margerie

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Partenaires associatifs environnement et patrimoine:

- France Nature Environnement Normandie
- ATMO Normandie
- Biomasse Normandie
- Bio en Normandie

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité Auteur : Association Histoire de la Protection de la Nature (AHPNE). CREPAN

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création

2025

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources <http://www.crepan.org/>

Présentation du contenu conservé par le Comité régional d'étude pour la protection et l'aménagement de la nature en Basse-Normandie

Institutionnel

Conseil d'administration : PV, correspondance, 1998-2004, 0,30 ml

"Ephémères": synthèses, 2002-2018, 0,20 ml

Relations CREPAN-Groupe régional des associations de protection de l'environnement de Normandie (GRAPE), années 1980, 0,1 ml

Fonctionnement et activités :

Chronos courrier, 1980, 1999-2003, 0,7 ml

Commissions sites et paysages ; avis, correspondance, 1996-2002, 0,5 ml

Charte de l'environnement, biomasse : synthèses, correspondance, 1988-2006, 0,2 ml

Les ormes : recensement des ormes, suivi d'ormes résistants, plantations, 1979-2025, 0,5 ml

Récif artificiel, synthèses, correspondance, 1982-1983, 0,1 ml

Espèces ; synthèses, correspondance, 1997, 0,1 ml

Déchets, ménagers, industriels : synthèses, 1999, 0, 1 ml

Produits chimiques : fiches de données, , 2000, 0,1 ml

Contentieux : EdF, Agence de l'Eau, **déchets nucléaires** : mémoires, synthèses, 1986-2012 ; 0,1 ml

Expositions : présentation, synthèses, 0,1 ml

- « Journée formation de l'eau », 1997
- « 30 ans de préservation de l'environnement en Basse-Normandie », 1998

Publications CREPAN, coupures de presse, 1992, 0, 1 ml

Dates extrêmes	1980- 2008
Métrage linéaire conservé	Environ 5 ml (1 ml équivaut à 10 boîtes d'archives)
Stockage conservé bureautique	Volume non renseigné. Existence d'archives sur support numérique.
Accroissement	Fonds non clos.
Mode de classement et état de conservation.	Les boîtes d'archives sont numérotées. Etat de conservation Les archives sont conservées dans un local sain Elles sont toutes annotées
Localisation physique	19 rue de la vallée, 14170 Sassy
Contacts	Tel : 02 31 38 25 60 /06 86 47 38 29 Courriel : crepan@gmail.com

Collectif STOP EPR, ni à Penly ni ailleurs

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Collectif STOP EPR, ni à Penly ni ailleurs.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2009.

2.2. Histoire

L'association a été créée afin de s'opposer de façon pacifiste à la construction du réacteur électronucléaire de type European pressurized reactor, dit EPR, sur la commune de Penly. Elle agit également sur le territoire national ou à l'étranger.

2.3. Lieu

Rouen.

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association informe les populations locales et les élu(e)s sur les dangers du nucléaire.

Elle tente de promouvoir des débats démocratiques locaux, nationaux et internationaux sur les politiques énergétiques.

L'association développe et anime des actions publiques collectives et unitaires.

Par ailleurs, elle sensibilise à l'utilisation des énergies renouvelables.

Enfin, elle œuvre pour la protection de l'environnement et pose la question de la suppression du nucléaire.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Note : cette association n'ayant pu être rencontrée, le détail du fonds ci-dessous a été rédigé selon la fiche de renseignement envoyée au début de la mission.

Présentation du contenu :

Administration et fonctionnement : comptes-rendus de conseils d'administration et d'assemblées générales.

Correspondance.

Activités : communiqués de presse, dossiers d'études, tracts, affiches, comptes-rendus de réunions et de débats.

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Collectif STOP EPR, ni à Penly ni ailleurs

Maison des associations et de la solidarité

22, rue Dumont d'Urville

80000 Rouen

Comité anti poubelle atomique

74 J, 1984-2004⁵⁷²

Histoire – Biographie : Association créée contre des projets de stockage de déchets nucléaires dans la région de Chaillac, dissoute en 2004

Modalités d'entrée : don

Conditions d'accès : Archives librement communicables conformément à la loi n° 2008-736 du 15 juillet 2008.

Description du contenu

74 J 1 Déclaration (1984), dissolution et clôture du compte (2004). 1984-2004

74 J 2 Cahier de comptes-rendus de réunions, 1984-1986, 2004

74 J 3 Courriers, 1984-1993.

74 J 4 Tracts et affiches, 1984-1993.

74 J 5 Documentation, 1993-1994

74 J 6 Projet d'implantation à Jouac, 2000.

74 J 7 Dossier de presse, 1984-1994

74 J 8 Casette audio de l'émission du 20 déc. 1984 sur RBS.

74 J 9 Documentation, bibliothèque, 1983-2000 env.

Conditions d'utilisation : Libre sous réserve de leur état de conservation et de leur format.

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Indre

⁵⁷² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-de-l-association-CAPA-Comite-anti-poubelle-atomique>

Comité météorologique départemental de Maine-et-Loire

Versement 128J

Fonds du Comité météorologique départemental de Maine-et-Loire, 1876-1990.

Description physique

45 boîtes, 82 registres, 1 cahier, 8 containers 14,40 [ml]

Biographie ou histoire

Le comité météorologique départemental de Maine-et-Loire a été créé par un arrêté conjoint du président du conseil général et du préfet de Maine-et-Loire le 5 décembre 1995, mais un comité (ou Commission) météorologique fonctionne dans le département, sous diverses formes, depuis environ 130 ans. Le fonctionnement courant du comité est assuré par un bureau animé par le délégué départemental de Météo-France, qui en est le secrétaire technique et administratif.

Présentation du contenu

Papiers du Comité météorologique départemental, publications, papiers d'Albert Cheux et de Georges Esnault, observations d'orages, carnets d'observation, résumés quotidiens et mensuels, halos solaires et lunaires, rapports annuels.

Lieu de conservation

Archives départementales du Maine-et-Loire

Modalités d'accès

Communicabilité : accès libre

Références

Répertoire numérique du fonds du Comité météorologique départemental de Maine-et-Loire, Archives départementales de la Maine-et-Loire, s.d, 10 p.

Fonds associés

268 J : fonds Albert Cheux

Série M - Administration générale et économie du département depuis 1800 ; sous-série 7 M : agriculture, eaux et forêts :

7 M 44 : Commission météorologique départementale de Maine-et-Loire : comptes rendus, mémoires et bulletins (1890-1932)

7 M 45 : Commission météorologique départementale : relevés annuels des observations (1914-1926)

7 M 46-57 : Commission météorologique départementale : observations mensuelles (températures, pluies, orages et grêles) (1889-1932)

1731 W : Versement de Météo-France (observatoire météorologique, 1945-1993)

Commission météorologique des Basses-Pyrénées

Intitulé de l'unité documentaire

Fonds de la Commission météorologique des Basses-Pyrénées

Cotes extrêmes

39 J⁵⁷³

Date de l'unité documentaire

1843-1943

Métrage linéaire

5,00 ml

Origine

Commission météorologique des Basses-Pyrénées

Biographie ou histoire

Albert Piche (1840, Chartres-1907, Pau). Vint en 1865 se soigner à Pau. Il entreprit alors des travaux de recherches en climatologie, astronomie et météorologie. Il inventa l'atmosphère, qui fut adopté par l'Observatoire de Paris comme évapomètre. Il occupa, entre autres fonctions, celles de secrétaire puis de président de la Commission météorologique.

Informations sur les modalités d'entrée

Partie du legs Albert Piche, remis par la BM de Pau en février 1981, complément don janvier 1990

Présentation du contenu

Documents émanant des activités scientifiques de la Commission météorologique.

Communicabilité

Accès libre

Lieu de conservation

Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques

France nature environnement

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

France nature environnement

1.3 Autres formes du nom

FNE, FFSPN

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1968 – aujourd'hui

2.2. Histoire

France nature environnement (FNE) est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. Créée en 1968 sous le nom de Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN), la fédération est née de la volonté de plusieurs associations régionales et nationales de protection de la nature de s'unir pour décupler leurs forces, tout en gardant chacune son originalité et son autonomie.

Entre 1973 et 1973 elle se mobilise pour la sauvegarde du narc de la Vanoise.

La fédération est reconnue d'utilité publique en 1980. Elle est la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 80 organisations adhérentes, en métropole et outre-mer.

Elle est devenue en 1989, France nature environnement (FNE). Le logo de la Fédération est le hérisson, sa signature est « Partout où la nature a besoin de nous ».

2.3. Lieu

Paris

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

France nature environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. Elle est à ce titre la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 80 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer.

La fédération réunit 44 associations territoriales (qui sont souvent elles-mêmes des fédérations d'associations), 14 associations nationales, qui se mobilisent pour une cause environnementale spécifique, et 12 associations correspondantes.

France nature environnement est également membre du Bureau **européen de l'environnement, qui rassemble 140 associations européennes.**

Elle a pour objectifs de :

- « Stopper les causes d'érosion de la biodiversité et la surexploitation des ressources »
- « Protéger l'homme et participer à la vie démocratique » face aux risques sanitaires environnementaux
- « Changer de modèle de développement »

2.6. Textes de référence

Statuts de l'association.

2.7 Organisation interne

L'association réunit des militants, bénévoles et/ou environ 46 salariés

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.3. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Janvier 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.8. Sources

<https://www.fne.asso.fr/>

4.9 Bibliographie

- J. P. Raffin Daniel Sibony et David Western (sous la dir.), *La nature n'est plus ce qu'elle était*, étude, Éditions de l'Aube, 2002.

- Sophie Bobbé et J. P. Raffin, *L'ABCdaire des ours*, Flammarion, Paris, 1997.

- L'écologie: comprendre la nature : rencontre avec Jean-Pierre Raffin . Lucien Buisson, Jocelyne Pied, Pierre Guérin, réal. . Jean-Pierre Raffin, ill. . interview de Jean-Pierre Raffin, Cannes la Bocca : Coopérative de l'enseignement laïc, 1987

- Connaître les plantes protégées [sous la dir. de J. P. Le Duc et J. P. Raffin] Paris : Fédération française des sociétés de protection de la nature, 1986

- Les cahiers rationalistes n° 274 :La Vanoise et les parcs nationaux français, Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1973

- Les cahiers rationalistes n° 265 :Plaidoyer pour la zoologie Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1973

Premier don aux Archives nationales

n° Versement 217AS⁵⁷⁴

Fonds de France nature environnement (FNE)

1941-2003

Historique de la conservation

L'ensemble des dossiers de France nature environnement situé au siège de l'association ainsi qu'à l'université Paris VII-Denis-Diderot. ont été inventoriés par Jean-Pierre Raffin.

Ce don a été réalisé en collaboration avec l'Association pour l'histoire de la nature et de l'environnement (AHPNE)

Mode de classement

Le plan de classement du fond correspond à celui mis en place par Jean-Pierre Raffin. Classement par thème.

Présentation du contenu

Ce fonds concerne les activités de France nature environnement ainsi que des interventions de Jean-Pierre Raffin. Les domaines abordés sont les suivants : **barrages**,

⁵⁷⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/217AS-Fonds-de-France-nature-environnement>

chasse, **études d'impact**, enquêtes publiques, lois et directives sur la protection de la nature, **marées noires**, ours, parcs nationaux, piste d'atterrissage de Terre-Adélie, prises de position des partis et hommes politiques sur l'environnement

2ème don aux Archives nationales

Conseils d'administration, assemblées générales, réseaux, publications, 1977-2021⁵⁷⁵

Historique de la conservation

L'ensemble des dossiers de France nature environnement situés 3, Rue de la Lionne à Orléans ainsi qu'au 81-83 bd Port-Royal à Paris. Ce don a été réalisé en collaboration avec l'Association pour l'histoire de la nature et de l'environnement (AHPNE www.AHPNE.fr)

Mode de classement

Le plan de classement du fond correspond aux activités de FNE

Accroissement

Fonds non clos

Présentation du contenu

Ce fonds concerne le fonctionnement de France nature environnement ainsi que des ses réseaux.

Modalités d'entrée

Don

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

Description physique

15 ml

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Groupement d'intérêt public Seine-Aval

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

GIP.

1.2. Forme autorisée du nom

Groupement d'Intérêt Public Seine-Aval.

⁵⁷⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-FNE-Conseils-d-administration-assemblees>

1.3. Autres formes du nom

GIP Seine-Aval.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2003 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Le programme de recherche scientifique Seine-Aval a été mis en place en 1995 sur l'estuaire de la Seine. D'abord concentré sur le fonctionnement environnemental de l'estuaire, il a évolué vers un programme de recherche finalisée.

Dans son prolongement, le Groupement d'intérêt public Seine-Aval a été créé en 2003 puis, renouvelé en 2007 pour 6 ans et en 2013 pour 8 ans, afin de disposer sur l'estuaire de la Seine d'une interface pérenne, capable de renforcer les collaborations entre chercheurs, gestionnaires et décideurs du territoire.

Un groupement d'intérêt public (GIP) est une structure partenariale qui permet de développer des coopérations entre collectivités publiques et partenaires privés. Les membres décident de mettre en commun leurs moyens pour une durée déterminée et sur des missions précises.

Les limites géographiques du GIP, sont fixées :

- . à l'amont : par le barrage de Poses, le Programme interdisciplinaire de recherches sur l'environnement (PIREN) Seine étant chargé des problématiques en amont du bassin ;
- . à l'aval : au tiers oriental de la Baie de Seine;
- . à tous les bassins versants internes au système estuarien et à leurs milieux.

2.3. Lieux

Pôle régional des savoirs

115, boulevard de l'Europe

80100 Rouen

2.4. Statuts juridiques

Établissement public.

2.5. Fonctions et activités

Le GIP Seine-Aval a pour but de transmettre des données à haute valeur. Il assure, par son pôle scientifique, la maîtrise d'ouvrage des actions de recherche du programme Seine Aval et par son pôle opérationnel, la maîtrise d'ouvrage des applications de la recherche et le transfert des résultats de cette recherche. Le GIP est appelé à contribuer à la réflexion engagée dans le cadre du Plan de Gestion Globale de l'Estuaire de la Seine auquel il apporte son expertise et son savoir-faire opérationnel.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

- . L'Agence de l'eau Seine-Normandie
- . les Grands ports maritimes du Havre et de Rouen,
- . les conseils régionaux de Basse et Haute-Normandie,
- . les conseils généraux du Calvados, de Seine-Maritime et de l'Eure,
- . l'Union des industriels de la chimie – Normandie,
- . la communauté de l'agglomération Havraise,
- . la communauté d'agglomération Rouen-Elbeuf-Austreberthe.

3.2. Type de relations

Ces 11 membres assurent le pilotage et le financement du GIP Seine-Aval au travers d'un conseil d'administration.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://seine-aval.crihan.fr/>

Présentation du contenu conservé par le Groupement d'intérêt public Seine-Aval :

Administration et composition : compte-rendu de conseil d'administration et d'assemblée générale, instances et organigrammes.

Comptabilité : journaux de recettes et de dépenses, bilan, exercices, comptes de résultats, grands livres...

Activités (1999-2014) : études de synthèse, référentiels topographiques, suivis en continu.

Ouvrage « La Seine en Normandie » (2012).

Programmes scientifiques numéros 1 à 16 (1999-2007).

Journal d'information *Comprendre notre estuaire* numéros 2 à 9 (2009-2013).

Synthèses des travaux BEEST (2011).

Bulletin spéciale Seine-Aval *Estuaires Nord-Atlantique : problèmes et perspectives* (2006).

Posters sur les poissons de Seine, panneaux.

Livrets (2007-2012) : *Stratégie d'observation à long terme en milieu estuarien, Biodiversité et restauration dans l'estuaire, Restauration environnementales et reconquête de l'estuaire de Seine, Le Paysage dans l'estuaire de la Seine, partage des visions et des projets, Impacts du réchauffement climatique sur l'estuaire de la Seine, Contamination de l'estuaire de la Seine et notion de risque, Restauration et Reconquête, Outils d'observation et modèles mathématiques.*

Guides : *Le Suivi du zooplancton en milieu estuarien, Le Suivi de l'avifaune en estuaire de Seine, Le Suivi de l'ichtyfaune en estuaire de Seine, L'Étude du macrobenthos.*

Plaquettes (2008-2013) : *État des ressources biologiques, Usages et aménités, Contextes climatique, morphologique et hydro-sédimentaire, Du Bassin à la Seine, L'Estuaire de Seine, Qualité de l'eau et contaminations.*

Fascicule (2009-2014) : *Programme Seine-Aval, la Génotoxicité, Évolution morphologique d'un estuaire anthropisé, Le Benthos, Effet de la contamination chimique, Écologie du copépode eurytemora affinis, Contre Vents et marées, L'Estuaire de la Seine : état de santé et évolution* ; Fascicule de vulgarisation (2010) : *25 Questions sur la contamination en PCB de l'estuaire de Seine.*

Recueils cartographiques (2011) : cartographies des zones riveraines de l'estuaire de la Seine : *Végétation, hygrophylie et connectivités latérales, Nature, état et accessibilité des berges.*

Dates extrêmes : 2003-2014.

Métrage linéaire : 20 ml.

Présentation du contenu conservé aux Archives départementales de la Seine-Maritime (325J) :

Activités (1999-2014) : ouvrage « La Seine en Normandie » (2012).

Programmes scientifiques numéros 1 à 16 (1999-2007).

Journal d'information *Comprendre notre estuaire* numéros 2 à 9 (2009-2013).

Synthèses des travaux BEEST (2011).

Bulletin spéciale Seine-Aval : *Estuaires Nord-Atlantique : problèmes et perspectives* (2006).

Posters sur les poissons de Seine, panneaux.

Livrets (2007-2012) : *Stratégie d'observation à long terme en milieu estuarien, Biodiversité et restauration dans l'estuaire, Restauration environnementales et reconquête de l'estuaire de Seine, Le Paysage dans l'estuaire de la Seine, partage des visions et des projets, Impacts du réchauffement climatique sur l'estuaire de la Seine, Contamination de l'estuaire de la Seine et notion de risque, Restauration et Reconquête, Outils d'observation et modèles mathématiques.*

Guides : *Le Suivi du zooplancton en milieu estuarien, Le Suivi de l'avifaune en estuaire de Seine, Le Suivi de l'ichtyfaune en estuaire de Seine, L'Étude du macrobenthos.*

Plaquettes (2008-2013) : *État des ressources biologiques, Usages et aménités, Contextes climatique, morphologique et hydro-sédimentaire, Du Bassin à la Seine, L'Estuaire de Seine, Qualité de l'eau et contaminations.*

Fascicule (2009-2014): *Programme Seine-Aval, la Génotoxicité, Évolution morphologique d'un estuaire anthropisé, Le Benthos, Effet de la contamination chimique, Écologie du copépode eurytemora affinis, Contre Vents et marées, L'Estuaire de la Seine : état de santé et évolution ; Fascicule de vulgarisation (2010) : 25 Questions sur la contamination en PCB de l'estuaire de Seine.*

Recueils cartographiques (2011) : *cartographies des zones riveraines de l'estuaire de la Seine : Végétation, hygrophylie et connectivités latérales, Nature, état et accessibilité des berges.*

A noter :

Présents uniquement en version numérique : posters des poissons de Seine, dépliant, panneaux.

Des compléments d'informations ou des plaquettes manquantes en version papier sont présentes en version numérique.

Métrage linéaire : 0,50 ml.

Lieux de conservation :

G.I.P. Seine-Aval

Pôle régional des Savoirs

115, boulevard de l'Europe

80100 Rouen

Archives départementales de la Seine-Maritime

42, rue Henri II Plantagenêt

80100 Rouen

Institut pour la maîtrise des risques⁵⁷⁶

Historique

Créé le 1er juillet 2002, grâce à l'appui de 14 grands groupes industriels, l'IMdR-SdF est une association loi 1901 qui succède à l'Institut pour la sûreté de fonctionnement (ISdF, entité du Mouvement français pour la qualité) en élargissant son domaine de compétences à la maîtrise des risques. En intégrant en son sein l'Institut européen des cindyniques (IEC) à l'été 2006, l'Institut devient "Institut pour la maîtrise des risques - Sûreté de fonctionnement - Management - Cindyniques" dit "Institut pour la maîtrise des risques".

Sa vocation consiste à aider les entreprises et les organismes publics à adopter, face aux risques, une démarche préventive pour correctement identifier, évaluer, quantifier, hiérarchiser, maîtriser et gérer les événements redoutés. Cette démarche se veut systémique et globale : systémique car la nature des dysfonctionnements peut être technique, documentaire, organisationnelle, humaine, environnementale ; globale car elle doit embrasser toutes les fonctions de l'entreprise (technique, finance, juridique, ...).

L'Institut pour la maîtrise des risques repose sur : le dynamisme d'une vingtaine de groupes de travail et de réflexion (GTR), ses études menées sous formes de projets multipartenaires commandés par des industriels, des rencontres (sous la forme de petits-déjeuners, demi-journées ou journées à thèmes) et son congrès bisannuel de maîtrise des risques et de sûreté de fonctionnement dénommé Lambda Mu, son Centre d'orientation, de documentation et d'informations techniques (CODIT) qui accueille et guide les membres de l'IMdR à travers toute la documentation spécialisée, la qualité de ses relations avec ses partenaires.

Versement n° 20080080⁵⁷⁷

Don d'archives de l'Institut pour la maîtrise des risques (IMdR)

Sommaire

Art. 1-17 : Historique, colloques, congrès, séminaires, journées d'informations, 1968-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 17

Métrage linéaire : 2 ml (6 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

⁵⁷⁶ Voir aussi fonds « Georges-Yves Kervern » <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Don-Georges-Yves-Kervern-concernant-la>

⁵⁷⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Institut-pour-la-maitrise-des-risques-historique>

Les Amis de la terre

Histoire du producteur

L'association Les Amis de la terre France a été créée en 1973 et est cofondatrice de la Fédération Internationale des Amis de la Terre. Depuis leur fondation, Les Amis de la terre, berceau des mouvements d'écologie politique en France, n'ont eu de cesse de faire connaître et de lutter contre les graves atteintes à l'environnement : énergie nucléaire, emploi massif des hydrocarbures, agriculture industrielle, pollutions de l'air, de l'eau et de la terre, organismes génétiquement modifiés, destruction de la forêt mondiale et pillage des milieux naturels, tout en dénonçant les impacts sociaux de ces technologies au Nord comme au Sud de la planète et en défendant la démocratie participative partout dans le monde.

En 2004, Les Amis de la terre - France, outre les actions de leurs groupes locaux qu'ils coordonnent et soutiennent, concentrent leurs actions sur la protection de la forêt, la nécessaire réforme des institutions financières nationales et internationales, et soutiennent l'action des collectifs Sortir du Nucléaire, Réseau Action Climat et ATTAC dont ils sont membres depuis l'origine.

Versement n°20050521⁵⁷⁸

Don de l'association Les Amis de la terre

Sommaire

Fonctionnement, activité de l'association, dossiers documentaires et thématiques

Art 1-14 : Histoire de l'association : organisation, actions, projets, budget, bureau, groupes régionaux, relations internationales, Greenpeace, Organisation non gouvernementales (ONG), 1973-2002

Art 38-49 : Energie : Politique énergétique, énergies renouvelables, énergie nucléaire, uranium, pollution radioactive, risques du nucléaire, opposition aux centrales nucléaires, 1954-2002

Art 57-73 : Déchets : politique des déchets, déchets industriels, **déchets radioactifs**, ordures ménagères et incinération, valorisation des déchets, 1973-2001

Art 63-73 : **Pollution** : sites et sols pollués, pollutions industrielles, Pollution de l'air, **effet de serre**, pluies acides, 1973-2001

Communicabilité : libre

Métrage linéaire : 5.00 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁵⁷⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Association-Les-Amis-de-la-Terre-organisation>

Versement n°20050519⁵⁷⁹

Présentation du Versement

Le présent Versement est composé de 184 affiches produites ou reçues par l'association. Elles sont classées selon un plan de classement thématique.

Sommaire

Don de l'association des amis de la terre

Art 73-132 : Energie, solaire, nucléaire, 1973-1986

Communicabilité : libre (droits de reproduction réservés, s'adresser à www.amisdelaterre.org)

Métrage linéaire : 9 cartons à dessins

Lieu de conservation : Archives nationales

⁵⁷⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Association-les-Amis-de-la-Terre-184-affiches>

Limousin nature environnement

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Limousin nature environnement

1.3 Autres formes du nom

LNE

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1975 – aujourd'hui

2.2 Histoire

La Fédération limousine pour l'étude et la protection de la nature (FLEPNa) naît en 1975. Elle adhère à la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN) dès 1980.

A l'origine, elle réunit douze associations environnementalistes de Haute-Vienne, de Creuse et de Corrèze. Jusqu'en 2015, 140 associations y adhéreront au total.

En 2000, elle change de nom : la FLEPNa devient Limousin nature environnement. En 2017, elle regroupe 39 associations.

2.3 Lieux

Siège social: Ferme de la Loutre Les Vaseix

87 430 Verneuil-sur-Vienne

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Habilitée par l'État pour participer aux débats sur l'environnement, Limousin nature environnement joue un rôle de médiateur civil en faisant entendre la voix militante dans de nombreuses Commissions consultatives sur la nature, les paysages, l'agriculture, la chasse, les risques naturels ou technologiques, la santé, la gestion de l'eau, l'énergie. LNE a aussi un rôle de sentinelle au regard du droit de l'environnement.

LNE gère un centre d'initiation à l'environnement à destination des jeunes et du grand public : Le Centre Nature « La Loutre ». Structure au service de l'environnement, le Centre Nature est reconnu comme un acteur de l'éducation à l'environnement qui accueille des enfants à la journée ou pour des courts séjours. Les animateurs interviennent en milieu scolaire, auprès du grand public : dimanches nature, fête de la nature, balades nature l'été sur des sites remarquables du Limousin, conçoivent des sentiers de découverte pédagogiques, participent à des foires et fêtes publiques

Sources : site Internet <http://lne-asso.fr/>

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

France nature environnement (FNE)

3.2. Type de relations

Association affiliée

4. Contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.6 Dates de création

1975

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

<http://lne-asso.fr/>

Fonds « LNE », 1977-2010

Présentation du contenu conservé par LNE

Les archives sont classées dans des cartons ou dans des dossiers ; certaines études sont reliées. Une grande partie des archives a été donnée aux archives départementales de la Haute-Vienne et est ouverte à la consultation. Une dernière partie reste conservée par LNE dans ses locaux.

Inventaire réalisé en mars 2016 par Anna Trespeuch-Berthelot, complété en novembre 2017 par Michel Galliot.

I. Archives déposés aux Archives départementales de la Haute-Vienne

- A. Courrier reçu
- B. Courrier envoyé
- O. Gestion des **déchets**
- R. Énergie
- S. Installations classées
- U. Nucléaire

II. Documents conservés par l'association dans ses locaux

- A. Vie de l'association
- B. Nucléaire

I. Archives déposés aux Archives départementales de la Haute-Vienne

- A. Courrier reçu**

n° carton Dates

- 1 Courrier reçu 1975-1977
- 2 Courrier reçu 1977-1980
- 3 Courrier reçu 1987
- 4 Courrier reçu 1988
- 5 Courrier reçu 1989
- 6 Courrier reçu 1990
- 7 Courrier reçu 1991
- 8 Courrier reçu 1991
- 9 Courrier reçu 1992
- 10 Courrier reçu 1992
- 11 Courrier reçu 1993
- 12 Courrier reçu 1993
- 13 Courrier reçu 1994
- 14 Courrier reçu 1994
- 15 Courrier reçu 1995
- 16 Courrier reçu 1995
- 17 Courrier reçu 1996
- 18 Courrier reçu 1997
- 19 Courrier reçu 1998
- 20 Courrier reçu 1998
- 21 Courrier reçu 1999
- 22 Courrier reçu 1999
- 23 Courrier reçu 2000
- 24 Courrier reçu 2001
- 25 Courrier reçu 2001-2002
- 26 Courrier reçu 2002
- 27 Courrier reçu 2003
- 28 Courrier reçu 2003
- 29 Courrier reçu 2004
- 30 Courrier reçu 2005
- 32 Courrier reçu 2006
- 32 Courrier reçu 2008
- 33 Courrier reçu 2009
- 34 Courrier reçu 2009-2010
- 35 Courrier reçu 2010
- 36 Courrier reçu 2013

37 Courrier reçu 2014

B. Courrier envoyé

N° Carton dates

38 Courrier envoyé 1983

39 Courrier envoyé 1984-1985

40 Courrier envoyé 1986 à 1988

41 Courrier envoyé 1989 à 1992

42 Courrier envoyé 1992-1993

43 Courrier envoyé 1993-1994

44 Courrier envoyé 1994-1995

45 Courrier envoyé 1996-1997

46 Courrier envoyé 1998

47 Courrier envoyé 1999

48 Courrier envoyé 2000 à 2002

49 Courrier envoyé 2002-2003

50 Courrier envoyé 2004

51 Courrier envoyé 2005-2006

52 Courrier envoyé 2008 à 2012

D. Vie associative

N° Carton contenu

65 Conseils d'administration 1975 à 1988

76 Assemblées générales 1980 à 1982

77 Conseils d'administration et assemblées générales 1983 à 1988

68 Conseils d'administration et assemblées générales 1989 à 1993

73 Conseils d'administration et assemblées générales 1994 à 2000

73 Conseils d'administration et assemblées générales 2001 à 2006

73 bis Réunions de bureau 1983 à 1994

73 Divers / le contrôle des pouvoirs publics sur les associations note d'information

O. Gestion des déchets

N° Carton contenu

129 Commission recyclage 1980

130 réseau Déchets de FNBE, divers documents 1990

132 déchets : documentation, presse, affaires, 1989-1994

132 OM (ordures ménagères) : dossier « décharges, incinération ou valorisation » (presse, documentation, correspondance, 1982-1990 ; dossier décharge St Bonnet-Briance (1989) / presse, documentation, correspondance/ déchetterie

134 Déchets 1985 – dioxine (déchets Séveso) – Roumazières (Charente)

133 Commission déchets Flepna – campagnes 1981 – réunion 1982 – brochure recyclage – position de la Flepna / Brochure Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets, La récupération et le recyclage des papiers et cartons, vers 1984 / Dossier Eureka-Wattelez, Palais-sur-Vienne (usine de régénération du caoutchouc) : dépollution des produits chimiques mais pas des pneus, ce qui cause des incendies récurrents, 1992-1994/ Incinérateur de Beaubreuil / décharge à St Just du Martel, revue de presse, 1985 / Boussac : projet de décharge, 1983 / les déchets hospitaliers en Haute Vienne 1987/ année Européenne de l'environnement – en Haute Vienne 1987

135 Décharge du Puy Aulin (Creuse) 1983 / Décharge de Rochechouart / décharge Guéret/ compostière de Turenne 2004 / décharge de Genouillac 1989 / décharge de Crezin 1980-1982 / co emballage 1994 / Maître Jean / du pyralène à Limoges 1985 / décharge de Rochechouart 1991-1992

136 Brochure et archives : bureau Veritas Service environnement, Centre de recyclage des déchets / association Vivre à Beaune (1995) / collect' de verre SOCVADIM 1984-1985 / collecte des annuaires 1984 collecte des papiers FLEPNA 1984 / campagne Limousin propre 1984 / déchets urbains 1990 / Usine d'incinération CHRU Limoges , 1995-1996 / Mise en œuvre d'un réseau d'agents d'assainissement non collectif, avril 2003

137 Incinérateur de Limoges 1981-1985 / quinzaine du recyclage 1984 / ordures ménagères de Limoges, la FLEPNA propose 1985

138 Damien Constantin, La responsabilité des communes vis à vis de leur ancienne décharge avec à l'appui l'étude d'un cas concret, l'implantation d'un centre commercial à Feytiat (87) sur l'ancienne décharge du « ponteix », Limoges, faculté de droit, rapport de stage à LNE, Magistère droit de l'environnement, 2002 / Commission de contrôle de la centrale énergie déchets de Limoges 1992-2000

139 plan départemental Haute Vienne sur les déchets du BTP 2000 / la gestion des déchets ménagers en Haute Vienne 1996

140 Incinérateur de Limoges 1996

R. énergie

N° Carton contenu

149 énergies en Limousin /nucléaire (revue presse) /énergies douces : guide

150 Commission Uranium et énergie (1983-1984)

151 utilisations pratiques du méthane, photocopie d'une revue, fév 1980 / dossier Habitat solaire – exemples Isle / conclusion de travaux de groupes : « économie d'énergie » (fév 1980), « charbon » (mars 1980) / dossier rose : revue de presse et documentation sur économies d'énergie (début des 1980') / dossier EDF/énergie (1975-1980) / Guy Bouet et Olivier Balabanian, Energie et agriculture en Limousin, laboratoire de géographie rurale, octobre 1980 / Roger Guilhot, ingénieur-conseil, Barrage de Chambonchard, Examen des solutions alternatives, août 1989 / Commission énergie 2003

152 CLER Comité de liaison énergies renouvelables : annuaire des associations 1986 / micro centrale de la Luzège / micro centrale du moulin de la Reine / Pascal Flambard, Les microcentrales hydroélectriques, mémoire de stage, service de l'aménagement hydraulique et forestier de la HV, sept 1981 (annexes) / dossier énergies renouvelables CAMIF 1980 / Énergie éolienne en bref (EDF) / Micro centrales oui—mais FLEPNA

U. Nucléaire

N° Carton contenu

173 aménagement des sites Compagnie générale des matières premières (COGEMA) / affaire « Gorby », 1991 / Bellezane Montmassacrot

173 B- Colloque international Les effets sanitaires des faibles doses liées à la chaîne de l'uranium, Flepna – Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité CRIIRAD (1993) / Circuit de visite des membres de la Commission locale d'information sur les sites Cogema-Simo, 11 juin 1992 / Cogema Simo , Réunion CLI, 16 juin 1992

174 C - Courriers préfecture 1991-1992 / Dossier CLI (Commission locale d'information), 19 novembre 1994 : préparation, presse, courrier ; DRIRE : Evaluation de l'impact radiologique sur les zones habitées proches des sites COGEMA (à partir des données du rapport de la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité CRIIRAD), 1er juillet 1994 / Dossier CLI Bessines, 8 fév 1993 Arrêt modificatif CLIS (Commission locale d'information et de surveillance) Bellezane et CLIS anciens sites uranifères 2008 / Papiers relatifs à CLIS / fermeture du site du Bernardan exploité par Société des mines de Jouac (2002) / Dossier Flepna /SIMO - Appel jugement T.A, Annulation AP 2 août 1990, 1992-1997 / Dossier : recours en annulation A.P, FLEPNA / SIMO, 2 août 1990 / Dossier Flepna-SIMO, Recours en annulation AP 9 avril 1992, 1992-1993 / FLEPNa / SIMO, Sursis à exécution, Arrêté préfectoral, 9 avril 1992 / FLEPNa / SIMO, Sursis à exécution, Arrêté préfectoral, 2 août 1990 / Dossier Flepna - Appel SIMO contre jugement T.A. – SAE A.P. 2 août 1990, 1992/ Recours en conseil d'Etat – SIMO, appel décision 23 juillet 1992

175 D - Centrale nucléaire de Civaux

180 E -Courrier coordination limousine anti-déchets radioactifs (la Clade) à DRIRE 21 sept 1994 / Correspondance diverse (début 1990') / Dossier « Fûts SEPA » Bessines: photos, presse, documents, 1996

177 F - Margnac II-Bellezane- Montmassacrot / dossier

168 G - dossier (enveloppe) école maternelle Bessines 1994 / informations diverses sur le radon / Dossier Jugement TA / Presse – Contentieux stockage d'uranium à Bessines, 1996

180 H - Compte rendu réunion de la CLI de Bessines 4 juillet 1994 / Maquette compte-rendu réunion annuelle Réseau Uranium – 5-6 nov 1983 / Dossier TA-Limoges Recours SIMO, 1991 : documents, presse, correspondance / Ensemble de documents libres (presse, correspondance) / stockage de sesquioxyde d'uranium appauvri à Bessines (observations de Michel Prieur, 1995 ? ; CR Commission restreinte de la CLI de Bessines, 21 sept 1994 ; conférence de presse 14 sept 1992 à propos reconversion sites COGEMA en Limousin / Dossier Total compagnie minière de France/ exploitation des mines de Jouac : contentieux 1992-1996 / « les 22 mensonges des maîtres atomiseurs » Christian Pénicaud 1980

180 I -dossier (enveloppe) Mines du Bourneix, 1998 / Vidange lac de St Pardoux : revue de presse et documents – 1998 /Référé réaménagement des sites miniers (tract, 1990 ?) / Cogema, Référé Travaux site industriel, juin 1994 / Pétition contre le projet d'implantation d'un laboratoire nucléaire souterrain et de stockage de déchets hautement radioactifs dans parc naturel régional Périgord-Limousin, (Guéret environnement et LNE, 2000) / Conseil général Groupe communiste, Rencontre l'uranium en Limousin, 18 janv 1986 CRDP Limoges / Dossier sur le laboratoire de recherche souterrain dans le granite : presse, brochure, notes, 2000

181 Stockage Uranium appauvri à Bessines – contentieux 1995-1999

V. Club nature l'écrevisse

N° Carton contenu

182 carton 1 courrier

183 carton 2 albums photo

184 carton 3 albums photo

185 carton 4

186 la gazette des terriers 1980 à 2000

187 cahiers de réunions 1980 à 1980

188 cahiers de réunions 1980 à 1986

W. Revues de presse

N° Carton dates

189 Revues de presse 1981-1982

190 Revues de presse 1983 à 1988

191 Revues de presse 1983

192 Revues de presse 1983

193 Revues de presse 1984

194 Revues de presse 1985

195 Revues de presse 1986-1987

196 Revues de presse 1988 à 1990

197 Revues de presse 1990

198 Revues de presse 1990

199 Revues de presse 1991

200 Revues de presse 1994

201 Revues de presse 1994-1995

202 Revues de presse 1997-1998

II. Documents conservés par l'association dans ses locaux

A. Vie de l'association

B. Nucléaire

N° de carton

1 Dossier beige : COGEMA – division de la Cruzille, Mise en sécurité des ouvrages miniers souterrains, fév 1993.

2 Site industriel de Bessines – projet de réaménagement – juin 1993 - Brochure Compagnie générale des matières premières (COGEMA), Un projet COGEMA sur Bessines L'entreposage d'oxyde d'uranium appauvri, oct 1993 Classeur blanc : COGEMA, Demande d'autorisation d'installation classée pour la protection de l'environnement, Entreposage de sesquioxyde d'uranium appauvri sur le site industriel de Bessines, fév 1994

3 Classeur blanc : idem, annexes.

4 Inventaire : Observatoire de l'ANDRA, État et localisation des déchets radioactifs en France, 7ème éd, 1999, 683 p -- ANDRA, Observatoire national des déchets radioactifs, 1995

5 Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), Observatoire national des déchets radioactifs, 1993 - ANDRA, Inventaire national des déchets radioactifs et des matières valorisables, 2004 --ANDRA, Déchets radioactifs et matières valorisables en France : résumé de l'inventaire national, 2004 - ANDRA, Où sont les déchets radioactifs en France ?, brochures 1-6, 2004 - ANDRA, Catalogue descriptif des familles de déchets radioactifs, 2004

6 SIMO Bessines, Demande d'autorisation d'exploiter les installations : fabrication d'ammoniaque dans un atelier de caustification, dépôt de chlorate de sodium, extension à plus de 100 m³ d'un dépôt de liquides inflammables, emploi à froid supérieur à 10 m³ de liquides inflammables, juin 1992 - Chemise orange : Revue de presse COGEMA-Bessines, 1991-1992

7 classeur noir : site industriel de Bessines, projet de réaménagement, juin 1993

8 Société SIMO (Société industrielle des minerais de l'Ouest, siège à Vélizy Villacoublay) Bessines, Étude établissant les dangers de l'établissement, tome 1 et tome Annexes, décembre 1992 – Rapport GEP - Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire – direction de l'environnement et de l'intervention, Inventaire national des sites miniers d'uranium, version 1 dans le cadre du programme MIMAUSA (mémoire et impact des mines d'uranium : synthèse et archives), avril 2004 - EDF, Situation et perspectives nationales et en Limousin pour l'électricité et le gaz, janv 1982 - EDF-dir de l'équipement, Le programme électronucléaire français, 1982 - EDF-dir de l'équipement, Résultats des études d'environnement relatives aux centrales nucléaires, E 45, 1980 - EDF-dir de l'équipement, Les déchets nucléaires en question, G27, 1980 - EDF-dir de l'équipement, Les microcentrales hydroélectriques, W13, 1980 - EDF, Information, documentation et bibliographie nucléaires, U 15 L, éd. Olivier Lesourd Guide international de l'énergie nucléaire, 1980 - EDF-dir de l'équipement, Que s'est-il passé lors de l'accident de Three Mile Island ?, 1980 (rééd d'article d'Information des cadres, août-oct 1980) - Brochure L'énergie nucléaire dans le monde, éd. 1980 - Les déchets et les effluents des centrales thermiques et nucléaires et l'environnement – 5ème colloque Energie électrique et environnement – Villeneuve lez Avignon, 2 et 3 oct 1980 (diffusé par EDF-dir de l'équipement) - (min de l'industrie), L'énergie nucléaire – la sureté 25 questions – 25 réponses, éd SOFEDIR, 1980 - Brochure « La lettre de la Crouzille », n°7, nov 1994

9 COGEMA, Enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement sur le site industriel de Bessines/ Gartempe pour un entreposage d'oxyde d'uranium appauvri, rapport de la Commission d'enquête, 1995 - COGEMA, Dossier d'information – sites miniers COGEMA et stockages de résidus et Stériles, novembre 1991 / COGEMA, Division minière de la Crouzille, janv 1992 / SIMO, Usine de Bessines – procédé, avril 1990

10 JM Fernandez, T Lagier , N Legaud, P Merigoux, M Rosier et B Sélas, module Recherche. Conséquences sur l'exploitation de l'uranium sur l'environnement, Licence ACQE, Juin 1995 - CRESAL, Mines d'uranium et sécurité en terre limousine, Retour sur le passé pour maintenir la vigilance, Actes du séminaire de la Crouzille (HV), 8-9 juin 2000, Programme « Risques collectifs e situations de crise » du CNRS - Tract format A4 : CLADE (Coordination limousine anti-déchets), « 46 ans d'exploitation de l'uranium en Limousin ou l'histoire d'une odieuse supercherie »- Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, Rapport sur la gestion des déchets très faiblement radioactifs par le député Jean-Yves Le Déaut, t. 2 : comptes-rendus et auditions, séance

23 avril 1992 – **CRIIRAD** (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité), Etudes radioécologiques sur la division minière de la Crouzille – Site SIMO de Bessines – Sites de Montmassacrot, Bellezane et Puy-de-l'Age, 3 volumes / vol d'annexes (prélèvements et mesures entre janv et sept 1993), fév-mars 1994. -

11 Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, Rapport sur les conséquences de l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl et sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires, déposé le 17 décembre 1987 - Commission d'examen des dépôts de matières radioactives, Rapport aux Ministres de l'environnement, délégué à l'industrie et au commerce extérieur, à la santé, juillet 1991. – Commission nationale d'évaluation relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs Rapports 2000+2001+2002+2003+2005

12 – revue de presse - Commission nationale d'évaluation relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs, Rapports d'évaluation n° 4 à 9, oct 1998+1999 ; n°11, juin 2005- dossier vert : mobilisation contre l'implantation d'un laboratoire nucléaire souterrain d'étude de stockage de déchets hautement radioactifs : pétition, documentation, correspondance, presse, 2000 - dossier rose Revue de presse / affaire des boues radioactives lac St Pardoux, 1998

13 Lettres INFO du Commissariat à l'énergie atomique (CEA)

14 Limair/univ Limoges, Le risque radon et ses remédiations, vol 1 : aspects généraux vol 2 : aspects législatifs, vol 3 : aspects communication, vol 5 : aspects sanitaires et épidémiologiques, vol 6 : aspects remédiations ; rapport n°3 présenté au comité de pilotage du 16 sept 2004, document de synthèse, 2004.- Brochure de communication : Compagnie générale des matières premières (COGEMA), La division minière de la Crouzille, sd

Accroissement

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (adresse électronique : galliot.lne@free.fr)

Observatoire des marées noires

Intitulé de l'unité documentaire : 236 J⁵⁸⁰ - Fonds de l'Observatoire des marées noires.

Date de l'unité documentaire : 1968-2006

Description physique : Métrage linéaire : 2,20 ml

Biographie ou histoire

Ce fonds, d'association dissoute, a été déposé aux Archives départementales par Henri Girard, administrateur, le 27 juillet 2006.

Cette association, loi 1901, a été fondée le 8 avril 2000 à l'instigation de Dominique Voynet alors Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, suite au naufrage du navire pétrolier Erika, le 12 décembre 1999, ayant provoqué une marée noire.

Mise en sommeil fin 2002 l'association fut dissoute en août 2006 faute de financement.

Informations sur les modalités d'entrée

Don

Présentation

Le fonds est organisé de la manière suivante : administration générale, personnel, comptabilité, actions des instances officielles, actions de l'OMN (généralités, groupes de travail thématiques, travail de terrain), documentation).

Statut juridique

Statut juridique : Archives privées

Communicabilité

Communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de la Loire Atlantique

Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

.2. Forme autorisée du nom

Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay

1.3. Autres formes du nom

SDN Berry – Giennois – Puisay

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2013 - 2018

2.2. Histoire

« Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay » est une association Loi 1901 fondée en 2013 faisant partie de l'un des 200 groupes adhérents au réseau « Sortir du nucléaire ».

Alors que le chantier de construction de la centrale nucléaire de Dampierre dans le département du Loiret s'achève (mise en service en 1980), un autre projet de centrale est en train de naître à Belleville-sur-Loire dans le département du Cher à une distance orthodromique de 35 km. Une association, l'Association pour la défense de la qualité de la vie en Val de Loire (ADQVL) s'opposant à ce dernier projet est alors créée à la fin de la décennie 1973. Malgré des contestations, le projet est retenu. La Centrale nucléaire de Belleville met en service ses deux unités de fonctionnement en 1987 et en 1988.

Vers 1995 est créé le « Comité Stop Belleville Stop Dampierre » qui a pour objectif de réunir toutes les personnes et associations qui souhaitent la fermeture des deux centrales, notamment en raison de la porosité du béton de celle de Belleville. À partir de 2007, l'association tombe progressivement en sommeil, jusqu'à la catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011 qui donne lieu à une nouvelle prise de conscience et une remobilisation contre le nucléaire. Localement, des manifestations sont organisées tous les mardis de ce mois de mars 2011.

Une nouvelle association est alors fondée le 11 juin 2013 (déclaration en Préfecture le 2 juillet et publiée le 27 juillet au Journal officiel), par d'anciens militants du « Comité Stop Belleville et Stop Dampierre », de Bourges, de l'Yonne, du Loiret et de la Nièvre. L'objectif était de reconstituer une structure associative forte, pour informer et agir en faveur d'un abandon au recours de l'énergie nucléaire et à la force armée nucléaire. Dès sa constitution, il a été décidé unanimement d'adhérer à la charte nationale du Réseau Sortir du nucléaire, notamment pour accéder à ses compétences. Depuis, de nombreuses actions sont réalisées dans cet objectif de l'abandon du nucléaire, tout en proposant et favorisant la maîtrise de l'énergie, et le développement d'autres moyens de Production d'électricité.

2.3. Lieu

Siège – adresse postale :

9 bis, chemin de la Taupinière

Bourges

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

- « Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay » est une association Loi 1901 qui exerce sa compétence dans les départements du Cher, du Loiret, de la Nièvre et de l'Yonne. Elle adhère symboliquement au réseau « Sortir du nucléaire » et est invitée à l'Assemblée générale annuelle. Bien qu'appartenant à ce réseau, SDN Berry-Giennois-Puisay conserve son autonomie pour mener différentes actions avec pour principaux objectifs, la sortie du nucléaire (l'association estime que le danger représenté par le fonctionnement des centrales nucléaires et l'utilisation d'armes nucléaires sont réel et sérieux, et qu'il tend à s'accroître avec le vieillissement des centrales, et le développement non contrôlé des techniques évoluées des armes nucléaires : d'où, la demande de l'arrêt programmé des centrales et l'abolition de l'arsenal nucléaire), la sensibilisation sur les énergies alternatives et la lutte contre le gaspillage environnemental.

Plus précisément, « Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay » a pour buts :

- « de fédérer localement les individus, les associations et autres personnes morales qui veulent sortir du nucléaire,
- de mettre en œuvre toutes les actions que la loi autorise, pour une sortie du nucléaire selon la charte du réseau « Sortir du nucléaire » annexée aux présents statuts,
- d'informer la population sur les dangers de la filière nucléaire, ainsi que sur les alternatives énergétiques,
- de favoriser les énergies renouvelables respectueuses de l'environnement et les moyens de maîtriser la demande en énergie et en électricité.
- de lutter contre les pollutions et les risques pour l'environnement et la santé que représente l'industrie nucléaire et les activités et projets d'aménagement qui y sont liés (création ou extension d'installations nucléaires de base, construction de lignes à haute tension, programmes de recherche et de développement, etc.)
- de défendre en justice l'ensemble de ses membres. »⁵⁸¹

En conséquence, l'association mène des actions qui se veulent populaires. Elles sont proposées d'un commun accord par les membres du conseil d'administration, mais elles sont soumises à l'accord de tous les adhérents, qui peuvent assister à tous les travaux du Conseil d'Administration. Ces actions sont les suivantes :

- Organisation de manifestations et participations aux marches (notamment, devant les centrales de Belleville/Loire et St Laurent-des-Eaux lors des dates anniversaires de Tchernobyl et de Fukushima, manifestation régionale « FukuChinon » à l'automne 2014, manifestation « le Cher marche pour la paix », manifestation européenne « Fermons Fesseinheim » le 26 avril 2015),

581 Article 2 des statuts de l'association.

- Organisation d'actions symboliques, dites « actions en réaction »,
- Réalisations de prélèvements d'eau (comme en 2017 à Monstsoreau dans le cadre d'une action collective avec le collectif « Loire-Vienne »),
- Campagnes d'informations et de communication : mises à plat des informations, communiqués de presses, passages en radios,
- Tractages, notamment sur les ronds-points de Cosnes/Loire, Saint Satur et Bourges,
- Sensibilisation des élus locaux à l'importance de ramener le débat nucléaire dans un cadre démocratique,
- Propositions de remplacer l'énergie produite à partir du nucléaire par les énergies renouvelables (éolien, Solaire, Biomasse...) et en développant les techniques tendant à assurer « une sobriété énergétique »,
- Actions en justice : dépôt d'une plainte à l'encontre de la Centrale de Belleville pour non-respect des règles de sécurité et infractions de fonctionnement, infractions relevées par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) lors d'un contrôle à l'été 2014, dépôts de plaintes par l'intermédiaire du réseau national (en 2015 pour 36 infractions et en 2017 pour 46 infractions).

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

« Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay » se réunit une fois par an en Assemblée générale. L'association s'articule autour d'un Conseil d'administration de 12 membres. Son actuelle Présidente est Françoise Pouzet.

« Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay » compte également une soixante d'adhérents.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

« Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay » entretient les relations suivantes :

- Membre du réseau « Sortir du nucléaire » (adhésion à la charte du réseau, accès aux compétences, actions communes, deux adhérents administrateurs du réseau).
- Participation et membre du collectif « Sortir du nucléaire Loire et Vienne » créé en 2015 (réunion tous les deux mois et action annuelle commune)⁵⁸².
- Mouvement de la paix (manifestations communes).

⁵⁸² Le collectif « Sortir du nucléaire Loire et Vienne » est un groupe macro régional oeuvrant pour la sortie du nucléaire. Ce regroupement ambitionne de mutualiser et dynamiser la réflexion, les informations et les actions autour de cet objectif. Il se compose des structures suivantes : SDN Berry-Giennois-Puisaye autour des centrales de Belleville et Dampierre, l'ACIRAD Centre et le réseau Fukushima basés à Orléans, SDN 41 autour de St Laurent des Eaux, SDN 37 à Tours et Chinon, SDN 49 aux alentours d'Angers, la coordination poitevine « Vivons sans nucléaire » autour de Civeaux, SDN 73 et SNE 73 autour du centre d'ionisation des aliments Ionisos, SDN 80 dans les Deux-Sèvres et, SDN Pays Nantais.

- Représentation au sein de la Commission locale d'information (CLI).
- Actions communes avec les associations locales (dont « l'Association pour la défense de la qualité de la vie en Val de Loire » (ADQVL)).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Décembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Françoise Pouzet, Présidente de SDN Berry-Giennois-Puisay.

Site : <https://sdn-berry-puisaye.webnode.fr/>

Présentation du contenu conservé par l'association « Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay »⁵⁸³:

Dossier de présidence de Françoise Pouzet (0,10 ml) (archives courantes). -

Fonctionnement de l'association : adhésion, listes de sympathisants ;

Activités et actions : demande d'autorisation et déclaration de manifestation, chansons de manifestations, préparation de communiqué de presse pour une conférence à Boulleret, fiche relative à des prélèvements et analyse d'eau, intervention de Daniel Desprez⁵⁸⁴ à la Commission locale d'information de Belleville (2017) ;

Notes et documents de travail (dont préparation rapport moral de l'association pour l'Assemblée générale 2017, réunions d'Assemblées générales et de Conseils d'administration, brouillon de discours, notes et listes de contacts) ;

Documentation : tracts de « Sortir du nucléaire Berry-Giennois-Puisay », affichettes, coupures de presse, brochure relative au dépôt de plainte effectué en 2017 ;

Lettre du Conseil d'État rejetant un arrêt de chantier à la centrale de Belleville (14/05/1980).

Dates extrêmes

1980 - 2018

⁵⁸³ À titre informatif, les archives décrites ci-dessous ne représentent que quelques dossiers des 5,0 ml d'archives conservées chez Françoise Pouzet, Présidente de l'association : le récolement de l'ensemble des fonds n'ayant pas pu être effectué.

⁵⁸⁴ Vice Président de SDN Berry-Giennois-Puisay.

Métrage linéaire conservé

Environ 5,0 ml⁵⁸⁵.

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné (comprends notamment les comptes rendus des Assemblées générales et des conseils d'administration et les courriels).

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Classement par dossiers.

Bon état de conservation.

Localisation physique

Au domicile de la Présidente de SDN Berry-Giennois-Puisay, Françoise Pouzet.

Modalités d'accès

Sur demande pouzet.francoise18@gmail.com auprès de François Pouzet, Présidente de SDN Berry-Giennois-Puisay :

Union régionale bretonne de l'environnement

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Union régionale bretonne de l'environnement

1.3 Autres formes du nom

URBE

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1973 – 1989

2.2 Histoire

L'Union régionale bretonne de l'environnement fondée en 1973 a obtenu l'agrément au titre de la protection de l'environnement en 1984.

2.3 Lieux

Chez les descendants d'un ancien membre de l'association

Lanester

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Sous le titre de l'Union régionale bretonne de l'environnement, il est constitué une association entre toutes les personnes morales et physiques qui adhéreront aux statuts.

L'Union régionale bretonne de l'environnement groupe les associations, mouvements, syndicats et tous groupements, y compris les comités locaux de mouvements plus larges, dotés de la personnalité civile, qui visent à défendre et à mettre en valeur dans les départements bretons, la nature et le cadre de vie particulier à la Bretagne.

Pour défendre la qualité spécifique de la vie en Bretagne, cette union prendra tous les moyens à sa portée.

Elle s'efforcera en particulier :

de fournir à ses membres une documentation sérieuse ;

de mettre ses membres en relation avec des personnes et organismes pouvant les aider à résoudre tel problème précis ;

et quand eux-mêmes auront épuisé les moyens à leur portée,

de représenter ses membres devant les pouvoirs publics s'ils le demandent ;

de créer des mouvements d'opinion en faveur des valeurs qu'elle entend défendre ;

de définir enfin une véritable politique de l'environnement.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

Fonds "Union régionale bretonne de l'environnement" (URBE).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, règlement intérieur, compte-rendu de conseil d'administration, bilan financier, poste FONJEP, correspondance... (1973-1989).

Dossiers de l'activité : courriers départ et arrivée (1973-1975), états régionaux de l'environnement (correspondance, comité d'organisation des états régionaux, projet de déclaration., 1982), **positions sur les centrales nucléaires** (1975-1968), projet de loi relatif aux enquêtes publiques (1983), proposition pour le VIIe plan d'occupation des sols (1973), voiries pour cycles, piétons et chevaux (1973), réaction par rapport au schéma d'aménagement du littoral (1974), charte culturelle, projets, compte-rendu de réunions, photographies, revue de presse, correspondance, dossiers divers sur la sauvegarde de sites (1973-1988).

Documentation : "La lettre de l'URBE" (bulletin trimestriel publié par l'association, correspondance, 1977-1986).

1973-1989

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 0,55 ml

Localisation physique :

Archives départementales du Finistère, site de Quimper.

Origine

Union régionale bretonne de l'environnement

Informations sur les modalités d'entrée

Dépôt.

Accroissements

Le fonds est clos.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable.

Annexes

Liste des sigles

ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

AEE : Agence pour les économies d'énergie

AFME : Agence française pour la maîtrise de l'énergie

AIE : Agence internationale de l'énergie

AIEA : Agence internationale de l'énergie atomique

AN : Archives nationales

ANDRA : Agence nationales des déchets radioactifs

ANRED : Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets

APSRM : Agence de prévention et de surveillance des risques miniers

ASCAB : Association pour le développement des carburants par la gazéification du bois

ASN : Autorité de sûreté nucléaire

ATIC : Association technique pour l'Importation de charbon

BRGM : Bureau des recherches géologiques et minières et la météorologie

BRP : Bureau de recherches du pétrole

CAS : Comité d'action pour le solaire

CCNUCC : Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques

CCS : Commission centrale de sécurité

CDF : Charbonnages de France

CEA : Commissariat à l'énergie atomique

CEE : Certificat d'économies d'énergie

CEE : Communauté économique européenne

CEREN : Centre d'études et de recherches sur les économies d'énergie

CERN : Centre européen de recherches nucléaire

CES : Commissariat à l'énergie solaire

CESP : Commission de sécurité des installations pétrolières

CESTA : Centre d'études des systèmes et des technologies avancées

CGDD : Commissariat général au développement durable

CGPC : Conseil général des ponts et chaussées

CERCHAR : Centre de recherches des Charbonnages de France

CIELE : Centre d'information sur l'énergie et l'environnement

CISN : Comité interministériel de la sécurité nucléaire

CLER : Comité de liaison énergies renouvelables

CLIS : Commission locale d'information et de surveillance

CNDTE : Conseil national du débat sur la transition énergétique

CNER : Conseil national d'évaluation de la recherche

CNR : Compagnie nationale du Rhône

COGEMA : Compagnie générale des matières nucléaires

COMES : Commissariat à l'énergie solaire

CONSUEL : Comité national pour la sécurité des usagers de l'électricité

CPDC : Comité professionnel de la distribution de carburants

CPN : Conseil de politique nucléaire

CPNE : Conseil de politique nucléaire extérieure

CREPS : Compagnie de recherches et d'exploitation au Sahara

CRIIRAD : Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité

CSDUS : Centre de stockage de déchets ultimes stabilisés

CSFMA : Centre de stockage de déchets radioactifs de faible et moyenne activité

CSM : Centre de stockage de la Manche

CTPBOH : Comité technique permanent des barrages et ouvrages hydrauliques

DDE : Direction départementale de l'équipement

DDT(M) : Direction départementale des territoires (et de la mer)

DEPPR : Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques

DGEC : Direction générale de l'énergie et du climat

DGEMP : Direction générale de l'énergie et des matières premières

DGPR : Direction générale de la prévention des risques

DICA : Direction des carburants

DHYCA : Direction des hydrocarbures

DIREN : Direction régionale de l'environnement

DNTE : Débat national sur la transition énergétique

DPPR : Direction de la prévention des pollutions et des risques

DREAL : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

DRIRE : Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement

D4E : Direction des études économiques et d'évaluation environnementale

EAMA : Etats africains et malgache associés

EdF : Electricité de France

ELF-ERAP : ELF-Entreprise de recherches et d'activités pétrolières

EMC : Entreprise minière et chimique

EPR : European pressurized reactor

ERAP : Entreprise de recherche et d'activités pétrolières

FDES : Fonds de développement économique et social

FNE : France nature environnement

FRAMATOME : Franco-américaine de constructions atomique

GCEE : Groupe de contact avec les entreprises de l'énergie.

GdF : Gaz de France

GIEC : Groupe intergouvernemental pour l'évolution des climats

GSIN : Groupe de scientifique pour l'Information sur l'énergie nucléaire

HBCM : Houillères de bassin Centre et du Midi

HBCM : Houillères des bassins de Lorraine

HCTISM : Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire

IFP : Institut français du pétrole

IFREMER : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

INSTN : Institut national des sciences et techniques nucléaire

IPSN : Institut de protection et de sûreté nucléaire

IRSN : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire

ITER : International thermonuclear experimental reactor

LAURE : Loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie

MATE : Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement

MDPA : Mines de potasse d'Alsace

MER : Mission des études et de la recherche

MISE : Mission d'inspection spécialisée de l'environnement

MOS : Mines d'or de Salsigne

MST : Mission scientifique et technique

MTE : Ministère de la transition écologique et solidaire

OCDE : Organisation de coopération et de développement économique

OCRS : Organisation commune des régions sahariennes

ONCL : Office national des combustibles liquides

ORCHAR : Office de répartition du charbon

PCER : Plan climat énergie régional

SCSIN : Service central de sûreté des installations nucléaires

SIGE : Service de l'inspection générale de l'environnement

SIREDOM : Syndicat intercommunal pour le recyclage et l'énergie par les déchets et ordures ménagères

SNGSO : Société Nationale des gaz du Sud-Ouest

SOFRAME : Société française pour la maîtrise de l'énergie

SOGERAP : Société de gestion de la participation de la régie autonome des pétroles

STEEGB : Service technique énergie électrique, grands barrages

Liste des illustrations

Archives nationales

Cabinet Robert Poujade, ministre de la protection de la nature et de l'environnement, 1973-1974

Extrait de discours, 1973

<p><i>Le Ministre Délégué auprès du Premier Ministre Chargé de la Protection de la Nature et de l'Environnement</i></p> <p><i>Paris, le 2, rue Feytaud, 8^e 073.03.90</i></p> <p>Une estampe de la bibliothèque nationale, gravée par Jacob d'après un tableau de Mattou (BN 20 15) représente un coin de campagne pittoresque. Qui voudra revenir sur les lieux de cette scène bucolique n'aura qu'à porter ses pas en direction du carrefour Richelieu-Drouot, au cœur de Paris.</p> <p>"La face d'une ville change plus vite que le cœur d'un mortel". Ces vers célèbres ont été écrits il y a plus de cent ans. Mais ce n'est que depuis quelques dizaines d'années qu'on mesure les transformations profondes et précipitées que subit l'espace naturel.</p> <p>Certes la nature et les paysages ne sont devenus à la mode qu'à la naissance de la civilisation industrielle qui devait, d'oubli, les menacer. Le sentiment profond de la nature qui parcourt, par exemple l'œuvre poétique de Ronsard n'en est que plus remarquable. L'Ode contre les bûcherons de la Forêt de Gastine reste sans doute l'œuvre la plus célèbre inspirée par la protection de la Nature et de l'Environnement.</p> <p>Pourtant Ronsard lui-même, comme les romantiques plus tard, reste tenté par l'opposition bien superficielle entre l'éternité de la nature et la précarité de l'homme, et la "Maison du Berger" est à cet égard d'une inspiration très proche de "quand je suis vingt ou trente mois...". En fait, dès que l'artiste ou l'homme échappe aux thèmes généraux, et évoque les horizons qui lui furent familiers, il évine les métamorphoses des paysages : l'homme a la chance et l'émotion</p> <p>.../...</p>	<p>Extrait du discours de réception à l'Académie de Dijon de Robert Poujade sur la protection du paysage, 1973</p> <p>Archives nationales</p> <p>20073209/1</p>
--	---

Cabinet Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de l'écologie et du développement durable, 2002-2004

Extrait de discours, 2004

18 juin 2004

Discours fin débat général
CHARTRE / Sénat
23 juin 2004

Monsieur le Président, mesdames et messieurs les sénateurs,

Bilan des travaux préparatoires et du débat

A l'issue de ce débat général, je voudrais rendre d'abord hommage à la qualité de ce débat, qui repose sur le travail de vos rapporteurs et de votre commission.

Je crois que toutes les questions qui méritent d'être posées ont été posées, aucune n'a été éludée, permettant au Sénat de se prononcer dans la plus grande clarté sur le texte constitutionnel qui est soumis à votre approbation.

Le rapport de Monsieur Patrice Gélard, comme son intervention, sont lumineux, d'une très grande clarté. Je partage entièrement ses analyses et ses explications, d'abord sur la pleine valeur constitutionnelle de la Charte soumise à votre approbation ; elle ne fait aucun doute compte tenu de la pleine souveraineté du pouvoir constituant et la procédure d'approbation de cette Charte. Les travaux préparatoires de vos commissions permettraient d'écarter, s'il en était jamais besoin, le moindre doute à ce sujet.

20, Avenue de Ségur 75302 Paris 07 SP - Téléphone : 01 42 19 20 21

Présentation au Sénat du projet de loi constitutionnelle concernant la Charte de l'environnement
Extrait du discours de Roselyne Bachelot-Narquin, 2004

Archives nationales

20073688/43

Secrétariat général du débat sur la transition énergétique

Première réunion du Conseil National du débat sur la transition énergétique
13 décembre 2012
14h-17h
Compte-rendu synthétique

Mot d'accueil du Président Delevoe

Laurence Tubiana remercie le Président Delevoe et ouvre la séance en rappelant les trois grands points à l'ordre du jour :

- la finalisation de la charte
- la réflexion sur l'organisation et le calendrier du débat
- la discussion sur le groupe d'experts

Ella ajoute à cet ordre du jour la nécessité de commencer à réfléchir (pour décision ultérieure) au mode de délibération et à la gouvernance du Conseil national (vote, consensus...), à trancher en janvier.

1. Discussion sur le projet de charte

La CFE-CGC intervient sur les points suivants :

- L'absence des problématiques de l'emploi et de la compétitivité dans la charte, qui sont pourtant des éléments essentiels de l'appropriation du débat par les citoyens.
- La question du panel de citoyens et le besoin de mieux comprendre comment il est désigné.
- La question du comité de liaison avec les entreprises. La CFE-CGC souhaite y être présente si doivent être évoquées dans ce groupe des questions relatives au dialogue social, à la formation. Si les syndicats n'y sont pas présents, les questions liées au dialogue social ne doivent pas être y traitées.

Le RAC intervient sur les points suivants :

- Les infrastructures de transport doivent être incluses dans le débat.
- La possibilité de travailler sur des scénarios de sortie du nucléaire doit figurer dans la charte.
- Les mentions des échéances de 2020/2025 doivent être harmonisées dans les documents, en prenant en compte les engagements du Président de la République sur la hausse du niveau d'ambition concernant le rythme de réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- Il faudrait établir un accord avec les grandes entreprises sur leur communication, afin qu'elle soit modérée pour la durée du débat (comme lors du débat de 2003).
- Le RAC est opposé à ce que le comité de pilotage porte la communication du débat, et souhaite qu'un plan de communication soit réalisé par le secrétariat général et validé par le Conseil.
- La synthèse de débats devrait être validée par le Conseil.

FNE :

- Il faut clarifier la composition du groupe de contact des entreprises et notamment savoir si les PME, les acteurs de l'efficacité énergétique (bâtiment), les EnR... en feront partie. Ce groupe ne doit pas comprendre que les très gros producteurs.
- Concernant les conférences de citoyens, la proposition actuelle n'est pas tenable. Il faut de vraies formations avec des délaits entre les jours de formation pour l'appropriation. Pour l'heure ce sont des conférences de consensus au rabais, que l'on compense par un grand nombre (26). Il faut 2-3 conférences de citoyens sur 2-3 sujets phares

Première réunion du Conseil national du
débat sur la transition énergétique
13 décembre 2012
Extrait du compte-rendu synthétique


Archives nationales

20150216/1

Observatoire des effets du réchauffement climatique, 2004

<p style="text-align: center;">Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique</p> <p style="text-align: center;">Esquisse</p> <p>De quoi s'agit-il ?</p> <p>Définition des concepts de variabilité climatique et dérive climatique (climats passés, présent et futurs). Face à l'afin climatique, définition des impacts de l'adaptation, de la vulnérabilité. Description de l'état des lieux, et des problèmes rencontrés avec la politique climatique. Adaptation et atténuation : s'engager dans des mesures d'adaptation peut aider à promouvoir une stratégie de prévention.</p> <p>Quelle que soit l'ampleur des mesures de prévention, qui devront d'ailleurs être appliquées au niveau mondial, il faudra malgré tout s'adapter à un nouveau climat.</p> <p>Exemples d'adaptation : les risques à affronter seront pour l'essentiel dans la continuité des risques actuels, mais on ne peut exclure des risques nouveaux.</p> <ul style="list-style-type: none">○ modifications des pratiques de gestion des forêts○ revoir les règlements relatifs à la gestion de l'eau○ choisir des cultures mieux adaptées○ modifier le code de la construction○ modifier les critères relatifs à la salubrité des logements○ améliorer la protection contre les inondations○ définir la construction d'une route en tenant compte des risques futurs (niveau de la mer, augmentation des éboulements liés aux précipitations, inondations,...) et de leurs implications sur le coût de maintenance par exemple○ ... <p>Principales motivations pour la mise en œuvre de l'adaptation</p> <ul style="list-style-type: none">➤ réduire les coûts et les conséquences des impacts en réduisant la vulnérabilité.➤ tirer le meilleur parti des effets positifs possibles.➤ équité et cohésion sociale: protéger les plus faibles, qui sont les plus menacés.➤ avantages dérivés en conduisant une réflexion plus approfondie sur les effets possibles du climat présent, et en mettant en œuvre des mesures utiles dès aujourd'hui. <p style="text-align: center;">1</p>	<p style="text-align: center;">3ème conseil d'orientation de l'observatoire, 19 novembre 2004 « Stratégie nationale d'adaptation du changement climatique », esquisse Extrait</p> <p style="text-align: center;">Archives nationales</p> <p style="text-align: center;">20150480/6</p>
---	--

Campagnes "Gardez la France propre", "Vacances propres" ? 1981

	<p>« Garder la France propre - Centre de réglage de carburant »,</p> <p>Archives nationales</p> <p>Affiche 73x80 cm, couleur décembre 1981 17 mars 1982</p> <p>20073111/7</p>
--	---

Index des institutions, entreprises et associations

Agence de l'eau Seine-Normandie.....	481
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie 46, 87, 90, 92 , 98, 100 , 114, 115, 120 , 128, 129 , 131, 133 , 135, 147, 175, 189, 459	
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de Bourgogne.....	116
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de Franche-Comté... 116, 117, 119	
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de Haute-Normandie.....	449
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de Poitou-Charentes.....	133
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de la Martinique.....	138
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de la Réunion.....	139 , 141, 142
Agence de prévention et de surveillance des risques miniers.....	204
Agence de sûreté nucléaire Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	379
Agence française pour la maîtrise de l'énergie.....	22, 24 , 86 , 89, 91, 94 , 105 , 109, 110, 112, 135, 421, 424
Agence internationale de l'énergie.....	175, 276
Agence internationale de l'énergie atomique.....	154, 225 , 231, 237, 246
Agence nationale de récupération et d'élimination des déchets.....	147
Agence nationale de valorisation de la recherche.....	24
Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.....	92, 144 , 226, 229, 232, 260, 262, 377, 395 , 496
Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs de la Vienne.....	400
Agence pour la qualité de l'air.....	96, 98, 107
Agence pour les économies d'énergie.....	86, 91, 94, 98, 104
Agence régionale de santé de Haute-Normandie.....	449
Agir pour l'environnement.....	418
Agriculture, eaux et forêts de l'Aude.....	161
Air-Normand.....	448
Alsace nature.....	454
ANTAR.....	281
Archives départementales de l'Aisne.....	369
Archives départementales des Alpes-de Haute-Provence.....	377
Archives départementales des Alpes-Maritimes.....	134, 378
Archives départementales des Ardennes.....	341
Archives départementales de l'Aube.....	342 , 395
Archives départementales de l'Aude.....	162
Archives départementales de l'Aveyron.....	361
Archives départementales des Bouches-du-Rhône.....	134, 379
Archives départementales du Calvados.....	331
Archives départementales du Cantal.....	330
Archives départementales de la Charente-Maritime.....	370
Archives départementales du Cher.....	11, 15, 340
Archives départementales de la Corrèze.....	163, 352
Archives départementales de la Côte-d'Or.....	116, 334
Archives départementales des Côtes-d'Armor.....	431, 445
Archives départementales de la Creuse.....	353 , 398
Archives départementales de la Dordogne.....	328
Archives départementales du Doubs.....	116, 119, 347
Archives départementales de la Drôme.....	382
Archives départementales d'Eure-et-Loir.....	11, 15
Archives départementale du Finistère.....	11, 15, 394, 508
Archives départementales du Gard.....	351, 397

Archives départementales de la Haute-Garonne.....	123
Archives départementales du Gers.....	362
Archives départementales de la Gironde.....	110 , 329
Archives départementales de l'Hérault.....	121, 352
Archives départementales de l'Ille-et-Vilaine.....	336, 338, 418, 466
Archives départementales de l'Indre.....	11, 15, 472,
Archives départementales de l'Indre-et-Loire.....	11, 15, 340
Archives départementales de l'Isère.....	401
Archives départementales des Landes.....	329
Archives départementales du Jura.....	348
Archives départementales de la Loire.....	385
Archives départementales du Loir-et-Cher.....	11, 15
Archives départementales de la Haute-Loire.....	330
Archives départementales de la Loire Atlantique.....	126 , 128, 365, 400, 429, 499
Archives départementales du Loiret.....	11, 15, 118, 341
Archives départementales du Lot-et-Garonne.....	457
Archives départementales du Maine-et-Loire.....	473
Archives départementales de la Manche.....	446
Archives départementales de la Haute-Marne.....	346
Archives départementales du Morbihan.....	339
Archives départementales de la Moselle.....	360
Archives départementales de la Nièvre.....	163, 336
Archives départementales du Pas-de-Calais.....	365
Archives départementales du Puy-de-Dôme.....	114
Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques.....	476
Archives départementales des Hautes-Pyrénées.....	398
Archives départementales du Haut-Rhin.....	323, 324, 325, 327
Archives départementales du Rhône.....	135 , 382 , 402
Archives départementale de la Saône-et-Loire.....	396
Archives départementales de la Savoie.....	404
Archives départementales des Deux-Sèvres.....	373
Archives départementales de Paris.....	350
Archives départementales de la Seine-Maritime. .	11, 15, 397, 450, 452, 459 , 470, 481, 484
Archives départementales de la Seine-et-Marne.....	351
/Archives départementales de la Somme.....	129 , 132, 369
Archives départementales du Tarn.....	363
Archives départementales du Tarn-et-Garonne.....	364, 399
Archives départementales du Vaucluse.....	381
Archives départementales de la Vienne.....	133, 374, 375, 376
Archives départementales de la Haute-Vienne.....	122, 356 , 360, 427, 490
Archives départementales du Territoire de Belfort.....	349
Archives départementales des Hauts-de-Seine.....	120
Archives départementales de la Réunion.....	139, 141, 142 , 405
Archives territoriales de la Guyane.....	138, 385
Archives territoriales de la Martinique.....	138
Archives nationales... 11, 15, 19, 21 , 25 , 27, 28, 30, 34, 36, 38, 40 , 44 , 47, 50, 53, 55, 57, 59 , 62, 66, 80 , 83 , 85, 87 , 91 , 95 , 97, 108, 110, 145, 147 , 152 , 157 , 165 , 169, 171 , 175 , 186 , 195 , 200 , 203 , 213 , 217 , 224 , 229 , 237 , 243, 245 , 249, 251 , 259, 261 , 267 , 270 , 275 , 280 , 288 , 299 , 303 , 306, 308, 309, 321 , 387, 389, 392 , 409, 423, 425, 434, 438, 486, 488	
AREVA.....	166, 260, 262
Assemblée nationale.....	20, 39, 68, 226

Association climatologique de Moyenne Garonne.....	457
Association de l'industrie et du commerce pour l'environnement normand.....	450, 458
Association des usagers de la plaine alluviale de l'estuaire de la Seine.....	449
Association fédérative régionale pour la protection de la nature.....	454
Association française de normalisation.....	303
Association française du gaz naturel véhicule.....	192
Association Moruroa e Tatou:	51
Association pour la défense de la qualité de la vie en Val de Loire.....	503
Association pour la prévention de la Pollution de l'air.....	9, 10
Association pour le développement des carburants par la gazéification du bois.....	88
Association pour le management des risques et des assurances dans l'entreprise.....	433
Association technique pour l'Importation de charbon.....	303
Autorité de sûreté nucléaire.....	224, 254 , 262 , 503
Autorité de sûreté nucléaire du Calvados.....	330
Bassin minier de Champagnac-les-Mines.....	329
Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne.....	461
Bureau de recherches du pétrole.....	280
Bureau de recherches géologiques et minières.....	23, 42, 147, 172, 193, 338, 424
Caisse nationale de l'énergie.....	172
CEFEM.....	297
Centre d'énergie atomique.....	260
Centre d'essais du Pacifique.....	27
Centre d'information sur l'énergie et l'environnement.....	336
Centre d'étude et de recherche du charbon.....	302
Centre d'études et de recherches économiques sur l'énergie.....	308
Centre d'information sur l'énergie et l'environnement.....	418
Centre de recherche bretonne et celtique.....	435
Centre de recherches des Charbonnages de France.....	221
Centre départemental de la météorologie.....	328
Centre départemental de la météorologie de Charente-Maritime.....	371
Centre international de recherche sur l'environnement et le développement.....	410, 413
Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes.....	410, 413
Centre national de recherche scientifique.....	163
Centre national pour l'exploitation des océans.....	22, 286
Centre nucléaire de production électrique.....	402
Charbonnages de France.....	22, 42, 171, 174, 186, 196 , 215, 302, 306
Climate action network.....	421
Collectif STOP EPR, ni à Penly ni ailleurs.....	470
Comité 21.....	411
Comité à l'énergie atomique.....	266
Comité anti poubelle atomique.....	472
Comité consultatif d'utilisation de l'énergie.....	320
Comité consultatif des forces hydrauliques.....	310, 317
Comité d'action pour le solaire.....	134
Comité d'études pétrolières marines.....	286
Comité de l'énergie atomique.....	224
Comité de la prévention et de la précaution.....	43
Comité de liaison énergies renouvelables.....	494
Comité des programmes exploration-production.....	286
Comité export nucléaire.....	59
Comité français pour l'environnement et le développement durable.....	411
Comité Géothermie.....	108

Comité interministériel de la sécurité nucléaire.....	28, 255
Comité météorologique départemental de Maine-et-Loire.....	473
Comité national pour la sécurité des usagers de l'électricité.....	170
Comité professionnel de la distribution de carburants.....	287
Comité professionnel du pétrole.....	303
Comité régional d'étude pour la protection et l'aménagement de la nature en Basse-Normandie.....	467
Comité technique de l'électricité.....	208, 216
Comité technique permanent des barrages et ouvrages hydrauliques.....	319
Commissariat à l'énergie atomique.....	179
Commissariat à l'énergie solaire.....	105
Commissariat à l'étude et à la prévention des risques naturels majeurs:.....	27
Commissariat à l'énergie atomique 21 , 34, 42, 46, 144, 193, 225 , 229, 231, 232, 234, 235, 415, 498	
Commissariat à l'énergie solaire.....	22, 88, 94, 98, 104
Commissariat général au Plan.....	231
Commissariat général du plan d'équipement et de productivité.....	197
Commission à l'énergie atomique.....	262
Commission consultative sur la production d'électricité d'origine nucléaire.....	231
Commission de glaciologie et météorologie des Pyrénées.....	161
Commission de l'énergie.....	231
Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité.....	494, 497
Commission de sécurité des installations pétrolières.....	283
Commission de sécurité des stockages souterrain.....	218
Commission départementale de météorologie de la Charente-Inférieure.....	371
Commission des marchés d'Electricité de France.....	209
Commission des marchés de Gaz de France.....	199, 297
Commission des recherches scientifiques sur la sécurité dans les mines et carrières....	220
Commission du développement durable.....	43
Commission française du développement durable.....	418
Commission interministérielle des installations nucléaires de base.....	261
Commission interministérielle des radioéléments artificiels.....	264
Commission Laure.....	278
Commission locale d'information de Soulaire.....	343
Commission méditerranéenne du développement durable.....	411
Commission météorologique des Basses-Pyrénées.....	475
Commission météorologique du département de l'Aude.....	161
Commission nationale du débat public.....	35
Communauté économique européenne.....	175, 276, 281 , 297
Communauté européenne de l'énergie atomique.....	154, 156, 227 , 231 , 237, 416
Communauté européenne du charbon et de l'acier. .	181, 197, 199, 219, 223, 303, 306, 415
Compagnie algérienne de méthane liquide.....	286
Compagnie de recherches et d'exploitation au Sahara.....	281
Compagnie française de raffinage.....	286
Compagnie française des pétroles.....	153, 180, 271, 279, 281, 287
Compagnie générale des matières nucléaires.....	42, 225 , 235, 236, 262, 494, 496, 498
Compagnie nationale du Rhône.....	22, 42, 174, 182, 186, 192, 196 , 211, 212, 310, 318
Conseil conjoint Énergie - Environnement.....	36
Conseil de l'union européenne.....	36
Conseil de planification.....	277
Conseil de politique nucléaire.....	59
Conseil de politique nucléaire extérieure.....	229

Conseil départemental d'Indre-et-Loire.....	340
Conseil des communautés européennes.....	36
Conseil économique et social des Nations unies.....	211
Conseil économique et social.....	85
Conseil général de l'environnement et du développement durable.....	72, 423, 424
Conseil général de l'Aube.....	342
Conseil général du Calvados.....	481
Conseil général de l'Eure.....	481
Conseil général du Jura.....	348
Conseil général de la Seine-Maritime.....	481
Conseil général de la Réunion.....	405
Conseil général des mines.....	73 , 80, 220
Conseil général des ponts et chaussées.....	72, 75
Conseil national d'évaluation de la recherche.....	433
Conseil national de l'air.....	389
Conseil national du débat sur la transition énergétique.....	81
Conseil national du développement durable.....	83
Conseil régional de Basse-Normandie.....	481
Conseil régional de Haute-Normandie.....	449, 481
Conseil supérieur de l'électricité.....	199
Conseil supérieur de l'électricité et du gaz.....	197
Conseil supérieur de la sûreté nucléaire.....	261
Conseil supérieur du pétrole.....	153, 180, 277, 279, 280
Coordination limousine anti-déchets.....	497
Creusot-Loire.....	89
Délégation aux énergies nouvelles.....	164
Direction de études économiques et de l'évaluation environnementale.....	151
Direction de l'habitat et de la construction.....	322
Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques.....	386
Direction de la construction.....	322
Direction de la flotte de commerce et équipement naval.....	156
Direction de la prévention des pollutions et des nuisances.....	386
Direction de la prévention des pollutions et des risques.....	386, 388, 391, 393
Direction de la sécurité civile.....	388
Direction de la sûreté des installations nucléaires.....	254
Direction départementale de l'agriculture de la Corrèze.....	163
Direction départementale de l'équipement de la Corrèze.....	163
Direction départementale de l'équipement de la Manche.....	333
Direction départementale de l'équipement de la Haute-Loire.....	330
Direction départementale de l'équipement du Haut-Rhin.....	323
Direction départementale de l'équipement du Tarn-et-Garonne.....	364
Direction départementale des affaires maritimes du Finistère.....	394
Direction départementale des territoires de l'Aisne.....	369
Direction départementale des territoires de la Creuse.....	354
Direction départementale des territoires de la Drôme.....	382
Direction départementale des territoires de la Nièvre.....	335
Direction départementale des territoires et de la mer du Gard.....	351
Direction des affaires maritimes.....	155
Direction des carburants.....	269, 280, 282
Direction des études économiques et évaluation environnementale.....	148, 150
Direction des hydrocarbures.....	200, 269 , 279 , 287, 289 , 391
Direction des ports et de la navigation maritimes.....	157

Direction du gaz, de l'électricité et du charbon.....	186, 196 , 201 , 293 , 300 , 312
Direction générale de l'énergie et des matières premières.....	24, 30, 86 , 152 , 153, 158, 164, 169, 171, 172, 174, 175, 176 , 182 , 187, 189 , 195, 201, 222 , 225, 227, 228, 230, 232 , 235, 246, 257, 266, 269, 274, 287, 299, 300, 311, 312, 320, 386, 391
Direction générale de la sûreté nucléaire et d la radioprotection.....	244
Direction générale de l'énergie et du climat.....	86, 158, 160, 164, 165, 166, 170, 181, 184, 187, 188, 224, 269, 301
Direction générale de l'industrie.....	173, 177, 183, 238, 267, 321
Direction générale de la prévention des risques.....	160, 234, 386
Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection.....	225, 245 , 262
Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer.....	155
Direction générale des territoires et de la mer de la Guyane.....	385
Direction régionale de l'environnement d'Alsace.....	325
Direction régionale de l'environnement du Limousin.....	358
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine..	361
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Midi-Pyrénées.....	398
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie.....	397
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie..	397
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire.....	399
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes.....	401
Direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France.....	350
Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne..	334
Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bretagne....	338
Direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'environnement de Franche-Comté.....	347, 348
Direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement du Limousin.....	352, 335
Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine.....	360
Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie.....	449, 460
Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du Pays-de-la-Loire.....	127, 267
Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Poitou-Charentes.....	375
Direction régionale de l'industrie et de la recherche de Midi-Pyrénées.....	363
Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes...	382, 384, 403
Electricité de France....	22, 42, 46, 171, 174, 179, 185, 186, 193 , 196, 198, 203, 205, 208 , 210,211 , 215 , 262, 324
ELF-Aquitaine.....	281, 286 , 290, 291
ELF-Entreprise de recherches et d'activités pétrolières.....	276
ELF-Gabon.....	286
Environnement, développement et action.....	413
EURATOM.....	154, 156, 227 , 231 , 237
Fédération française des sociétés de protection de la nature.....	477, 489
Fédération Haute-Normandie nature-environnement.....	450
Fédération limousine pour l'étude et la protection de la nature.....	489
Fédération mondiale des cités unies.....	410

Fondation de l'écologie politique.....	419,422
Fondation Sophia-Antipolis.....	432
FRAMATOME.....	46, 89, 156, 234, 236
France nature environnement.....	440, 454 , 477, 490
Gaz de France.....	20, 23, 42, 186, 194, 196, 199, 203, 215, 222, 287, 293 , 296, 297, 299
Gaz naturel de Groningue.....	293
Greenpeace.....	27, 487
Groupe climat, énergie du Grenelle de l'environnement.....	160
Groupe de contact des entreprises de l'énergie.....	82
Groupe de scientifique pour l'Information sur l'énergie nucléaire.....	418
Groupe intergouvernemental d'étude des changements climatiques.....	421
Groupe interministériel restreint sur l'exportation des matériels et matières sensibles.....	230
Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée.....	410, 413
Groupement d'intérêt public Seine-Aval.....	480
Groupement d'Intérêt scientifique de l'agriculture pour la chimie et l'énergie.....	147
Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire.....	419
Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.....	234, 261
Houillères de bassin Centre et du Midi.....	174
Houillères des bassins de Lorraine.....	174
Institut de protection et de sûreté nucléaire.....	229, 235
Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.....	31
Institut européen des cindyniques.....	485
Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.....	286
Institut français du pétrole.....	42, 46, 181, 287, 289, 302
Institut méditerranéen de l'eau.....	413
Institut national de la recherche agronomique.....	370
Institut national des sciences et techniques nucléaires.....	229
Institut pour la maîtrise des risques.....	485
Institut pour la sûreté de fonctionnement.....	485
Les Amis de la terre.....	418,487
Limousin nature environnement.....	489
Maison de la consommation et de l'environnement.....	418
Maison de la nature et de l'environnement.....	421
Maison régionale de l'environnement et des solidarités.....	421
Mediterranean Aspen Institute.....	413
Météo France.....	&(ç ? 371
Météo-France Haute-Vienne.....	356
Mines d'or de Salsigne.....	171
Mines de la Haute-Vienne.....	358
Mines de potasse d'Alsace.....	171
Mines et énergie des Alpes-Maritimes.....	378
Mines et énergie de la Charente-Maritime.....	373
Mines et énergie de la Corrèze.....	353
Mines et énergie de la Côte-d'Or.....	335
Mines et énergie des Landes.....	329
Mines et énergie du Loiret.....	341
Mines et énergie de la Haute-Marne.....	346
Mines et énergie du Tarn.....	363
Mines et énergie du Territoire de Belfort.....	349
Mission des études et de la recherche en environnement.....	149
Mission interministérielle de l'effet de serre.....	47
Observatoire de l'énergie et des matières premières.....	191

Observatoire des effets du réchauffement climatique.....	160
Observatoire des marées noires.....	499
Office de répartition du charbon.....	303, 305
Office national des carburants liquides.....	269
Office national des combustibles liquides.....	269, 280
ORANO.....	260
Organisation de coopération et de développement économique.....	154, 175, 231
Organisation du traité de l'Atlantique nord.....	275
Organisation mondiale de la santé.....	31
Ponts et chaussées du Gers.....	362
Ponts et chaussées de Loire-Atlantique.....	365
Ponts-et-Chaussées de la Haute-Vienne.....	358
Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence.....	377
Préfecture des Alpes-Maritimes.....	378
Préfecture des Ardennes.....	341
Préfecture de l'Aube.....	344
Préfecture des Bouches-du-Rhône.....	379
Préfecture de la Corrèze.....	163
Préfecture de la Creuse.....	353 , 398
Préfecture de la Dordogne.....	327
Préfecture du Doubs.....	347
Préfecture du Gers.....	362
Préfecture de l'Hérault.....	352
Préfecture de la Loire.....	385
Préfecture de la Loire-Atlantique.....	366
Préfecture du Pas-de-Calais.....	365
Préfecture du Rhône.....	403
Préfecture de la Saône-et-Loire.....	396
Préfecture de la Savoie.....	404
Préfecture de la Seine.....	349
Préfecture de la Seine-et-Marne:.....	350
Préfecture des Deux-Sèvres.....	373
Préfecture du Tarn.....	362
Préfecture du Tarn-et-Garonne.....	364, 399
Préfecture de Vaucluse.....	381
Préfecture de la Vienne.....	374, 376
Préfecture de la Haute-Vienne.....	356, 358
Préfecture de la Réunion.....	143
Premier ministre.....	27, 51
Présidence de la République.....	50
Région Centre Val-de-Loire.....	11, 15
Réseau Action Climat - France.....	421
Secrétariat général du débat national sur la transition énergétique.....	81,83
Sénat.....	58, 144
Service central de protection contre les rayonnements ionisants.....	387
Service central de sûreté des installations nucléaires.....	238 , 254, 267
Service central de sûreté des installations nucléaires de base.....	230, 234
Service de conservation des gisements hydrocarbures.....	184
Service de diffusion et d'information sur les énergies nouvelles.....	95
Service de l'inspection générale de l'environnement.....	72
Service des mines de l'Aveyron.....	361
Service des mines de la Loire-Atlantique.....	366

Service du patrimoine archivistique et audiovisuel de Polynésie française.....	426
Service national des oléoducs inter-alliés.....	164
Service technique de l'énergie électrique, des grands barrages et de l'hydraulique.....	319
Service technique énergie électrique, grands barrages.....	176
Société africaine d'exploration pétrolière.....	286
Société centrale d'agriculture de l'Aude,.....	161
Société de gestion de la participation de la régie autonome des pétroles.....	281
Société française pour la maîtrise de l'énergie.....	185
Société industrielle des minerais de l'Ouest.....	496
Société nationale des gaz du Sud-Ouest.....	293, 297
Société Shell.....	276
Société TECHNIP.....	276, 291
Société Texaco.....	276
Société Texas Gulf.....	285
Société TOTAL.....	276, 286, 291
Société TRAPIL.....	291
Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay.....	500
Sous-préfecture de Bar-sur-Aube.....	395
Station d'avertissement météorologique de Narbonne.....	161
Station météorologique de La Pallice.....	372
Travaux publics du Cher.....	340
UFC Que Choisir de Haute-Normandie.....	449
Union des Industriels de la Chimie – Normandie.....	481
Union européenne.....	49, 421
Union régionale bretonne de l'environnement.....	436, 506

Index matière

Accident dans les dépôts d'hydrocarbures.....	286
Accident industriel.....	31, 493
Accident nucléaire.....	35, 38, 227, 231, 259, 385, 490
Agence de l'eau.....	475
Agriculture.....	48, 97, 130, 154, 160, 410, 448, 461, 482, 486
Aménagement.....	13, 48, 147, 177, 213, 214, 308, 364, 409, 451, 486
Aménagement du territoire.....	48, 409, 451
Aménagement hydraulique.....	177, 214, 308, 364, 486
Aménagement hydroélectrique.....	213
Approvisionnement de gaz.....	24, 290, 293, 301
Approvisionnement d'hydrocarbures.....	170, 180, 192, 269
Approvisionnement de carburant.....	280
Approvisionnement de charbon.....	24, 301
Approvisionnement pétrolier.....	23, 178, 192, 199, 267, 273 282
Après-mines.....	167, 390
Autorité de sûreté nucléaire.....	223, 253, 256, 261, 328, 330, 494
Barrage hydroélectrique.....	31, 64, 66, 149 , 198, 203, 310, 315, 317, 324, 328, 340, 349, 352, 364, 473, 475, 486
Bassin minier.....	327
Biocarburant.....	170, 285, 387
Biodiversité.....	54
Biomasse.....	88, 97, 286, 319, 494
Biométhane.....	299
Bruit.....	47, 54, 63
Carburant de substitution.....	89, 170, 267, 285, 387
Carrière.....	218, 220, 325 331, 333, 339, 342, 344, 347, 348, 350, 356 361, 363 371, 376, 378, 383, 395, 402
Catastrophe industrielle.....	389, 401
Catastrophe naturelle.....	45
Centrale hydroélectrique.....	312, 332
Centrale nucléaire...21, 23 28, 31, 35, 38, 46, 149, 152, 171, 175, 194, 221, 227, 230, 232, 236 240, 245, 253, 254, 259, 261, 264, 266, 324, 329, 333, 336, 338, 339, 340, 362, 375, 385, 395, 397, 401, 467, 480, 487, 490, 493, 498	
Centrale thermique.....	23, 171, 194 198, 227, 245, 401
Changement climatique.....	37, 48, 52, 54 57, 61, 64 86, 148, 157, 159, 268, 410, 457, 476
Charbon. 23, 42, 79, 168, 170, 173, 178, 180, 185, 192, 195, 196, 202, 214, 300, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309	
Charte européenne de l'énergie.....	274
Chasse.....	48, 54, 482
Chute d'eau.....	198, 203, 206, 308, 310, 313, 316
Chute hydroélectrique.....	203, 206, 310, 313
Cindynique.....	432, 479
Climat.....	70, 158, 162, 170, 368 372, 419, 454
Code minier.....	183
Coût de l'électricité.....	184
Crise de l'énergie.....	177
Crise nucléaire.....	255
Débat national sur la transition énergétique.....	81

Déchet..	21, 23, 34, 38, 42, 45, 47 54 63, 86, 89, 91,97, 128, 138 , 140, 141, 143, 152, 223, 228, 229, 231, 147, 234, 257, 259, 265, 330, 334, 340, 375, 384, 386, 391, 393, 398, 403, 452, 455, 457, 459, 466, 469, 480, 483, 485, 486, 487, 489
Déchet industriel.....	42, 455, 466
Déchet ménager.....	128, 466
Déchet nucléaire. .	21, 23, 34, 38, 42, 91, 143, 152, 223, 228, 229, 231, 234, 257, 259, 265, 330, 340, 375, 386, 391, 393, 398, 466, 469, 480, 487, 489
Déchet radioactif. .	21, 23, 34, 38, 42, 91, 143, 152, 223, 228, 229, 231, 259, 265, 340, 375, 386, 391, 393, 398, 480, 487, 489
Dépollution.....	390
Dépôt de pétrole.....	287
Dérèglement climatique.....	159
Développement durable.....	35, 43, 48, 54 147, 411
Domages de guerre.....	207
Economie d'énergie.....	21, 23 34, 85, 132, 152, 177 179, 182, 192, 277, 320
Éducation à l'environnement.....	122, 411, 459, 461, 482
Effet de serre. .	34 37, 42, 45, 46, 47, 95, 106, 148, 151, 159, 167, 171, 177, 185, 192 195, 202, 204, 207 210 214 261, 322, 188, 387, 447 480
Efficacité énergétique.....	209, 61
Electricité.....	23, 42, 46, 158, 169, 173, 177, 181, 184, 185, 192 195, 198, 201, 202, 204, 207, 209, 211, 212, 214, 261, 310, 312, 321, 322 340, 351
Electrification rurale.....	158, 181, 212
Energie de substitution.....	199
Energie éolienne.....	26, 89, 97, 132, 138, 156, 165, 186, 187, 337, 367, 375
Energie fossile. .	21, 23, 26, 34, 42, 46, 67, 79, 89, 152, 167, 169, 170, 171, 179, 180, 183, 187, 192,199, 207, 221, 269, 273, 285, 292, 301, 306, 323, 327, 332, 343, 345, 349, 365, 379, 381, 387
Energie hydraulique.....	23, 31, 64, 66, 89, 149, 156 , 198, 203, 308, 309, 310, 315, 317, 324, 328, 336, 340, 349, 352, 364, 473, 475, 486
Energie hydrolienne.....	165, 187
Energie marémotrice.....	156,309, 336
Energie nouvelle.....	23, 26, 94, 177, 192
Energie nucléaire. .	21, 23, 28, 30, 31, 33, 34, 35, 38, 40, 42, 45, 46, 49, 50, 57, 59, 65, 91, 144, 147, 149, 151, 152, 164, 170, 171, 174, 175, 177, 184, 191, 194, 221, 223, 225, 227, 230, 232, 234, 235, 236, 237, 240, 245, 253, 254, 259, 261, 264, 266, 302, 324, 328, 329, 330, 333, 336, 338, 339, 340, 362, 375, 377, 382, 385, 395, 397, 401, 424,437, 444, 467, 480, 483, 486, 487, 488, 490, 492, 493, 498
Energie photovoltaïque.....	89, 165, 187
Energie renouvelable.....	23, 26, 34, 37, 46, 63, 85, 89, 97, 104, 132, 138, 156, 165, 182, 186, 187, 188, 318, 319, 320, 334, 337, 346, 348, 367, 375, 467, 480, 481, 486, 493, 494
Energie solaire.....	23, 63, 87, 89, 94, 97, 104, 138, 165, 187, 319, 320, 481, 486, 494
Espace naturel.....	453, 461
Essai nucléaire.....	50, 57, 424
Essence sans plomb.....	286
Etablissements classé.....	402
Ethanol.....	286
Europe.....	36, 38, 45, 48, 67, 100, 109, 148, 153, 174, 180, 188, 196, 198, 212, 218, 222, 227, 231, 274, 292, 295, 301, 307, 324, 409, 433, 456, 459, 472, 493
European pressurized reactor.....	467
Exploitation minière.....	383
Exploration des hydrocarbures.....	283

Exploration minière.....	356
Exploration pétrolière.....	152, 178 192, 271, 277, 279, 2283
Exportation d'énergie électrique.....	206
Faune sauvage.....	54, 477
Fiscalité.....	178, 183, 189, 275, 278
Fiscalité pétrolière.....	178, 199
Forêt.....	151, 410, 480
Fuel léger.....	286
Gaz....	21, 24, 42, 79, 169, 178, 185, 191, 193, 195, 198, 202, 14, 221, 222, 285, 290, 291, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 325, 340, 357, 373, 375, 379, 390, 396
Géothermie.....	26, 89, 107, 109, 118, 138, 149, 164, 176, 182, 186, 318, 348
Gestion des risques.....	432, 479
Gestion du sous-sol.....	283
Grenelle de l'environnement.....	159
Houillère.....	34, 79, 1733, 185, 302 327, 361
Hydrocarbure.....	26, 152, 157, 170, 180, 183, 192,199, 217, 269, 273, 274, 279, 285, 332, 343, 345, 350, 363, 365, 379, 381, 392, 480
Importation de pétrole.....	270
Importation de charbon.....	300, 301
Importation d'hydrocarbures.....	269,277
Importation d'énergie électrique.....	206
Importation de pétrole.....	178, 271, 282
Incident nucléaire.....	328, 330
Infrastructure gazière.....	290
Infrastructure pétrolière.....	273
Installation classée.....	38, 258, 323, 328, 382, 397, 483, 488
Installation nucléaire.....	21, 23 28, 31, 35, 38, 46, 149, 152, 171, 175, 194, 221, 227, 230, 232, 236 240, 245, 253, 254, 258, 259, 261, 264, 266, 324, 38, 329, 333, 336, 338, 339, 340, 362, 375, 382, 385, 395, 397, 401, 467, 480, 487, 490, 493, 498
International.....	23, 36, 45, 97, 100, 109, 148, 151 152, 154, 170, 174, 180, 183 188, 202, 206, 217, 223, 225, 230, 232, 235, 273, 276 279 282, 291 301, 387, 408, 480
International thermonuclear experimental reactor.....	437
Littoral.....	407, 434, 443, 458, 461
Maison solaire.....	133, 320
Maîtrise de l'énergie. 25 30, 37, 85, 89, 96, 99, 108, 109, 113, 115, 120, 127, 129, 132, 135 139, 140, 145, 164, 184, 282	
Maîtrise des risques.....	479
Marché de l'énergie.....	186
Marché de l'électricité.....	167, 208, 209, 212
Marché du gaz.....	198, 295, 221,299
Marché pétrolier.....	167,170, 282
Marché pétrolier	170
Marée noire.....	43, 272, 392, 398, 426, 428, 434, 441, 443, 460, 462, 473, 491
Mazout.....	301
Météorologie.....	31, 158, 160, 162, 326, 354, 368, 369, 372, 374, 378, 425, 454, 470
Méthane liquide.....	293
Méthanol.....	286
Mine.....	24, 46, 72 ,149, 168, 170, 173, 176, 182, 197, 191, 200, 203, 216, 218, 220, 265, 301, 325, 327, 332, 333, 338, 339, 344, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 355, 356, 359, 361, 364, 370, 372, 374, 376, 379, 382, 396, 399, 402
Nationalisation.....	202, 207, 302
Naufrage.....	426, 428,491

Non prolifération nucléaire.....	178
Oléoduc.....	165
Opération expérimentale.....	320
Pétrole.....21, 34, 46, 152, 178, 193, 199, 269, 274, 277, 280, 282, 287, 301, 350	
Pétrolier à propulsion nucléaire.....	155
Phare et balises.....	156
Pipeline.....273, 286, 323, 324, 379	
Plomb.....	286
Plutonium.....	254
Politique charbonnière.....	300, 305
Politique énergétique.....19, 21, 23, 26, 164, 169, 171, 175, 182, 184, 186, 195, 199, 202, 217, 219, 230 282, 297, 306, 309 318	
Politique gazière.....	291
Politique nucléaire.....	192
Politique pétrolière.....	199, 275, 278
Pollution.....37, 43, 45, 47, 79, 85, 89, 97, 116, 128, 147, 156, 291, 272, 277, 281, 334, 356, 387, 390, 404, 414, 446, 452, 480	
Pollution de l'air.....37, 43, 48, 85, 97, 156, 291, 334, 387, 414, 446, 480	
Pollution de l'eau.....	480
Pollution des sols.....	390
Pollution industrielle.....45, 79, 356, 387, 480	
Pollution maritime.....	272, 281
Pollution maritime par hydrocarbures.....	281
Pollution radioactive.....	480
Prévention des risques.....37, 52, 431	
Production d'électricité.....67, 171, 259, 261	
Production d'énergie.....	163, 170
Production d'électricité.....	184, 204, 230
Production de carburants de substitution.....	89
Production de charbon.....	304
Production de gaz.....	88, 290
Production des hydrocarbures.....	283
Production minière.....	173, 200, 304
Propulsion nucléaire.....	155
Qualité de l'air.....37, 54 61, 86	
Qualité de l'eau.....	56
Qualité de la vie.....	114, 492
Radioactivité.....	341
Radioélectricité.....	375
Radioprotection.....262 265, 385	
Raffinage.....23, 26, 152, 170, 178, 179, 199, 269, 277, 280, 285	
Rayon ionisant.....	256
Réchauffement climatique.....48, 52, 54, 57, 64 143, 156, 159, 268, 457, 477	
Réchauffement climatique.....	477
Recherche.....89, 155,195, 227, 231, 383	
Recherche minière.....	265, 352, 396
Recherche pétrolière.....	278
Recherche sur la propulsion nucléaire.....	155
Reconversion minière.....	173
Restructuration du secteur minier.....	168
Risque industriel .38, 48, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406	

Risque majeur:.....	27, 402
Risques minier.....	203
Santé.....	31, 48, 54, 57, 147, 447, 455, 482, 493
Sécurité des installations pétrolières.....	281
Sécurité industrielle.....	28, 46, 216, 281, 290, 386
Sécurité maritime.....	154, 156
Sécurité nucléaire.....	28, 46, 386
Site protégé.....	144, 217
Statistique sur le pétrole.....	280
Sûreté nucléaire.....	21, 24, 35, 38, 42, 49, 54 65, 171, 223, 230, 232, 236, 243, 249, 253, 328, 330, 377, 500
Tarification de l'électricité.....	169, 206
Tarification des concessions hydrauliques.....	173
Tarification du carbone.....	65
Tarification du gaz.....	291, 293, 297, 299
Tarification pétrolière.....	152, 179, 199, 277, 279
Transition énergétique.....	81
Transport de gaz.....	295, 298, 373, 394,
Transport de matières dangereuses.....	394
Transport pétrolier.....	285
Uranium.....	21, 178, 231, 356, 365, 380
Urbanisme.....	434, 459

Témoignages et discours d'anciens ministres de l'environnement

Témoignages : Les anciens ministres de l'environnement sont souvent auteurs /autrices d'ouvrages, où ils ou elles relatent certains aspects de cette expérience...

Vous trouverez sur le site Internet <https://ressources.histoire-environnement.org/> des extraits de ces ouvrages actuellement, lus par des étudiants d'AgroParisTech/Université Paris Saclay et de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye.

Huguette Bouchardeau

Discours issus de l'ouvrage *Le ministère du possible*, Edition Alain Moreau, Paris, 1986

Corinne Lepage

Discours issus de l'ouvrage *On peut rien faire Madame le Ministre*, Éditions Alba Michel, 1998

Cycle de webinaires

Cycles webinaires de rencontres entre étudiant.e.s et ancien.nes ministres de l'environnement.⁵⁸⁶

Rencontres avec Brice Lalonde - Ministre de l'Environnement (1991-1992), Corinne Lepage - Ministre de l'Environnement (1995-1997), Delphine Batho - Ministre de l'Environnement (2012-2013)

586 <https://ressources.histoire-environnement.org/Cycle-de-Webinaire>

Géolocalisation des fonds d'archives publiques et privées

Sur le site <https://ressources.histoire-environnement.org/>, vous avez la possibilité de géolocaliser les fonds d'archives via une carte

<https://ressources.histoire-environnement.org/Carte?filtre=ressources>



Géolocalisation des fonds d'archives concernant l'Ille-et-Vilaine

Sites Internet

Archives nationales: salle d'inventaires virtuelle

<https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/>

Plus de 20 000 inventaires décrivant les archives Plus de 10 000 notices décrivant ceux qui ont produit les archives (producteur) Plus d'1 million d'archives papier numérisées

Archives de France: Annuaire des archives départementales

<https://francearchives.fr/fr/annuaire/departements>

L'annuaire des services d'archives du Service interministériel des Archives de France recense les services d'archives publics constitués c'est à dire mettant en œuvre une politique de collecte et de traitement intellectuel des archives et accueillant le public.

Association pour l'histoire de protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

Site principal

<https://ressources.histoire-environnement.org/>

Inventaire des archives publiques et privées relatives à la protection de la nature et de l'environnement

<https://ressources.histoire-environnement.org/Ressources>

L'AHPNE est une association qui milite et agit pour sauvegarder la mémoire et valoriser la connaissance de l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement